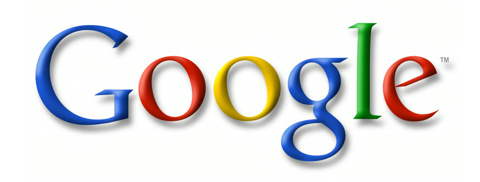
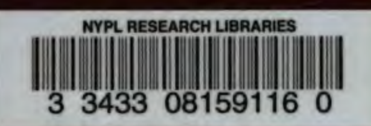
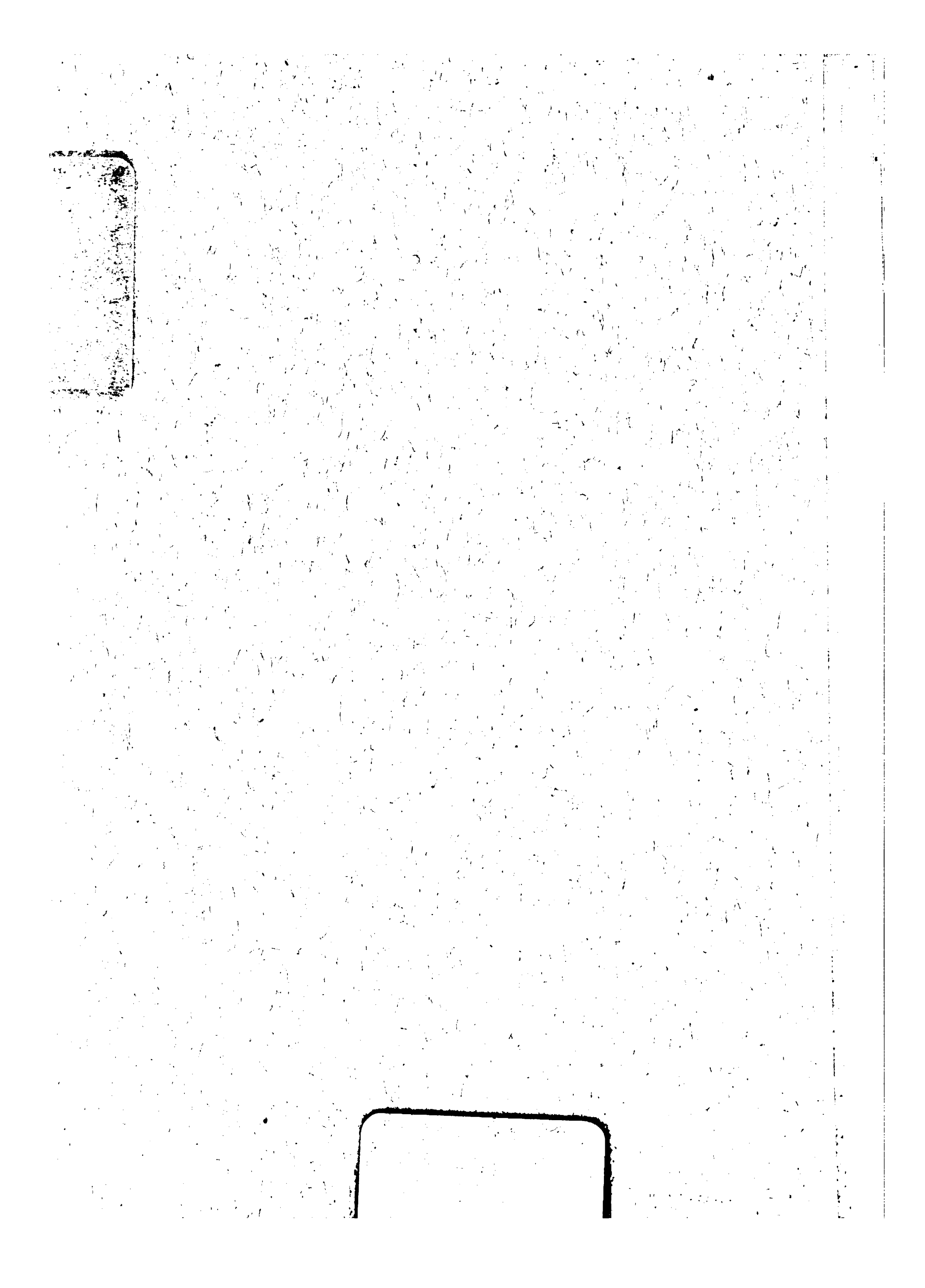






Manifestations Franco-Anglo-Italiennes

Pour l'Arménie et la Macédoine

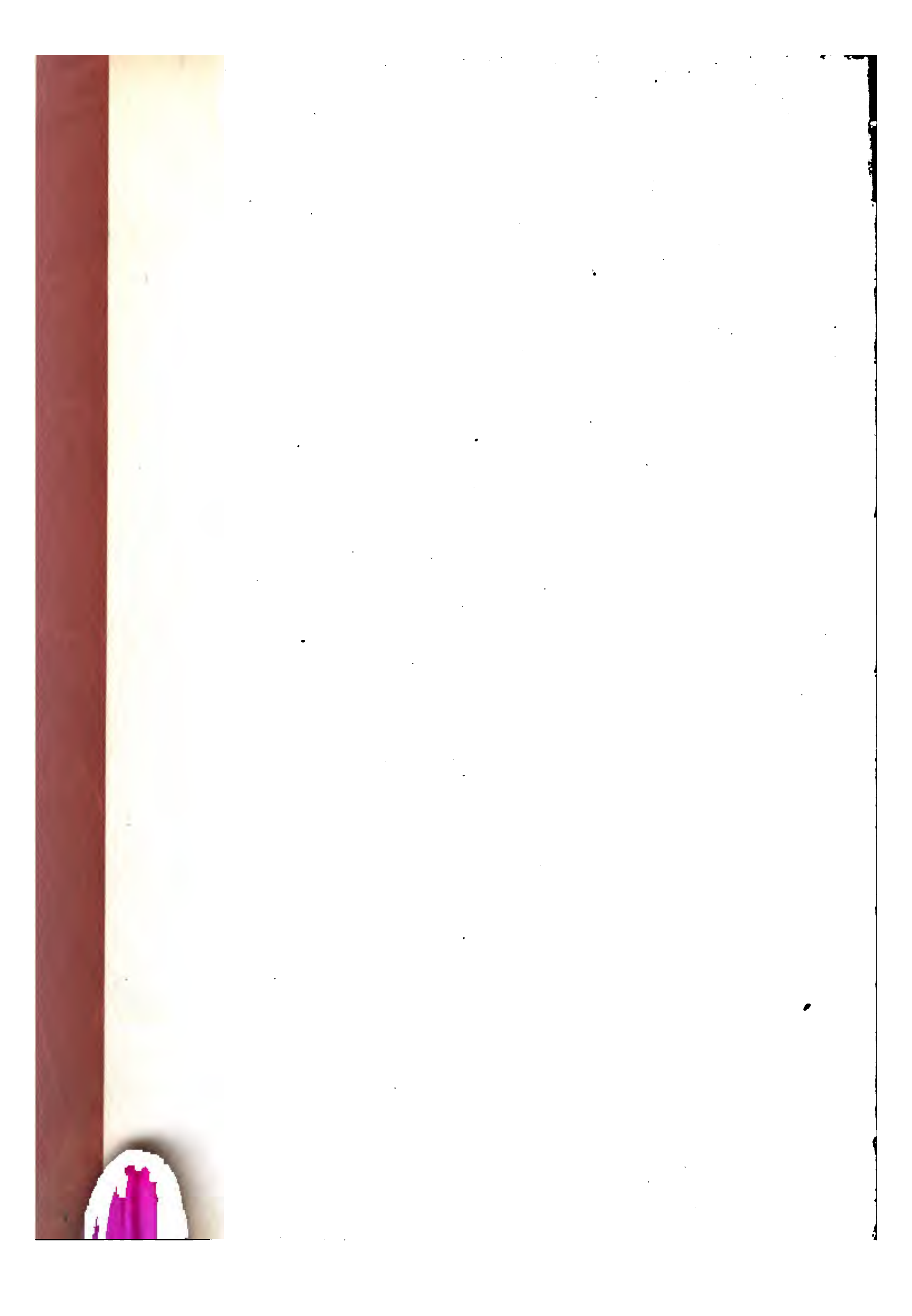
MM. M. BERTHELOT, CHARMETANT, G. CLEMENCEAU, D. COCHIN, D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, ANATOLE FRANCE, J. JAURÈS, E. LAVISSE, A. LEROY-BEAULIEU, F. DE PRESSENSÉ, F. PASSY, M. SEMBAT, E. ATKIN, J. BRYCE, N. BUXTON, E. CAMPBELL, H. J. EVANS, SIR E. FRY, G. LORAND, H. LA FONTAINE, MALCOLM MAC COLL, F. MOSCHELES, W.-A. STEAD, F.-S. STEVENSON, DEL BALZO, BOCCIARDO, CASSOLA, DE GUBERNATIS, MICHELI, MONETA, PENARDI, PROF. SERGI, TURATI, VERCESI, ETC.

PRÉFACE DE VICTOR BÉRARD

INTRODUCTION DE PIERRE QUILLARD

RAPPORT DE FRANCIS DE PRESSENSÉ

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION
17, RUE CUJAS 17
1904



Pour l'Arménie et la Macédoine

—: 1903 :—

1. [illegible] – [illegible], 190[illegible]

2. [illegible] –

[illegible]

Manifestations Franco-Anglo-Italiennes

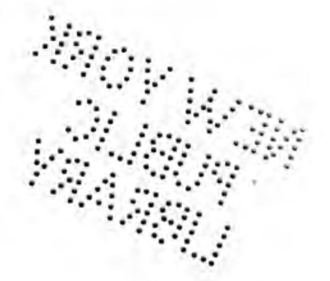
Pour l'Arménie et la Macédoine

MM. M. BERTHELOT, CHARMETANT, G. CLEMENCEAU, D. COCHIN, D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, ANATOLE FRANCE, J. JAURÈS, P. LEROLLE, A. LEROY-BEAULIEU, F. DE PRESSENSÉ, F. PASSY, M. SEMBAT, E. ATKIN, J. BRYCE, N. BUXTON, R. CAMPBELL, A. J. EVANS, SIR E. FRY, G. LORAND, H. LA FONTAINE, MALCOLM MAC COLL, F. MOSCHELES, W.-A. STEAD, F.-S. STEVENSON, DEL BALZO, BOCCIARDO, CASSOLA, DE GUBERNATIS, MICELLI, MONETA, PINARDI, PROF. SERGI, TURATI, VERCESI, ETC.

PRÉFACE DE VICTOR BÉRARD
INTRODUCTION DE PIERRE QUILLARD
RAPPORT DE FRANCIS DE PRESSENSÉ

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION
17, RUE CUJAS, 17

1904



INDEX ALPHABÉTIQUE



PRÉFACE

Le lecteur trouvera dans ce petit livre comme un manuel complet et précis de la Question Arménienne.

Il en aura, dans l'Introduction *de P. Quillard, l'historique au cours des dix années dernières, — les terribles, les sanglantes années de la Passion. Puis, dans les discours de toute l'Europe pensante, aux grands meetings internationaux où la voix de l'Occident se fit entendre, meetings du Château-d'Eau (15 février 1903), de Milan (26 avril 1903), de Gênes (10 mai et 21 mai 1903), de Rome (21 mai 1903), de Saint James's Hall (29 septembre 1903), du Théâtre Sarah-Bernhardt (25 octobre 1903), le lecteur verra annoncer, enfin! l'aube de la Résurrection.*

Elle viendra sûrement, elle vient, cette Résurrection de l'Arménie et de son peuple. Elle vient, mais par le long chemin de la patience et de la diplomatie! Que sa venue est lente et son attente cruelle encore! Que de crimes sont toujours permis à l'Assassin! Que de sang arménien pourrait être épargné si tous les citoyens de l'Europe, tous les hommes dignes de ce nom daignaient seulement feuilleter notre livre et faire ensuite leur devoir d'hommes, leur devoir de citoyens contre les Cabinets, complices ou témoins indifférents!

Prenez et feuilletez ce livre. Vous y trouverez unis dans une même protestation, non seulement tous les partis d'un peuple aussi divisé que le nôtre, non seulement tous

les peuples d'une Europe encore si divisée malgré les réconciliations bénies, mais toute l'Humanité d'Occident et d'Amérique, tout ce qui dans l'univers comprend les mots de justice, de droit et de liberté.

Il y a deux ans, sous la présidence d'Anatole France, les Arméniens de Paris donnaient, au Vaudeville, une représentation de charité. Le grand tragédien Mounet-Sully leur avait offert son concours. Il parut dans les vêtements blancs de Polyeucte et récita les stances menaçantes :

Tigre altéré de sang, Décie impitoyable !
Ce Dieu t'a trop longtemps abandonné les siens.
De ton heureux destin, vois la suite effroyable :
Le Scythe va venger la Perse et les chrétiens.
Encore un peu plus outre, et ton heure est venue.
Rien ne t'en saurait garantir !
Et la foudre, qui va partir,
Toute prête à crever la nue,
Ne peut plus être retenue
Par l'attente du repentir.

Aujourd'hui, sur la scène du monde, pour mériter l'applaudissement des peuples indignés, tous les hommes d'État viennent tour à tour répéter les saintes menaces du martyr arménien. Mais qui donc enfin se donnera la gloire facile de les accomplir ?

VICTOR BÉRARD.

22 avril 1904.

INTRODUCTION

L'Arménie et l'Europe

Quand, de 1894 à 1896, les atrocités arméniennes s'accomplirent, la plupart des gouvernements européens firent le silence et laissèrent ainsi le Sultan parfaire son œuvre jusqu'au jour où les massacres eurent lieu à Constantinople même et purent devenir dangereux pour les colonies européennes et pour leurs ambassadeurs. Une tragédie semblable se joue en Macédoine : si trois cent mille hommes sans défense n'ont pas encore été égorgés, ce n'est pas que la bonne volonté ait manqué à Abdul Hamid ni que les puissances l'aient, en quoi que ce soit, invité à plus de réserve ; mais il se trouve que les Macédoniens sont mieux armés que ne l'étaient les malheureux raïas des provinces asiatiques, et qu'ils retardent, par une résistance désespérée, l'heure de l'extermination totale.

Les droits et les souffrances des deux nations sont les mêmes : avant de lire les paroles éloquentes et généreuses qui furent prononcées pour leur défense par des hommes de tous pays, de toutes croyances religieuses ou philosophiques, de tous partis politiques, il est bon de connaître, par un exposé de faits, sans aucune littérature, comment s'est produite et se poursuit la destruction des Arméniens de Turquie : les documents diplomatiques abondent et l'authenticité des rapports les plus récents, bien qu'ils n'aient pas encore été recueillis dans des Livres Bleus ou Jaunes,

ne fait doute pour personne dans les chancelleries. Il n'y a qu'à changer les noms, à écrire Macédoniens au lieu d'Arméniens et Albanais au lieu de Kurdes pour que les mêmes documents s'appliquent à la Macédoine.

Le Traité de Berlin et la Convention de Chypre.

La question arménienne aussi bien que la question macédonienne a été posée, le 13 juillet 1878, par les plénipotentiaires des six grandes puissances qui signèrent le Traité de Berlin. L'article XXIII est ainsi conçu :

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement, dans l'île de Crète, le règlement organique de 1868, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sont, en ce qui concerne les exemptions d'impôts, accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

La Sublime Porte chargera des Commissions spéciales au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements, dans chaque province.

L'article LXI qui concerne l'Arménie est encore plus explicite :

La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet, aux puissances qui en surveillent l'application.

Le texte est précis et le mandat formel : l'Europe s'engage à contrôler l'application des réformes qu'elle juge immédiatement nécessaires.

Par la convention dite Convention de Chypre *(Convention d'alliance défensive entre la Grande Bretagne et la*

Turquie, signée le 4 juin 1878), l'Angleterre assumait plus particulièrement la responsabilité de l'exécution des réformes en Asie; elle s'engageait à défendre l'intégrité de l'empire ottoman :

En revanche, Sa Majesté impériale le Sultan promet à l'Angleterre d'introduire les réformes nécessaires (à être arrêtées plus tard par les deux puissances) ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets chrétiens et autres de la Sublime Porte qui se trouvent sur les territoires en question.

Le peuple arménien.

Les Arméniens de Turquie — il y a en outre environ un million d'Arméniens en Russie et cinq cent mille Arméniens en Perse — étaient avant les grands massacres de 1894 à 1896 au nombre de trois millions environ.

Dans les pays correspondant à l'ancien eyalet d'Erzeroum et aux anciens vilayets d'Erzeroum, Van, Hekkiari et Moush qui représentent à peu près, sauf les parties occupées par la Russie et la Perse, le territoire ancien de la Grande Arménie, l'élément arménien, même selon la division présente, forme la minorité la plus forte et la plus homogène au milieu de races diverses où les Kurdes viennent seulement en seconde ligne; et n'étaient certains sectionnements arbitraires, il formerait la majorité absolue.

En dehors de la Grande Arménie, le groupement le plus considérable réside en Cilicie, dans le vilayet d'Adana, autour de Sis et d'Hadjin; et dans le vilayet d'Alep, au Zeïtoun, à Orfa et à Marash, il atteint un total de 230.000 âmes, et à Hadjin et au Zeïtoun les Arméniens sont en majorité absolue. Enfin dans le pays montagneux et forestier de Dersim, ils sont en nombre à peu près égal à celui de leurs terribles voisins les Kurdes, et comme les Kurdes.

ils sont restés là à peu près indépendants du pouvoir central.

De ce que, dans les villes, les Arméniens montrent de grandes aptitudes au commerce, à la banque, au change, des observateurs superficiels ont conclu qu'ils étaient tous des *sarafs* et des intermédiaires de bazar. Rien n'est plus inexact : même dans les villes les sarafs ne forment qu'une très faible minorité de la nation et les gens de métier sont de beaucoup les plus nombreux. Les *hamals* (portefaix) de Constantinople sont presque tous Arméniens ainsi que la plupart des boulangers, des tailleurs, menuisiers, orfèvres, cordonniers, forgerons, terrassiers, bouchers. Les Arméniens sont armuriers, couteliers, orfèvres, surtout à Erzindjan, Baïbourd, Van, Diarbékir, Sivas, Angora et presque partout tisserands, forgerons et chaudronniers. Ils ont inauguré et sauvé à Brousse l'industrie séricicole par la première application en Turquie des méthodes pastoriennes et les teintureries et tanneries d'Erzindjan ont été fondées par eux. Mais dans l'intérieur où se rencontrent leurs agglomérations les plus fortes, les Arméniens sont surtout un peuple agricole : vignerons à Van, à Ardjèche, à Angora, à Brousse, à Segherd ; grands éleveurs d'abeilles à Van et à Angora ; partout laboureurs et bergers. Dans le vilayet de Sivas, ils pratiquent même l'agriculture selon la technique moderne, à Hafik et à Kotchéri, et se servent de machines des meilleurs modèles. En Egypte, Boghoss pacha, fils de Nubar pacha, dirige d'immenses exploitations rurales; il a inventé des machines fort ingénieusement disposées.

Car, un autre trait du caractère arménien c'est le désir de connaître et aujourd'hui, comme à l'époque antique, les Arméniens sont, parmi les peuples installés en Asie, les meilleurs propagateurs de la culture occidentale.

Le peuple laborieux, intelligent et doux que les puissances européennes s'étaient engagées solennellement à protéger contre la barbarie asiatique a été abandonné par ceux qui s'étaient constitués ses tuteurs : de 1894 à 1896, en pleine paix, il a été soumis à l'égorgement systématique et depuis lors son extermination continue par d'autres méthodes plus lentes, plus sournoises, mais aussi sûres.

Les grands massacres.

La période des grands massacres proprement dits dura d'août à septembre 1894 (massacres de Sassoun) à l'automne de 1896 : massacres de Constantinople (août 1896), d'Eghin (septembre 1896), et d'Everek (5 novembre 1896).

Les massacres de Sassoun furent exécutés par les Kurdes, les troupes régulières et les hamidiehs, sous la direction de Zékhi Pacha, commandant du 4e corps d'armée, qui occupe toujours ce poste de confiance : mille quatre-vingt-huit maisons formant vingt-deux villages furent détruits, cinq à six mille hommes tués.

Puis, tandis que les représentants des puissances négociaient avec la Porte et que de belles réformes, sur le papier, étaient promises, comme toujours, à partir du 30 septembre 1895, après une première tuerie à Constantinople même, les provinces arméniennes furent le théâtre de la plus effroyable boucherie qui ait illustré l'histoire de la férocité humaine.

Le 3 octobre, à Ak-Hissar, sur la ligne d'Haïdar-Pacha, à Angora, à 170 kilomètres de Scutari, dans une partie de l'empire en relation directe avec la capitale, c'était jour de marché ; les Arméniens y était venus en grand nombre ; on leur persuada de laisser leurs armes « pour éviter les

rixes » ; aussitôt après, les Tcherkesses des environs les massacrèrent. Les cadavres jetés dans le fleuve Zakharia et dans les puits ne furent découverts que plus tard.

Le 8, après plusieurs jours d'agitation, massacre et pillage à Trébizonde ; le signal, connu presque partout, fut donné officiellement par une sonnerie de clairon du haut d'un minaret *(600 morts)*. Le 16, attaque du village Chakr, près d'Hadjin, par les Kurdes.

A partir du 20, on applique à l'extermination, une méthode sévère et à des dates apparemment fixées ou tout au moins prévues à quelques jours près, on procède à des massacres régionaux. Du 21 au 30, le pays situé entre Trébizonde, Kara-Hissar, Erzeroum ainsi que la ville de Bitlis, isolée en cette circonstance, est mis à feu et à sang : 21 octobre, Erzinghian *(plusieurs centaines de morts)*; 25 octobre, Bitlis *(800 morts)*; Gumuche Hané *(100 morts)*; 27 octobre, Baïbourd *(700 morts dans la ville, chiffre inconnu dans les villages voisins dont toute la population mâle a été massacrée)*; 27, 28, 29, 30 octobre, région de Chabin Kara-Hissar *(plus de 3.000 morts)*; 30 octobre, Erzeroum *(400 morts)*.

Du 1er au 15 novembre les massacres s'étendent de Diarbékir à Marsevan, traversant en diagonale l'Asie Mineure depuis les confins de la Mésopotamie presque jusqu'à la Mer Noire avec deux centres isolés : Van d'une part *(chiffre des morts inconnu)*; et d'autre part Aintab, 15, 17 novembre *(1300 morts)*; et Yénidjé Kalé, 17, 18 novembre *(plus de 600 morts dont plusieurs Franciscains)*; 1, 4 novembre, Diarbékir *(1191 morts dont 1000 Arméniens, les autres des diverses églises chrétiennes)*; 1er, 5 novembre, Arapghir *(2800 morts)*; 4, 9 novembre,

Malatia *(3000 morts);* 8 novembre, Gamarach près d'Eghin et région d'Eghin *(chiffre inconnu);* 10, 11 novembre, Kharpouth *(500 morts);* et soixante villages avoisinants *(chiffre inconnu considérable);* 12 novembre, Sivas *(1500 morts);* Gurun *(1000 morts).* Puis il se fait une sorte d'accalmie jusqu'au 30 novembre : Kaisarich *(1000 morts).* Mais les pillages et les massacres continuent dans toute l'Anatolie et à la fin de décembre 119 villages du vilayet de Diarbékir sont détruits *(30000 disparus,* d'après l'évaluation de M. Meyrier, consul de France) (1). Enfin, du 27 décembre au 1er janvier : Biredjik *(chiffre inconnu)* et Orfa *(plus de 2000 morts),* sont le théâtre d'événements analogues.

Le cas d'Orfa est de tous le plus significatif : cette ville, l'ancienne Edesse, sur 65.000 habitants, comptait 20.000 Arméniens et 7 à 8.000 chrétiens d'autres rites. Pendant deux mois du 26 octobre au 26 décembre, les troupes commandées par Nazif Pacha qui, en 1876 s'était distingué en Bulgarie et se vantait de savoir « comment il faut traiter les raïas » investirent le quartier chrétien : les conduites d'eau furent coupées comme pour un siège. Le 28, on commença le massacre.

Il faut ici laisser la parole à un document officiel, le

---

(1) Tous ces chiffres sont empruntés aux *Livres Bleus* et *Jaunes*, et surtout au tableau dressé en janvier 1896 par les soins des ambassades, document fort au-dessous de la vérité, ainsi que le fait observer M. Paul Cambon :

Il ne contient que des informations soigneusement contrôlées et sur lesquelles les agents des six puissances se sont trouvés d'accord et n'a point la prétention d'être un travail complet... Il ne faut voir dans le travail ci-joint qu'une parcelle de la vérité. (*Livre Jaune*, Affaires arméniennes 1897, Dépêche de M. P. Cambon, Constantinople, 25 janvier 1896.)

rapport du vice-consul anglais Fitz Maurice, rédigé après une longue et sérieuse enquête :

Enfin, le samedi 28 décembre, un capitaine de gendarmerie vint informer Miss Shattuck qu'elle pouvait partir pour Aïntab, puisque tout était tranquille. Il alla ensuite à la cathédrale où l'assemblée nationale arménienne était réunie et venait d'envoyer un message au mutessarif pour appeler son attention sur les motifs de crainte, et implorer sa protection. Le capitaine donna, de la part du gouvernement, l'assurance qu'aucun désordre ne se produirait. A peine avait-il quitté la cathédrale que l'orage éclata. Le massacre général des 28 et 29 décembre avait commencé. Le samedi matin, le commandant des troupes avait fait dire aux chrétiens non Arméniens de se rassembler dans leurs églises, de ne pas les quitter et de ne donner asile à aucun Arménien, à quelque condition que ce fût.

La troupe, avec un peu de police à cheval, s'était placée sur une colline au penchant de laquelle est bâti le quartier arménien, et se pressait vers les issues principales du quartier. Derrière se trouvait la populace armée ; sur les minarets se pressaient des musulmans, accourus sans doute pour assister à un événement annoncé ; les femmes turques s'étaient aussi placées en foule sur les toits et sur les glacis de la forteresse qui domine le quartier arménien. Entre onze heures et midi, des flots de musulmans armés se répandirent dans la même direction, excités par leur femmes. Elles poussaient le *zilghit*, un cri guttural particulier et bien connu, dont les femmes orientales se servent pour encourager les combattants. Vers midi, la prière ne fut récitée que du haut d'un seul minaret ; du sommet de la citadelle, au-dessus du quartier arménien, on donna un signal avec un verre brillant, en forme de croissant ; à l'autre bout du quartier, un mollah arbora sur un minaret un drapeau vert.

Quelques coups de feu furent tirés. La trompette, retentissant au milieu des soldats, donna le signal de l'attaque. On vit la troupe ouvrir les rangs pour laisser passer la populace placée jusque-là derrière elle. Aussitôt populace et soldats se précipitèrent dans le quartier arménien et commencèrent une boucherie générale de tous les habitants mâles adultes.

Au moment où furent tirés les coups de feu dont il a été question, le commaudant Nazif-pacha se retira en faisant un geste qui encou-

ragea la foule. On apprit plus tard qu'il avait crié à ce moment-là : « Une balle de martini vient de m'effleurer la tête; les Arméniens tirent sur moi. Allez-le-leur faire payer chez eux. » Des témoins mahométans m'ont assuré que ces coups de feu n'avaient pas été tirés par des Arméniens, mais par des musulmans.

Les troupes de réserve connaissaient bien le quartier; elles y avaient monté la garde pendant les deux mois précédents ; elles servirent de guides et d'avant-garde ; elles étaient accompagnées d'une troupe de bûcherons, venus des montagnes voisines, la hache à la main. Ces bûcherons brisaient les portes des maisons ; les soldats s'y précipitaient et déchargeaient leurs martinis sur les hommes, dont ils attendaient une certaine résistance. Mais les Arméniens avaient livré toutes leurs armes. Il ne leur restait, dans leur extrême angoisse, qu'à demander grâce au nom de leurs femmes et de leurs enfants, au nom du prophète Jésus. Ils furent, les uns après les autres, tirés de leurs cachettes, injuriés et cruellement égorgés. Sur plusieurs points quinze ou vingt hommes s'étaient réunis dans une maison plus grande, qui paraissait fournir un meilleur abri. On les fit sortir l'un après l'autre et on les mit à mort.

Dans une maison quarante hommes furent tués de cette manière. A côté se trouve la maison du pasteur protestant, où j'ai logé pendant mon séjour ici. Il fut massacré et laisse six orphelins. Un cheikh ordonna à sa suite de lui rassembler autant de jeunes et solides Arméniens que possible. On lui en amena cent environ. On les jeta à terre sur le dos, on leur tint solidement les pieds et les mains, et le cheikh, dans un accès de fanatisme et de cruauté, tout en récitant des versets du Coran, leur coupa le cou selon le rite usité à la Mecque pour égorger les brebis.

Plusieurs Arméniens se cachèrent au fond des citernes, dans l'espoir d'échapper à leurs assassins. On leur jeta des cruches et des pierres; on leur tira dessus avec des revolvers; on lança dans les citernes des nattes imbibées de pétrole, auxquelles on mit le feu. Dans plusieurs cas, des femmes et des jeunes filles qui essayaient de protéger leurs proches furent massacrées sans pitié.

Quand, dans une maison, tous les hommes étaient tués, la populace commençait le pillage avec le plus grand soin. L'opération terminée, ils versaient du pétrole, brûlaient le blé, l'orge, le bois et tout ce qu'ils ne pouvaient emporter; ils ne laissaient que les murs nus. Pendant

que cette tuerie se faisait de maison en maison, du haut de la colline dominant le quartier, un feu continu pleuvait sur les Arméniens qui essayaient de s'enfuir par les toits. Vers le coucher du soleil, on entendit la trompette, comme à midi ; la populace cessa aussitôt sa besogne : quelques bandits seuls continuèrent le pillage.

Le lendemain, dimanche 29 décembre, la trompette sonna très tôt et le massacre recommença. De grandes foules, retenues la veille par la crainte de résistance, se joignirent à la populace. L'horrible boucherie du jour précédent continua jusqu'à midi. A midi eut lieu l'incendie de la cathédrale arménienne, acte qui surpasse en barbarie diabolique toutes les horreurs des longs massacres arméniens et dont on ne trouverait pas le pendant dans l'histoire du monde.

Dans la nuit du samedi, une foule d'Arméniens, hommes, femmes et enfants, s'étaient réfugiés dans ce magnifique édifice, qui pouvait contenir 8.000 personnes. Le prêtre distribua le saint sacrement pour la dernière fois dans cette église à 1.800 personnes, comme le dit une notice sur un pilier. Tout ce monde passa la nuit dans la cathédrale ; le dimanche, des centaines de personnes vinrent se joindre à eux ; elles espéraient que la sainteté du lieu les préserverait des violences d'une populace fanatique, même musulmane. On admet que 3.000 personnes étaient rassemblées dans la cathédrale lorsqu'elle fut attaquée.

Les mahométans tirèrent d'abord par les fenêtres ; ils brisèrent ensuite les portes de fer et se mirent à égorger tous ceux qui se trouvaient dans la nef, des hommes pour la plupart. Ils s'emparèrent de quelques jeunes femmes, pillèrent ensuite le trésor, les armoires et les vases sacrés, le tout pour une valeur d'environ 4.000 livres turques (92.000 francs) ; ils détruisirent les tableaux et les reliques et se moquèrent du Christ en disant : « Prouve maintenant que tu es un prophète plus grand que Mahomet ». Une grande galerie en pierre et en bois, courant le long de la partie supérieure de la catédrale, était bondée de femmes et d'enfants épouvantés, avec quelques hommes. Des musulmans montèrent sur la plateforme de l'autel et ouvrirent le feu, avec leurs revolvers, sur les gens de la galerie. Mais ce procédé était trop lent à leur gré ; ils songèrent à la méthode plus pratique qui avait si bien réussi contre ceux qui s'étaient réfugiés dans les citernes. Ils firent, avec des lits et des nattes, un tas de combustible, versèrent dessus une trentaine de livres de pétrole, arrosèrent aussi les cadavres gisant dans la nef et allumèrent le tout. Les poutres et les boiseries de la galerie

s'allumèrent bientôt; on barra les escaliers qui y donnaient accès avec des combustibles analogues; et les masses humaines, se tordant dans les flammes, furent livrées aux fureurs de l'incendie. Pendant plusieurs heures, la ville fut remplie de l'odeur de la chair humaine brûlée, et aujourd'hui encore, deux mois et demi après le massacre, l'odeur des restes humains en décomposition ou carbonisés est insupportable dans la cathédrale.

L'état normal.

Mais en dehors même des périodes de grands massacres, l'état normal des populations arméniennes, depuis l'époque où leurs doléances ont été connues de l'Europe, les voue à la mort certaine ou à la complète démoralisation par la terreur. Violences des collecteurs d'impôts, éviction par les émigrés musulmans et par les beys kurdes et turcs, assassinats et brigandages, depuis la première enquête instituée en 1871 par le patriarche Nersès jusqu'aux derniers rapports reçus et publiés dans *Pro Armenia*, c'est toujours le même martyrologe. Il faut rapprocher ici quelques documents de dates différentes et éloignées les unes des autres.

Dans un *takrir* adressé à la Sublime Porte en 1876, le patriarche Nersès énumérait 258 villages, 32 couvents et 3 villes dont les terres avaient été spoliées en tout ou en partie par les beys voisins. Il citait entre autres le cas d'Abdi-Bey qui, avec quelques autres brigands, s'était approprié les champs des Arméniens dans le district de Shaberd, avait pris le bétail, détruit l'église du cimetière arménien de Housb et, avec les matériaux, s'était élevé une maison. Ailleurs, à Shadagh, 200 Arméniens avaient été dépouillés de leurs terres; une décision de justice les leur ayant restituées pour la forme, les beys kurdes firent une expédition

contre 10 villages, pillant et brûlant tout. *(Enquête de 1876.)*

Presque immédiatement après le traité de Berlin, un délégué anglais, le capitaine Clayton, écrit de Moush, le 2 août 1879 :

Il y a trois semaines, un notable chef kurde, Mirza-Bey, battit presque jusqu'à le tuer le chef d'un village arménien qui avait été élu sans sa permission. Il cavalcade en liberté et est en honneur au sérail. Les Zaptiehs et les officiers des troupes régulières agissent de même à l'égard des paysans.

Une caravane d'Arméniens allant de Van à Constantinople a été attaquée l'an dernier près de Boulanik par les Kurdes qui lui ont volé 6.600 L. T. (140.000 fr.). Les Arméniens ont porté plainte : les voleurs, bien connus, ont été arrêtés, mais ayant beaucoup d'argent à leur disposition, mis en liberté presque aussitôt.

Peu après, un Arménien allait d'Erzeroum à Moush, porteur d'une lettre pour l'évêque où étaient rapportées de nombreux griefs. On a trouvé son cadavre près d'Ischahur; quand son fils vint chercher le corps, le corps et les lettres avaient disparu.

On parle de crimes plus affreux encore comme n'étant point rares. (*Blue book* Turkey n° 4. 1880, p. 28.).

Que l'on confronte des rapports plus récents, on verra qu'après un quart de siècle, la situation des Arméniens n'a changé qu'en pire :

Les Turcs se sont établis dans les campagnes de Kurde-Meydan, Kizil-Aghatch, Avazaghpure, Ardkonk, Antznond, Poghergov, Kartzor, Tzironk, Khoper, Tchirik, Dom, Komse, Houan, Arintchvank, Soghkom, Alighirnan, Araz, Missghonk, Soulak, etc. Les Kurdes, imitant leur exemple, se sont emparés des campagnes arméniennes comme Hasskeny, Kirsakom, Erighdir, Avazaghpure, Tzighak et de beaucoup d'autres campagnes comme Sassoun, Boulanik et Manazgerte; après avoir enlevé aux Arméniens leurs immeubles, ils s'y établirent.

Les campagnes situées près du couvent de Sourpe Garabed, Mezdi, Baghlou, Keïban sont condamnées à faire vivre le chef des brigands

Mehmet-Ali, son neveu, Arabe et son cousin, Davagh, avec leurs domestiques; la campagne de Keïban est soumise à une rançon de 100 livres, et les campagnes de Mezdi et de Baghlou, chacune environ 50 livres. Les Kurdes, outre leurs atrocités habituelles, formant des bandes à pied ou à cheval, dévastent les champs et les montagnes sans aucune crainte, pillent les caravanes et les passants, enlèvent les moutons et le bétail; ces bandes de brigands ont pillé les campagnes de Tzironk et de Avazaghpure, ainsi que les couvents de Sourpe Akhpérik, Sourpe Madnavank et Sourpe Madine. La campagne de Tchitenk à Sassoun fut incendiée avec toutes ses maisons; les campagnes de Guéliégouzan, d'Éghgarte, de Tzorer, de Spaghank furent complètement anéanties; les bestiaux des campagnes d'Aghpri, de Khilirdan, de Genkévédine sont enlevés. Les campagnes de la plaine de Moush, à savoir : Tzighavse, Gouravse, Avran, Komse, Alidjan, Pertak, Ourakh, Arvarintch, Ardonk, Varténisse, Hartz, Bossrakende, Hasskeuy, Norchène, sont toutes pillées. (*Rapport Papghen, 1900*).

Qu'on lise encore cet autre passage d'un rapport, entre cent :

Le 15/27 avril 1901. — Magar, chef du village de Vartkhagh, est tué par une trentaine de coups de sabre en retournant du moulin.

Mai 1901. — Margos Hareyan de Hetenk (Sassoun) est torturé et tué par les Kurdes de la famille de Khan-Abdal.

Mai 1901. — Sont morts dans les prisons, sans avoir subi interrogatoire ni condamnation, les nommés Hlghat de Derkevank, Havik de Pertak, Mourad de Pertak et Gegho de Komo.

Le 25/7 juin 1901. — Boghos d'Arintch est tué par un Turc, de Moush, dans son moulin.

Le 13/26 1901. — Hampar d'Avzagpour est tué pendant la nuit quand il était à la garde de ses bœufs.

Juin 1901. — Hasrak de Mogounk, est mort à la suite de tortures à lui infligées pendant les perquisitions à la suite de la disparition de Chérif aga.

Le 10/23 juin 1901. — Alexan Oumourchadian, d'Erichne, enfant de 13 ans, est mort de peur pendant les troubles des Kurdes.

Le 23/6 juillet 1901. — Les Kurdes Rachid Kotanzadé Mahmoud et Dursoum, ont tué de plein jour à Aragh (près Moush) les Arméniens

Sarkis, Mpré et Mossé, les trois frères, et Mardiros Bedrossian quand ils travaillaient sur leurs champs.

Le 23/6 juillet 1901. — Un Kurde du village de Tzeghtzmer a tué dans le village Aliklpour, l'Arménien Asdouadzadour.

Le 24/7 juillet. — Yegho, du village de Dapik, est blessé sur la route en venant à Moush.

Le 26/9 juillet. — Havso Tchaltoyan, jeune garçon de Moush est blessé par un Turc dans les environs de la ville.

Voici enfin les plus récents rapports reçus par *Pro Armenia.*

Une correspondance d'Erzeroum (25 décembre) nous apprend en effet qu'un nouveau fléau s'est abattu sur la population arménienne. Dans chaque village arménien des districts de Passen, Alachgherd, Diadin et Bayazid, c'est-à-dire les districts limitrophes de la frontière russe, on a installé des garnisons de cavalerie kurde hamidieh, soi-disant pour empêcher le passage des « agitateurs arméniens ». Pleine licence a été accordée à ces serviteurs d'élite de Sa Majesté Impériale pour le choix des procédés et moyens d'action. Chaque Kurde hamidieh devient ainsi une image réduite de son maître; il résume en lui l'autorité judiciaire et le pouvoir exécutif et il en use à son caprice. Aussi ne faut-il point s'étonner qu'il y ait en cette région recrudescence d'atrocités.

A Gritzou (district d'Alachgherd) sont campés des Kurdes appartenant à la colonne d'Eyoub Pacha; ils se comportent comme toute soldatesque victorieuse en une ville prise d'assaut, c'est-à-dire qu'ils pillent, rossent, violent, assassinent, si bon leur semble. Pour leur fournir encore des prétextes à violence, le Sultan leur a commis le soin d'encaisser d'énormes arriérés d'impôts et ils perçoivent à leur manière les taxes portées sur leurs listes arbitraires.

A Mezré (district de Karakilissé) sont également campés une quarantaine de hamidiehs. En quelques jours, ils ont enlevé dix mille kilos de blé, vingt mille kilos d'avoine, cinq cents poules et vingt moutons, le tout a été payé par eux 206 piastres ou, en monnaie française, 43 francs. Les Arméniens se sont enfermés dans leurs maisons; ils n'osent point en sortir de crainte d'être frappés ou tués et les femmes et les filles violées.

A Gahni Tépé, la colonne de Selim Pacha est représentée par vingt-

cinq hommes qui ont razzié toutes les provisions d'hiver. Les villageois risquent de mourir de faim.

Entre temps, les assassinats sont plus nombreux que jamais. En une seule semaine ont été constatés les meurtres suivants :

Mgrditch, de Moush, étranglé à Karakilissé;

Sepher Piroyan, tué à Achkalé;

Un autre Arménien égorgé à Amad ;

Yégo, tué à coups de sabre devant son moulin de Kayabey.

Une lettre de Bitlis (25 décembre) rapporte d'autres atrocités commises à Deh (district de Segherd), Chukri, fils de Hafiz, capitaine de hamidiehs avait enlevé Benefché, femme de Selmo; il fut, par erreur, arrêté pour d'autres méfaits et, pendant ce temps, l'évêque de Segherd engagea des pourparlers pour revendiquer la liberté de Selmo. Mais, en sa qualité de malfaiteur de renom, grâce aussi à la faveur du kaïmakan de Deh et à l'intervention de son père, Hafiz Chukri ne tarda pas à être mis en liberté. Son premier soin fut de se rendre dans la maison de Benefché, de la tuer à coups de sabre et de faire subir le même sort à Ketcho, son frère, et à Ghazen-Alo, son père; après quoi, pour se distraire, il alla, le lendemain matin, mettre le feu au moulin de Ghougas Avoyan. Il n'a pas été poursuivi et les autorités de Deh ne le recherchent même pas.

La relation du massacre de Hounan (5 février 1904) est encore plus significative :

Moush, 28 février 1904.

Le village de Hounan, situé à une heure et demie de Norshen, a été entièrement détruit dans les conditions suivantes : Le vendredi 5 février, des gendarmes, au nombre d'une quinzaine, rentraient à Norshen, après avoir fait dans les villages de la plaine une tournée de perception d'impôts. Ils s'arrêtèrent à Hounan. Là on vint les prévenir que trois étrangers d'allure suspecte étaient rentrés dans une maison du vilage. Aussitôt les gendarmes commencèrent une sérieuse fusillade contre la maison et envoyèrent demander du renfort à la garnison de Norshen et aux autorités de Moush.

Les assiégés ripostèrent et d'autres assaillants du dehors ouvrirent le feu contre les gendarmes qui se trouvèrent ainsi pris entre deux feux ; ils se sauvèrent alors et se cachèrent dans les maisons du village ou dans

des excavations formées par la rivière qui passe près du village. Un détachement de la garnison de Norshen qui venait à leur secours, eut deux blessés et n'osa plus avancer.

A la faveur de la nuit tombante, les étrangers suspects, dont le nombre, croit-on, n'excédait pas six, profitèrent de la panique pour s'enfuir dans la montagne sur les propres chevaux des gendarmes. Pris de peur, les habitants de Hounan commencèrent à s'enfuir, malgré la neige abondante et le froid rigoureux.

Le bruit de l'événement ne tarda pas à se répandre jusqu'à Moush. Les Arméniens fermèrent aussitôt leurs boutiques et rentrèrent dans leurs maisons : mais la foule kurde et turque qui dès longtemps se préparait à agir contre les Arméniens se mit à courir en masse vers Hounan; bientôt le village en fut rempli. Kurdes et Turcs rentrèrent dans les maisons, pour piller, détruire, violer et tuer au hasard des rencontres: tous les objets de valeur furent pris, les meubles brisés, les provisions emportées. Le plus féroce des assassins et pillards est Arab Abdallah, à côté de qui il faut citer Sélim, Msto, Tchato, Hadji Valo et son fils, Saded-din, Hkverdin, Chahir, Ali, Moussa, Kutchuk-agha, Miazi, Doursoun. Les meurtres furent accomplis avec des raffinements de cruauté; plusieurs Arméniens eurent la tête broyé comme dans un mortier.

Quant aux femmes, elles furest violées plus par vengeance brutale que par passion et sans considération d'âge, ainsi que le prouve une liste incomplète de quelques-unes des victimes:

1. Loussig, femme de Djindo;
2. Tchino, femme de Djiago, 40 ans;
3. Khoumar, fille de Khatchik, 15 ans;
4. Dodé, femme de Mardo, 65 ans;
5. Loussig, fille de Dodé, 8 ans;
6. Sanam, femme de Kirkor;
7. Gulgaze, bru de Kirkor, 20 ans;
8. Findo, femme de Kharty, 90 ans;
9. Mariam, bru de Findo, 20 ans;
10. Horoun, femme de Sako, 18 ans;
11. Saré, femme de Mgro, 50 ans;
12. Aavso, femme de Kharbar, 35 ans;
13. Horoun, femme de Yego, 45 ans;
14. Bayaz, femme de Ago, 50 ans;

15. Gulo, bru de Ohan, 19 ans ;
16. Yeghsig, femme d'Avdal, 55 ans ;
17. Mariam, bru d'Avdal, 20 ans ;
18. Asbig, femme de Kirkor, 35 ans ;
19. Mariam, femme de Khiatib ;
20. Loussim, femme de Ouhir Melik, 20 ans.

Dans leur fuite précipitée, des parents abandonnèrent les cadavres de leurs enfants qui ont été retrouvés gelés, entre autres ceux de :

Aghrout, fille de Katchig, 3 ans ;
Khouman, fille de Ugo, 3 ans ;
Korken, fils de Kerkor, etc., etc.

Les menaces de l'élément kurde et turc redoublent, et comme d'ordinaire les autorités laissent faire ou excitent. L'évêque de Moush et les membres des Conseils religieux et laïque du même diocèse avaient envoyé un télégramme au sultan pour lui signaler le danger. Les autorités judiciaires de Bitlis ont reçu l'ordre de les poursuivre pour dénonciation calomnieuse et comme ayant agi dans un but malveillant.

Le Sultan responsable.

Si le régime normal des vilayets arméniens a été en empirant d'année en année, si les grands massacres ont été exécutés avec une parfaite méthode, aucun ministre des affaires étrangères en Europe n'ignore quelle est la personne immédiatement responsable de ces crimes contre l'humanié. Dans la Turquie actuelle, un seul homme prétend tout diriger ; il n'y a plus, à proprement parler, ni grand vizir, ni ministres, ni administrations publiques ; le Sultan agit partout et sur tout, directement ou par l'intermédiaire de ses innombrables mouchards et émissaires secrets répandus par tout l'empire. M. Paul Cambon le constatait au lendemain des massacres de Sassoun :

On peut dire que depuis quatre ans le gouvernement a été transporté de la Porte au Palais. Les fonctionnaires de tout ordre ne relevaient plus

de leurs ministres respectifs; ils correspondaient directement avec les secrétaires du Sultan; ils refusaient nettement l'obéissance aux ordres du grand vizir et j'ai eu plus d'une fois l'occasion de constater, dans les affaires qui nous intéressaient l'impuissance de la Porte à imposer ses volontés à ses agents les plus subalternes. Ce mode de gouvernement que chacun déplorait devait forcément mettre en cause la personne même du souverain et la charger de toutes les responsabilités: qu'un incident survînt, Abdul-Hamid était obligé d'en répondre personnellement devant son peuple et devant l'Europe; cet incident s'est présenté en Arménie et le Sultan s'est trouvé tout à coup dans la posture d'un accusé sans moyens de défense (*Livre Jaune*, Affaires arméniennes, 1897. — n° 68, Péra, 12 juin 1895).

Deux ans auparavant, le consul anglais d'Alep décrivait presque dans les mêmes termes l'état de l'administration locale:

Votre Excellence peut savoir que la province d'Alep, comme je présume les autres provinces de la Turquie, a passé récemment sous la domination directe du Palais. Les instructions des divers ministres de la Porte, sauf dans les matières de pure routine, sont tenues pour sans importance et quand il arrive, comme souvent, qu'elles soient en contradiction avec les ordres du Palais, demeurent méprisées. Quant aux prisonniers, les autorités locales se déclarent incapables de les faire relaxer, pour la raison qu'ayant été arrêtés et accusés par ordre impérial, un ordre impérial seul peut assurer son élargissement. En vérité, des actes sont faits au nom de Sa Majesté, qui peuvent faire supposer l'existence, au Palais, d'un pouvoir expressément créé pour rendre son nom détesté et son pouvoir abhorré par son peuple. (*Blue Book*, Turkey n° 3, 1896. — Lettre du consul Iago à l'ambassadeur Sir Clare Ford. — Alep, 3 janvier 1893.)

Dès ce moment, les massacres étaient décidés par le Sultan: il ne restait qu'à choisir l'occasion la plus opportune; une lettre de Césarée, datée d'août 1893, est singulièrement révélatrice:

Deux pachas ont été envoyés ici de Constantinople pour s'informer des affaires; dans une grande réunion officielle des aghas turcs, ils

demandèrent ironiquement à ceux-ci : « Vous n'êtes donc pas capables d'écraser ces chrétiens sans que nous venions à votre aide? » Ce qui en revenait à dire : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas soulevés et ne les avez-vous pas tués tout de suite? » L'un des aghas répliqua : « Il n'y avait que des enfants. Comment aurions-nous pu faire ce que vous dites? » Nous tenons ceci d'un des aghas qui assistait à la réunion.

A deux ou trois heures d'ici, il y a un grand village turc de 500 maisons, appelé Hadjilas. Les habitants en sont connus pour leur fanatisme et leur férocité. Pendant les troubles, la populace d'Hadjilas sortit dans l'intention d'attaquer Césarée. Avant d'y arriver, ils s'arrêtèrent pour brûler un certain nombre de maisons arméniennes dans les vignobles. Cela laissa aux autorités le temps d'agir et le mutessarif avec des troupes se porta au-devant d'eux et fit arrêter ceux qu'il avait pris sur le fait; cinquante d'entre eux furent mis en prison et y restèrent un certain temps. Cela, disait-on, prouvait que les autorités étaient impartiales et décidées à punir tous les délinquants : mais finalement ils furent appelés devant le mutessarif; celui-ci leur dit qu'on leur pardonnait (ils n'avaient jamais été mis en jugement) et on leur donna à chacun un présent de trois livres turques, en disant que *c'était un cadeau du Sultan lui-même*... C'était en vérité leur dire : « Vous avez bien fait : saisissez la première occasion de recommencer. » *(Blue Book*, Turkey n° 3, 1896, annexe au n° 227.)

Aussi, lorsque se produisirent d'abord les massacres de Sassoun, puis les massacres généraux de 1895-1896, l'action des émissaires hamidiens fut-elle signalée dans tous les vilayets arméniens et quand à deux reprises, à Constantinople même, les bandes d'égorgeurs et d'assommeurs travaillèrent sous les yeux des ambassadeurs européens, ceux-ci ne se méprirent pas longtemps sur la personnalité de l'organisateur responsable des tueries. Après la manifestation de Bab Ali et les premières violences graves contre les Arméniens, les représentants des grandes Puissances adressaient à la Sublime-Porte une note verbale où

il est dit, après rappel des meurtres, pillages, assassinats de prisonniers sans défense :

L'autorité loin de mettre un terme à ces excès a tout l'air de les avoir encouragés. (*Note collective* du 6 octobre 1895.)

Un an plus tard, dans un télégramme collectif, les représentants des six puissances par une dérogation extraordinaire aux convenances du protocole s'adressèrent directement pour faire cesser les massacres : *A S. M. I. le Sultan, au Palais de Yldiz* et leur langage était singulièrement comminatoire :

En présence de faits semblables, les représentants des grandes puissances s'adressent au nom de leurs gouvernements **directement à la personne de Votre Majesté comme chef de l'État, pour lui demander instamment de donner sans délai des ordres précis et catégoriques propres à mettre fin immédiatement à cet état de choses inouï qui est de nature à amener pour son Empire les conséquences les plus désastreuses.** (*Télégramme* adressé le 28 août 1896, à midi, par les représentants des grandes Puissances.)

A propos des mêmes événements, notre chargé d'affaires à Constantinople a formulé d'une façon encore plus catégorique le sentiment de tous sur le rôle du Sultan :

Je ne pourrais citer à Votre Excellence la série interminable des faits qui prouvent jusqu'à l'évidence que **c'est le Sultan lui-même qui arme les bras de ces assassins et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien.** (*Livre Jaune,* Affaires arméniennes, 1897, n° 254. — Thérapia, 3 septembre 1896.)

M. Gabriel Hanotaux lui-même, dans un discours sur les affaires crétoises, appela Abdul-Hamid « l'homme responsable de tant de crimes ».

Depuis 1896, le Sultan ne s'est pas amendé : il suffit de lire le dernier *Livre Jaune* français pour se rendre compte

que lui seul gouverne toujours et que c'est d'Yldiz que partent encore aujourd'hui les ordres de massacre. Appréciant les prétendues réformes promulguées à la fin de 1902, M. Bapst, chargé d'affaires à Constantinople, annonce qu'elles seront illusoires; Hilmi pacha et Férid pacha, dit-il, pourront donner de sages conseils :

Mais à quoi bon ? Les décisions continueront, comme par le passé, à être prises exclusivement à Yldiz. *(Livre Jaune*, Affaires de Macédoine, 1903, n° 68. — Péra, 1er décembre 1902.)

Les complicités de l'Europe.

Le Sultan Abdul-Hamid, est sans doute le principal auteur des massacres arméniens et il s'applique avec persévérance à poursuivre son œuvre; mais il faut dire aussi qu'il a trouvé dans les gouvernements européens les plus précieuses complicités. Ceux-ci n'ont pas ignoré un instant les atrocités dont les vilayets arméniens sont le théâtre permanent: au lendemain même du Traité de Berlin, ils avaient fort bien compris à quoi tendaient les manœuvres dilatoires de la diplomatie ottomane et ils connaissaient également, dès cette époque, le seul remède efficace, c'est-à-dire le contrôle européen sur l'administration turque. Dans une *Note collective du 7 septembre 1880*, adressée à la Sublime Porte, en réponse à l'un des innombrables projets et contre-projets de réformes, les six ambassadeurs s'exprimaient ainsi :

Le principe de la décentralisation si nécessaire dans les provinces habitées par une population professant un culte différent de celui de l'autorité centrale est traité d'une manière peu satisfaisante dans la note de Votre Excellence. Il est impossible de compter sur des réformes efficaces aussi longtemps que la position des gouverneurs généraux ne

On escomptait alors l'ignorance profonde des massacres orientaux où les peuples d'Europe étaient tenus par leurs gouvernements : mais depuis bientôt huit ans, la vérité a fait, lentement et péniblement, son chemin; dans toute l'Europe, des hommes de tous les partis politiques se sont trouvés d'accord pour demander que les Puissances exigeassent enfin l'exécution du traité de Berlin dans le sens indiqué par leurs représentants, voilà bientôt vingt-cinq ans : égalité, décentralisation, contrôle.

Il convient maintenant de laisser la parole aux orateurs internationaux.

Pierre QUILLARD.

LA MANIFESTATION

AU

THÉATRE DU CHATEAU-D'EAU DE PARIS

(15 FÉVRIER 1903)

M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT

Député de la Sarthe

MESDAMES, MESSIEURS,

Comment expliquer cette impunité dont use et abuse le sultan de Turquie, malgré ses engagements les plus solennels, et cela à nos portes, presque sous nos yeux ? Comment expliquer cette impunité scandaleuse, démoralisante ? Sans doute, le Sultan a de puissants et de savants moyens d'action politique ; il sait acheter les silences et tourner les indignations, non contre le bourreau, mais contre les victimes et leurs défenseurs. Ce système connu ne suffit pas pourtant à expliquer son impunité. Si immenses et inépuisables que puissent être les trésors du Sultan, ils ne suffiraient pas à acheter une vraie conscience, à plus forte raison à étouffer la conscience universelle. (*Applaudissements.*)

Il y a donc d'autres raisons, il faut avoir le courage de regarder la vérité en face et de la dire. Il y a d'abord la complexité inextricable du problème à résoudre, complexité provenant d'une situation ethnique, géographique, dans laquelle toutes les religions, tous les schismes, les toutes sectes, toutes les races, toutes les nationalités, toutes les tribus, toutes les langues, tous les dialectes sont confondus : effroyable confusion d'éléments à la fois irréductibles et amalgamés.

Ensuite passerons-nous sous silence les antagonismes des grandes puissances, leurs divisions, leurs défiances qui se sont accrues et compliquées aussi depuis quelques années, puisqu'elles sont devenues plus économiques peut-être que politiques.

En face de cette complexité d'une part, de ces antagonismes d'autre part, il n'est pas surprenant que l'opinion publique se soit désintéressée du problème — on ne l'y encourage que trop — et se soit habituée à le considérer finalement comme insoluble.

Eh bien, c'est contre ce découragement que nous protestons ; c'est cette indifférence dont nous ne voulons pas et que vous ne devez pas accepter. Non, le problème ne doit pas être considéré comme insoluble. Autant vaudrait admettre alors qu'il n'y a plus de progrès possible et qu'il va falloir arrêter la marche du monde chaque fois qu'une réforme

ne paraîtra pas immédiatement, facilement réalisable. (*Applaudissements.*)

Autant laisser dire que tous les problèmes, le problème économique, le problème social, le problème moral et même le problème familial, à plus forte raison les problèmes scientifiques sont impossibles à résoudre.

Non ! Ce qui est impossible, c'est l'état actuel des choses en Turquie d'Europe et d'Asie ; nos consciences, notre raison, notre prudence même ne peuvent s'y résigner. Il est impossible de voir l'Europe se développer à la clarté des progrès du xx[e] siècle, à côté de la Turquie restée plongée dans des ténèbres du moyen-âge ; il est impossible d'admettre la juxtaposition paradoxale, monstrueuse de cette civilisation et de cette barbarie. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi nous nous révoltons contre l'indifférence qu'on prétend nous imposer. D'ailleurs, où nous conduirait-elle, cette indifférence, sinon où elle nous a conduits déjà. Nous avons fait bien du chemin depuis quelques années, mais hélas ! du chemin en arrière. Aujourd'hui, nous n'imitons ni le langage ni la conduite de ceux qui nous ont précédés. Quand on pense à ce qu'était l'Europe il y a trois quarts de siècle, à tout ce que nos aïeux ont si généreusement prodigué de leurs ressources, de leur force, de leur génie en faveur des opprimés ; quand on pense que l'Europe entière était d'accord pour leur envoyer, non seulement des secours matériels, mais ses officiers, ses généraux, quand la cause des opprimés avait pour soutiens les hommes d'État et les poètes qui s'appelaient Victor Hugo, Lamartine, lord Byron et Gœthe, et quand on pense qu'aujourd'hui nous répudions ce passé ! Non seulement nous ne sommes plus du côté des opprimés, mais trop souvent nous ne nous contentons pas de les abandonner; nous les livrons à leurs oppresseurs. Pour notre excuse, les uns et les autres, nous invoquons nos intérêts économiques et financiers ?

Qu'entend-on par ces intérêts économiques qui seraient en opposition avec notre devoir ? Qu'est-ce que ces prétendus intérêts économiques qui commandent à l'Europe de fournir des armes et des munitions au Sultan, de lui donner des instructeurs pour ses troupes, des officiers et des généraux ?

Tombant ainsi de défaillance en défaillance, nous devenons insensiblement les complices de l'oppresseur. Qu'y gagnerons-nous ? Quel sera le prix de cette abdication ? Néant. Comprenez en effet toute la misère de cette conception économique.

Qu'a gagné l'Europe à faire de la Turquie une puissance militaire de premier ordre? Elle l'a ruinée. Elle a pour ainsi dire stérilisé de ses propres mains son champ d'action économique. Son vrai client, c'est la Turquie et non le Sultan. Elle devait donc ménager des ressources qui étaient son gage, surveiller une administration qui était la garantie de ses créances, et qui pouvait, en s'améliorant, permettre à son commerce, à ses entreprises de se développer. Développer les armements de la Turquie, quelle imprudence! tarir la source de sa prospérité : quelle folie! Ainsi, la politique actuelle de l'Europe, au point de vue économique n'est pas défendable. Mais c'est bien pire encore au point de vue moral et politique. Les gouvernements ont établi comme une règle indéniable, devant l'opinion, qu'il existe deux morales : l'une pour les individus, celle-là très sévère, qui a pour sanction l'exil, la prison, la mort, une autre pour les gouvernements, celle-là très largeet qui permet tout. (*Applaudissements.*)

Assisterons-nous impassibles à un tel aveu : ne comprend-on pas qu'il équivaut à la proclamation de l'anarchie européenne! (*Applaudissements.*)

Nous ne voulons pas assister indifférents à ces fautes, dont nous ne pressentons que trop les conséquences; nous voulons soulever dans l'opinion une protestation, une révolte, révolte raisonnable et salutaire de la conscience et du bon sens.

Certains diront : Que vient faire la France dans cette affaire? ne ferait-elle pas mieux de rester tranquille? Ne comprend-on pas, au contraire, que c'est le rôle de la France d'élever la voix et qu'elle aura d'autant plus d'autorité dans le concert européen qu'elle est plus désintéressée et que personne ne peut la suspecter d'arrière-pensée.

Autrefois, il est vrai, les rôles étaient partagés, et j'espère qu'il en sera de même encore dans l'avenir. Nous étions toujours plusieurs à protester. Nous avions avec nous, notamment, l'Angleterre. Je me rappelle que lorsque je quittai Londres, j'allai présenter mes devoirs à M. Gladstone, dont vous n'avez pas oublié l'admirable et généreuse campagne en faveur des opprimés. Son dernier mot, alors que je le croyais absorbé par la politique intérieure, fut de me dire, en me remettant un livre qu'il avait écrit en faveur des Arméniens : « Occupez-vous des Arméniens, défendez-les. Défendre l'Arménie, c'est servir l'Europe ». (*Applaudissements*).

Il semble, hélas, que Gladstone soit mort depuis longtemps aujour

d'hui, et les années qui pèsent sur sa tombe comptent double, tant elles ont été tristement remplies. Mais, fussions-nous seuls à élever la voix, nous n'avons pas le droit de nous taire.

Sous prétexte qu'il soit aujourd'hui passé de mode de défendre les opprimés, la France va-t-elle se résigner à ce silence à la fois si humiliant et si dangereux ? Votre présence si nombreuse à cette manifestation est la plus significative des réponses. Mais, d'ailleurs, la France a déjà parlé. Elle a dénoncé, d'abord, les massacres d'Arménie par des publications explicites. Publications d'agitateurs, d'utopistes ? Non pas ! publications des dépêches d'un ambassadeur de France, M. Paul Cambon. Vous connaissez ce livre jaune, aussi honorable pour notre diplomatie qu'accablant pour notre politique à cette époque.

Tout récemment encore, le Gouvernement français a distribué au Parlement une autre publication que nous avons été heureux de lire, et dont nous félicitons M. Delcassé : elle contient les dépêches qu'il a reçues de nos représentants relativement aux événements de Macédoine.

Mais si ces publications sont opportunes, nécessaires, encore faut-il qu'elles trouvent à qui s'adresser, une opinion préparée, un public qui ne les considère pas comme insignifiantes.

C'est pourquoi nous avons voulu que cette réunion fut aussi belle, aussi imposante que possible ; voilà pourquoi je suis fier d'avoir été appelé à la présider, car c'est une manifestation humaine et française. (*Applaudissements.*)

Cette réunion est humaine, il faut qu'on le sache bien ; il faut que les pauvres esprits qui voudraient essayer de mal interpréter nos paroles le comprennent. Nous ne prétendons pas parler en faveur de telle ou telle nationalité, au détriment de telle ou telle autre, nous mêler à je ne sais laquelle de ces intrigues qui s'agitent toujours autour de la question d'Orient ; non, nous voulons parler en faveur des opprimés quels qu'ils soient : chrétiens, musulmans, juifs, bohémiens, tous les opprimés ! (*Applaudissements prolongés.*)

Oui, c'est là ce qui fait la grandeur de cette manifestation et ce qui lui donnera toute sa vraie signification devant l'Europe. Nous parlons en faveur de tous les opprimés d'Orient, et nous parlons au nom de tous les partis de France. (*Applaudissements.*)

Les étrangers portent sur la France des jugements bien superficiels ; ils comptent trop sur nos divisions. Eh bien, oui, nous sommes divisés, je n'en rougis pas ; je suis même fier de ces discussions enflammées que

l'on nous reproche, et qui sont pourtant un signe de notre passion pour la vérité et pour le progrès ; je les préfère à certains silences qui ressemblent et qui conduisent à la servitude. (*Applaudissements.*) Oui, nous sommes divisés ; nous l'étions hier, nous le serons demain sur la plupart des graves problèmes de la politique intérieure. Mais il faut qu'on sache en Europe que nous pouvons être unis et que si nous représentons ici beaucoup de partis, nous ne représentons qu'une seule France. (*Applaudissements.*)

Certes, vous allez entendre des orateurs éminents, applaudis, mais si grand que soit leur talent, rien ne sera plus éloquent que leur union pour la défense d'une même cause. (*Applaudissements.*)

Je dois maintenant répondre par avance à quelques objections qui vous seront faites. On vous dira demain : Vous vous êtes associés à une manifestation d'agitateurs, d'utopistes, de philanthropes, car il faut se défendre comme d'un crime de mériter la qualification de philanthropes. Eh bien, non ! répondez que nous sommes des hommes très positifs. Certes, nous avons notre idéal, chacun le nôtre ; mais ce que nous voulons servir dans cette circonstance, c'est un intérêt : l'intérêt des Gouvernements, l'intérêt de la France et de l'Europe. Oui, nous voulons obliger les Gouvernements à mieux comprendre leur intérêt ; nous voulons voir cesser un désordre qui est non seulement un défi jeté à la conscience de l'Europe, mais aussi et surtout une menace pour la paix du monde. (*Applaudissements.*)

Qu'on ne nous dise pas non plus — c'est là une des objections les plus perfides que l'on puisse nous faire — en s'adressant aux scrupules mêmes qui nous ont réunis ; prenez garde ! vous allez parler en faveur de la paix ; mais n'atteindrez-vous pas un but diamétralement opposé à celui que vous poursuivez ; n'allez-vous pas aggraver le désordre au lieu de le faire cesser ? N'allez-vous pas — voilà le grand mot — encourager ces opprimés à la révolte et déchaîner, par conséquent, sur leur faiblesse, les épouvantables représailles que vous connaissez trop bien ?

Là, en effet, serait le péril d'une action inconsidérée ; nous n'y avons que trop pensé ; chacun de nous a conscience de cette responsabilité à laquelle faisait si justement appel M. Balfour dans un discours récent, à Londres.

Nous nous sommes consultés ; nous avons pesé le pour et le contre, les inconvénients illusoires de notre initiative et les dangers autrement graves de notre silence. Non, nous savons ce que nous faisons ; ne

laissons pas méconnaître nos intentions et nos scrupules. Non, nous n'allons pas donner un nouveau motif de révolte aux opprimés ! Ce qui est pour eux le plus sûr motif de révolte, c'est l'indifférence, l'égoïsme, l'oubli de l'Europe, l'oubli de ses engagements les plus solennels. Voilà ce qui les pousse au découragement, et du découragement au désespoir. *(Applaudissements.)*

Au contraire, notre pitié, nos sympathies peuvent leur rendre confiance, les faire patienter encore. Ce que nous poursuivons, ce n'est pas la révolte des oppprimés, c'est la révolte des consciences européennes. *(Applaudissements.)*

Et maintenant, mesdames et messieurs, vous allez entendre les orateurs qui ont consenti, dans un même élan, dans une même générosité de cœur, à oublier leurs divisions et à venir ensemble devant vous plaider cette noble cause. Vous allez entendre tour à tour M. Denys Cochin, M. de Pressensé, M. Jaurès, M. Lerolle, M. Anatole Leroy-Beaulieu. Je vous demande, — ai-je besoin de le demander ? Je suis sûr de vous par avance, je sais que vos cœurs généreux répondront aux nôtres ; je vous demande de faire, vous aussi momentanément, le sacrifice de vos passions, de vos querelles, de tout oublier un instant pour ne penser qu'à ceux qui nous appellent, qui ont besoin de nous, qui meurent là-bas faute de secours et parce que nous les avons oubliés dans nos discordes ; je vous demande, mes amis, de faire comme nous ce sacrifice, pour les opprimés, pour votre conscience, pour le bon renom de notre patrie, pour l'honneur de la civilisation que l'éternelle mission de la France a toujours été de défendre contre la barbarie. *(Applaudissements vifs et prolongés.)*

M. DENYS COCHIN

Député de la Seine.

Messieurs,

Je ne veux que développer un peu les pensées si françaises que mon collègue d'Estournelles a exprimées si bien et montrer que chez nous on oublie les querelles intestines pour aller au secours des opprimés.

Il y a quelques années M. Paul Cambon disait à Izzit Bey alors favori du sultan : « Votre maître accompli un miracle ; il a mis toutes

les Puissances d'accord. » M. Paul Cambon, diplomate expert et cœur généreux, savait ce que valait ce miracle et combien il était difficile de mettre les puissances d'accord, même pour une bonne cause.

Le miracle continue et vous voyez se rapprocher ici des hommes d'opinion et de parti nettement opposés. Miracle moins difficile, quand il s'agit — en France — de défendre la justice et l'humanité. (*Applaudissements.*)

M. d'Estournelles vous dit qu'il n'y avait qu'une morale pour les gouvernements comme pour les individus. Je le crois volontiers. Mais il n'est pas toujours facile de la mettre en lumière.

Beaucoup de gens (je ne cite plus maintenant les vrais diplomates) parlent de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche comme d'illustres et puissantes personnes auxquelles on n'a qu'à adresser quelques mots de raison et de remontrance pour être aussitôt entendu d'elles. Songez à ce que ces grands noms représentent de forces, de passions diverses ! Dans l'ensemble, cependant, un esprit, une volonté dominante de la nation se dégage.

Il y a, je le crois, des âmes des nations, de grandes âmes collectives de la quantité innombrable des âmes individuelles. Ces âmes collectives ont leurs sentiments, et aussi leurs besoins. Le devoir de l'homme qui gouverne est d'être sensible aux uns, et d'être attentif aux autres. Difficile et redoutable devoir ! Un particulier, pour ce qui le concerne, n'est jamais trop généreux. Un homme d'Etat n'a pas toujours le droit de l'être; et cependant sa prudence doit céder parfois à de nobles entraînements. Il est là comme le médecin qui écoute battre le cœur; sensible aux manifestations de l'âme nationale et prêt à les utiliser soit pour le bien du pays et son intérêt matériel, soit pour sa gloire. Dieu merci, les appels de la justice et de l'humanité sont quelquefois aussi entendus par l'âme collective des nations, et elles ne cèdent pas fatalement aux seuls arguments de l'intérêt matériel. Si ce que je dis là est faux, si c'est un paradoxe et une chimère, il faudra rayer de l'histoire du monde une bonne moitié de l'histoire de France.

En pareil cas, et si l'on veut que la politique devienne généreuse, il faut que l'opinion publique se montre et pèse sur les hommes d'Etat. Il y a quelques années, un homme a ému l'opinion publique anglaise, c'était un grand, grand orateur et un noble patriote, Gladstone. Il l'a fait dans un moment où il n'était pas du tout prouvé que l'intérêt matériel de l'Angleterre fût de mettre ordre aux infamies qui se commettaient en

Turquie. Il commandait peut-être de fermer les yeux et d'attendre. Mais Gladstone dénonça les crimes et souleva l'opinion. Il prononça à Glasgow un mémorable discours, chef-d'œuvre de bon sens et de cœur, et le termina par ces mots que rappelait M. d'Estournelles : « Servez les Arméniens, parce que servir l'Arménie c'est servir l'Europe. » Il avait raison ; c'était ou plutôt c'eut été sauver l'honneur de l'Europe et prendre en main la cause de la civilisation. (*Applaudissements.*)

Messieurs, il y a, en effet, un contraste épouvantable entre l'état du monde civilisé tel que nous le voyons et les crimes de la Turquie. Dans ce coin de l'Europe, les apparences de civilisation ont pénétré ; et tout à coup, par le fait du gouvernement, les horreurs de la barbarie ont tout à coup reparu.

Lorsqu'on fouille les vieilles annales de l'histoire et qu'on lit les relations des exploits épouvantables d'un Gengis-Khan ou d'un Tamerlan, ou encore des sacrifices humains des anciens Mexicains, les temps sont si anciens, les mœurs si différentes, tout cela est si loin de nous, qu'à moins d'être doué de l'imagination d'un Vigny ou d'un Leconte de Lisle nous n'apercevons plus le feu des incendies et nous n'entendons plus les cris des victimes.

L'horreur augmente singulièrement lorsque des scènes semblables se passent dans une grande ville civilisée, peu différente des nôtres, dans une ville qui a ses maisons à quatre ou cinq étages, ses usines à gaz, ses tramways, ses places et ses théâtres. Rappelez-vous que le vali est tout simplement M. le Préfet, le caïmacan M. le général commandant la subdivision : et voyez les troupes et la police requises par le premier, dirigées par le second et occupées pendant de longs jours à assassiner la population sans armes. On gravit les escaliers, on pénètre dans les appartements. On relève, avec ce tapage bien connu chez nous, les devantures de fer des boutiques. Et partout, et par centaines, à coups de bâtons, à coups de revolvers, à coups de sabres, on assomme, on égorge des hommes, des femmes, des enfants. Et dans des charrettes, on emporte leurs restes sanglants vers de grandes fosses que l'administration a fait préparer. (*Applaudissements.*)

Tel est le spectacle que la Turquie nous a donné. En 1895, quelques troubles avaient eu lieu dans un district reculé de l'Arménie, le pays de Sassoun. A cette époque, ce nom d'Arménie, si connu aujourd'hui en France, grâce au sultan, ne l'était guère du public. Aujourd'hui même encore, je rencontre des gens qui me disent : « D'où vous vient cet

intérêt pour les Arméniens ? » C'est que d'abord ce sont des hommes ! puis c'est une race qui tient à la nôtre de près par son origine et par de nombreux souvenirs.

Cette race arménienne, lettrée, polie, cultivée, indépendante, est, parmi les races blanches, une des plus anciennes. Ses montagnes, ses rivières portent des noms que nous lisons dans les livres qui racontent l'origine des hommes. C'est le mont Ararat, ce sont, vers leurs sources, l'*Euphrate* et le *Tigre*.

Franchissez de longs siècles et vous trouverez l'histoire de l'Arménie rapprochée de la nôtre ; et ce peuple, qu'on s'applique à nous montrer si éloigné de nos mœurs et de nos goûts, a eu, avec la France, les plus fréquents et les plus intimes rapports. Après les croisades, il a été gouverné longtemps par des Français, les Lusignan. Les villages d'Arménie sont encore remplis d'anciens monuments où les voûtes, les créneaux et les ogives rappellent au voyageur français les cathédrales et les vieux manoirs de son pays.

On dit que ce peuple n'est qu'un peuple de marchands — cela ne serait pas une excuse pour le mettre à mort, — on prétend qu'il n'a pas le goût des arts, ni celui de la charrue, ni celui des armes. Tout cela est faux. Les Arméniens peuvent répéter les beaux vers que La Fontaine met dans la bouche du *Paysan du Danube :*

> Nous cultivions en paix d'heureux champs, et nos mains
> Etaient propres aux arts ainsi qu'au labourage.

Ils ont leurs poètes. Ils ont leurs laboureurs. Et ils ont eu aussi leurs héros. Bagration, le Michel Ney de l'armée russe, tombé à la Moskowa, était le rejeton d'une de leurs princières.

A côté de ce peuple, en existe un autre, les Kurdes, tout à fait impropre, celui-là, à l'agriculture. Son rôle et ses mœurs invoquent en moi un souvenir d'anciennes études d'histoire naturelle. Sir John Lubbock, savant anglais, nous apprend qu'il existe une espèce de fourmis qui ont des esclaves ; si on leur ôte leurs esclaves, elles ne peuvent plus vivre. Les fourmis paresseuses et impérieuses attendent des fourmis nourricières leur provende. Tels sont les Kurdes à côté des Arméniens.

Les Kurdes descendent de temps en temps de leurs montagnes ; ils tombent chez les Arméniens et leur imposent un grand nombre d'impôts de fantaisie qui s'appellent Hafir, sous prétexte de la garde de leurs

bœufs ou de la protection de leurs champs et qui ne sont que des assurances coûteuses et insuffisantes contre le pillage.

De ces brigands, le sultan a inventé de faire des gendarmes; il les a costumés et constitués en un corps de cavalerie sous le nom d'Hamidiés. Les rançonnements, les pillages sont passés à l'état de subventions à la gendarmerie.

Quelle vie! Quel gouvernement! Et comment cela n'expliquerait-il pas le soulèvement de ces populations intelligentes. En Arménie, comme aujourd'hui en Macédoine, celui qui travaille n'est pas sûr de jamais récolter le fruit de son labeur; il paie une fois, deux fois au vali ou à l'aga, ou aux Kurdes, ou aux Albanais, des impôts et ne sait jamais où le mèneront le hasard et la fantaisie.

Je sais qu'il est avec le gouvernement turc des moyens de s'arranger. Un homme qui connaît très bien la Turquie ne le disait-il il y a quelques jours. Je lui demandais comment il pouvait se faire qu'on puisse être commerçant, propriétaire dans un pays où on ne sait jamais combien de fois il faudra payer des impôts. « Il y a des accommodements, me répondit-il, par exemple celui-ci : le sultan ne paie pas ses fonctionnaires; il arrive qu'un percepteur ou un préfet vous déclare qu'il meurt de faim; le sultan lui doit 10,000 francs, il offre alors la créance pour 3,000 francs. On emporte la créance de 10,000 francs achetée à bon compte, et avec un peu d'adresse on se la fait reprendre pour 10,000 fr. dans le compte de ses propres impôts ».

Cela est très ingénieux.

La même personne me disait encore : « La justice est bien singulière dans notre pays; il est un principe qu'il ne faut jamais oublier, c'est qu'un mauvais procès vaut mieux qu'un bon; car, ajoutait-il, cela ne coûte pas plus cher » (*Applaudissements et rires.*)

Naturellement, ces moyens de s'en tirer ne sont pas à la portée de tout le monde, surtout à celle des paysans, des laboureurs, de la majeure partie de ces populations opprimées d'Arménie et de Macédoine. De là, des mécontentements et des soulèvements de gens exaspérés. Et le sultan ne connaît qu'un moyen de répression, le massacre.

A Sassoun des querelles éclatent à propos de quelques bœufs ravis, entre Kurdes et Arméniens. Qui avait raison? Je n'en sais rien, et cela importe bien peu; mais ce que je sais, c'est que deux mois après dans cette vallée où existaient autrefois trois petites villes prospères, riches et peuplées, il ne restait plus pierre sur pierre ni un habitant vivant.

A la suite de ce crime, l'émotion se répand, les Arméniens vont en procession à Constantinople présenter au sultan une supplique. J'ai vu cette supplique et je vous assure que moi qui ne suis point un révolutionnaire je l'aurais signée avec eux (*Applaudissements.*)

Car j'estime que les gouvernements qui veulent trouver chez leurs sujets l'esprit conservateur qui m'est cher, doivent commencer par se montrer dignes de respect; quand les gouvernements foulent aux pieds toute justice et tout bon sens, comment espéreront-ils conserver la paix? (*Applaudissements.*)

A la suite de cette pétition quelques troubles éclatent dans les rues de Constantinople. De là, nouveaux massacres; plusieurs centaines de personnes sont mises à mort dans les rues de la capitale. Et ce n'est qu'un début — début de l'épouvantable série des années 1896 et 1897.

Qui a décidé tout cela? il n'y a plus rien sauf l'apparence, sauf la forme, qui ressemble à un gouvernement régulier; le gouvernement turc, la Porte n'existe plus que de nom; tout est décidé au fond du Palais à Yldiz-Kiosk entre le sultan et quelques favoris. Là remonte toute responsabilité. Et devant ce pouvoir absolu et cruel personne ne peut répondre s'il sera le lendemain maître de ses biens et de sa vie.

Ils le savent bien, les exilés ottomans; car, ainsi que vous le disait M. d'Estournelles, c'est aussi bien pour les Ottomans opprimés que pour les chrétiens que nous parlons ici — ces exilés qui s'appellent Midhat Pacha, mort aujourd'hui, Mahmoud Pacha qui avait été ministre de la Justice et qui, pour avoir essayé de rendre quelque justice s'est vu bien vite exilé et condamné à mort. Il l'a bien vu aussi. Fuad Pacha, le vaillant soldat de la guerre contre la Russie, le glorieux défenseur de son pays, maréchal turc qui lors des massacres de Constantinople ouvrit les portes de sa maison à des fugitifs. Dernièrement, il alla rendre visite au sultan sur son ordre; en sortant, il ne trouva plus sa voiture, et comme il était âgé et malade, il se plaignait de ce contretemps. Il rencontra alors le préfet de police qui lui dit : « Monsieur le Maréchal, votre voiture n'est pas là; en grâce acceptez la mienne : elle va vous mener chez vous. » Fuad Pacha accepte en remerciant. Et il a disparu. Il végète on ne sait où en Arabie. *(Applaudissements.)*

Si l'on pense que j'exagère, on a aujourd'hui le journal, le procès-verbal d'un témoin. C'est l'émouvant récit écrit jour par jour par Mme Carlier, veuve de notre consul à Sivas; permettez-moi de rendre hommage à cette vaillante femme et à son mari. *(Applaudissements.)*

Mme Carlier était dans les montagnes fuyant pour son jeune enfant la chaleur et la poussière de la ville : « Il faut revenir lui dit son mari, il se prépare des événements. » Au bout de quelques jours, sans émeute, sans soulèvement — sans autre chose que l'écho des plaintes habituelles — on voit, non pas la populace, mais les troupes menées par le préfet, par le général s'élancer dans les maisons et massacrer les habitants. Mme Carlier nous fait la description touchante et admirable de la colère de son mari impuissant; elle rappelle la belle parole de Melchior de Voguë sur ces consuls perdus si loin et qui essayaient de faire avec rien quelque chose qui ressemblât encore à la puissance de la France.

En effet, ce consul n'avait pour toute force que son cavas, un fidèle Epirote qui veillait à sa porte. Il avait aussi le drapeau français qui fut respecté comme celui des autres puissances : je m'en félicite, mais je remarque en même temps quel ordre a régné dans ces meurtres administratifs !

M. et Mme Carlier remplissent leur maison, leur jardin trop étroits, de la foule éperdue de ces malheureux menacés de mort, affolés, sans défense, presque sans raison, car ils ne savent pourquoi une menace épouvantable fond sur eux et sur leur famille; ils n'ont qu'un espoir et ils accourent vers le consulat de France et aussi vers deux maisons de religieux français pour se cacher sous les plis de notre drapeau. (*Applaudissements.*)

Ces faits se répètent partout, à Diarbekir, à Trébizonde où M. Meyrier notre consul donna aussi un grand exemple de vaillance et d'humanité.

A Trébizonde, la maison des Frères des écoles chrétiennes servit d'asile à une foule d'Arméniens éperdus. La terreur règne partout.

L'horreur fut peut-être plus grande que partout ailleurs, dans cette ancienne Edesse, qui s'appelle aujourd'hui Orfa. Cette ville subit un siège de plusieurs jours.

On s'est étonné que tant d'êtres humains soumis à de pareilles abominations, à de pareilles boucheries, n'aient pas essayé de défendre leur vie. Ils l'ont fait quand ils l'ont pu. Un district des montagnes, au centre duquel se trouve la ville de Zeitoun, a résisté et repoussé les Turcs; il demeure encore comme un petit ilot à peu près indépendant, après une défense héroïque.

A Orfa, on se défendit pendant deux jours, mais sur un signal, l'as-

saut fut donné, la ville prise et tous les habitants passés au fil de l'épée. C'est là une expression que l'on trouve dans les anciennes histoires relatant des sièges, des guerres. La guerre n'est point une excuse, les vaincus devraient être sacrés. Mais enfin, il y a des passions déchaînées et des rancunes. Ici tout se passe en pleine paix, sur un ordre donné : les troupes entrent dans cette ville et tuent les habitants !

Une foule s'était réfugiée dans la cathédrale; elle s'entasse dans les tribunes. Des tribunes, comme seraient les balcons de cette salle. Les meurtriers envahissent le parterre, et, à coups de fusils, abattent les malheureux et les font tomber des galeries. Puis, la chose n'allant pas assez vite, on enduit de pétrole les pilliers de ces tribunes de bois, on met le feu et on brûle toute cette foule. Ce n'est pas la guerre. C'est une exécution administrative, une mesure prise en pleine paix par un souverain qui a éprouvé le besoin de se débarrasser d'une partie de ses sujets. (*Vifs applaudissements.)*

Je ne continue pas le récit de toutes ces horreurs.

Je ne vous décrirais pas l'immense massacre de Constantinople, accompli en 1895, sous les yeux du sultan, et dont une dépêche de notre vaillant chargé d'affaires. M. de la Boulinière a donné l'affreux récit. Non, je m'arrête : rien n'est monotone comme le crime et comme le mal. Mais sachez que des scènes semblables se sont produites dans cent endroits que les historiens les plus modérés estiment à 150 ou 200.000 le nombre des victimes. Ce nombre fut probablement bien plus grand, car il ne faut pas compter seulement les victimes du fer et du feu, mais encore celles de la misère et de la faim qui succombèrent ensuite.

Je détourne donc les yeux et je me demande ce que compte faire l'Europe. Demain peut-être, probablement, les mêmes crimes vont ensanglanter la Macédoine.

Optimiste de ma nature, je crois que la tâche est plus facile aujourd'hui qu'elle ne le fut en d'autres temps, et par suite, le devoir encore plus impérieux.

Je rappelle d'abord que des engagements solennels ont été pris et fréquemment renouvelés. On me dira que les engagements s'oublient. Mais enfin, ils ont été pris trop souvent, trop solennellement, pour qu'il n'en reste pas quelque chose. Lorsque l'Angleterre et la France unies en 1856, jugèrent de leur intérêt d'arrêter la Russie sur le chemin de

Constantinople, après avoir consacré leur sang à cette œuvre, après avoir sauvé l'existence de la Turquie, elles lui dirent :

« Nous vous avons sauvé la vie. Mais nous ne voulons pas avoir sauvé la vie à un gouvernement barbare »; et le projet de réformes, est imposé et consigné dans le traité même de 1858. C'est la condition de l'alliance et la récompense promise à la victoire.

Plus tard, dans des circonstances analogues, lorsque après les horreurs de la Bulgarie, la Russie s'était lancée dans la guerre et avait marché jusqu'à San Stefano. L'Europe émue, s'interposa; non plus par la voie militaire comme en 1858. Mais par la voie diplomatique, on arriva aux mêmes résultats. Le Congrès de Berlin arrêta la Russie et sauva la Turquie une fois encore. Mais les puissances médiatrices renouvelèrent leurs impérieuses remontrances. Elles firent plus, et par l'article 61 du traité de Berlin elles réservèrent le droit de veiller à l'exécution des promesses faites par la Turquie.

Plus tard encore, après les horreurs dont je vous parlais, un mémorandum réunit, en 1895, l'adhésion de toutes les puissances européennes. Je sais bien qu'en 1896, lord Salisbury proposa des moyens de coercition. Mais il semble qu'à ce moment le concert européen cessa.

Que dis-je ? Il y eut des jours où ce Concert sembla se reformer au profit du Sultan, Abdul Hamid, qui ne prodigue pas à ses sujets les renseignements et les *Livres jaunes*, osa, dit-on, s'en vanter devant eux.

Qu'était-il arrivé ? Comme il y a quatre-vingts ans, les Grecs avaient passé la frontière de Thessalie.

Avec quel enthousiasme, autrefois, la France les acclama et les seconda ; vous vous en souvenez.

Ce fut une cause qui, alors aussi, associa les partis contraires. On vit alors, la main dans la main, en faveur des Grecs, Bonald et Béranger, Genoude et Benjamin Constant ; enfin, dans l'admirable effervescence de sa jeunesse et de son génie, Victor Hugo chanta les exploits de Canaris et célébra la victoire de Navarin. Je rappelle en passant que nous avons soutenu aussi les dissidents ottomans, quand ils ont voulu se libérer du joug quelques années après la guerre d'émancipation de la Grèce : la France a-t-elle marchandé son concours à Mehémet-Ali, à Ibrahim, et n'a-t-elle pas fait beaucoup pour séparer de l'Empire ottoman cette Egypte, aujourd'hui devenue pour nous la cause de si justes regrets ? (*Applaudissements.*)

Mais, revenons aux événements contemporains. Après les horreurs

d'Orfa, de Trébizonde, de Diarbékir, après les massacres dans les rues mêmes de Constantinople, les Crétois, ces Grecs détachés de la mère-patrie, oubliés par l'Europe, se révoltèrent. On vit dans les montagnes de la Crète, bravant le Pacha établi à la Canée, une poignée de chevriers réclamer l'indépendance. Cette indépendance leur avait été jurée; par le pacte d'Halepa, vingt ans avant, le Sultan leur avait promis une constitution, une petite assemblée urbaine réunie tous les deux ans seulement, pour cette raison que les oliviers ne donnent des fruits que de deux ans l'un, et que l'année où il n'y a pas d'olives le budget de la Crète ne vaut vraiment pas la peine d'être discuté. (*Rires et applaudissements.*)

Ces libéraux réclamaient donc l'exécution d'un pacte qui était allé rejoindre les autres promesses de réformes. Et la Grèce, tout à coup, avait l'audace de leur tendre la main et d'envoyer le colonel Vassos avec un bataillon combattre dans leurs montagnes.

Or, pendant tous les massacres d'Arménie, l'Europe était restée tranquille. Il faut dire qu'elle avait été trompée par une étrange conspiration du silence. (*Applaudissements.*) Ces Livres jaunes dont parlait tout à l'heure M. d'Estournelles, nous les avions attendus bien longtemps et j'ai pu dire à un ministre d'alors qu'il avait inventé une nouvelle manière d'être historien. J'en connaissais déjà deux : on peut être un historien philosophe étudiant des faits très anciens et cherchant à dégager les grandes lignes, par exemple, de l'œuvre de Richelieu; ou bien on peut être un chroniqueur, un journaliste, un informateur mettant le public au courant des faits du jour. Entre ces deux genres d'histoire, notre ministre en avait inventé un troisième; il ne faisait ni la grande histoire ni la chronique du jour, il faisait la chronique en retard (*Rires*); et, à propos de la Turquie, il nous apprenait les crimes d'il y a trois ans. Voilà ce que nous racontaient les Livres jaunes.

Oui, un silence étrange avait pesé sur l'Europe, à tel point que chacun de nous, apprenant ces événements, par hasard, était au désespoir de n'avoir pu les dénoncer plus tôt. J'avais eu la notion des massacres de l'Arménie par les livres de M. Clémenceau et par les récits du Père Charmetant; mais, j'avoue que je m'étais dit : « M. Clémenceau exagère, par passion politique; et le Père Charmetant, inquiet pour ses œuvres, nous conte en vérité des attentats auxquels on ne peut croire. » J'ai dû bientôt m'incliner et leur rendre justice. Un jour, aux eaux, j'ai rencontré un ingénieur revenant d'Arménie : il s'était trouvé, m'a-t-il dit, devant une ville livrée au pillage. Un caïmacan avec ses troupes,

l'arme au pied, était devant la ville. On entendait des appels, des cris affreux. L'ingénieur demanda au caïmacan s'il n'allait pas intervenir et rétablir l'ordre ; et celui-ci de répondre, en regardant sa montre : « J'ai l'ordre de laisser le temps voulu... (*Vive émotion, cris : Assassin.*)

Le silence le plus complet avait pesé sur l'Europe. Aucune intervention n'avait eu lieu : les flottes avaient semblé éviter les mers de la Grèce et de la Turquie. Mais, tout à coup, lorsque la petite et vaillante population crétoise eut l'idée de réclamer sa liberté; oh ! alors, on vit le ciel obscurci par la fumée des grands navires, la mer bouillonner sous leurs étraves, et tous ces monstres énormes que produit la science moderne, ces grands cuirassés hérissés de tours et de canons, accourus de Toulon, de Malte, de la Spezzia, se ranger autour des côtes de la Crète. Le canon retentit. Il est vrai que les obus éclataient sur des rochers.

J'ai lu une note de l'Agence Havas, à peu près ainsi conçue : « Le *Camperdown*, navire anglais, avec ses gros canons, ouvrit le feu ; toute la flotte européenne se joignit à lui peu à peu, et le bombardement dura tout le jour, contre le fortin d'Izzaddin, à l'entrée de la Sude. On assure qu'un insurgé a été tué. » (*Applaudissements et rires.*)

Quel imprudent!

Pourquoi cet effroyable déploiement de forces ?

Je disais en commençant qu'il y a des jours où la politique des nations cède le pas à leurs passions généreuses. On n'était point à l'un de ces jours-là.

Athènes voulait étendre son pouvoir sur la Crète suppliante : Athènes était-elle coupable ? Non, même d'après les traités. La conférence de Constantinople tenue après le Congrès de Berlin lui avait fait espérer, en Epire, une rectification de la frontière, reportée au-delà du Pinde. L'Europe n'avait pas tenu cette promesse. Et si l'Europe voyait un danger à étendre la Grèce du côté du Nord, vers la Macédoine, indécise et agitée; pourquoi ne pas l'indemniser en lui donnant la Crète, unanime à souhaiter d'être donnée à elle ? L'occasion était bonne en vérité. — Malheureusement, la Crète ne possède pas seulement de grands souvenirs historiques et de maigres oliviers : elle a une rade magnifique, la baie de Sude. — Et les convoitises des puissances, inquiètes de l'annexion à la Grèce, s'arrangeaient mieux du *statu quo*, ou même, comme il a été convenu depuis, d'une précaire et fragile autonomie.

Voilà pourquoi, si je me rappelle bien leurs noms formidables : *le*

Foudroyant, la Dévastation, l'Andrea Doria, le Camperdown et bien d'autres avaient quitté leurs ports d'attache. Ils établirent autour de la Crète un blocus que les diplomates dénommèrent un blocus pacifique. Je voudrais bien savoir ce que peut être un blocus pacifique! Le Pirée fut aussi pacifiquement bloqué par les flottes des puissances, tandis que la Grèce, s'étant privée au profit des Crétois d'un de ses trop rares bataillons, envoyait bravement les autres au-devant des troupes dix fois supérieures en nombre du Sultan.

Le souvenir n'est pas glorieux pour l'Europe civilisée. Il ne faut pas ajouter aux mots trop d'importance : pourtant, l'autre jour, à la Commission du budget, entendant discuter les dépenses des navires en construction et récemment dénommés, je me disais : Imagine-t-on la *Justice*, la *Liberté*, la *Démocratie*, lançant de gros obus sur la Crète insurgée; et enfin — paradoxe plus étrange — l'*Ernest-Renan* braquant ses canons sur l'Acropole ? (*Vifs applaudissements et rires.*)

De tout cela cependant, car la justice finit par s'imposer, il est resté quelque chose, l'indépendance de la Crète et j'espère que ce sera bientôt le rattachement de la Grèce. (*Applaudissements.*)

Serai-je contredit, quand j'assurerai de nouveau que la tâche de résoudre les problèmes redoutables soulevés en Arménie et en Macédoine est aujourd'hui plus facile qu'elle ne l'était autrefois? Il y a à celà une première raison : dans l'ancien état de la politique, l'Europe, la Russie et l'Angleterre regardaient jalousement Constantinople. Je ne prétends pas que la Corne d'Or et les Dardanelles soient devenues négligeables et que le principe qui consiste à laisser si l'on veut la possession d'un point stratégique de premier ordre à un peuple faible, mais de ne point le laisser prendre par un peuple fort — doive être abandonné. Néanmoins, il est visible que les intérêts des nations chrétiennes sont bien moins qu'autrefois restreintes au vieux territoire de l'Europe; qu'elles se sont lancées à travers le monde, et l'ont couvert de leur influence, de leur commerce, de leurs colonies.

Que la Russie, au lieu de retomber toujours du côté de Constantinople, comme entraînée par une pente naturelle, a porté, depuis que le Congrès de Berlin l'a arrêtée à San-Stefano, ses ambitions vers la Chine et la Corée, et qu'enfin la question d'Orient n'est plus ce qu'elle était au temps de Gortchakoff, de Disraeli et de Bismark. (*Vifs applaudissements.*) La tâche sera plus facile aussi parce que des expériences de réformes ont été faites; ce n'a pas été en vain, après tout, que la question

d'Orient a été traitée tant de fois et qu'elle a coûté tant de peine et tant de sang.

Le prince Gotchakof, risquant un assez médiocre calembour, à peine excusable pour un Russe, disait : « La question d'Orient, l'avenir de la Turquie, je les résume ainsi : autonomie ou anatomie. » (*Rires.*) Les deux procédés ont été essayés : l'anatomie a été pratiquée après le traité de Berlin. Les atrocités bulgares ont été payées par la création des principautés danubiennes indépendantes et la prise par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'autonomie a été essayée aussi : c'est le régime qui a été concédé autrefois à Samos, on peut le dire aussi à la Syrie; enfin, récemment, et d'une manière plus complète, à la Crète.

Que l'on essaye en Arménie, en Macédoine, sous la surveillance indispensable de l'Europe, l'un ou l'autre système. Si la séparation complète est difficile que l'on donne à ce malheureux pays un gouverneur désigné, agréé du moins par les puissances, et une assemblée des notables. La France a donné le régime au Liban, il y a quarante-trois ans.

Alors aussi des massacres avaient eu lieu : les Druses s'etaient jetés sur les Maronites, comme les Kurdes sur les Arméniens. Nons fîmes l'expédition de Syrie, en un temps où la question d'Orient était plus brûlante qu'aujourd'hui. Grâce à nous ce pays a des gouverneurs chrétiens et un Conseil élu. Nous y avons renoué la tradition séculaire. On y parle français. On y bénit le nom de la France. (*Applaudissements.*)

Il n'y a donc qu'à profiter de l'expérience acquise.

Elle démontre d'abord que rien ne se fera que par l'action directe de l'Europe. Hors de là, il ne faut attendre que des promesses, des mensonges et le retour des horreurs dont je vous ai fait le trop long récit.

Voilà ce qu'on peut faire et ce que feront nos hommes d'État, mais à une condition : c'est que l'opinion publique les soutiendra. Et voilà pourquoi nous sommes devant vous. Vous devez faire sentir à nos hommes d'État que la hardiesse est nécessaire et que vous leur donnez toute latitude, parce que la justice, l'humanité et l'honneur sont en jeu.

Il faut que l'opinion publique française fasse entendre à nos ministres que devant des infamies comme celles que j'ai décrites, elle leur demande d'agir et d'agir promptement. Nous oublions nos divisions, quelques profondes qu'elles soient, pour apporter ensemble aux pouvoirs publics cette sommation nécessaire. (*Vifs applaudissements.*)

Vous le pouviez, vous, nos adversaires d'hier et de demain; et l'âpreté des luttes ne nous portera jamais à croire, qu'à votre manière, avec d'autres principes, sous d'autres lois, par d'autres chemins, vous ne voulez pas comme nous les progrès de l'humanité civilisée!

Nous le devions, nous chrétiens, à qui notre croyance impose, comme un article de foi, sous toutes les latitudes, et sous tous les régimes, dans toutes les races et dans toutes les religions, le respect de la personne humaine, douée de raison, douée de conscience, libre et responsable de ses actes, et égale partout devant Dieu. *(Applaudissements vifs et prolongés.)*

M. FRANCIS DE PRESSENSÉ

Député du Rhône.

MESDAMES, MESSIEURS,

Après l'éloquent et émouvant exposé que vient de vous faire mon collègue M. Cochin, une question me semble monter à toutes nos lèvres : comment se fait-il que cet état de choses puisse se prolonger, s'éterniser, s'aggraver, et par quels moyens réussirons-nous enfin à mettre un terme à ce qui est à la fois un scandale, un défi à la conscience humaine et une atteinte grave aux intérêts de l'Europe tout entière ? Cette question se pose d'autant plus naturellement que dans les faits qui viennent de vous être retracés par M. Cochin nous n'avons pas seulement assisté à une sorte de retour offensif de la barbarie, à un mouvement spontané de fanatisme populaire qui serait assurément profondément déplorable, mais qui ne serait, après tout qu'un incident, je dirai presque qu'un accident dans une longue évolution, qu'un épisode dans une longue histoire, mais que ce que nous avons vu pendant ces sombres années dont on vous a rappelé le souvenir, ç'a été une anarchie organisée, un désordre par ordre, des massacres commandés. On peut dire que les vêpres d'Anatolie ont été le couronnement du système hamidien qui continue encore à l'heure actuelle et qui sévit avec impunité sous les yeux de l'Europe.

Puis, il y a une autre considération. Ce n'est pas la première fois que nous assistons à des faits de ce genre. L'histoire de la Turquie,

presque à toutes ses pages, est souillée de sang. Bien des chapitres de cette histoire ont commencé comme ce lugubre chapitre que traçait tout à l'heure M. Cochin, mais beaucoup se sont terminés différemment. On vous a rappelé le souvenir de la seconde décade de notre siècle, de l'insurrection de la Grèce; on vous a montré cette nation se réveillant tout à coup et, drapée en quelque sorte dans son glorieux passé, sortant du tombeau à la voix de tous ses chefs, à la voix de ses poètes, de ses savants, de ses marchands, de ses klephtes eux-mêmes et aussi sous l'impulsion de la politique russe d'Alexandre et de Catherine. A ce moment aussi, quand l'insurrection commença, les massacres commencèrent; il y eut les massacres de Patras, de Salonique, de Samos, de Chio dont vous vous rappelez le profond retentissement dans toute l'Europe.

Dans quelle situation l'Europe se trouvait-elle à cette époque? Elle était au lendemain des 25 ans de guerre de la Révolution et de l'Empire. La Sainte Alliance venait de se former, essayant de constituer une sorte de fédération des souverains. Des congrès avaient donné le mandat de réprimer la révolution à la France, en Espagne; à l'Autriche, à Naples, dans le Piémont, dans toute l'Italie; à la Russie, en Pologne. Le retentissement de ces massacres fut tel, le soulèvement fut tellement universel à la voix des grands poètes dont on vous parlait, Victor Hugo, Lamartine, Bérenger, Byron, que la diplomatie de la Sainte Alliance elle-même dut s'émouvoir, que les puissances durent marcher; les trois escadres brûlèrent la flotte du sultan à Navarin et il sortit de cette crise le royaume de Grèce, c'est-à-dire le gage d'une ère nouvelle. (*Applaudissements.*)

Nous assistons, à l'heure actuelle, à des phénomènes absolument analogues à ce qui s'est passé plus près de nous en 1876. Il y avait eu d'abord, à cette date, je dirai comme lever de rideau, correspondant dans une certaine mesure à l'insurrection macédonienne d'aujourd'hui, les insurrections de la Bosnie et de l'Herzégovine; comme équivalent des massacres de l'Arménie, il y avait les atrocités bulgares; comme contre-partie des récents voyages du comte de Larmsdof, il y eut le célèbre voyage du général Ignatief. Des conférences successives se tinrent à Constantinople et à Londres. On élabora des projets de réformes excellents. Malheureusement l'Europe ne sut pas aller jusqu'au bout: elle négocia là où il fallait commander. On glissa d'abord dans la guerre serbe, puis dans la guerre turco-russe.

L'Europe ne retrouva son énergie que quand les troupes d'Alexandre II campèrent devant les murs de Constantinople et quand les préliminaires de San Stefano furent signés, préliminaires qui apportaient une solution à la question d'Orient en chassant la Turquie de l'Europe et en créant une grande Bulgarie. L'Europe déchira ces préliminaires et grâce à l'initiative de l'Angleterre qui avait envoyé sa flotte dans la baie de Besika et grâce aussi à la façon particulière de témoigner sa reconnaissance du prince de Bismarck qui se plut à payer singulièrement à la Russie les services qu'elle lui avait rendus en 1870, le Congrès de Berlin déchira l'œuvre de San Stefano, il restaura la Turquie et sous prétexte qu'on redoutait sa destruction, il réédifia cet édifice caduc et branlant qui est plus dangereux que les ruines mêmes ne pourraient l'être.

Je redoute que nous entrions dans une voie analogue et qu'à l'heure actuelle, en présence d'une situation presque identique à celle de 1876 des fautes semblables ne soient commises et que cette récidive ne nous amène à des résultats du même genre.

En quelques mots, je voudrais ajouter quelques touches au tableau tracé tout à l'heure de main de maître et vous parler de la situation de la situation de l'Arménie et surtout de la Macédoine, sur laquelle mon collègue, M. Denys-Cochin, n'a pas insisté. Je n'ai pas l'intention de revenir en ce moment sur les événements de 1894 à 1896. On a tout dit à ce sujet. Nous avons encore dans les oreilles le cri de détresse qui fut jeté par ce peuple malheureux, se réveillant entre les mains des assassins. Ce qui frappa surtout le monde civilisé, c'est qu'il ne s'agissait pas de l'explosion soudaine d'un fanatisme populaire. Non, c'était la barbarie organisée, le massacre commençant à heure fixe, finissant à heure fixe, reprenant quand on en donnait l'ordre, ensanglantant tout un continent, depuis les rives du lac de Van jusqu'aux bords de la mer Egée, jusqu'à Constantinople même, sous les yeux du sultan, de celui qu'on a flétri du nom de Grand Assassin. (*Applaudissements.*)

L'Europe intervient en ce moment dans une certaine mesure; sous l'impulsion de la conscience du genre humain, la diplomatie s'était légèrement émue, on s'était mis en mouvement; on avait rédigé le *mémorandum* de mai 1895 et on avait même, à un moment donné, parlé de certaines mesures de coercition à exercer sur le sultan.

Puis, tout s'est tu; on a renoncé à cette action. Le Concert Européen a fait faillite. Certaines personnes prétendent bien que la méthode lente,

douce que l'on avait prise, avait été la bonne, et qu'à l'heure actuelle le calme se serait rétabli. En effet, nous n'entendons plus ces clameurs de détresse de tout un peuple. Mais d'aigu, le mal est devenu chronique et le désordre n'en persiste pas moins en Arménie.

Quand les débris du peuple arménien sont rentrés dans leurs foyers, ils ont trouvé exactement le même régime dont ils avaient eu à souffrir de 1894 à 1896. Ils sont encore aux prises avec ces régiments hamidiés, avec l'armée régulière elle-même, avec ces Kurdes excités par les autorités et lancés sur les populations arméniennes, avec les fonctionnaires eux-mêmes qui reçoivent le mot d'ordre d'Yldiz-Kiosk. Ils sont pillés, pressurés de toute façon; ils doivent payer la dîme deux ou trois fois, leurs biens leur sont enlevés tous les jours, la sécurité de leur vie même n'existe pas; la liberté de circulation est totalement supprimée dans les vilayets qui forment l'Arménie. Nous avons, à ce sujet, des récits circonstanciés, authentiques qui démontrent cette malheureuse situation. On continue à ravir et à violer leurs femmes et leurs filles, à convertir par force leurs enfants. La plupart de leurs notables sont jetés en prison. Quelques-uns de leurs évêques y sont encore depuis bien des mois.

Ces choses, nous les avons publiées, répétées, jour après jour, et cela, non pas d'après des informations de fantaisie, mais grâce à des renseignements circonstanciés et authentiques qui nous parvenaient à travers mille difficultés; elles ont été publiées dans ce courageux organe qui s'appelle *Pro Armenia*. (*Applaudissements.*)

Mais j'ajoute que je mets les gouvernements au défi de publier un Livre Jaune ou un Livre Bleu, si soigneusement édité et expurgé qu'il puisse être, quand même il ne serait qu'un recueil de morceaux choisis, sans nous apporter à chaque page la confirmation officielle des faits que je viens de citer brièvement.

Je pourrais vous donner lecture de lettres que nous avons reçues, par exemple de la province de Moush, qui démontrent qu'en mars, en juin, en septembre de l'année dernière, la situation était plus grave encore que je ne l'ai décrite; je pourrais lire des lettres de quatre ou cinq autres provinces de l'Anatolie, mais ce serait une litanie monotone. Je préfère vous dire que les fonctionnaires arméniens eux-mêmes, ceux qui représentent la partie officielle de la nation, qui sont chargés de la défense de ses intérêts, mais qui, étant en rapports constants avec le gouvernement ottoman, finissent par perdre leur énergie, n'ont cependant pas pu supporter l'état actuel. Au mois d'août dernier, le Patriarche

lui-même a donné sa démission en la motivant sur des conversions forcées que l'on imposait à des Arméniens, sur ce qu'un trop grand nombre de notables arméniens avaient été jetés en prison et sur la conduite intolérable des gendarmes du sultan supprimant toute liberté de circulation. On l'a forcé à reprendre sa démission. Le malheureux a du commencer à jouer ce rôle difficile d'être à la fois le représentant de l'autorité près de l'Arménie et le représentant de l'Arménie auprès de l'autorité.

La situation n'a donc pas changé et nous voyons ce phénomène étrange d'une population qui est une population rurale, attachée par toutes les fibres de son être à son territoire, à son foyer domestique, tellement persécutée que, la situation lui devenant absolument intolérable, elle émigre en masse. Ces malheureux, au nombre de plusieurs milliers, comme des épaves flottantes, ont erré d'un bout de l'Anatolie à l'autre, ils ont cherché partout un asile et sont allés frapper — vainement — à la porte de l'Arménie russe.

On a demandé au gouvernement français, par notre intermédiaire, d'intervenir en leur faveur; nous avons essayé d'obtenir que la France étendît sur eux sa protection. Il a fallu y renoncer parce que les circonstances étaient trop défavorables; la diplomatie n'a pas tenu le langage qu'elle aurait dû tenir et ces malheureux ont dû réintégrer leurs foyers dépouillés et retomber sous le joug qu'ils avaient voulu fuir.

On a osé dire que cette population n'était pas intéressante; car il faut remarquer que, si à de certains moments on leur conseille d'être très prudents et de ne pas se livrer à des agitations révolutionnaires et subversives, à d'autres moments on leur reproche d'avoir été trop modérés, trop dociles, d'avoir tendu la gorge comme des agneaux, d'être allés à l'abattoir en bêlant. Ah! certes, il est facile de faire de l'héroïsme pour autrui au coin de son feu, les pieds sur les chenets et en lisant son journal. (*Applaudissements.*) Mais je voudrais que ceux qui parlent ainsi tinssent compte du passé, de ces longs siècles d'oppression pendant lesquels ces populations ont été des parias héréditaires. Ces hommes n'avaient pas le droit de porter des armes; un fusil dans un village était considéré comme un phénomène extraordinaire et ce fusil, cet unique fusil, a même joué quelquefois un rôle considérable dans les insurrections dernières. Puis, a-t-on donc oublié cette héroïque défense des montagnards de Zeïtoun dans leur nid d'aigles inviolable? A-t-on oublié ces héros qui ont sacrifié leur vie à Constantinople dans une

entreprise désespérée ? N'ont-ils pas montré que si l'Arménie avait fourni beaucoup de victimes, elle pouvait aussi à l'occasion fournir beaucoup de héros ! *(Applaudissements.)*

La situation est donc aussi intolérable qu'elle a jamais pu l'être. Un long gémissement de désespoir ne cesse de partir de ces provinces. Je ne prétends pas que la diplomatie occidentale, ni surtout que la diplomatie française ait été insensible à ces appels. Non ; chaque fois qu'un crime est commis, mais longtemps après, elle va protester à la Sublime Porte ou auprès du Sultan et, chaque fois, ce sont de bonnes paroles, des désaveux, des promesses. On s'en contente et c'est toujours à recommencer et rien n'est fait et c'est ainsi que la question arménienne s'est aggravée dans ce dernier quart de siècle.

A l'heure actuelle, elle n'est pas seule à l'ordre du jour : nous nous trouvons en face d'une question plus ancienne sous certains rapports, mais qui avait semblé sommeiller pendant un certain temps et qui s'est réveillée pendant ces derniers mois, je veux parler de la question macédonienne. Je comprends parfaitement toutes les difficultés du problème qui se dresse devant nous et je n'ai nulle intention de les escamoter ou de les atténuer.

Tout d'abord, la situation géographique elle-même de la Macédoine aggrave singulièrement ces difficutés. Encore qu'elle soit en Europe, il y a bien des parties de l'Asie intérieure qui sont moins asiatiques. Encore qu'elle ne soit qu'à quelques heures de ces centres de civilisation qui s'appellent Vienne et Buda-Pest, on dirait qu'elle est un prolongement de l'Orient en pleine Europe ; elle est aussi un prolongement et comme une enclave de la féodalité du moyen âge en plein xx[e] siècle. *(Applaudissements.)*

On a spirituellement comparé la configuration physique de la Macédoine à une sorte de damier dont les cases seraient représentées par une série de petits vallons profonds ceinturés de hautes montagnes qui n'ont d'autres communications les uns avec les autres que par les brèches étroites pratiquées par les cours d'eau.

Dans ces vallons sont enfermées des tribus, je dirai des races diverses et hostiles, ce qui contribue à aggraver singulièrement le problème. Il y a d'abord les Grecs, les Hellènes. Ceux-ci prétendent être, en quelque sorte traditionnellement et séculairement, les maîtres légitimes de la Macédoine en vertu de l'histoire. Ils se trompent peut-être parce que, si on se rapporte à l'histoire ancienne, on s'aperçoit que le vieux et tou-

jours jeune Hérodote avait dit que les Macédoniens étaient des demi-barbares et qu'il n'y avait que la famille royale de Philippe et d'Alexandre qui eût le droit de se revendiquer de la race argienne, comme Héraclides. Les Grecs sont surtout répandus dans la Chalcidique, près de l'Olympe, sur les rives du Vardar.

Il y a aussi les Kutzo-Valaques, c'est-à-dire un résidu du flot valaque qui fut amené en Macédoine à la suite des diverses conquêtes du moyen âge.

Les Kutzo-Valaques présentent cette particularité qu'ils ont adopté, épousé les intérêts de la race grecque, et surtout de l'Eglise orthodoxe, et qu'ils sont plus hellènes que les Grecs eux-mêmes.

A côté d'eux il y a les Slaves; Serbes d'un côté et Bulgares de l'autre. Les Bulgares sont de beaucoup les plus nombreux et les plus actifs. Sur les trois millions d'habitants des trois vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique qui forment totalement ou partiellement la Macédoine, plus de la moitié certainement sont de race bulgare. Ce sont de plus des hommes extrêmement remuants et zélés pour leur cause, qui ont fondé partout des Comités et des écoles, qui s'appliquent à développer les aspirations de leurs congénères, qui font une progagande constante. Ils ont, en outre, un appui très précieux et comme un idéal réalisé à côté d'eux, dans la Bulgarie, qui est leur sœur aînée, qui est constituée à l'état autonome et indépendant sous la suzeraineté nominale du Sultan et qui leur donne l'exemple de ce que l'on peut espérer quand on a secoué le joug de la Turquie. Un très grand nombre de Macédoniens de race bulgare sont allés s'établir en Bulgarie. Les uns s'y sont fait naturaliser et y occupent des places importantes. On trouve des Macédoniens bulgares à la Skouptchina, parmi les fonctionnaires et surtout parmi les officiers, puisque sur les 2.500 officiers que compte l'armée bulgare, au moins 1.000 appartiennent à cette race macédonienne bulgare.

D'autres ne se sont pas fait naturaliser et agissent avec la plus grande énergie en faveur de leurs frères de Macédoine. Ils ont formé les deux Comités dont s'occupe tant la presse, le Comité Zontchef-Michaïlowski et le Comité Sarafof. L'un a une tendance plus radicale que l'autre. Ils sont en rivalité ouverte. A la suite d'un schisme, le Comité Zontchef a pris les devants. Le Comité Sarafof s'est tenu à l'écart des événements de l'année dernière, il a même lutté contre une insurrection prématurée, mais il se prépare à prendre part à l'insurrection prochaine.

A côté de la race bulgare, il y a encore les Turcs, c'est-à-dire les Osmanlis importés d'Anatolie, puis les Albanais qui se sont convertis à la religion musulmane pour conserver leurs biens et leurs armes, mais qui à l'origine ont été chrétiens et qui ont conservé une grande partie des superstitions du christianisme en les joignant à leur nouvelle religion et en mélangeant le Coran et le culte fétichiste de leurs saints.

Il y a encore les juifs chassés d'Espagne qui ont fait de Salonique la plus grande ville juive du monde. Là, ils ne se contentent pas de faire du commerce comme partout ailleurs; mais ils sont devenus dans une certaine mesure des agriculteurs, ils possèdent les fermes des environs et ils les cultivent de la façon la plus remarquable.

Il faut encore faire la part de la diversité des religions. Il fut un temps où se trouvaient seuls en présence d'une part l'Islam, de l'autre le christianisme orthodoxe de l'Église grecque. Mais à l'heure actuelle la division, ou plutôt l'éparpillement, est plus grand: il y a d'une part les orthodoxes grecs qui sont restés dans l'obédience du Patriarche; à côté d'eux les Kutzo-Valaques qui sont les plus fidèles des orthodoxes; les Serbes qui reconnaissent le Patriarche tout en demandant une lithurgie de leur langue; les Bulgares qui, il y a une vingtaine d'années, sous l'iufluence de la Russie. ont créé un schisme, et fondé l'Église bulgare autocéphale qui a rompu avec le patriarcat du Phanar et qui a comme chef l'Exarque qui ne réside pas en Bulgarie; puis, il y a des catholiques perdus dans les montagnes qui suivent les instructions de quelques missionnaires. En face d'eux, il y a l'Islam. Cette religion n'est pas prcfessée seulement par les Osmanlis, mais encore par des renégats — Pomaks des Rhodope ou Albanais — qui sont d'anciens chrétiens convertis afin de conserver leurs biens, d'avoir le droit de porter un fusil et de ne pas être des parias dans leur propre pays.

Par la configuration de son sol, la diversité de ses races, de ses religions, cette province présente donc un caractère tout à fait particulier et une solution simpliste ne saurait lui convenir. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle est intolérable et ne peut durer longtemps. Nous avons à ce sujet, des aveux officiels publiés non seulement dans les Livres Bleus que nous avions entre les mains, mais encore dans le Livre-Jaune que M. Delcassé nous a fait distribuer il y a quelques jours. Nous y trouvons le tableau d'une situation qui dure depuis des années, mais qui, à mesure qu'elle se prolonge, devient plus insupportable. Ce sont les Albanais qui ne cessent d'exercer leurs exactions, non seulement

dans la plaine de Kossovo, mais encore dans tout le nord et l'Ouest de la Macédoine, qui, à la Saint-Georges, à l'entrée de l'hiver, descendent de leur montagne pour prélever certaines prestations en nature et indiquer d'avance aux populations qu'elles auraient à payer certains impôts, impôts que ces malheureux paysans chrétiens devront leur régler à la Saint-Jean d'automne, sous peine de mort. Quand l'assiette de l'impôt a été ainsi faite, ils se permettent de prélever encore certaines prestations en nature connues sous le nom de Zoulouns. Un chef albanais arrive avec sa suite de 30 ou 40 individus armés jusqu'aux dents, fusil sur l'épaule, pistolets et yatagan à la ceinture; ils entrent dans la ferme d'un malheureux chrétien, s'assoient à son foyer, y restent 8, 10, 15 jours, se font nourrir et abreuver largement et lorsqu'ils partent, ils ont encore l'ironie de demander à leur hôte involontaire de vouloir bien leur payer ce qu'ils appellent l'*usure de la mâchoire*, c'est-à-dire la peine qu'ils ont prise de dévorer son bien. (*Applaudissements et rires*).

Et s'ils se contentaient encore de se livrer à ce genre de mauvaises plaisanteries ! Mais ils font pis : ils enlèvent les femmes et les filles des malheureux chrétiens. Dès qu'une femme ou une fille leur plaît, elle peut estimer que son sort sera de terminer sa vie dans le sérail ou dans le harem d'un chef albanais : heureuse, si elle résiste, de ne pas entraîner son mari et sa famille dans la mort !

Les fonctionnaires ottomans qui devraient normalement protéger ces populations, qui sont là pour faire régner l'ordre au nom de leur maître, se livrent à des exactions pires encore. Depuis le vali jusqu'au dernier sergent ou chaouch de gendarmerie, il n'en est pas un qui ne se fasse payer en nature et qui ne se livre à des exactions semblables à celles des Albanais, pas un qui ne soit un tyran au grand ou au petit pied.

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'une population qui est très énergique dont le caractère, par l'effet du climat même des montagnes où elle vit, possède une virilité agressive et une vaillance offensive, ne veuille pas éternellement courber la tête sous ce joug. Ce qu'il y a de surprenant même c'est que l'insurrection ne soit pas venue plus tôt et qu'elle n'ait pas été plus forte.

Elle est survenue néanmoins à l'automne dernier et dans les conditions les plus défavorables; à la veille de l'hiver, au moment où les neiges allaient tomber. Tout le monde sait que dans ce pays le climat est très rude et que ce n'est pas le moment de se mettre en campagne. En outre une division très grave venait de se produire entre les deux

Comités Zontchef, Mikhaïlowsky et Sarafof. Un congrès avait été tenu à Sophia et comme on n'avait pas pu tomber d'accord sur la vérification des pouvoirs, les amis de Mikhaïlowsky avaient exclu ceux de Sarafof. Les premiers seuls se mirent en campagne. Les autres, non seulement se montrèrent hostiles à la préparation de l'insurrection, mais on prétend même que sur certains points, ils allèrent jusqu'à s'efforcer de l'empêcher de se propager et jusqu'à lutter contre elle par les armes. Elle ne réussit pas. Mais cette insurrection partie si tard, qui ne comprenait que la moitié du mouvement macédonien, n'en a pas moins été très dangereuse pour la Turquie. Elle a fait verser des flots de sang en Macédoine. Le plus significatif, c'est que les insurgés eux-mêmes, savaient très bien que ce n'était pas par cette insurrection qu'ils pourraient arriver à secouer le joug ottoman ; ils avaient seulement pour but d'attirer l'attention sur leurs misères et sur leurs revendications.

Lorsque tout fut terminé par les hécatombes, les autorités turques se sont livrées à des recherches d'armes, elles ont donné des mandats en blanc à tous les gendarmes de Macédoine qui se sont répandus dans toutes les fermes, dans les maisons les plus isolées et là, sous prétexte de perquisitionner, se sont livrés à des actes véritablement odieux, à tel point qu'il se produit un courant nouveau d'émigration qui entraîne en masse vers la Bulgarie les victimes de cette sauvage répression qui sévit depuis des semaines et qui ne fait pas mine de s'arrêter.

Un journal qui a rendu des services éminents à la cause de l'humanité, celui qui, le premier, en 1876 a publié des renseignements sur les atrocités bulgares au moment où, au Parlement anglais, lord Beaconsfield les traitait dédaigneusement de simples bavardages de café et de racontars de restaurant, le *Daily News* a repris la noble tâche qu'il avait commencée à cette époque, il a rassemblé des documents sérieux, il a fait interroger par un correspondant spécial plusieurs de ces malheureux émigrés et réfugiés et il résulte des récits publiés dans quatre de ses derniers numéros, que nous avons assisté, sans nous en rendre compte, sans le savoir, à une réédition des atrocités bulgares et des massacres de l'Arménie; il en résulte également que la population frémissante est décidée à ne pas subir plus longtemps le sort qui lui est fait. Nous pouvons nous attendre au printemps prochain à une insurrection auprès de laquelle l'insurrection dernière n'aura été que feu de paille et jeu d'enfants.

Ce sera une insurrection générale dans laquelle le Comité Zontchef-

Mikhaïlowsky marchera la main dans la main avec le Comité Sarafof. L'Europe n'a pas de temps à perdre si elle ne veut pas qu'un grand incendie s'allume dont on sait bien comment il commence mais dont on ne sait pas comment ni où il s'arrêtera. *(Applaudissements.)*

Ces choses, on ne les ignore pas; la presse les a proclamées, la diplomatie elle-même les a enregistrées dans les documents qui ont été publiés récemment par M. Delcassé. Mais que fait l'Europe? Que tente-t-elle de faire pour prévenir ce péril avoué, proclamé par tous? Je ne veux pas être injuste; je sais que dès le 27 novembre dernier M. Delcassé qui, ainsi que le montre le Livre Jaune, se préoccupait depuis des mois, presque depuis des années de la situation de la Macédoine, a eu le mérite d'attacher, en quelque sorte, le grelot. C'est lui qui a saisi de nouveau les puissances de cette question macédonienne; il ne s'est pas contenté d'attirer leur attention sur les périls, mais il a formulé le premier projet établi sur des bases données par un de nos meilleurs agents, M. Steeg, consul à Salonique.

A peine ce projet était-il, je ne dirai pas promulgué, mais à peine en avait-on parlé dans les chancelleries qu'il a produit un premier effet. La Sublime Porte a l'oreille fine; elle a compris qu'on allait parler de ses méfaits; dès le commencement de décembre, on a vu paraître à Constantinople d'admirables plans de réformes nouvelles. Vous connaissez cet iradé, ce recueil de lieux communs édifiants, ce code qui a promulgué les platitudes morales les plus admirables. On y dit tout au long ce que devrait être un bon gouvernement semblable, en quelque sorte, à l'idéal que Fénelon nous a montré dans la Salente du Télémaque, ce que devrait être une Macédoine bien gouvernée. On a pour cela créé certains organes : un inspecteur général des réformes qui devra aller sur les lieux, qui sera armé de certains pouvoirs, une Commission qui doit rester à Constantinople et qui a à sa tête Ferid Pacha devenu grand vizir, lequel a pour mission de reviser et de sanctionner ce que fera sur les lieux l'inspecteur général. Ah! le bon billet qu'a la Châtre!

Il ne paraît pas que la diplomatie européenne, encore qu'elle ait ou qu'elle fasse semblant d'avoir parfois d'étranges naïvetés, ait attaché grande importance à cet iradé. Le comte Lamsdorf s'est ému de la situation et lui, qui est plutôt un ministre casanier, sédentaire, au cœur même de l'hiver il a quitté Saint-Pétersbourg et il est parti pour Belgrade, Sofia et Vienne. Il s'est entretenu avec le comte Goluchowsky, et si nous en croyons les nouvelles officieuses, ils ont établi un accord

et renouvelé l'entente faite en 1897 à Saint-Pétersbourg entre l'Autriche et la Russie pour le maintien du statu quo de la paix dans la péninsule des Balkans. Ils se sont mis d'accord sur certains projets de réformes sur la Macédoine.

Je n'ai pas beaucoup de susceptibilité, quant à moi, en ce qui concerne les questions de priorité; les préséances du décret de Messidor ne me touchant pas, même en matière internationale; je reconnais volontiers que la Russie et l'Autriche qui ont dans ces pays des intérêts considérables ont le droit de prendre l'initiative. Mais je voudrais que les autres puissances et en particulier la France fussent associées d'une façon un peu plus efficace aux négociations qui ont lieu, qu'elles soient appelées à dire leur mot et qu'on ne les réduise pas tout à fait au rôle de la cinquième roue d'un char.

Cependant je ne suis pas tout à fait convaincu que tel ne sera pas le sort qui nous sera réservé. D'ailleurs, quand je jette les yeux sur le projet de réforme dont on nous dit qu'il est de nature à mettre un terme à l'insurrection et à supprimer toutes les causes de désordre et de malaise en Macédoine, j'ai le regret de devoir dire qu'à mon avis ce projet est tout à fait insuffisant et qu'il présente même certains caractères fâcheux. Il en est un tout d'abord que je dois relever.

Comment, on disjoint — c'est le mot à la mode — la question de la Macédoine de la question de l'Arménie! Mais je croyais que les Arméniens avaient acquis un droit de priorité, je dirai même un droit d'urgence et qu'ils l'avaient payé assez cher. *(Vifs applaudissements.)*

Je croyais que l'Europe était saisie de cette question, non seulement au point de vue de l'humanité, mais encore au point de vue de l'intérêt international, au point de vue diplomatique et qu'elle ne s'en laisserait pas dessaisir. Comment ne voit-on pas le danger suprême qu'il y a à abandonner la question de l'Arménie pour s'occuper isolément et exclusivement de la question de la Macédoine? Comment! voilà le sultan qui était en lutte avec nous, qui nous avait résisté pendant des années en nous opposant des moyens dilatoires, son éternelle procrastination, et tout à coup, nous lui donnons raison; parce que nous avons un accès de fatigue et de découragement, parce que nous ne pouvons pas mener de front ces deux entreprises, nous lui disons : Vous avez raison; nous allons laisser l'Arménie de côté; c'était la toile qui était sur notre métier, nous allons l'en détacher pour y mettre la Macédoine.

Ah! la belle méthode à la Pénélope! et comme cela va nous mener à de beaux résultats!

Ce n'est pas, en outre, la première fois qu'on engage la conversation avec la Porte sur la question de la Macédoine. Il y a des années que nous nous en sommes occupés. Nous sommes, aujourd'hui, dans cette étrange situation qu'en l'an de grâce 1903, nous formulons un nouveau projet en abandonnant tout à coup la question de l'Arménie, et que ce projet est inférieur, infiniment inférieur aux réformes qui, en 1896, avaient été promises et même accomplies — sur le papier — par le sultan. Car, en 1896, sous l'impulsion de l'Europe, le Sultan avait eu un bon mouvement; il avait rendu un premier iradé qui réformait la Macédoine et qui contenait plus de réformes que nous n'en demandons à l'heure actuelle. Cet iradé avait été transmis officiellement à notre ministre des affaires étrangères, le 24 avril, par notre ambassadeur, M. Çambon. Aujourd'hui il est lettre morte, on n'en parle plus et nous demandons infiniment moins que nous n'avions obtenu en 1896.

Il y a 23 ans également, on s'était occupé de la Macédoine. A la suite du traité de Berlin, une conférence avait eu lieu à Constantinople dans le but d'organiser cette Turquie d'Europe reconstituée. On venait de détruire la grande Bulgarie, créée par le traité de San Stefano, et on sentait qu'il fallait s'efforcer d'exécuter le traité de Berlin; que l'Europe, ayant pris la responsabilité de recréer une nouvelle Turquie, devait régler les modalités de sa vie. De cette conférence entre les grandes puissances est sorti, au mois d'août 1882, le projet qu'on a appelé le projet organique, le statut de la Macédoine.

Ce projet, admirable de tout point, a été soumis à la Porte; celle-ci a fait la promesse positive, non seulement de l'examiner, mais encore de le mettre en œuvre. Depuis lors, on n'y a plus songé. Le temps a passé; la diplomatie a autre chose à faire, et aujourd'hui, quand on reprend la question, ce n'est plus sur le terrain de 1896 ou sur celui de 1882, c'est en abandonnant totalement ce qui nous avait été accordé à ce moment. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas tout. Nous ne nous plaçons même pas sur les terrains sur lesquels nous sommes invincibles vis-à-vis de la Porte; il y en a deux. Il y a deux armes irrésistibles. L'une, c'est d'invoquer le verdict de la conscience universelle, le mandat du monde civilisé, du genre humain, contre le bourreau de l'Arménie. L'autre, c'est d'invoquer le droit écrit, le droit conventionnel, tel qu'il résulte des traités

4

qui ont été synallagmatiquement signés. Le traité de Berlin ne contient pas seulement deux articles, les articles 23 et 61 qu'il peut sembler urgent de rappeler au Sultan. Il y a plus : il y a le traité tout entier, l'acte solennel, en vertu duquel et duquel seul il existe.

Or, dans les négociations actuelles, on parle de tout, sauf des articles 23 et 61, ces articles qui contiennent le germe de la solution nécessaire, mais au sujet desquels il ne faut pas croire qu'ils soient les seuls utiles. Car lorsqu'il est question de traités, il faut envisager tout le traité de Berlin et aussi tous les traités, celui de Berlin tout entier en 1878, et celui de Paris en 1856, tous les actes par lesquels l'Europe a reconstitué la Turquie, l'a prise sous sa protection, a fait de l'empire ottoman son pupille; elle en est le tuteur, elle en est responsable et elle n'a pas le droit de décliner cette responsabilité. (*Applaudissements.*)

Enfin, et c'est la dernière critique que je ferai à ce sujet, il ne me semble pas seulement singulièrement mal venu. Comment, on vient nous offrir des réformes que j'estime insuffisantes, dans lesquelles on ne touche ni à la question des milices, ni à la question de justice, ni à la réforme profonde des impôts, puisqu'on ne touche qu'à la dîme ; on nous offre un gouverneur qui sera sans doute meilleur que les valis actuels — il n'y aura pas fort à faire — mais qui sera dans la main de l'homme d'Yldiz-Kiosk ; on nous offre une gendarmerie qui n'aura pas des cadres solides recrutés parmi les Européens. Ce n'est pas tout. Lors même qu'on nous offrirait tout ce que nous demandons, lors même qu'on nous apporterait une constitution admirable rédigée par un législateur parfait pour des hommes parfaits, je dirais que cela ne servirait à rien tant qu'on n'y ajouterait pas la clause indispensable qui est la garantie de toutes les réformes en Turquie, c'est-à-dire la surveillance et le contrôle de l'Europe exercés par une Commission permanente. Voilà la condition du succès. (*Applaudissements répétés.*)

Toutes les réformes qui ont réussi en Turquie — il y en a quelques-unes que mon collègue M. Cochin vous a rappelées — n'ont réussi que parce que l'on s'est inspiré de la nécessité absolue d'en contrôler avec vigilance l'exécution. Tant qu'on laissera entre les mains du Sultan le soin de tenir ses promesses, nous serons joués et dupés ; ce n'est que quand nous serons sur son dos pour le surveiller dans ses actes, dans ses intentions et dans ses démarches, que nous obtiendrons le résultat nécessaire. (*Applaudissements.*)

Par conséquent, tout en reconnaissant la bonne volonté dont a fait

preuve notre ministre des affaires étrangères, tout en reconnaissant qu'il a semblé, à un moment, avoir un juste souci de ce qui se prépare en Orient, je suis obligé de déclarer que nous allons assister de nouveau à ce que j'appellerai la faillite et la banqueroute du concert européen en Europe.

Avant d'esquisser très rapidement la solution que je crois opportune et nécessaire, je voudrais rechercher quelles sont les causes de cette faillite qui se renouvelle si souvent dans les actes de la diplomatie européenne en Orient. Ces causes ne me semblent pas difficiles à discerner. Il en est d'abord une très générale et que nous devrons souvent invoquer, même lorsque nous parlerons du malaise de nos sociétés occidentales : c'est l'état de paix armée de l'Europe. Cet état de paix armée a une conséquence assez paradoxale : tout le monde est armé jusqu'aux dents et chacun craint qu'en faisant le moindre mouvement, en mettant en œuvre la plus petite partie de ces forces accumulées, on ne détermine une avalanche. Personne n'ose bouger et le résultat étrange de cette accumulation de forces est une faiblesse générale et universelle. (*Vifs applaudissements.*)

Une autre raison est que la diplomatie s'est accoutumée, en ce qui touche la question d'Orient, à formuler ce que j'appellerai des dogmes, c'est-à-dire à prendre le résultat d'expériences s'appliquant très justement à telle phase de la question d'Orient et non à telle autre, à le formuler en un axiome, à le proclamer comme un dogme et à l'appliquer en tout temps et partout. Or, la question d'Orient a changé sans cesse d'aspect depuis qu'elle existe. Au début, elle a été simplement la crainte de l'Europe en face de l'invasion de la race turque qui avait conquis Constantinople et qui menaçait l'Occident. Il y eut comme un renouveau de l'esprit de la chrétienté et des Croisades. Cela a très vite cessé. Sa Majesté très chrétienne François Ier et même notre Saint-Père le Pape Clément ont modifié très rapidement cette politique et on en est venu à voir dans les Turcs non plus l'ennemi commun du chrétien, mais une force nouvelle qu'il était bon de jeter dans le plateau de la balance pour modifier l'équilibre européen. Cette politique fut inaugurée par François Ier qui négocia des traités, obtint des privilèges commerciaux et religieux et conclut des capitulations.

Cependant, dans cette phase nouvelle, on conserva le langage de la phase antérieure et on continua à parler comme des croisés tout en agissant comme des négociants.

Puis survient une nouvelle phase : la Russie menace la Turquie; se sentant à l'étroit dans l'infini de son domaine territorial, elle a besoin d'un débouché sur la Mer Noire et sur la Méditerranée; elle vise à s'emparer de Constantinople et elle guette de plus en plus la succession de l'empire Ottoman. La question d'Orient n'est plus dans la force redoutable de la Turquie, elle est toute en sa faiblesse inquiétante; on s'efforce de préserver cet empire chancelant et on formule le dogme du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire Ottoman et pendant un temps, il semble que toute la politique internationale tourne autour de ce dogme unique.

Le couronnement de cette phase, ce fut la guerre de Crimée. A ce sujet, un homme d'Etat anglais, qui a souvent compensé par des mots très spirituels et très profonds des actes et une politique où n'a pas toujours éclaté une haute raison, lord Salisbury a dit que la France et l'Angleterre avaient parié pour le mauvais cheval. Elles n'en gagnèrent pas moins la course : mais alors déjà, au Congrès de Paris, on ne comprit pas que puisque l'Europe maintenait la Turquie, puisqu'elle faisait durer un empire menacé, à la fois du dehors et au dedans, par l'effort des nationalités qu'il n'a pas su ou voulu fondre dans une unité supérieure, elle avait toute la responsabilité de son existence et elle devait intervenir largement par des réformes organiques.

Quand la Russie prit sa revanche, quand la guerre de 1877 fut déchaînée, quand Alexandre II se trouva aux portes de Constantinople, au moment où on put croire que Sainte-Sophie allait redevenir la basilique de l'Eglise orthodoxe et que la Turquie d'Europe allait disparaître, l'Europe de nouveau se jeta à la brèche pour maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire Ottoman; il y eut le Congrès de Berlin où fut reconstituée la Turquie d'Europe.

A ce moment se produisit une révolution nouvelle. La Russie s'était imaginée qu'en créant des Etats indépendants de fait, retenus dans les liens d'une vassalité nominale envers le sultan elle se faisait une clientèle. Elle fit l'expérience, qu'on a toujours faite au cours de l'histoire ancienne, moderne ou contemporaine : quand on donne à une nation l'indépendance, ce qu'on lui donne surtout c'est l'indépendance du cœur. (*Rires.*) Au lieu de s'être créé des étapes sur le chemin de Constantinople, elle constata qu'elle avait entouré cette ville d'une triple enceinte, elle fut en présence de petits Etats voulant avant tout vivre autonomes et se souciant assez peu de soutenir sa politique. Le cabinet

de Saint-Pétersbourg changea immédiatement son fusil d'épaule : il ne se préoccupa plus de pousser à la création de petites nationalités demi-indépendantes et tout en demeurant fidèle sur certains points à son protectorat traditionnel de la race slave et de la religion orthodoxe en Turquie, le Tsar se résolut à maintenir à son tour l'intégrité de l'empire Ottoman pour devenir le meilleur ami du Sultan, s'emparer de sa confiance et régner sur ses Etats.

Les autres puissances auraient dû comprendre que ce changement total impliquait, de leur part, un changement de politique analogue et que désormais elles devaient se faire les protecteurs des petites nationalités et le promoteur des Etats vassaux. Elles ne surent pas le faire avec assez de décision. Ce fut dans cette période d'hésitation, d'incertitude, de tâtonnements, que se produisirent les événements de 1896. La diplomatie occidentale prise en flagrant délit d'incertitude et d'hésitation laissa s'accomplir ces crimes et ne sut ni les arrêter, ni en prévenir le retour, ni les châtier.

Je redoute que nous n'entrions à l'heure actuelle dans une phase semblable, que nous n'ayons pas encore su arrêter les principes nouveaux de notre diplomatie et que nous ne soyons de nouveau pris par les événements en flagrant délit d'incertitude.

Il est encore une autre cause de cette impuissance universelle : tous ces médecins qu'on convie au chevet de celui qu'on a appelé l'Homme Malade, médecins Tant mieux et médecins Tant pis, ne sont pas seulement des médecins, mais en même temps des héritiers présomptifs, et chaque fois qu'ils donnent une prescription on se demande si c'est un remède pour guérir le mal ou si c'est au contraire une drogue pour hâter la fin. *(Applaudissements et rires.)*

Voyez, en effet, comme toutes ces questions sont compliquées et embarrassées par l'intervention de prétendus intérêts européens. Pour la question d'Arménie, par exemple, qui ne comprend qu'elle a été singulièrement compliquée et faussée par les aspirations, légitimes ou non, de la Russie sur l'Anatolie ? Pour la question de la Macédoine, qui ne comprend qu'elle est également compliquée et faussée par les aspirations de l'Autriche, qui n'a pas renoncé à s'étendre du côté de Salonique, qui jette un coup d'œil de convoitise du côté de la Vieille-Serbie et qui aspire à étendre son occupation soi-disant provisoire de la Bosnie et de l'Herzégovine ? Il n'est pas jusqu'à l'Italie qui ne semblait guère devoir se mêler à ces conflits balkaniques et qui cependant manifeste depuis

quelque temps des convoitises surchauffées sur l'Epire et sur l'Albanie.

Ajoutez à cela, que nous sommes entrés, depuis quelques années, dans une phase nouvelle dans laquelle on a préféré la politique réaliste des intérêts matériels à la politique idéaliste des intérêts moraux et des obligations morales. Et vous savez quel est l'initiateur de cette politique du pourboire, substituée à la politique de l'honneur et de l'intérêt général bien compris ; c'est le Lohengrin impérial, le chevalier du Cygne qui, le premier, a mis sa main gantée d'acier dans la main rougie de sang du reclus d'Yldiz-Kiosk. *(Applaudissements prolongés.)*

L'Europe entière, à sa suite, s'est engagée dans cette voie ; elle a vu dans la Turquie un sol riche et vierge, une mine de concessions à exploiter, et elle s'est dit qu'il valait la peine, pour assurer des débouchés et des profits au surplus encombrant des capitaux européens, de pardonner certains crimes et de taire certains scandales. *(Applaudissements.)*

Le danger est que cette politique, qui se croit réaliste, qui nous somme de ne pas faire d'idéalisme, qui nous dit que nous sommes des rêveurs et qu'il n'est rien de plus dangereux que le rêve, est exposée à des réveils terribles, et je crains fort qu'elle ne nous accule une fois de plus à une guerre qui ne sera pas une petite guerre, qui ressemblera au duel inégal que nous avons laissé se produire entre la Turquie et la Grèce et qui a été le singulier, mais logique couronnement de l'action et de l'inaction du concert européen dans les affaires d'Arménie.

En présence de ce retour offensif de la barbarie, de ce crime d'un souverain, l'Europe a laissé vaincre la Grèce dans les plaines de la Thessalie. La question est de savoir si elle fera de même aujourd'hui pour la Bulgarie. Or, il ne faut pas se le dissimuler : si elle laisse s'exercer une répression sanglante qui dégénérera bien vite en massacre dans les champs de la Macédoine, il y aura fatalement une guerre bulgare, et s'il y a une guerre bulgare, on peut bien prévoir comment elle commencera, mais nul n'oserait dire jusqu'où elle s'étendra ni comment elle finira. La Serbie, la Grèce se croiront forcées d'y prendre part, d'entrer dans le bal. Une singulière politique prévaut, en effet, en Grèce. L'association qui s'appelle l'*Hétairie* écoute les harangues enflammées de certains professeurs comme M. Kassassis qui enseignent que pour réaliser la *grande idée* il faut que la Grèce se fasse l'instrument de la Turquie et prête la main à la tyrannie du Sultan en Macé-

doine. N'y a-t-il pas lieu de craindre, dans ces conditions, que si la Macédoine devient le champ clos de la lutte entre la Turquie et la Bulgarie, la Grèce ne s'y jette à son tour et qu'elle n'entraîne l'Europe entière dans ce tourbillon? Et voilà ce qu'aura fait cette politique qui se proclame une politique de prudence, une politique réaliste et qui est la plus téméraire des politiques. (*Applaudissements.*)

Nous n'avons, certes, pas la fatuité ridicule, n'ayant pas entre les mains les éléments nécessaires pour présenter des solutions détaillées à des questions aussi complexes, de tracer un programme que devra suivre pas à pas le ministre des affaires étrangères; tout ce que nous pouvons faire, c'est d'indiquer les grandes lignes de ce programme, de formuler les conditions générales de tout règlement sérieux de la question.

Ces conditions sont, en premier lieu, de ne jamais souffrir qu'on sépare la question de l'Arménie de la question de la Macédoine, en second lieu, de ne pas permettre qu'on oublie les pas qui ont été faits dans la voie des réformes : le mémorandum de 1895, les réformes de 1896, obtenues à si grand peine; le statut de 1882, toutes ces mesures dont on ne parle plus, comme si elles n'avaient jamais existé. C'est de ne pas souffrir qu'on déchire, qu'on anéantisse par prétérition les traités de Berlin, et que les articles 23 et 61 disparaissent; de ne pas souffrir, enfin, que quelles que soient les réformes que l'on adopte, quel que soit le programme que l'on fasse signer au Sultan, on n'y ajoute pas une clause portant que l'exécution des réformes sera surveillée, contrôlée par une Commission permanente de consuls et d'agents européens. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne les détails d'exécution des grandes réformes à appliquer à l'Arménie et à la Macédoine, il n'est pas difficile de trouver dans les précédents, dans les réformes déjà accomplies, les grandes lignes du projet qui doit être adopté. Il faudrait pour ces deux provinces des gouverneurs qui ne seraient pas nommés exclusivement par le Sultan, mais dont la nomination devrait avoir la sanction des grandes puissances et qui ne pourraient être révoqués sans leur assentiment. Il faudrait que la justice fut modifiée du tout au tout en ouvrant l'accès des tribunaux aux chrétiens aussi bien qu'aux musulmans, en modifiant la procédure et en permettant à ceux qui n'appartiennent pas à l'Islam, d'ester en justice. Il faudrait encore modifier non seulement le système des dîmes mais encore tout le système des impôts. Il fau-

drait transformer non seulement la gendarmerie, mais la police et créer une milice mixte dont les cadres fussent européens. Il faudrait appliquer à ces deux provinces le régime de la Roumélie orientale. Pour celle-ci également le problème semblait difficile; les diplomates disaient qu'on se heurterait à des difficultés insolubles; ils prétendaient que cette province où se trouvent des races si diverses, des Turcs, des Bulgares, des Grecs qui se disputaient entre eux, ne pouvait vivre en paix que sous le joug tyrannique du Sultan. On n'a pas écouté ces croasseurs, ces donneurs de mauvais conseils. Une Commission s'est mise à l'œuvre et elle a si bien réussi que cette Roumélie orientale que l'Europe avait eu l'étrange fantaisie de rendre à la Turquie, de séparer de la Bulgarie, est revenue tout simplement, s'est annexée spontanément à la Bulgarie sans que cette opération fît plus qu'un pli à la surface de l'eau.

Nous osons espérer qu'il en sera de même pour l'Arménie et pour la Macédoine. Je m'adresse au représentant actuel de la politique française; je lui déclare que nous ne sommes pas de ceux qui lui cherchent noise; nous sommes tout disposés à lui rendre justice. Quant à moi, si je ne l'appréciais pas comme il le mérite en le considérant en lui-même, je l'apprécierais beaucoup en le comparant à tel ou tel de ses prédécesseurs. (*Applaudissements*). Je reconnais que l'esprit de notre politique étrangère a changé depuis ce temps : nous n'avons plus à la tête de notre diplomatie d'homme qui consente à se faire l'avocat du diable, qui désavoue ses propres agents, qui altère la vérité, qui publie des Livres Jaunes dans lesquels on mutile les rapports les plus importants et on falsifie la vérité historique! (*Applaudissements prolongés, cris : A bas Hanotaux!*)

Je me retourne alors vers le ministre actuel des affaires étrangères et je me permets de lui dire que je trouve que sa politique manque peut-être un peu de souffle et de vigueur, qu'il se contente après tout d'une philanthropie un peu banale qui souvent a l'air d'être en retard au moins d'une idée et d'une année; qu'il ne suffit pas de dénoncer le crime quand il a été commis, qu'il ne suffit pas, dans certains cas individuels, de faire de belles oraisons funèbres et d'inscrire des épitaphes sur les tombeaux des victimes, mais qu'il faut, avant tout, prévenir les crimes et en châtier les auteurs. (*Vifs applaudissements.*)

En le félicitant de ne plus tenter de faire ce qu'on appelle de la grande politique, c'est-à-dire l'art, sous de petits prétextes, de ne pas

faire de grandes choses, et de soustraire à des obligations sacrées, je me demande s'il a bien compris toute la grandeur de l'occasion que lui offre cette situation grave, périlleuse, mais aussi favorable à des solutions décisives, à des règlements définitifs en Orient.

Et pourtant, nous aurions le droit de lui dire que s'il y a une puissance qui soit bien placée pour prendre ces initiatives, c'est la France. N'a-t-il pas fait lui même, à cet égard, des expériences récentes ? Encore que l'on ne puisse pas dire que notre politique étrangère soit rayonnante de gloire, et que depuis un certain temps elle ait parfois semblé se mettre trop à la remorque d'une alliance qui, quelquefois, a l'air de nous payer en illusions de revanche en Occident les sacrifices trop réels que nous lui faisons en Orient. (*Applaudissements répétés.*)

N'avons-nous pas le droit de lui dire que nous avons recueilli sur certains points les fruits d'une action énergique ? Il est, par exemple, un fantôme qu'on agite sans cesse devant ceux qui veulent agir en Orient. J'en ai retrouvé la trace dans une dépêche significative de notre ambassadeur actuel à Constantinople disant qu'on ne pourrait rien faire si on n'avait pas l'unanimité des puissances.

L'unanimité des puissances ! Elle est sans doute impossible à réaliser. Nous avons vu ce qu'a été le Concert Européen en 1896 ; on a pu voir que chacune des puissances dépensait ses efforts à paralyser l'action des autres. Eh bien ! il faut savoir s'en passer, et on l'a fait. Si on a, je ne dirai pas résolu, le mot serait trop ambitieux, mais fait entrer dans la voie de la solution, la question de la Crète, c'est qu'on a exorcisé alors ce fantôme de l'unanimité des puissances et qu'on s'est adressé simplement à celles qui voulaient bien agir de bonne volonté. (*Applaudissements*).

Ces mêmes diplomates nous répètent que nous ne devons pas agir sous une forme comminatoire ; qu'il serait trop dangereux de tenir un langage ferme à Yldiz-Kiosk. Eh bien ! lorsqu'il s'agissait non pas de la conscience du genre humain, non pas de la répression de crimes accomplis à la face de l'humanité, non pas de l'exécution d'obligations internationales, mais simplement de créances plus ou moins authentiques, la France a bien su envoyer ses cuirassés à Lesbos et ses canons qui n'ont pas toujours besoin de faire parler la poudre pour qu'on les entende jusqu'au fond de Yldiz-Kiosk, elle les a braqués sur Mitylène. C'est qu'alors il s'agissait de faire servir l'escadre de la Méditerranée, de recors à un Tubini et à un Lorando. (*Applaudissements.*) Quant à moi,

sans contester ici cet emploi, je voudrais que nous chargions ces monstres d'acier d'être porteurs de contraintes et de sommations, non seulement au nom de spéculateurs levantins, mais au nom de la conscience du genre humain et de la tradition française. (*Nouveaux applaudissements.*)

C'est là ce que nous attendons de vous et c'est là ce qu'attendent de nous ces peuples malheureux qui sont encore assis dans l'ombre de la mort, dont nous entendons les gémissements, les cris de désespoir et qui n'ont pourtant pas cessé de tourner les yeux vers la France. Le jour où ils avaient appris que ces cuirassés voguaient sur la Méditerranée et s'approchaient du littoral de l'Asie-Mineure, ils se répétaient tout bas l'espoir auquel ils ne veulent pas renoncer; ils ne pouvaient pas croire que ce fût uniquement pour des créances plus ou moins véreuses qu'on avait mobilisé ces forces et ils s'imaginaient que c'était pour eux que nos navires étaient venus là! (*Applaudissements.*)

Il ne faut pas que nous trompions éternellement cet espoir. Je suis convaincu qu'il suffira d'adopter une attitude ferme, résolue, comminatoire au besoin, pour obtenir, avec une facilité qui étonnera nos ministres, les résultats que nous poursuivons. Mais il faut bien se pénétrer de cette idée que c'est une erreur de s'imaginer que la médiocrité d'une politique fait la garantie de sa sécurité. (*Applaudissements.*) Nous sommes à une heure, au contraire, où il faut déployer toute notre force pour recouvrer tout notre droit.

C'est ce que nous sommes venus faire ici et nous qui sommes placés aux points les plus opposés de l'horizon, nous qui respectons trop nos propres idées ainsi d'ailleurs que celles de nos adversaires pour vouloir faire bon marché de ces divisions profondes, nous qui différons, non seulement sur l'application des principes, mais encore sur les principes eux-mêmes, nous nous rencontrons sur le terrain de l'action nécessaire en Orient et c'est cette unanimité qui donne à cette démonstration la haute valeur internationale, l'importance morale qu'elle doit avoir. A cette heure critique, nous avons pensé que le moment était venu où une manifestation unanime de l'opinion française rappelant le gouvernement de la République aux traditions de la France, à ses devoirs, à ses intérêts, était non seulement opportune, mais nécessaire. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

M. JEAN JAURÈS

Député du Tarn

MESDAMES, MESSIEURS,

Je n'ai rien à ajouter aux discours si émouvants, si pleins et à la fois si mesurés que vous avez entendus et je viens seulement en quelques brèves paroles m'associer aux conclusions qui ont été formulées devant vous.

La réunion, ici, d'orateurs et de citoyens de tous les partis marque assez que la question d'Arménie et de Macédoine est une de ces questions humaines élémentaires sur lesquelles l'accord de tous les hommes de tous les pays civilisés peut et doit se réaliser; elle marque aussi que l'heure est venue de faire appel à l'opinion de l'Europe, de la mettre en mouvement et elle signifie que dans votre pensée l'opinion de la France n'est pas une quantité négligeable. (*Applaudissements*).

Nous payons en ce moment, toute l'Europe paie, par les difficultés et les périls que contient la question de la Macédoine, l'attitude des puissances, il y a sept ans, dans la question de l'Arménie.

Certes, ce fut un grand crime que cette longue indifférence et cette longue ignorance couvrant un long égorgement, et c'est en vain qu'aujourd'hui les peuples pourraient nous apporter les dépouilles, les profits qu'ils ont retirés de leur complicité passive avec le grand égorgeur. (*Applaudissements).*

C'est en vain que l'un pourrait montrer ses concessions de chemins de fer en Asie Mineure, l'autre l'exploitation des quais de Constantinople. Quand on accumule devant nous ces avantages pour nous décider à oublier, je me rappelle invinciblement l'application admirable qu'il y a plus d'un siècle, dans un débat sur l'esclavage, le grand Wilberforce faisait d'un vers de Shakespeare : « Il y a ici une odeur de sang que tous les parfums de l'Arabie ne sauraient couvrir. » (*Applaudissements répétés*).

Mais si cette complicité muette et passive de l'Europe fut un grand crime, elle fut aussi une grande faute; car si nous avons maintenant à nos portes une question Macédoine brûlante, redoutable et qui peut demain développer sur nous l'incendie de la guerre, c'est parce que

notre conduite il y a sept ans, à l'égard de l'Arménie, a encouragé, a prolongé, de la part du Sultan, tous les crimes et toutes les iniquités qui soulèvent toutes les révoltes. (*Applaudissements*).

On pouvait se désintéresser du péril arménien, péril lointain, péril asiatique. Mais le voilà qui, par des communications inévitables, s'est rapproché de nous et est devenu le péril macédonien au cœur même de l'Europe. C'est pour nous un juste châtiment et une grande leçon et je fais le vœu passionné qu'elle n'arrive pas trop tard! (*Applaudissements*).

Voyez avec quelle rigueur et avec quelle logique les massacreurs tout prêts de la Macédoine, tirent les conséquences de l'impunité des massacreurs arméniens. En Arménie, ce ne fut pas seulement le massacre par des soldats organisés, ni par des brigands soudain transformés et habillés en gendarmes, ce fut pire encore, ce fut la passion bestiale d'une population. Lisez la lettre du 28 octobre 1902, que notre consul à Salonique, M. Steeg, a adressée. Vous y verrez qu'à l'heure présente, en Macédoine, on tient ces propos : « Nous aussi nous saurons bien débarrasser le Sultan de ceux qui le gênent en faisant comme en Arménie » et ce qui se prépare en Macédoine, par imitation de ce que l'Europe criminelle et imprudente a toléré en Arménie, c'est la levée en masse de l'assassinat. (*Applaudissements prolongés*).

Il n'y a qu'un moyen de couper court au péril, de prévenir de nouveaux crimes, de prévenir peut-être la guerre prochaine; c'est que l'Europe unie, je ne dis pas — Pressensé avait bien raison tout à l'heure — unanime — il ne faut pas mettre à certaines interventions nécessaires, des conditions inacceptables (*Applaudissements*) — il faut, dis-je, que l'Europe unie se hâte d'intervenir pour imposer les réformes nécessaires et les réformes profondes. Pour que cette intervention se produise avec toute son efficacité, il faut qu'il n'y ait pas de malentendu. Non, nous ne voulons pas la guerre contre l'Islam (*Applaudissements*) et si nous allons protéger en Arménie, en Macédoine, des populations chrétiennes, ce n'est pas parce qu'elles sont chrétiennes, c'est parce que ce sont des hommes auxquels, sous le régime turc, leur qualité de chrétiens attire un surcroît de périls et d'épreuves. (*Applaudissements*). Mais aucune idée de croisade religieuse : nous savons très bien que les réformes, les garanties que nous demandons pour les populations chrétiennes opprimées s'étendront peu à peu nécessairement à l'ensemble du peuple ottoman lui-même. Déjà il pâtit autant que les populations

qu'il opprime, de l'oppression qu'il exerce sur elles. Vous avez vu ces lettres de nos consuls disant que les musulmans de Macédoine n'osent plus quitter leur maison sans une escorte d'hommes armés, parce qu'ils sentent à chaque pas la révolte, la représaille, la menace ; ils sont bloqués par le fait même des haines qu'ils ont déchaînées et nous irons là-bas libérer l'oppresseur en même temps que l'opprimé (*Vifs applaudissements*).

Non, nous ne proposons pas la lutte contre ce peuple turc où il y a tant d'hommes admirables de labeur, de vaillance, de robustesse, tant d'hommes à qui il a fallu une singulière noblesse morale pour ne pas perdre tout vestige de dignité humaine sous l'abominable régime qu'ils subissent. (*Applaudissements*). Et je veux dire à quelques-uns des jeunes Turcs qui redoutent parfois l'intervention de l'Europe qu'ils auraient raison si cette intervention pouvait être un jour dirigée contre le peuple turc lui-même; mais elle n'est dirigée que contre un gouvernement qui l'accable, dont il n'a pas la force de se délivrer lui-même et c'est aux jeunes Turcs à former la réserve des forces musulmanes qui feront fonctionner le progrès dans la Turquie libérée par la première intervention de l'Europe. (*Applaudissements*).

Pas plus que nous ne voulons une politique de guerre religieuse contre l'Islam, pas plus que nous ne voulons une politique d'humiliation pour la nation turque, nous ne voulons une politique téméraire qui se dissimule à elle-même les difficultés. Demain un gouvernement turc différend de l'abominable gouvernement actuel aura à compter avec des difficultés que nous ne contestons pas. Pressensé vous a tracé de cette complexité, de cet enchevêtrement, des races, des religions, des sectes, un tableau si exact et si précis que je n'ai pas à y revenir. Nous ne contestons pas la difficulté du problème. L'Autriche-Hongrie est mieux en état que la Turquie de résoudre cette sorte de difficulté ; elle est formée de peuples de races différentes mais qui, sauf des différences de confessions appartiennent à la même religion essentielle ; de plus, elle a été visitée par les souffles de l'Europe occidentale ; elle a entendu, en 1848, dans les rues de sa capitale, le cri de la révolution européenne ; elle a un commencement de régime électif et de régime parlementaire. Ce régime, si oligarchique qu'il soit, a permis cependant les transactions, ces dosages d'influences qui permettront peu à peu aux races diverses de se juxtaposer et de s'harmoniser. Et pourtant l'Autriche-Hongrie se débat à cause des complexités des peuples qui se heurtent en elle à de

terribles difficultés dont nous désirons tous qu'elle sorte par un fédéralisme organisé et libre sans dislocation et sans aucun de ces démembrements qui compromettraient la paix de l'Europe. *(Applaudissements).*

Mais si nous constatons les difficultés que cette complexité des religions et des races crée à un État relativement moderne, comme l'Autriche-Hongrie, à plus forte raison devons-nous reconnaître les difficultés qu'elle crée à l'État turc. Ce que nous avons le droit d'exiger, ce que l'Europe a le droit et le devoir d'imposer, c'est que le gouvernement turc accorde, assure, maintienne à tous ses peuples, de toutes races, de toutes religions, ces garanties élémentaires de sécurité, de liberté et de dignité qui permettront ensuite aux diverses religions et aux diverses races d'évoluer parallèlement sans se heurter, sans s'opprimer, sans se dévorer. Mais il est impossible de permettre à la barbarie meurtrière et sanglante de résoudre le problème en supprimant une partie même des peuples. (*Applaudissements*).

C'est dans ces termes et dans ces termes seuls que le problème est posé. Et maintenant je répète après Pressensé que nous n'avons pas à tracer dans le détail le programme des réformes. Nos représentants à l'étranger ont commencé à en tracer l'esquisse. Pressensé a complété le tableau, non pas pour imposer une règle d'action au Gouvernement responsable, mais pour montrer au monde civilisé que si l'Europe ne résolvait pas le problème, ce ne serait pas faute de solution, mais faute de vigueur morale pour en aborder l'examen. (*Applaudissements répétés.*)

Comment serait-il possible de dire que le contrôle international de l'Europe ne pourra pas s'exercer en Turquie pour assurer la sécurité élémentaire des peuples, lorsqu'il commence à s'y exercer pour assurer la sécurité des créanciers européens ? Je ne leur en fait pas un reproche ; c'est par cette garantie, étendue d'abord sur les intérêts, que la civilisation supérieure de l'Europe pénètre peu à peu dans des pays moins avancés dans le mouvement politique, économique et social.

Mais encore faut-il qu'on ne s'en tienne pas là, encore faut-il quelque logique dans cette intervention et dans ce contrôle international, encore faut-il qu'on n'oublie pas qu'une des conditions profondes du paiement régulier des coupons au porteur de la dette, est qu'on assure la liberté, la sécurité, la vie de ceux qui, dans les montagnes de la Macédoine comme dans les plaines de la Thessalie, travaillent à constituer l'impôt sur lequel cette dette sera payée ! (*Applaudissements.*)

Nous demandons l'application logique, au profit de tous les peuples de la Turquie, de l'intervention européenne internationale qui n'a été consacrée jusqu'ici qu'au profit des créanciers.

Et maintenant, je terminerai en priant — laissez-moi le dire en votre nom — notre ministre des Affaires étrangères de n'avoir pas trop peur de nous. On m'a dit que nous l'inquiétons un peu; c'est la fonction des diplomates de s'inquiéter, à la condition qu'ils se rassurent. *(Rires.)* J'imagine que, s'il avait entendu lui-même les discours si pénétrants, si décisifs, mais si sages que nos collègues Pressensé et Denys Cochin ont prononcé tout à l'heure, quelques-unes de ses défiances se seraient déjà dissipées; et elles se seraient dissipées davantage s'il avait vu de ses yeux ce spectacle admirable d'une démocratie, d'une réunion populaire, d'une réunion formée de ces citoyens de France qu'on a jusqu'ici systématiquement tenus à l'écart de la connaissance et de la conduite des grandes affaires extérieures. *(Applaudissements.)* S'il avait vu de quelle attention consciencieuse, scrupuleuse, avec des éclairs de généreuse passion, mais sans aucune imprudence et sans aucune fanfaronnade, cette réunion cherchait le meilleur moyen d'aller pacifiquement vers la justice! *(Applaudissements.)* Qu'il se rassure car, si nous avons besoin de lui, j'entends si nous avons besoin de diplomates qui aient rompu avec cette tradition détestable dont Pressensé, sans prononcer un seul nom propre, vous a parlé, si nous avons besoin d'hommes qui aient rompu avec cette tradition funeste, si nous nous félicitons de trouver dans quelques-uns des rapports de nos conseils portés au Livre Jaune, la preuve d'un esprit large, prévoyant et humain, que les diplomates n'oublient pas qu'aujourd'hui surtout ils ont besoin du mouvement et de la force de la démocratie. Pressensé a montré comment les projets de M. Delcassé risquaient peu à peu de s'enlizer dans l'intrigue des autres diplomaties et des autres gouvernements. Si timide que puisse être à nos yeux le projet de réformes proposé par notre ministre des affaires étrangères, il va bien au-delà du projet illusoire ébauché par la combinaison austro-russe, et M. Delcassé, même avec ses précautions et avec ses réserves, risquerait de demeurer seul si l'opinion européenne ne s'éveillait pas. Comment veut-il que l'opinion européenne s'éveille si ce n'est pas la France désintéressée de tout intérêt immédiat dans le conflit possible, qui frappe à la porte des autres peuples et des autres consciences endormies. *(Vifs applaudissements.)*

Voilà notre œuvre, voilà notre devoir, le vôtre et le nôtre. Et, pour

montrer au chef de notre politique extérieure qu'il aurait tort de se défier de nous, et de récuser le concours nécessaire que nous lui apportons, je terminerai en citant une des paroles écrites par lui au sujet des affaires macédoniennes, au représentant de la Turquie : « L'essentiel, c'est de ne pas laisser passer l'heure! » *(Triple salve d'applaudissements. — Cris : Vive Jaurès.)*

DISCOURS DE M. PAUL LEROLLE

Député de la Seine

Et moi aussi, j'ai entendu la longue plainte de l'Arménie et de la Macédoine qui remplit toute l'Europe, j'ai vu les lointains horizons s'empourprer de lueurs d'incendie, se rougir de la tache sanglante des massacres, et, catholique, j'ai voulu venir ici apporter à tous les opprimés les sympathies de ma conscience, crier à tous les oppresseurs l'énergie de mon indignation. *(Applaudissements.)*

C'est une vieille tradition de la France de prendre en main la cause des opprimés; et, comme le disait très bien tout à l'heure, mon ami Cochin, quand elle court au secours de celui qui souffre, elle ne lui demande pas qui il est, à quelle race il appartient, elle demande seulement où est l'oppresseur. *(Applaudissements.)*

Mais puisqu'aujourd'hui les chrétiens d'Arménie et de la Macédoine sont les plus massacrés des sujets du Sultan, permettez-moi de vous rappeler que la protection des chrétiens d'Orient est dans le patrimoine glorieux de notre France.

Cette protection date du jour même des Croisades. En ces temps-là, dans la chrétienté, la force matérielle s'était mise au service d'une grande idée morale qui avait enveloppé toutes les nations européennes dans l'unité d'une seule croyance religieuse. Cette force s'était levée contre l'envahisseur qui venait de l'Asie. Nobles, vassaux, emportés d'un même mouvement, abandonnant châteaux et chaumières, se précipitaient là-bas, si loin qu'ils ne savaient où, et courant à la conquête du tombeau du Christ, ils portèrent par leurs victoires. par leur héroïsme, dans l'Asie, un peu de notre Europe chrétienne. *(Applaudissements).*

C'était un mouvement magnifique, ensemble de foi religieuse, et de piété humaine. Car on avait déjà entendu chez nous, suivant le mot de

Saint-Louis « les cris des pauvres chrétiens ». Dès ce jour, rien de ce qui se passait en Orient ne nous fut étranger, il s'est établi entre les chrétiens soumis à l'Islam et nous un lien si solide qu'aucune force n'a pu le rompre. Notre patriotisme, dans ces peuples éloignés, a cru voir des peuples frères et dans les flots bleus qui baignent les côtes de l'Asie Mineure, comme un reflet de notre France.

Bientôt, à la lutte contre l'Islam succède l'alliance. François Ier substitue à la politique des principes, la politique des intérêts; mais nos rois n'abandonnent pas pour cela cette noble mission de patronage. Au contraire elle s'affirme, et se précise. Même en Turquie, les Français sont sous l'autorité directe du roi de France représenté par ses consuls; ils y ont le droit de faire le commerce, ils y ont aussi la liberté de leur religion. Ce double privilège, religieux et commercial, est étendu aux étrangers amis; on peut trafiquer librement en Turquie si on trafique « sous la bannière de la France » et on peut y prier librement si on se dit « ami de l'Empereur de France. »

Ainsi se consolide notre clientèle chrétienne d'Orient. Elle s'accroît encore plus tard, quand les chrétiens de toute origine, de toute confession, contre les exactions, contre les violences dont on les menace, sont certains de trouver un refuge, un appui assuré auprès de l'ambassadeur du roi de France. Et cette action bienfaisante de protection se perpétue à travers les siècles, malgré les bouleversements de la politique, sans qu'aucun de nos gouvernements ait jamais voulu répudier ce legs du passé. La Révolution, l'Empire y ont été fidèles. Lorsque, à peine remis de terribles secousses, notre pays a entendu la clameur de l'insurrection hellénique, un irrésistible enthousiasme s'empare de lui en faveur de l'indépendance des peuples et le roi Charles X envoie les vaisseaux de la France s'unir à ceux de l'Angleterre et de la Russie dans les flots de Navarin, d'où va jaillir la liberté de la Grèce. (*Applaudissements.*)

Plus tard les événements donnent une nouvelle orientation à la politique internationale. L'intégrité de l'empire Ottoman apparaît à tout le monde comme une nécessité de la paix européenne. La France unit même, pour la maintenir, un instant ses armes à celles de la Turquie. Mais elle ne déserte pas pour cela sa mission, elle reste l'espoir des peuples d'Orient et elle montre, comme aux jours des massacres de Syrie, qu'elle est toujours la grande nation secourable à tous les opprimés. Voici notre passé. (*Applaudissements.*)

Comment donc, aujourd'hui, démentant cette longue histoire, la

France pourrait-elle rester sourde aux cris de détresse qui lui viennent des peuples décimés, pourrait-elle rester impassible en voyant couler ces fleuves de sang dont la source est au palais de celui qu'on a appelé si justement le Sultan Rouge? (*Applaudissements.*) Et elle continuerait à garder avec l'Europe ce silence décourageant, elle n'élèverait pas la voix pour rappeler à l'Europe son devoir impérieux et les obligations contractées au traité de Berlin! Une telle attitude serait incompréhensible et, vous l'avez déjà dit par vos applaudissements, la France ne s'y résoudra pas; tout la convie à parler et à agir. (*Applaudissements.*)

Certes, les intérêts matériels ont leur prix et ce serait folie de les méconnaître, mais ils ne doivent pas faire oublier les devoirs supérieurs d'humanité. La foi qui est la mienne m'enseigne que je ne puis être indifférent à une souffrance humaine. C'est bien là le sentiment général de ce grand peuple français, c'est son instinct d'atavisme. Toute plainte trouve dans son cœur un écho, toute injustice triomphante fait passer en lui les beaux frissons des indignations vengeresses. S'il a eu à souffrir parfois de générosités imprudentes, il n'a jamais consenti volontairement la honte des effacements systématiques. Ce n'est pas lui qui a fait sienne cette politique de la non intervention quand même qui n'est peut-être que de l'égoïsme et de la peur combinés en principe. Toute douleur l'émeut, toute injustice l'indigne, toute cruauté le révolte. Pour être insensible, le sang qui fait battre son cœur est trop pur et il a trop profondément en lui le sentiment de la fraternité humaine. (*Applaudissements.*)

Du reste, aujourd'hui, notre générosité ne risque pas d'être téméraire, car elle s'allie très bien avec le sens exact de nos intérêts de l'ordre le plus élevé et le plus pratique. Tous, nous voulons la paix, mais la paix n'est enviable que si elle est fière, et elle n'est garantie que si elle est fondée sur le respect du droit. Or, les événements sinistres de là-bas, ne peuvent-ils pas demain amener une conflagration générale. Ne savez-vous pas que les injustices répétées font les soulèvements justifiés des peuples, et que du choc entre oppresseurs et opprimés peut jaillir l'étincelle qui mettra le feu à l'Europe entière? Si on veut éviter l'effondrement de l'empire Ottoman, si on veut ne pas donner prise par son morcellement à toutes les ambitions européennes, il faut de toute force le rénover en facilitant l'ascension des nationalités diverses qui le composent. Il faut faciliter cette ascension par une intervention modérée mais énergique de l'Europe.

Je lisais dans une lettre d'un témoin oculaire des massacres, ces paroles : « Il faut des réformes pour calmer le peuple qui n'en peut plus; il faut l'intervention de l'Europe ou nous sommes perdus ». Et, dans un accent de douleur et presque de désespoir devant l'inertie de la diplomatie européenne, il ajoutait : « Que Dieu ait pitié de ceux qui souffrent! » (*Applaudissements.*)

Mais, que nos esprits s'élèvent plus haut encore. La France est restée la nation chevaleresque à travers les âges.

Notre pays a toujours eu l'honneur d'être le bon soldat de toutes les grandes causes; il est toujours l'initiateur de l'Idée dans le monde. A ce titre, pouvons-nous rester insensibles à cette diffusion de nos principes de liberté, de dignité humaine que nous voulons garder intacts parmi nous et que nous voulons voir pénétrer peu à peu chez tous les peuples.

Nous ne prêchons pas les révolutions. Nous ne cédons pas à l'utopie de croire que d'un seul coup et d'une seule pièce, on peut transporter notre civilisation européenne dans des pays où elle ne saurait s'adapter exactement aujourd'hui. Mais est-il téméraire de vouloir dès maintenant assurer à ces peuples qui souffrent, chrétiens ou musulmans, la sécurité des personnes et des biens, au lieu d'une administration tracassière et tyrannique, une administration protectrice, la liberté des consciences et, par là, répandre parmi eux les hautes idées morales sans lesquelles il n'y a pas de relèvement possible et par lesquelles les peuples progressent et s'élèvent aux civilisations meilleures. (*Applaudissements.*)

Et justement, dans ces peuples que l'on persécute, nous voyons des agents de ce progrès dans la civilisation. Je sais bien que des détracteurs — quel est le vaincu ou l'opprimé qui n'en a pas? — ont cherché à détourner d'eux l'intérêt de l'Europe par des jugements précipités et par des accusations téméraires. Je ne les examine pas; je ne crois pas à l'infériorité nécessaire des races; je ne crois pas aux irrémédiables décadences. Je crois qu'il y a dans tous les hommes une réserve d'énergie morale qui, mise en œuvre sous le coup des circonstances ou par un violent effort de volonté, suffit à porter en eux, à la plus haute puissance, leurs qualités de cœur et d'esprit et prépare ainsi le relèvement des individus et la résurrection des peuples. (*Applaudissements.*) Je crois que si une longue servitude a pu énerver certaines qualités naturelles, elle ne les a pas détruites! D'ailleurs n'avons-nous pas l'exemple de la Grèce, de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie? On disait de

ces peuples ce que certains disent aujourd'hui de l'Arménie et de la Macédoine. Ne nous ont-ils pas montré cependant par quels moyens se fait le relèvement des nationalités et par quelles étapes elles arrivent à une civilisation plus parfaite. (*Applaudissements.*)

Peut-on affirmer qu'en Macédoine la sève qui a fait fleurir jadis les beaux jours de son histoire est absolument tarie ? Il y a à côté des peuples dont on parle ceux dont on ne parle pas assez, ces peuples chrétiens, autochtones, soumis depuis longtemps à l'Islam, Nestoriens, les Chaldéens, Syriens unis, et surtout ces Jacobites dont les ancêtres ont aidé Baudoin à fonder le comté d'Edesse en Asie Mineure. Ce sont des races superbes. A-t-on jamais dit qu'elles avaient perdu leur antique fierté et qu'il ne restait rien de leur antique bravoure ?

Que n'a-t-on dit des Arméniens ? Sous quel jour défavorable leurs ennemis n'ont-ils pas cherché à les représenter ? Je ne ferai pas leur portrait ; il a été tracé tout à l'heure de main de maître ; mais puis-je ne pas rappeler que leur intelligence vive, leur goût passionné pour l'étude, la souplesse de leur esprit, leur a permis de briller dans toutes les sphères de l'activité humaine ? Soldats, savants, littérateurs, administrateurs, dans toutes les branches ils ont des hommes d'un mérite incontestable et incontesté. *(Applaudissements.)*

On vous a dit que les Arméniens n'étaient pas seulement des commerçants; ce sont surtout des agriculteurs. Autour de leurs villages, au sommet de leurs montagnes, ils mènent la charrue dans le plein air de l'Orient et paissent leurs troupeaux. Ils ont toutes les qualités des peuples laboureurs et les vertus des peuples soldats; leurs enfants sont nombreux, leur race se renouvelle et s'augmente sans cesse. Fiers de leur origine qui se perd dans la nuit des temps, ayant la fidélité des traditions, la jalousie de leur langue, ils conservent, malgré les asservissements, malgré les persécutions, tous les caractères essentiels de leur race. *(Applaudissements.)* Et c'est le trait commun qu'ils ont avec tous les peuples chrétiens qui les entourent, d'être attachés profondément à leur nationalité. Ils en ont un autre. Toutes ces populations ont la vision d'un idéal supérieur; dans leurs rêves, elles entrevoient l'avenir meilleur auquel elles aspirent. Est-ce que vous ne voyez pas dans ces qualités de races, dans ces aspirations généreuses comme des signes de parenté avec nous ? Ce sont aussi des garanties de relèvement moral et social qui font que ces populations méritent notre intérêt, non seulement parce qu'elles souffrent, mais parce que demain elles peuvent

être des instruments de régénération dans ces contrées. *(Applaudissements.)*

Eh bien! ce sont ces peuples-là qui sont actuellement voués à des tueries épouvantables; les terres ensemencées par eux ne poussent plus que des ruines baignées par des flots de sang. Ni l'âge, ni le sexe ne protège contre le couteau des assassins. Je n'incrimine nullement le peuple turc lui-même de ces horreurs; ce serait injuste, je le sais. Il y a aussi parmi les musulmans de Turquie des ferments de relèvement que je salue comme des espérances. Un Arménien a dit qu'en temps ordinaire on vivait en paix avec les Turcs jusqu'au jour où un ordre d'en haut excite les fanatismes et provoque les violences. Le seul coupable de tant de meurtres c'est l'homme muré par la peur dans le palais où il mène une vie sans honneur et sans bonheur. Le Sultan commande la tuerie, les séïdes l'exécutent. On en tue tant qu'on peut, 10,000, 100,000. Il en reste encore trop, qu'on frappe, qu'on frappe encore. La misère et la faim achèveront ceux que le fer de l'assassin aura épargnés! *(Applaudissements.)*

C'est la destruction décidée, méthodique, par l'assassinat, de toute une race, ce sont des peuples qui vont disparaître. Comprenez-vous bien l'horreur de ces mots : la disparition d'une race, une branche du grand arbre humain arrachée violemment sur l'ordre d'un despote cruel! Si l'Europe n'intervient pas, bientôt peut-être il ne restera plus que quelques survivants figés, pour ainsi dire dans le sang, annihilés dans la stupeur de leur épouvante, sans force de vie, perdus pour l'humanité. L'Europe peut-elle permettre cela?

Vous avez répondu : non. La France ne peut pas garder le silence; elle doit être la grande provocatrice de l'action sage mais résolue qui peut sauver ces peuples opprimés. Il faut que sa voix se fasse entendre. Ceux qui souffrent là-bas, dans la fièvre de leur espérance et de leur douleur, attendent d'elle le mot sauveur, car la France est toujours pour eux, disons-le, la grande et bonne nation. Le prestige de nos gloires guerrières, dont nous conservons la fierté, ne s'est pas éteint; son rayonnement dure encore et on se souvient de ce protectorat tant de fois séculaire que nous devons conserver.

Mais ce n'est pas seulement par les grandeurs de notre histoire que nous sommes connus; c'est aussi par les bienfaits que nous avons répandus. On sait là-bas que la France est la douce France. On nous y connaît par les hôpitaux que nous avons créés, par nos écoles, par nos

missionnaires. *(Interruptions.)* Et là où sa puissance ne se manifeste pas, la France est présente encore par cette force plus pénétrante que les autres et qu'on appelle la bonté. *(Nouvelles interruptions.)*

Et n'est-il pas touchant, entre beaucoup d'autres, ce fait que nous raconte M. de Contenson dans son livre si intéressant. C'est à Orfa. Vous vous souvenez des scènes terribles dont cette ville a été le théâtre. On ne se contente pas de massacrer, on brûle les malheureux réfugiés dans l'église. Et c'est une chose à faire frémir la pensée, que cet immonde incendie allumé par la haine, que ces chairs humaines enduites de pétrole tordues dans les spasmes d'une épouvantable agonie.

Quand le voyageur arrive, tout à Orfa est encore ruine et deuil. La France n'a pas de représentant officiel. Pas un homme de notre race. Et cependant il est ému d'une émotion pleine de charme en entendant parler, si loin de la patrie, notre langue nationale. D'où cela vient-il ? C'est que des femmes, des enfants, réunis dans l'école ou dans l'ouvroir, ont appris les mots qui font aimer la France de la bouche de quatre sœurs Franciscaines. *(Nouvelles interruptions et approbations.)*

Et ce don qu'a notre pays de se faire aimer a créé là-bas ce sentiment qu'une sorte de pacte mystérieux existe entre tout ce qui souffre et la France. Pour cela, on espère en nous. Ne désespérons pas cette confiance.

Que la France fasse entendre sa grande voix : qu'elle provoque en Europe l'entente qui amènera la réforme de l'Orient, heureuse pour tous, par l'exécution des traités et que sa parole répétée par tous les échos, au milieu des ruines ensanglantées, résonne aux oreilles des bourreaux comme un avertissement, porte aux opprimés les espérances de l'avenir. *(Vifs applaudissements.)*

M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT

MESDAMES, MESSIEURS,

Il faut que cette manifestation admirable et sans précédent ait une conclusion. Vous ne voudrez pas vous séparer sans voter à l'unanimité, j'en suis sûr, l'ordre du jour que nous avons préparé et dont M. Anatole Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, va vous donner lecture.

Mais auparavant je dois m'acquitter d'un devoir. Je ne puis malheureusement pas vous donner lecture des adhésions innombrables que nous avons reçues de toutes parts; je ne puis que vous donner connaissance très sommairement de quelques-unes.

Nous avons reçu les adhésions suivantes où nous constatons la présence de MM. Etienne, Lockroy, Guillain, vice-présidents de la Chambre; Lavisse, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne; Gaston Paris, membre de l'Institut, administrateur du Collège de France; Anatole France, Sully-Prudhomme, Vandal, de l'Académie Française; Michel Bréal, Sénart, Paul Violet-Georges Picot, Tarde, Frédéric Passy, membres de l'Institut; Croiset, membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres; Duclaux, membre de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur; Perrot, membre de l'Institut, directeur de l'Ecole normale supérieure; Molinier, professeur à l'école des Chartes; Séailles, Seignobos, professeurs à la Sorbonne; Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit; A. Meillet et Paul Boyer, professeurs à l'Ecole des Langues Orientales; Charles Richet, membre de l'Académie de Médecine; Albert Métin, professeur à l'Ecole Coloniale; Lapicque, professeur à la Sorbonne; Victor Bérard, rédacteur à la *Revue de Paris;* Etienne Lamy, rédacteur à la *Revue des Deux-Mondes;* Mme Séverine; Gaston Deschamps, rédacteur au *Temps;* Pierre Quillard, rédacteur en chef de *Pro Armenia;* Herold, rédacteur en chef de l'*Européen;* Ludovic de Contenson; pasteur Monnier; Jean Longuet.

MM. Piot, Clamageran, Delpech, comte d'Aunay, sénateurs; Delafosse, baron Dutreil, docteur Delbet, E. Roche, abbé Lemire, Rouanet, Sembat, abbé Gayraud, Messimy, Vazeille, Deloncle, Ferdinand Buisson, Simyan, Guieysse, Chauvière, P. Deschanel, Aynard, Flandin, Poincaré, Georges Leygues, Henri Michel, A. Briand, Bagnol, Millevoye, Gauthier de Clagny, de La Batut, Grosjean, Menier, comte d'Alsace-Hénin, Beauquier, députés.

En outre, de nombreuses associations nous ont fait parvenir leurs adhésions, parmi lesquelles l'Association générale des Etudiants, l'Union des Etudiants Arméniens d'Europe, la Fédération arménienne le *Droschak,* les Comités macédoniens de Sofia, plusieurs Comités arméniens, bulgares, serbes et grecs, etc., etc.

Voici le télégramme que je viens de recevoir du Père Charmetant, directeur de l'*Œuvre d'Orient :*

« La maladie m'éloigne de Paris, mais je suis avec vous aujourd'hui et toujours pour les opprimés contre les oppresseurs, pour protester contre l'inertie de l'Europe en face des massacres d'Arménie et de Macédoine, pour demander aux puissances signataires du traité de Berlin de faire respecter leur décision et à la France de rester fidèle aux aspirations de son génie, à son passé humanitaire et civilisateur et à son rôle séculaire qui lui ont valu son bon renom, son influence et sa vraie grandeur dans le monde.

« Libre aux autres nations de renier leurs engagements, mais la France ne peut laisser protester sa signature.

« CHARMETANT. »

Nous avons encore reçu la lettre suivante de M. Clemenceau, sénateur du Var.

« Paris, le 2 février 1903.

« *Mon cher député,*

« Je ne puis que vous remercier très cordialement de l'aimable invitation que vous me faites l'honneur de m'adresser. Il va sans dire que ma plus vive sympathie est acquise à votre œuvre excellente et que vous pouvez enregistrer mon adhésion. Par malheur, il me sera impossible de me rendre à votre réunion et, par conséquent, d'y prendre la parole.

« Je vous en exprime mes sincères regrets et vous prie d'agréer mes sentiments les plus distingués.

« G. CLEMENCEAU. »

M. Louis Havet, membre de l'Institut, vice-président de la Ligue des Droits de l'homme, nous écrit :

« 11 février 1903.
« 5, avenue de l'Opéra (1er arr.)

« *Mon cher président,*

« A mon très vif regret, il ne m'est pas possible, demain, d'être à vos côtés.

« J'envoie, du moins, un salut cordial à vous, à Pressensé, à Jaurès, à ceux qui ne sont pas des vôtres et qui luttent avec les vôtres pour une cause universelle.

« La barbarie de l'Orient est la honte de l'Occident, et, pour ma part, je ressens cette honte, non seulement comme citoyen français, mais comme citoyen de l'Europe.

« Louis HAVET.
« *Vice-président de la Ligue des Droits de l'homme.* »

M. Emmanuel des Essarts, doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Clermont-Ferrand, nous adresse son adhésion en ces termes :

« Clermont-Ferrand, le 9 février 1903.

« *Monsieur le député,*

« J'ai l'honneur de vous apporter mon adhésion à la ligue en faveur de la cause arménienne. Je vous serai obligé de m'inscrire et de me compter au nombre de ceux qui prennent l'initiative de cette réclamation.

« Il est temps qu'on ne laisse plus peser sur les populations asservies la barbarie du Sultan, odieux anachronisme en Europe.

« Hier c'était la Crète que ce despotisme sanglant accablait; aujourd'hui c'est la Macédoine, c'est toujours l'Arménie.

« Il appartient à la France de protester avant toutes les autres nations, à la France de Navarin, libératrice de la Belgique et de l'Italie, qui doit conserver la mission que lui décerne l'histoire et qu'ont revendiquée pour elle nos maîtres Hugo, Michelet, Quinet, c'est-à-dire la protection des faibles et la rédemption des opprimés.

« Je vous prie, Monsieur le Député, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

« Emmanuel DES ESSARTS.
« *doyen de la Faculté des Lettres de Clermont.* »

M. Trarieux, sénateur de la Gironde et président de la Ligue des Droits de l'homme, a adressé à M. d'Estournelles de Constant la lettre suivante :

« Cannes, villa Paul Ita.

« *Mon cher député,*

« J'ai vivement regretté que mon absence de Paris m'ait empêché d'assister à la réunion du Château-d'Eau, où MM. Denys Cochin, Jaurès, de Pressensé et Lerolle ont, avec tant d'éloquence, pris en mains la défense des pauvres Arméniens et Macédoniens que continue à persé-

cuter le fanatisme musulman sans qu'aucune nation d'Europe ait encore songé à rappeler ces barbares au respect des conventions du traité de Berlin.

« Je veux, au moins, m'associer à l'ordre du jour voté à l'unanimité par la grande assemblée que vous avez présidée, et je vous envoie ma pleine et entière adhésion.

« Votre sincèrement dévoué,

« L. TRARIEUX. »

Voici enfin une lettre adressée au bureau tout entier. Elle est signée d'un des plus grands noms de la Science, qui n'est pas un agitateur; j'ai nommé M. Marcellin Berthelot, membre de l'Académie des Sciences, sénateur inamovible :

« Je m'associe volontiers et de tout cœur à la manifestation que vous faites en faveur des populations opprimées et égorgées d'Arménie et de Macédoine. Il est temps que l'Europe intervienne au nom de la civilisation et de l'humanité, pour mettre fin à ces scènes de sauvagerie et de massacre qui rappellent la barbarie du moyen âge et qui déshonorent notre époque.

« Il faut que le cri de l'opinion publique s'impose aux gouvernements, que les intérêts particuliers qui divisent ceux-ci s'effacent et qu'une action collective et irrésistible des peuples civilisés se produise, comme elle a eu lieu autrefois en faveur de la Grèce, et de notre temps même, en faveur de la Bulgarie.

« Le but que vous poursuivez est noble et nécessaire, il faut soulever l'opinion publique, et je joins ma faible voix à la vôtre : nous en viendrons à bout, car nous avons pour nous la justice. Et nous aurons la force matérielle qui finit toujours par obéir à la force morale.

« Votre bien dévoué,

« M. BERTHELOT. »

(Vifs applaudissements.)

M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

Membre de l'Institut.

MESDAMES, MESSIEURS,

Si l'on m'a fait l'honneur de me confier le soin de vous proposer l'ordre du jour qui doit clore cette réunion, c'est comme à un vieux défenseur des opprimés et du droit des peuples: c'est peut-être aussi qu'on s'est souvenu que j'ai été le premier, à Paris, à l'époque du silence organisé sur les massacres, à faire une conférence pour les Arméniens. *(Applaudissements.)*

L'ordre du jour que je vais vous proposer doit être la conclusion naturelle, logique, des généreux discours que vous venez d'applaudir et de l'indignation légitime qu'ils ont excitée parmi vous. J'espère que tous les Français ici présents seront unanimes à le voter, soit qu'ils se rattachent à la France ancienne, protectrice traditionnelle des chrétiens d'Orient, soit qu'ils préfèrent se dire les fils de la France de la Révolution et des Droits de l'Homme, deux Frances qui, en Orient au moins, n'en font guère qu'une, car toutes deux y travaillent presque également pour la liberté et pour la civilisation. *(Applaudissements.)*

Pour que cette grande manifestation soit efficace, nous avons dû nous placer sur le terrain des faits, nous cantonner sur le terrain pratique, tel qu'il a été circonscrit par les événements actuels et par les négociations en cours. La meilleure leçon, la seule peut-être de résoudre toutes les difficultés soulevées en Orient, serait la réunion d'une conférence européenne, chargée de veiller à l'exécution du traité de Berlin et de faire rendre justice, sans distinctions de nationalités ou de religions, à tous les opprimés auxquels l'Europe, à Berlin, avait fait espérer un sort meilleur. *(Applaudissements.)*

Malheureusement, M. Delcassé l'a constaté dans une dépêche du Livre Jaune, une pareille conférence n'aurait pas à l'heure actuelle l'assentiment de toutes les puissances; il en est une au moins, je n'ai pas besoin de la nommer, qui y semble décidément opposée. Il faut donc, au moins pour le moment, renoncer à cette conférence et, du même coup, au règlement définitif de toutes les questions soulevées à

Berlin. Nous devons nous placer en face des négociations engagées actuellement avec la Sublime Porte. C'est sur ces négociations que nous désirons que le gouvernement français exerce son action.

A cet égard, il est une chose que nous ne pouvons admettre : c'est que la cause des Arméniens soit séparée de celle de la Macédoine. *(Appaudissements.)* Toutes deux sont connexes, et c'est cette connexité que nous vous prions de bien vouloir affirmer avec nous. Arméniens et Macédoniens sont également les sujets du Sultan ; Arméniens et Macédoniens ont également les promesses de l'Europe. Pourquoi oublierait-elle les Arméniens ? Serait-ce parce qu'ils ne se révoltent pas ? ou serait-ce que pour pacifier l'Arménie et résoudre la question, l'Europe attend que le sultan Abdul-Hamid ait eu le loisir de faire l'extermination totale de la race arménienne ? Oublier les Arméniens, ce serait, de la part de la France et de la part de son alliée la Russie qui, toutes deux, se sont fait gloire d'avoir une mission traditionnelle en Orient, ce serait de leur part abdiquer leur rôle de grandes puissances protectrices des chrétiens !

Nous souvenir des Arméniens n'est pas seulement pour nous, Français et pour nos amis Russes, un devoir de conscience et d'humanité, c'est une question d'honneur et plus encore peut-être pour les Russes que pour nous ; car l'article 61 du traité de Berlin qui promet justice aux Arméniens n'est guère qu'une répétition de l'article 16 du traité de San Stefano imposé par les Russes à la Sublime Porte. En rappelant à nos amis de Russie les engagements pris en commun à Berlin, nous ne faisons que soulager la conscience des deux peuples alliés et justifier l'alliance aux yeux du monde civilisé. *(Applaudissements.)*

Voici l'ordre du jour que nous vous proposons :

Les quatre mille citoyens français de toutes opinions, réunis le 15 février 1903 au théâtre du Château-d'Eau, à Paris ;

Considérant la situation atroce des populations d'Arménie et de Macédoine et la gravité croissante des événements ;

Considérant que cette situation est un défi à la conscience publique et un danger pour la paix générale ;

Considérant que, seule, l'exécution du traité de Berlin, tant en Arménie qu'en Macédoine, peut mettre fin à cet état de choses intolérable;

Considérant l'impérieux devoir que le traité de Berlin impose à tous ses contractants;

Emettent le vœu que le gouvernement français agisse énergiquement pour obtenir enfin l'exécution des articles 23 et 61 du traité de Berlin, conformément au Statut organique du mois d'août 1882 et au mémorandum du 11 mai 1895, et pour faire cesser la trop longue série d'attentats commis en Turquie contre l'humanité, sans distinction de race, de nationalité ni de religion.

M. le Président. — Je mets aux voix cet ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté par acclamation à l'unanimité. *(Applaudissements prolongés.)*

LA SÉANCE DU 10 MARS 1903

A LA CHAMBRE FRANÇAISE

Nous donnons ci-dessous les discours prononcés par MM. Millevoye, Georges Berry, Francis de Pressensé, Marcel Sembat, Delcassé et Ribot, concernant les affaires d'Orient, d'après le compte rendu sténographique :

M. MILLEVOYE

M. MILLEVOYE. — Un Livre jaune nous a été distribué, que nous avons tous lu avec le plus vif intérêt. Le Gouvernement de la République a pris l'initiative d'un certain nombre de mesures qui, si elles étaient loyalement acceptées par le Sultan, contribueraient certainement à améliorer la situation des chrétiens d'Orient ; la Chambre est toute prête, assurément, à sanctionner de son approbation et de ses votes, toute mesure qui pourra mettre un peu d'ordre, de justice et d'humanité dans cette anarchie sanglante. Mais le grand débat qui va s'ouvrir tout à l'heure et auquel d'autres interpellateurs vont donner une portée toute spéciale, ne devra pas rester purement académique ; il faudra conclure.

La Chambre appréciera s'il lui convient de s'associer à des démonstrations plus ou moins platoniques qui, si elles étaient dépourvues d'une sanction sérieuse, n'aboutiraient qu'à de nouveaux outrages à la civilisation, et à de plus affreuses rechutes vers la barbarie. Toutes les réformes libérales qui ont été arrachées à la Porte dans le cours du siècle dernier n'ont été que des promesses fallacieuses faites à l'Europe.

L'acte du 3 novembre 1839, qui garantissait à tous les sujets ottomans, sans distinction de religion ni de race, leur liberté et leur vie, est resté lettre morte. L'acte de février 1856 qui établissait l'égalité et la

liberté politique n'a jamais reçu d'application sérieuse. La fameuse Constitution de 1876, qui créait une Chambre, un Sénat et un ministère responsable, n'est plus qu'un souvenir, n'a jamais été qu'une dérision.

M. Maurice Binder. — Heureusement pour eux !

M. Lucien Millevoye. — Non, pas heureusement pour eux, parce qu'enfin nous avons encore en France des garanties que ces malheureux n'ont pas.

Il est certain que le traité de Paris et vingt ans plus tard le traité de Berlin, que l'on présente comme des garanties — ce sera, je crois, la thèse que nous développera tout à l'heure M. de Pressensé, et sur ce point je ne me rencontre pas avec lui — il est certain, dis-je, que le traité de Berlin, à mon avis, a fait tout simplement ouvrir des abîmes de sang.

Le traité de Paris comme le traité de Berlin plaçait la situation des chrétiens d'Orient sous la garantie collective des puissances. Mais c'est précisément en face des atrocités accomplies en Orient qu'on a pu vérifier la vérité profonde de cette observation d'un diplomate : il n'y a plus d'Europe. Il n'y a plus d'Europe, en effet, pour arrêter l'effusion du sang innocent, parce qu'il y avait trop d'Etats européens intéressés à la liquidation de la Turquie. Dans l'impossibilité où se sont trouvées les puissances européennes de s'entendre, soit pour la solidarité de la répression, soit pour le partage de la succession, elles en sont arrivées à proclamer ce principe funeste, parce qu'il est trop absolu, de l'intégrité complète de l'empire Ottoman. Dès lors, le Sultan crut comprendre qu'on lui garantissait, non seulement l'inviolabilité de ses Etats, mais l'impunité de tous les attentats qui pouvaient être commis.

Vous savez quelle fut sa réponse aux observations de plus en plus timides, de plus en plus indécises de notre diplomatie : trois cent mille Arméniens sont morts sous le bâton, dans les fers ou dans les tortures. (*Mouvements divers.*)

Eh bien ! — ici nous allons nous trouver d'accord — la France a laissé faire. Pour ma part, j'ai combattu vivement cette politique ou plutôt cette désertion de la politique française en Orient, et je n'ai pas changé de sentiment. Nous porterons longtemps la responsabilité de cette politique ; elle sera une tache pour notre génération. Nous avons assisté, attristés et impuissants, à cette nouveauté scandaleuse : la France croisant ses bras, fermant ses oreilles, fermant son cœur pendant qu'on assassine, pendant qu'on incendie, qu'on viole, qu'on pille,

et ne sortant de sa torpeur que pour obtenir le recouvrement de quelques créances ! (*Applaudissements sur divers bancs.)*

Nous avions cependant entre les mains tous ces livres rouges, dont chaque page était éclaboussée de sang. L'imagination reculait devant ce spectacle d'horreur. Ce ne fut pas seulement l'extermination, ce fut, passez-moi l'expression, en quelque sorte la vivisection de toute une race humaine. Je n'exagère pas ; les détails qui ont été donnés officiellement font frémir. Des crânes ont été scalpés, on y a fait couler de la poix bouillante ; des visages ont été couverts de miel et dévorés vivants par les insectes ; on a ouvert des poitrines pour en arracher les cœurs ; des ventres pour en extirper les entrailles ; les genoux des pères ont été les billots sur lesquels sont tombées les têtes des fils ; des filles ont été violées, puis égorgées jusque dans les bras de leurs mères. Voilà la vérité officiellement décrite par nos consuls. Il n'y a pas un détail à retrancher de ces scènes d'horreur. (*Applaudissements sur divers bancs.)*

Pendant que coulait ce fleuve de larmes ; pendant que s'élevait ce charnier formé de trois cent mille victimes, que faisait notre diplomatie ? Elle posait un doigt sur nos lèvres, elle nous recommandait l'indignation silencieuse ; elle proclamait l'insensibilité un devoir patriotique, l'impassibilité une vertu civique, et, pour tout dire, l'abdication une abnégation nationale.

Nous pouvons mesurer en Orient même les conséquences de cette politique d'effacement. De tous les respects, de toutes les sympathies qui nous entouraient dans cet Orient où nous avions laissé d'incomparables souvenirs, que reste-t-il aujourd'hui ?

Nos pères l'avaient pour ainsi dire conquis deux fois par la gloire et par le bienfait. Le Français qui débarquait à Smyrne, à Alexandrie, au Pirée, pouvait presque se croire en terre française.

Nous n'avions pas seulement un droit, mais un devoir de protection sur tous ces peuples dont l'amitié restait fidèle. Pour ma part, j'estime qu'il est temps de réagir. Il n'est pas question encore du démembrement de l'empire ottoman, soit ! mais il s'agit de ne pas laisser se consommer ce qui reste en Orient de l'autorité et de l'influence de notre pays.

Le Gouvernement aura tout à l'heure à demander à la Chambre, et la Chambre aura à marquer par ses ordres du jour s'il convient que d'autres nations, que l'Allemagne, que l'Angleterre prennent notre place dans des régions où se parle notre langue, où se garde notre souvenir, où des Français ont lutté et souffert, où d'autres sont morts pour la

cause sacrée des peuples, où nous avons encore à défendre, à côté de ces tombes, le magnifique idéal que nous avons si longtemps représenté sur la terre. *(Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)*

Un dernier mot, messieurs. La question balkanique, comme la question macédonienne, ne sera pas résolue par un plan de réformes même présenté collectivement, c'est du moins mon sentiment. Ces réformes, à mon avis, sont bien légères, et, d'autre part, ce que ces populations réclament, c'est quelque chose de plus, c'est la liberté, puisqu'elles en sont encore à trembler pour la première des libertés, celle de l'existence.

On dit que la Turquie s'est assurée l'appui d'un grand Etat militaire très puissant qui l'encouragerait dans ses résistances. S'il en est ainsi, sans être grand prophète, je crois pouvoir annoncer qu'un drame se prépare.

En effet, la frontière macédonienne est trop rapprochée du monde slave pour que 200 millions de Slaves puissent assister indifférents au supplice de plusieurs millions de leurs frères.

Alors, vos précautions diplomatiques, dont je ne voudrais pas médire, pourraient bien être comme ces petits tas de sable que les enfants s'amusent à élever sur la grève pour arrêter la marche de l'Océan. Comme l'Océan, l'histoire reprend toujours son cours irrésistible. Mais quelle sera la part de la France? Quelles promesses ou quelles menaces notre pays peut-il attendre de ces événements? Je l'ignore, nous l'ignorons tous.

Au moment de conclure, je serais presque tenté de m'adresser à l'honorable collègue qui m'interrompait il y a un instant pour lui dire :

Oui, ayez une diplomatie forte et vigilante, groupez, autour de cette diplomatie, le concours des Français de tous les partis et, pour cela, donnez à la France l'unité, la paix intérieure. *(Très bien! très bien! sur divers bancs.)*

Ne créez pas deux Frances rivales, deux Frances ennemies. Il faut qu'il n'y en ait qu'une *(Très bien! très bien! sur divers bancs à droite)* bien unie, bien fraternelle vis-à-vis de l'Europe. Nous le répétons, messieurs, avec une conviction qu'aucune déception n'a encore affaiblie, il n'y aura de force, de durée pour le gouvernement républicain que quand, s'affranchissant de la tutelle étroite des partis, il se proclamera du seul parti de la France. *(Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.)*

La France, c'est 38 millions d'êtres ayant les mêmes lois, supportant les mêmes charges, ayant le même cœur et auxquels est due la même justice. Il ne lui est pas indifférent, croyez-le bien, d'appuyer une politique extérieure sur une unité intérieure, fortement constituée.

Ah! on prétend que nous poursuivons une chimère; je vous renvoie alors tous, républicains de tous les partis, à l'un des plus illustres d'entre vous, à celui qui a réalisé cette unité sous le canon prussien, en face de la mort, à Gambetta. Oui, ce rêve, grâce à lui, est devenu dans une heure critique, une réalité, et l'on vit ce spectacle vraiment grand, le drapeau de Bouvines, celui de Valmy et celui d'Iéna, autrefois séparés, malgré leur gloire, s'unir dans l'agonie de la patrie. *(Applaudissements à droite et sur divers bancs au centre.)*

Ne dites pas : alors on était en face de l'étranger, aujourd'hui nous n'y sommes plus. Vous êtes toujours en face de l'étranger, vous y êtes aujourd'hui par votre diplomatie, vous ne savez pas si vous n'y serez pas demain par vos armes. En terminant, je vous dis : Gardez à la France son âme tout entière, bien vivante, bien croyante, bien vaillante, n'affaiblissez pas la force et la signification de ce cri qui a traversé les siècles, qui reste encore aujourd'hui le lien de nos énergies, la consolation de nos revers et l'espoir de l'humanité tout entière : Vive la France! *(Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs.)*

M. GEORGES BERRY

MESSIEURS,

Mon honorable collègue, M. Millevoye, vient d'examiner et de passer en revue toutes les questions que peut avoir à régler le ministère des affaires étrangères. Je serai plus modeste, je ne vise pas aussi haut et je tiens à rester dans la péninsule des Balkans et à examiner de très près ce qui se passe en Macédoine.

Et en effet, à l'heure actuelle, la question qui se pose et qui intéresse tous les gouvernements et toutes les nations est la question macédonienne. Il n'est pas douteux, en effet, que nous avons tous, et à juste titre, de grandes appréhensions sur ce qui se passe en ce moment dans la Turquie d'Europe. Permettez-moi de remonter à quelques années.

Vous savez qu'aux termes du traité de 1856 l'intégrité de l'empire

ottoman et son indépendance ont été reconnues par l'Europe. Il semble que cette déclaration ait été attendue pour qu'aussitôt s'opère la désagrégation complète de cet empire.

En effet, en 1856, est affirmée l'intégrité de l'empire Ottoman; aussitôt il perd son droit de suzeraineté sur la Moldo-Valachie et la Serbie, puis, en 1878, nous voyons l'Herzégovine et la Bulgarie conquérir leur indépendance. C'est ensuite l'Angleterre qui s'empare de l'île de Chypre et de l'Egypte; c'est enfin la Perse qui en Asie, avec la Russie, prend une partie du territoire de la Turquie; et en Europe, la Serbie, le Montenegro et la Grèce qui se partagent ses dépouilles. A l'heure actuelle, nous nous trouvons en face d'une Turquie d'Europe dont vous avez proclamé l'intégrité, et qui n'existe presque plus : elle ne compte que six vilayets; ceux de Scutari et de Janani en Albanie; en Macédoine ceux de Salonique, de Monastir, de Kossovo et enfin celui d'Andrinople.

En somme, il ne reste plus rien de cette intégrité. Pourquoi? Parce que l'Europe a voulu réaliser une œuvre qu'il n'était pas au pouvoir de la diplomatie européenne de réaliser.

Elle a voulu constituer un empire réunissant toutes les races, toutes les nations, toutes les religions, des populations ayant toutes les origines; elle a associé ces races et elle leur a donné pour chef suprême la Turquie! c'est-à-dire cette réunion de barbares qui n'ont aucune loi civile, qui ne sont guidés que par l'Islam, dont la loi religieuse a pour premier principe la spoliation et l'assassinat de tous les chrétiens, des giaours, des infidèles.

M. François Deloncle. — On ne peut pas laisser dire à la tribune française que le massacre des chrétiens soit la loi de l'Islam.

M. Georges Berry. — Mon cher collègue, je vous demande pardon. Vous savez bien qu'il n'y a pour le Turc qu'une loi, la loi religieuse, qui commande de piller, de voler et d'assassiner les chrétiens.

M. François Deloncle. — C'est une erreur. Vous n'avez jamais lu le Coran.

M. Georges Berry. — Je ne parle pas du Coran, mais de la tradition musulmane. D'ailleurs, vous n'avez qu'à vous souvenir de ce qui s'est passé depuis 1856, et vous verrez combien ce que je dis est vrai. Vous verrez si la Turquie n'a pas marqué toutes les pages de son histoire par des traces de sang.

En 1860, le Liban et l'Antiliban nagent dans le sang; en 1862, vient le tour de la Serbie; en 1876, la Bulgarie, l'Herzégovine deviennent le théâtre des massacres qui, en 1896, déciment l'Arménie, et, en 1897, l'île de Crète.

Vous voyez bien que l'histoire de la Turquie est marquée à chaque page par le sang des chrétiens maintenus, malgré eux, sous sa domination.

Tous les peuples martyrisés ont obtenu tour à tour satisfaction et ont conquis leur autonomie, seule l'Arménie est restée sous la domination du reclus d'Yldiz-Kiosk, sans avoir obtenu la moindre satisfaction et après avoir subi cependant plus de vexations que toutes les autres nations de la péninsule des Balkans.

Est-ce que par hasard la Commission envoyée par l'Europe en Arménie aurait reconnu que les massacres dont je parle sont de pure invention? Cependant les rapports de nos consuls sont à ce sujet en accord parfait; ils sont unanimes à déclarer que jamais pays n'a été plus ensanglanté que l'Arménie.

Pourquoi alors n'avez-vous pas exigé l'exécution des réformes que vous aviez obtenues en faveur de ces victimes? *(Très bien! très bien! sur divers bancs.)*

Je ne peux pas séparer l'Arménie de la Macédoine; ces deux pays se tiennent, car si les autres nations ont obtenu satisfaction, celles-là ont été négligées.

Et, puisque la question arménienne n'est toujours pas liquidée, j'ai encore le droit de vous rappeler ce qui s'est passé en 1896. Je prends les rapports officiels de vos consuls : Monsieur le Ministre des affaires étrangères, M. Meyrier, consul à Diarbekir, écrit à M. Cambon, votre ambassadeur à Constantinople. « Après trois jours de massacres... »

M. Delcassé, *ministre des affaires étrangères.* — Il y a six ans.

M. Georges Berry. — C'est parce qu'il y a six ans et que vous n'avez rien fait depuis six ans, que je vous demande des explications à ce sujet.

« Après trois jours de massacres, après avoir tué plus de 3.000 chrétiens, après leur avoir pris tout ce qu'ils possédaient, on pouvait espérer que le Gouvernement leur accorderait un semblant de protection. Il n'en a rien été. Ils ont été traqués après comme avant, pendant quarante-six jours la terreur régnait dans la ville. C'est grâce à vous que le désastre n'a pas été complet. »

Rappelant ensuite que des officiers, des soldats sont venus s'emparer du consulat, M. Meyrier ajoute : « A peine arrivés dans le consulat, l'officier et ses hommes se mettent à couper les cheveux des réfugiés et à leur voler leurs coiffures de sequins. Chaque nuit le tumulte s'apaise; chaque matin, le muezzin redonne le signal; on mène les femmes à l'abattoir, on les saigne comme des veaux; on fait asseoir les hommes ligottés, et sur leurs genoux on met leurs enfants en tranches... »

Je ne veux pas insister sur d'autres rapports qui sont aussi édifiants que ceux dont je viens de donner lecture. Je ne veux pas vous lire le récit concernant les massacres d'Orfa où on poursuivit jusque dans une église les femmes, les enfants et vieillards qui se sauvaient devant les troupes turques. On commença à faire usage des fusils : mais bientôt, trouvant que l'œuvre de mort n'allait pas assez vite, les assassins enduisirent de pétrole les murs de l'église et brûlèrent ceux qui s'y étaient réfugiés.

Ces atrocités nécessitaient des réformes sérieuses. L'Europe s'en occupa, mais de quelle façon? Elle n'envoya ni le plus petit marin, ni le moindre plénipotentiaire. Une conférence fut organisée et un programme de réformes fut rédigé, programme qui fut accepté, comme toujours, par la Turquie, car les promesses ne gênent jamais le grand Turc, il est bien résolu à n'en pas tenir compte. Mais l'Europe, facile à convaincre, s'est contentée de la promesse et elle attend toujours l'exécution des réformes. Vous me direz peut-être, monsieur le ministre, que l'action de l'Europe a suffi pour rétablir le calme en Arménie et qu'il n'y a rien à exiger de plus.

Si, depuis, l'Arménie avait recouvré la paix, vous auriez peut-être raison. Mais j'ai là des lettres qui prouvent qu'à l'heure actuelle les Kurdes continuent leurs vexations, leurs poursuites, leurs pillages, leurs vols, leurs assassinats. L'Europe s'en inquiète d'ailleurs fort peu; il semble que ces crimes la laissent indifférente. La Macédoine ouvre un nouveau champ à son activité; quant à l'Arménie, on n'en parle plus, on la laisse de côté.

Je vous demande — et c'est une des premières questions que j'ai l'honneur de vous poser, monsieur le ministre des affaires étrangères — pourquoi avez-vous oublié l'Arménie, pourquoi n'y pensez-vous plus? Vous devez connaître les faits dont je parle, car vous avez là-bas des consuls de haute valeur qui ont été les premiers à la peine et qui sont

encore tout décidés à continuer l'œuvre qu'ils ont commencée il y a six ans. Comment se fait-il que, mieux renseigné que nous, vous paraissiez ignorer ce qui se passe en Arménie. Pourquoi n'insistez-vous plus auprès du sultan pour l'exécution des réformes qu'il semble avoir oubliées, réformes promises en 1880, promises à nouveau en 1882, repromises encore en 1896, et dont personne ne se soucie en 1903?

Je me suis arrêté quelques instants à l'Arménie, parce que je ne peux pas la séparer de la Macédoine, parce que toutes les deux ont été visées dans le traité de Berlin, dont les articles 23 et 61 ont prévu les réformes qui devaient leur être appliquées mais qu'a conservé dans ses cartons le reclus de Yldiz-Kiosk.

Il y a encore bien d'autres points de ressemblance entre la Macédoine et l'Arménie.

L'Arménie a comme voisins des brigands montagnards, les Kurdes. Ils venaient autrefois et viennent encore exiger les impôts auxquels ils astreignent les Arméniens; ils ne s'en vont que lorsqu'ils leur ont pris le plus clair de leurs réserves et de leurs produits. Le sultan, par une attention délicate, les a transformés en gendarmes. Il a créé ce qu'on appelle le régiment de Hamidjé de son nom de Abdul-Hamid. Il a dit : Les Arméniens se plaignent des Kurdes? Eh bien! des Kurdes nous allons faire des gendarmes. *(Rires.)* Et les Kurdes gendarmes ont touché comme subvention ce qu'ils touchaient autrefois comme rançon.

Le même état de choses se présente en Macédoine. Près de la Macédoine vivent les Albanais. Comme les Kurdes, les Albanais forment un peuple nomade qui cherche sa nourriture ailleurs que chez lui; il va surtout enlever chez les Macédoniens et dans la vieille Serbie ce dont il a besoin.

Eh bien! le sultan a fait des Albanais comme des Kurdes, les gendarmes de la Macédoine, chargés de toucher les impôts et de mettre l'ordre dans ce pays. Cette attention du sultan est tout à fait délicate.

Depuis plusieurs années, les Macédoniens ont fait entendre des plaintes réservées; ils ont rappelé l'inexécution des réformes promises en 1880. Ne recevant aucune réponse à leurs protestations, ils ont créé des Comités, sous l'impulsion de Zarafof et Michaïlowski, qui ont tenté de réunir les résistances autour d'eux. Dès que ces résistances se sont produites, la diplomatie européenne a pensé qu'il était temps de recher-

cher s'il ne serait pas possible d'agir et d'arrêter ce mouvement. Peu importe ce que font les Turcs, peu importe s'ils volent et pillent les Macédoniens, mais du jour où ceux-ci essayent de résister, où les Comités entreprennent la lutte, il faut entraver leur action, empêcher tout conflit d'éclater.

C'est alors que vous êtes intervenu. Je dis « vous », monsieur le Ministre, car je dois reconnaître que vous avez été un des promoteurs — le Livre jaune nous l'a appris — de cette campagne qui a amené la Russie et l'Autriche à s'occuper de la question macédonienne. En effet, vous avez écrit à vos ambassadeurs et à vos consuls et vous avez essayé d'obtenir des satisfactions que nous attendons toujours ; mais enfin vous avez fait un essai, et je dois avouer qu'aucun essai de ce genre n'a été tenté par votre prédécesseur.

Sur ce point, vous avez droit à nos éloges ; mais vous n'avez pas été assez loin, vous vous êtes arrêté en chemin. Les puissances que vous avez mises en mouvement, qui ont suivi votre impulsion ont été ingrates vis-à-vis de vous ; vous avez été laissé dans l'ombre, et les ambassadeurs qui ont réclamé des réformes à la Turquie vous ont exclu d'une façon que vous avez acceptée avec trop de résignation.

Je n'insiste pas sur cette remarque à laquelle vous répondrez certainement avec le talent que vous apportez toujours à cette tribune.

M. Delcassé, *ministre des affaires étrangères.* — Vous êtes trop flatteur.

M. Georges Berry. — Je reviens aux démarches austro-russes. Nous voyons d'abord entrer en lice le ministre russe, M. Lamsdorf, qui, d'accord avec l'ambassadeur d'Autriche, présente quelques timides observations au Sultan.

Immédiatement celui-ci rédige un iradé dans lequel il préconise lui-même des réformes pour les vilayets de Macédoine et lorsque les ambassadeurs étrangers se présentent, il leur répond : c'est fini. Tout est bien, n'en parlons plus, mon iradé suffit, tout le monde est content.

Comme vous prenez soin, monsieur le Ministre, de demander à vos consuls si véritablement tout le monde est content, on vous répond qu'il n'en est rien, et, à la date du 15 décembre, M. Bapst, chargé d'affaires de France à Constantinople vous écrit que partout et d'une manière générale les fonctionnaires turcs affectent de croire que les instructions du sultan ont réglé les affaires de Macédoine, mais dit-il, d'après les renseignements que je reçois et qui concordent avec ceux des autres ambas-

sadeurs, jamais les exactions et les brutalités n'ont été plus nombreuses de la part de la gendarmerie. Des colonnes volantes sillonnent le pays pour rechercher les armes et les saisir. Pendant les perquisitions, elles sont logées chez l'habitant et profitent de cette circonstance pour dévaliser celui-ci.

« L'ambassadeur de Russie, ajoute M. Bapst, m'a entretenu de ce redoublement de persécutions contre les populations macédoniennes. Il constate que les violences des Turcs affolent les populations macédoniennes qui émigrent en foule dans la principauté de Bulgarie. Si d'ici peu le calme et la sécurité ne sont pas rétablis, on ne saurait prévoir ce qui peut advenir. »

Et voilà comment l'iradé du sultan a donné satisfaction à la Macédoine. Devant le mécontentement grandissant des Macédoniens, l'Europe représentée par la Russie et l'Autriche soumet au maître de la Turquie un projet de réformes copiées textuellement dans l'iradé dont je parle. Et on s'imagine arrêter ainsi le mouvement macédonien.

Quant à moi, je ne le crois pas. En effet, quels sont les griefs qui ont été invoqués, je ne dirai pas une fois, mais vingt fois par les protestataires de Macédoine auprès du reclus d'Yildiz-Kiosk ? J'en ai le texte et voici les quatre points sur lesquels la population appelait l'attention du sultan.

Vous savez que les spéculateurs afferment les dîmes de Macédoine; cela se passe aussi en Arménie, d'ailleurs. Le dîmier ayant tout un vilayet comme ferme, passe quand il lui plaît devant les produits du cultivateur; peu lui importe si la saison est pluvieuse, si la moisson doit être perdue, il est défendu au producteur d'enlever sa moisson avant que le dîmier ait pris sa part, et il la prend comme il lui convient, plus il a payé, plus il veut d'argent. Cela se passait ainsi chez nous il y a plus de cent ans et l'histoire nous a rapporté ce que faisaient chez nous les hommes qui achetaient la ferme des impôts.

Donc, quand le dîmier passe, le malheureux cultivateur est obligé de lui payer sans contrôle, sans appel, deux, trois ou quatre fois la dîme.

Un second point relevé dans les protestations concerne la gendarmerie. Celle-ci est chargée de lever les impôts; les gendarmes s'installent à cet effet 8 ou 15 jours chez l'habitant et comme ils sont peu payés ou pas du tout, ils vivent sur l'habitant, et prennent souvent sans reçu deux ou trois fois l'impôt qu'ils devaient toucher et avec cela il leur faut

bon souper, bon gîte et le reste. Cela dure deux et trois semaines et ils s'en vont ailleurs.

Enfin il y a les fonctionnaires. Ah ! les fonctionnaires ! ils ne sont pas plus payés que les gendarmes et il faut bien qu'ils vivent : ils cherchent alors des procédés pour faire payer le plus possible les malheureux contribuables. Je ne veux pas passer en revue tous ces procédés mais je veux retenir le suivant qui est appelé classique. On fait afficher dans la nuit un placard révolutionnaire et le matin les notables du village sont arrêtés, et ils ne sont mis en liberté que moyennant une rançon qui est partagée entre les fonctionnaires.

Enfin il y a les Albanais, la plaie de la Macédoine, comme les Kurdes sont la plaie de l'Arménie. Les chefs albanais lèvent eux aussi leurs impôts ; ils taxent le paysan au commencement de l'hiver, et à la Saint-Jean d'automne ils descendent avec trente ou quarante hommes, s'installent chez le paysan et lui prennent le plus clair de son revenu, bien heureux encore quand ils ne lui enlèvent pas en s'en allant sa femme et sa fille pour les mettre dans le harem du chef albanais ; s'il résiste, c'est l'incendie qui a raison de lui.

J'ajoute que quand les Albanais se retirent, il exigent de celui dont ils ont pillé la maison, de payer encore « l'usure de la mâchoire », il faut que ce malheureux paye pour la peine qu'ont pris les Albanais à dévorer son bien.

Telles sont les protestations adressées sans relâche au sultan.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Eh bien ?

M. Georges Berry. — Eh bien ! Quelles sont les réformes que vous nous apportez, ou plutôt qu'apportent l'Autriche et la Russie et auxquelles vous avez adhéré ?

Les fonctionnaires ne sont pas payés, et c'est parce qu'ils ne sont pas payés qu'ils volent les contribuables. Allez-vous les payer, d'après votre projet de réformes ? Pas du tout ; le projet parle du mode de payement, mais quant au payement, personne ne nous le garantit. Ah ! vous pouvez changer le mode de payement autant que vous voudrez, du moment que vous ne payerez pas les fonctionnaires, ils agiront toujours comme par le passé. *(Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)*

Allez-vous changer la gendarmerie ? Ah oui ! il est question de nommer des officiers allemands ; les officiers supérieurs sont déjà désignés, on va essayer de réorganiser la gendarmerie ; mais on ne changera pas le recrutement ; les gendarmes seront les mêmes ; les Albanais, parmi

lesquels on les recrute, seront toujours des Albanais, et ce n'est pas parce que l'organisation sera changée que vous aurez une satisfaction quelconque.

Quant à la question de la dîme, sur laquelle on a appelé toute l'attention des Gouvernements, la dîme est affermée, et c'est de la ferme d'où vient tout le mal, parce que ceux qui ont affermé veulent tirer le plus possible du malheureux contribuable. Vous proposez de supprimer le fermage en gros. Mais ceux qui veulent affermer les dîmes les affermeront en détail, et rien ne sera changé : que la dîme soit affermée en détail ou affermée en gros, ce sera toujours la même chose, et dans ces conditions vous n'aurez rien changé du tout.

Reste enfin, messieurs, la question la plus importante.

Vous laissez les Albanais armés en présence des Macédoniens désarmés, comme vous avez laissé les Kurdes armés devant les Arméniens désarmés; vous n'exigez pas le désarmement des Albanais qui alors continueront à rançonner, à piller, à voler, à incendier les Macédoniens comme par le passé.

Il est donc impossible de soutenir que l'Europe apporte des réformes sérieuses à la situation dans laquelle se trouvent les Macédoniens.

Mais, alors même que vos réformes auraient une valeur, vous savez bien qu'elles ne seront jamais appliquées. Le passé devrait à cet égard répondre de l'avenir.

Vous n'êtes pas sans expérience à ce sujet. Vous savez comment en 1876, en 1880, en 1896, en 1897, vous avez été leurrés par le sultan. Vous savez que vous n'avez jamais pu rien obtenir de lui, toutes ses promesses étant restées lettres mortes. Le sultan a promis; il a même promis plus qu'on ne lui demandait; mais il n'a jamais tenu ses promesses, et ce sera demain comme hier. Vous ne pouvez avoir aucun doute à ce sujet. Quand je vois l'Europe se contenter si facilement des promesses du sultan qui ne les a jamais exécutées, je me rappelle le mot de notre honorable collègue de Pressensé dans une réunion récente : les puissances de l'Europe sont autour de la Turquie comme autant de médecins tant pis et de médecins tant mieux, qui en même temps que médecins sont des héritiers présomptifs.

Je ne peux pas oublier que la Russie a toujours eu — il paraît qu'aujourd'hui elle est moins empressée — des visées sur Constantinople, que l'Angleterre, qui a pris l'Egypte d'une façon provisoire, ne demande qu'à la garder et qu'elle espère qu'un démembrement de la Turquie lui

assurera cette possession définitive; que l'Autriche voudrait bien suivre son chemin de fer jusqu'à Salonique; enfin, il paraît que l'Italie elle-même, — vous le savez mieux que moi, monsieur le ministre, — fait les yeux doux à l'Albanie.

Tous ces héritiers présomptifs sont de mauvais médecins, et quand je vois leur attitude à l'égard de la Macédoine, comme à l'égard de l'Arménie, je me demande si leur facilité à accepter les promesses du sultan ne cache pas des arrière-pensées. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Dans tous les cas, si, comme je le crains, tout en espérant que cela ne sera pas réalisé, la sécurité, la liberté et la vie des habitants de la Macédoine sont menacés, vous n'avez pas le droit, monsieur le Ministre, d'oublier que vous leur devez aide et protection. Vous ne leur devez non pas seulement parce que ce sont des peuples opprimés, non pas seulement parce qu'étant faibles, ils demandent aux forts de les soutenir, mais surtout parce que c'est la France avec les autres nations qui a créé cet empire turc.

C'est vous qui l'avez fait tel qu'il est et vous êtes par conséquent responsable des crimes que les Turcs peuvent commettre puisque vous leur avez confié, à eux les loups, la garde d'agneaux qui ne peuvent se défendre. (*Mouvements divers.*)

Je sais bien, monsieur le ministre, que vous vous retrancherez derrière le concert européen : « Je fais ce que je puis, direz-vous, et j'attends d'être mis en demeure pour agir. » Mais, encore une fois, n'oubliez pas que, non seulement vous avez le droit de surveiller ce qui se passe en Turquie, mais qu'il vous appartient de prendre une initiative, parce que la France a été la première à s'associer à cette consolidation de l'empire turc. Et pourquoi ? Pour maintenir la paix en Europe; mais, hélas ! c'est justement de cette constitution d'empire que nous est venue guerre et révolte.

Il n'est en effet aucune nation, aucun pays, qui n'ait provoqué plus de congrès, de conférences, de difficultés et même de guerres que la Turquie depuis que la France et les autres nations ont constitué l'empire ottoman.

Dans ces conditions, prenez garde, monsieur le ministre, je sais bien, à vous entendre, que ce que vous voulez, c'est la paix; or, nous la voulons tous.

Oui, nous voulons tous la paix; mais il ne faudrait pas, sous ce pré-

texte, déchaîner la guerre, et c'est là ce que je crains. Plus en somme nous emploierons des moyens peu hardis vis-à-vis de la Turquie, plus nous risquons d'aller à l'encontre du but poursuivi.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les événements actuels qui se déroulent dans l'empire turc, vous les connaissez mieux que moi :

Déjà le ministre de la guerre de Bulgarie vient de donner sa démission parce qu'on refusait de lui accorder les 8 millions qu'il demandait comme éventualité de guerre.

Avant-hier, le prince Alexandre de Serbie ne disait-il pas à ceux qui l'entouraient à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance serbe : « N'oubliez pas qu'il faut vous préparer à verser votre sang pour la défense de la patrie. »?

Ne sont-ce pas là des symptômes inquiétants et que nous ne pouvons négliger? Plus vous laisserez la Turquie libre d'agir, plus vous lui accorderez de facilités pour s'exécuter, plus vous lui laisserez espérer un désaccord entre les nations et moins vous obtiendrez quelque chose d'elle. *(Très bien! très bien! sur divers bancs.)*

Vous savez bien cependant comment il faut lui parler, monsieur le ministre des affaires étrangères; ce n'est pas la première fois que vous avez affaire à elle. L'année dernière vous lui avez, dans une question moins grave que celle-ci, dicté vos conditions. Il s'agissait de la créance Tubini et Lorando; et vous n'avez pas hésité ce jour-là, vous avez mobilisé une escadre qui est allée braquer ses canons sur Mitylène. Immédiatement le sultan a acquiescé à tout ce que vous exigiez de lui; vous ne vous êtes pas contenté des réformes promises, vous ne vous êtes même pas contenté de bons qu'on vous offrait de signer, vous avez voulu de l'argent comptant et vous l'avez obtenu.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je voulais, mon cher collègue, l'exécution d'arrêts de justice, pas autre chose.

M. GEORGES BERRY. — Mais croyez-vous que le traité de Berlin n'ait pas autant d'importance que les arrêts de justice? Quelle différence faites-vous entre les deux, et trouvez-vous l'intérêt qu'offre le traité de Berlin inférieur à celui que représentent les arrêts de justice relatifs à des questions pécuniaires? *(Très bien! très bien! à droite.)*

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Il y a cette simple différence : dans le premier cas, il s'agissait d'une cause purement française qui ne regardait que nous et la Turquie. Dans le deuxième cas, la cause est européenne. Quand on réclame l'exécution du traité de Berlin, on

soulève une cause européenne, et la France n'est pas obligée et elle n'a pas intérêt à se substituer seule à l'Europe tout entière. *(Très bien! très bien!)*

M. Georges Berry. — Sans doute! Mais vous aviez le droit de prendre des initiatives.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Tout à l'heure vous reconnaissiez que je les avais prises.

M. Georges Berry. — Oui, monsieur le ministre, vous avez pris des initiatives, mais je trouve que, depuis, vous vous êtes effacé complètement et je vous demande aujourd'hui ce que sont devenues ces initiatives d'antan. Je trouve qu'elles ont été oubliées et qu'à l'heure actuelle vous n'êtes plus ce que vous étiez il y a quelques mois, permettez-moi de vous le dire. *(Mouvements divers.)*

D'ailleurs, si j'ai parlé de la question Lorando, je sais que ce n'est pas seulement pour Lorando que vous êtes allés faire une démonstration à Mitylène; c'est pour des journalistes, pour des hommes politiques. Il paraît que tout le monde a touché dans cette affaire; on dit même que c'est jusqu'à 25 ou 30 o/o qui ont été donnés à ceux qui se sont occupés de négocier cette affaire. Je sais bien qu'on ne peut pas vous en demander compte.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Et vous avez raison; il y a des choses que je n'aime pas, surtout celles qui sentent mauvais.

M. Georges Berry. — Assurément cela ne vous concerne pas, monsieur le Ministre des affaires étrangères, mais permettez-moi de vous dire qu'il est regrettable que la flotte soit partie pour Mitylène après la publication de certains articles poussant à cette expédition.

M. le Ministre des affaires étrangères. — On ne devrait pas parler de cela à la tribune.

M. Georges Berry. — Vous connaissez aussi bien que moi cette affaire, vous avez lu les débats devant les tribunaux. Mais je ne vous mets pas en cause, croyez-le bien.

Et puisque nous parlons de cette expédition, je rappelle que, quand l'escadre est arrivée devant les eaux de la Méditerranée il y a eu, dans les populations chrétiennes, un accès de joie. Tout le monde a cru que la France venait pour apporter secours aux chrétiens d'Orient. Quelle fut leur désillusion quand ils apprirent pourquoi cette escadre avait été mobilisée et de quelle façon elle s'en retournait.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Monsieur Berry, vous

qui avez suivi avec une si grande attention toute cette période, comment n'avez-vous pas constaté qu'avant que nos bateaux eussent quitté Mitylène, le sultan avait reconnu l'existence légale de 574 établissements français ?

M. GEORGES BERRY. — Ce n'était pas suffisant.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — On ne pouvait pourtant pas demander de reconnaître l'existence d'un plus grand nombre d'établissements, puisqu'il n'y en avait pas davantage !

M. GEORGES BERRY. — On avait promis, dès 1882, de réaliser des réformes touchant la Macédoine et l'Arménie; pourquoi ne les avez-vous pas fait exécuter? Pourquoi n'avez-vous pas pris l'initiative de l'exécution de ces réformes, puisque vous aviez fait à ce moment une démonstration qui pouvait bien vous autoriser à prendre cette initiative? Vous ne l'avez pas fait, et c'est là ce que je regrette.

Je termine. Je suis très embarrassé, messieurs, et vous comprendrez pourquoi. Je me trouve en présence, non seulement de M. le Ministre des affaires étrangères, mais en présence de l'Europe que je ne peux pas interpeller.

Je ne vous demande pas assurément de reprendre les traditions du passé; vous en parliez il y a un an, ici-même, avec beaucoup d'éloquence, nous ne pouvons pas y revenir.

La Belgique et l'Amérique qui nous doivent leur indépendance ne s'en souviennent même plus; et nous n'avons pas les moyens de faire aujourd'hui ce que nous avons accompli à cette époque. Mais croyez-vous cependant qu'il ne nous soit pas possible de faire quelque chose, malgré notre situation actuelle, malgré nos divisions intestines, malgré la guerre religieuse qui a éclaté dans notre propre pays, tout comme en Turquie, et qui nous empêche d'avoir à l'extérieur l'action que nous y devrions exercer. Ne protestez pas, quand je constate les efforts que nous faisons en vue de faire appeler les chrétiens de l'empire turc à toutes les fonctions d'Etat, je ne m'étonne plus de la difficulté que l'on éprouve à obtenir cette mesure de simple justice, alors que le gouvernement français est près d'excommunier, de jeter hors du fonctionnarisme tous ceux qui ne sont pas de la religion d'Etat. *(Très bien! très bien! à droite.)*

Je vous disais, messieurs, que je ne pouvais demander à la France de revenir à ses traditions anciennes; nous ne pouvons plus exiger d'elle qu'elle aille au secours des faibles et des opprimés comme autrefois.

(*Très bien! très bien! sur divers bancs.*) Mais nous avons laissé là-bas, dans l'Orient des souvenirs illustres; nous avons conquis par nos ancêtres un héritage d'affection que l'Orient nous voue. Allez-vous laisser péricliter cet héritage? Allez-vous nous faire oublier?

Enfin, reprenant la pensée que j'exprimais tout à l'heure, je dis que la France doit se souvenir qu'elle est responsable de ce qui se passe en Turquie, puisque c'est elle qui avec les autres nations, a constitué l'empire turc. Ce n'est pas vous, monsieur le ministre, vous n'étiez pas encore né, et quand je mets la France en demeure de se souvenir, c'est le Gouvernement que je vise, car je ne sépare pas l'un de l'autre. (*Réclamations à droite.*) Vous ne pouvez pas, messieurs, ne pas les confondre devant l'étranger! (*Très bien! très bien!*)

Monsieur le ministre, vous assumez là, je ne dirai pas une responsabilité, le mot n'est pas assez fort, mais une complicité; non, vous ne pouvez pas, par votre inaction, laisser croire que vous n'êtes pas du côté des victimes — je n'ose pas dire que vous êtes avec les assassins! (*Mouvements divers.*)

M. Félix Poullan. — C'est dommage!

M. César Trouin. — Ne vous gênez pas.

M. Georges Berry. — Vous ne pouvez pas, vous, Gouvernement français, continuer à laisser, sans agir, la tache de sang s'étendre des rivages de la mer Noire à ceux de la Méditerranée. Vous ne pouvez pas vous faire le complice du sultan rouge, comme on l'appelle si justement, vous ne pouvez pas surtout, quand on égorge et quand on pille en Europe, avoir l'air de ne pas oser élever la voix sans avoir obtenu la permission de l'Italie, de l'Autriche ou de la Russie. (*Applaudissements à droite.*)

M. FRANCIS DE PRESSENSÉ

Messieurs,

Comme l'orateur qui le premier est monté à cette tribune, je trouve, moi aussi, que cette discussion vient à son heure; mais ce n'est peut-être pas pour des raisons analogues à celles qu'il nous a exposées. Sans vouloir entrer à sa suite dans un large examen de la politique générale, et je dirai plutôt de la philosophie de l'histoire contemporaine auquel il

s'est livré, je me permettrai, avant d'aborder les considérations spéciales que je veux soumettre à la Chambre, de lui indiquer les deux raisons principales pour lesquelles je ne le suivrai pas.

C'est que son histoire m'a semblé à la fois un peu fantaisiste et aussi un peu humiliante pour la France. Un peu fantaisiste parce que, quand il nous a parlé de la crise de 1875 et qu'il a relevé l'action de la Russie à ce moment-là, il a oublié l'action parallèle de l'Angleterre, puis, parce que, quand il nous a parlé de 1870 et qu'il a relevé l'attitude de l'Angleterre laissant se produire la guerre et ses conséquences, il a oublié que la Russie avait eu aussi la principale responsabilité en 1870. Enfin, quand il a parlé de 1878 et qu'il nous a signalé cette action de l'Allemagne, la façon dont l'Allemagne avait payé ses dettes au Congrès de Berlin, il nous a parlé d'un complot conclu dès ce moment-là entre M. de Bismarck et M. Crispi, et il a oublié que M. Crispi n'était arrivé aux affaires en Italie que sept ans plus tard *(Rires à l'extrême-gauche et à gauche)* qu'à ce moment il était traité en suspect par la dynastie de Savoie qui ne voulait avoir aucune relation personnelle avec lui.

Mais j'abandonne ce terrain ; car à mes yeux, si la discussion actuelle est utile, c'est avant tout parce qu'il s'agit de l'exercice trop longtemps retardé d'une prérogative nécessaire du Parlement, c'est-à-dire du contrôle des relations extérieures de la République. Au moment où tous les Parlements d'Europe viennent de retentir de l'écho de ces graves événements dont on vous parlait, qui se déroulent ou se préparent dans la péninsule des Balkans, il aurait été un peu étrange que seule la tribune française demeurât muette en présence de cette redoutable crise. Quant à moi, qui ai l'intention de vous exposer aussi rapidement et aussi objectivement que possible ces événements et les solutions qui me semblent devoir être poursuivies, je ne ferai pas difficulté de reconnaître que j'obéis en partie au légitime désir de venir en aide à ces populations d'Orient dont les souffrances sont un scandale et auxquelles l'Europe, en dehors même des titres irrécusables que leur conféraient déjà et le droit des gens et l'humanité, a constitué un droit positif, écrit, garanti par les traités. *(Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)*

Mais je n'oublie pas non plus que je dois me placer essentiellement ici au point de vue de l'intérêt de la France qui est inséparable en ce cas de l'intérêt de notre clientèle d'Orient et de l'intérêt de la paix. Il ne s'agit pas ici d'un débat purement académique, d'un tournoi de diplo-

matie conjecturale ; il s'agit de l'examen d'une situation menaçante qui est avouée, proclamée par la diplomatie officielle et nous devons rechercher les meilleurs moyens de prévenir une explosion qui semble probable et prochaine.

Aussi bien, j'espère qu'on voudra bien m'épargner la fin de non-recevoir qu'on nous oppose sans cesse sous la forme de cet argument : Sans doute vos idées sont très nobles, très généreuses ; c'est un très bel idéal ; mais l'idéal n'est pas de ce monde.

Eh bien ! j'ai la prétention de me placer aujourd'hui sur le terrain des faits, des intérêts directs et immédiats de la France ; si je suis tout disposé à reconnaître qu'il ne suffit pas d'enrôler le sentiment au service de sa thèse, je demande aussi qu'on veuille bien reconnaître avec moi qu'il ne suffit pas, pour que la raison ait tort, qu'elle soit d'accord avec le sentiment. *(Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)* Actuellement ce qui importe, c'est de rechercher, abstraction faite, non pas de la loi morale qui est une force de premier ordre et avec laquelle il faut toujours compter, mais abstraction faite de tout appel à la sensibilité, si les arguments que nous allons vous apporter sont justes, si l'expérience les appuie et s'ils sont conformes aux données du problème.

Pour moi je ne rechercherai les éléments de l'exposé rapide que je veux faire, des solutions que je vous soumettrai, que dans les Livres jaunes ou bleus, et en général dans les publications officielles.

La vérité officielle est très souvent au-dessous de la réalité. Mais dans le présent, elle me suffit pour démontrer à la fois la gravité incomparablement menaçante des événements qui se préparent et, j'ai le regret de le dire, l'insuffisance radicale non pas des solutions mais des expédients qu'on offre une fois de plus à l'Orient, à l'Europe et au monde civilisé. *(Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)*

Le malheur de la Macédoine, elle le doit en partie à sa constitution physique et à sa situation géographique. Bien qu'elle soit à très peu d'heures de grands centres de civilisation occidentale comme Vienne, comme Buda-Pesth, elle semble être plus loin de l'Europe que certains cantons de l'Asie et par le fait qu'elle est constituée de cette sorte, elle semble un coin d'Asie, un coin de barbarie et de moyen âge enfoncé dans l'Europe du vingtième siècle.

Vous savez, messieurs, que la Macédoine est constituée par les deux vallées de deux grands fleuves, le Vardar et le Strouma et leurs affluents ;

que de plus un réseau de montagnes y est répandu en quelque sorte d'un bout à l'autre du pays; ces montagnes aux flancs très escarpés creusent entre elles de petites vallées, de petits vallons clos qui ne communiquent entre eux que par des passages extrêmement étroits, on pourrait dire par les poternes qui servent au cours des eaux. Et alors il s'est produit que les diverses tribus, les diverses races qui habitent sur ce sol se sont trouvées isolées les unes des autres, qu'elles ont vécu à l'état séparé et qu'elles sont restées dans une certaine mesure dans un état d'hostilité réciproque.

En effet, il n'y a pas moins de sept races qui habitent à l'heure actuelle sur le sol macédonien. Il y a d'abord des Grecs, ensuite des Koutzo-Valaques qui sont les descendants d'envahisseurs roumains du moyen âge et les Serbes, les Bulgares, les Albanais, les Turcs osmanlis eux-mêmes et enfin les juifs espagnols qui se sont établis à Salonique et en ont fait une grande ville juive.

Toutes ces races sont hostiles les unes aux autres; elles se disputent non seulement la primauté, mais je dirai presque la possession exclusive du territoire. Nous avons par exemple cette race grecque qui, assurément, comme j'espère vous le montrer tout à l'heure, doit jouer le rôle principal dans la solution de cette question d'Orient; la race grecque qui revendique en quelque sorte la possession immémoriale de la Macédoine, mais qui semble oublier deux faits : d'une part, qu'au temps de l'hellénisme, au temps de Périclès et de l'hégémonie d'Athènes, tous les historiens de l'antiquité, à commencer par Hérodote, ont déclaré que les Macédoniens n'étaient pas des Grecs, mais des barbares, qu'il n'y avait que leur dynastie qui, comme Héraclide, avait le droit de se dire Achéenne, et d'autre part qu'au moyen âge, la race qui s'appelle à l'heure actuelle la race grecque a subi de singuliers mélanges de sang et de civilisations. Mais, à côté de ces divergences, de ces différences de races, il y a des divergences, des différences de religions.

Pendant un certain temps il n'y avait face à face que deux religions en Macédoine : d'une part, l'Islam conquérant et, d'autre part, le christianisme représenté purement et simplement par l'orthodoxie obéissant au patriarche de Constantinople.

Les choses ont changé ; il y a toujours les fidèles du patriarche, c'est-à-dire les Grecs eux-mêmes, et, à côté d'eux, ces Valaques que, pendant un certain temps, on appelait les Grécomanes, plus Grecs que les Grecs eux-mêmes jusqu'au changement apporté par Apostol Margaribi. Il y a

les Serbes qui continuent à obéir au patriarche, mais qui réclament soit une liturgie dans leur langue, soit des évêques et des prêtres nationaux.

Il y a, d'autre part, les Bulgares, bien qu'un certain nombre d'entre eux, qu'on appelle les Bulgarophones, appartiennent à l'Eglise grecque ; mais la grande majorité s'est séparée du patriarche depuis que, sous l'impulsion de la Russie, elle a fondé une église indépendante autocéphale, fait schisme, sous la direction de l'exarque résidant à Constantinople.

Il y a encore un petit nombre de catholiques disséminés dans les montagnes, sous la protection des consuls de France et d'Autriche. Et enfin, il y a les musulmans, qui ne sont pas eux-mêmes à l'état d'unité, puisqu'ils se partagent entre les musulmans turcs venus d'Asie Mineure s'établir en Macédoine et les anciens chrétiens convertis à l'Islamisme ; c'est-à-dire, d'une part, les Pomaks des montagnes du Rhodope et les Albanais du nord-ouest.

Tout ce mélange inextricable de races et de religions fait une sorte de Babel.

Il est parfaitement vrai que les querelles de race et de religion ont pris, pendant un certain temps, une acuité extraordinaire dans cette région et qu'elles ont singulièrement servi la cause de la domination ottomane. Toutefois, il ne faut pas exagérer; deux choses sont de nature à diminuer la gravité des faits que je viens d'exposer à la Chambre. D'une part, bien que ces races soient dans certaines parties un peu mélangées et qu'il y ait une certaine contamination, néanmoins elles sont plutôt réparties dans certains compartiments ; par exemple, les Grecs se trouvent sur le littoral de Serrès en passant par les bords du Vardar, Salonique et le Chaldicique jusqu'à l'Olympe. D'autre part, les Valaques sont répartis depuis le nord de la Thessalie jusqu'au vilayet de Monastir, de Larissa à Vodena ; les Serbes se trouvent surtout dans la plaine de Kossoro, les Bulgares sont logés en masse dans les montagnes entre le Vardar, le Strouma et la frontière de Bulgarie. En outre, il est nécessaire de constater que, malgré la violence et l'âpreté occasionnelle des divisions dont je parlais, ceux qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces races ou de ces religions ne se font pas scrupule, à certains moments, d'invoquer ou d'accepter une autre nationalité. On a vu, par exemple, des Serbes se transformer rapidement en Bulgares et des Bulgares en Serbes.

Tel est donc actuellement l'état de la Macédoine. Elle est, on peut le dire, à l'ordre du jour de l'Europe depuis vingt-cinq ans, c'est-à-dire depuis le traité de Berlin. Depuis cette époque, l'Europe a eu à s'occuper successivement d'une série de questions : d'abord de la rectification de la frontière grecque, qui n'avait été tracée à Berlin que sous la forme d'un vœu à peu près platonique ; puis de la révolution de la Roumélie orientale et de ses conséquences immédiates, c'est-à-dire de la guerre serbo-bulgare et de la mobilisation grecque contre laquelle a sévi le blocus pacifique ; elle a eu encore à s'occuper de la Crète, puis de l'effroyable tragédie des massacres d'Arménie ; enfin, de la guerre gréco-turque de 1897. Actuellement, sans qu'une seule de ces questions ait reçu son règlement définitif, l'Europe est forcée de s'occuper avant tout de la Macédoine. Pourquoi ? C'est que si l'on ne peut pas dire que le malaise de cette région date de 1878 (il remonte plus haut), du moins le mélange de souffrance et d'espérance qui permet seul à une population écrasée depuis des siècles de sortir de sa torpeur, de faire connaître au monde ses revendications, date de 1878. A ce moment, que s'était-il produit ? La Russie, victorieuse, avait, devant Constantinople, profité dans toute leur étendue de ses efforts, de ses sacrifices et de sa fortune. Par les préliminaires de San Stefano, elle avait éliminé d'un seul coup la Turquie d'Europe et créé cette grande Bulgarie qui n'avait pas moins de 5 millions d'habitants, qui s'étendait de la mer Noire à l'Olympe et au Danube et du Danube à la mer Egée.

L'Europe mit son veto à cette opération chirurgicale. Sur l'initiative de l'Angleterre, avec l'assistance de l'Allemagne, décidée à son tour à étonner le monde par son ingratitude, le Congrès de Berlin se réunit et il détruisit la grande Bulgarie. Il en détacha même la Roumélie orientale qui ne tarda pas, il est vrai, à accomplir sa destinée manifeste et à recouvrer, par une révolution, l'unité que lui avait enlevé la diplomatie. Quant à la Macédoine, on la restitua au grand Turc. Mais l'Europe, devant cette opération, ne pouvait pas se dissimuler qu'elle assumait de graves responsabilités et qu'elle ne pouvait pas restituer au grand Turc des sujets qu'on lui avait enlevés sans prendre et surtout donner des garanties. Ces garanties elle les a déposées dans l'article 23 du traité de Berlin. Que disait, messieurs, cet article ?

Il disait que la Turquie devrait préparer un statut organique pour les provinces de la Turquie d'Europe, en particulier pour la Macédoine, que ce statut devrait être rédigé sur le modèle du statut organique crétois

et serait soumis ensuite à la ratification de la Commission de la Roumélie orientale ; ce qui fut fait.

En 1880, la Commission de la Roumélie orientale se rassembla à Constantinople pour cette partie de sa tâche. Pendant des mois on se livra à des études approfondies, on rédigea des protocoles nombreux, on adopta d'innombrables amendements. On finit par se mettre d'accord et, au mois d'août 1880, le statut organique de la Macédoine était promulgué avec la ratification de l'Europe.

C'était une œuvre extrêmement complexe et gigantesque. Ce statut n'avait pas moins de 24 titres et 449 articles ; c'était en quelque sorte un code du gouvernement des hommes ; il était rédigé sur le modèle d'une loi, qui est très célèbre dans l'empire turc, qui s'appelle la loi des vilayets, qui a été faite par Midhat pacha, de 1867 à 1871, pour son vilayet du Danube.

Par malheur, on se préoccupa, non pas de donner des garanties réelles à ces populations, mais d'imiter en quelque sorte l'organisme centralisateur de la France au second empire.

Par exemple, on mit au sommet le vali ou gouverneur général de vilayet ; il avait au-dessous de lui un préfet ou mutessarif, dans le sandjak ; puis un sous-préfet ou kaïmakan dans son caza. On avait enfin voulu introduire des cantons, des nahiés, et on avait voulu leur donner des chefs sous le nom de mudirs ; enfin on avait mis ou laissé à la base les communautés de villages, avec leurs maires qui s'appellent moukhtars.

C'était admirable sur le papier ; on avait poussé jusqu'au dernier détail l'organisation ; on s'était même occupé de la comptabilité, de la compétence des gardes champêtres ; on s'était préoccupé également des commutations de la corvée, de la dîme et des autres impôts.

Par malheur cette loi n'avait pas été faite pour être exécutée ; elle alla tout simplement rejoindre dans la nécropole des réformes mort-nées tous ces monuments législatifs dans lesquels les sultans ont en quelque sorte formulé l'idéal du gouvernement et des droits humains, mais au sein de l'anarchie et sous le pire des despotismes. *(Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)*

Ce fut ce qui arriva pour la Macédoine ; ce statut de 1880 est resté à l'état de lettre morte et la Macédoine, comme le reste de l'empire ottoman, est restée soumise à ce régime qu'on a si bien défini en disant que c'était l'anarchie tempérée par le despotisme.

Le despotisme, il n'y a pas lieu de s'étendre bien longuement sur ce point; la preuve en a été faite depuis longtemps. Chacun sait ce qu'est l'organisation d'une province turque ; chacun sait que le vali, ou gouverneur général, qui arrive là comme un météore tombé du ciel, qui n'est jamais sûr du lendemain, qui a été forcé le plus souvent d'acheter à beaux deniers comptants sa place, qui ne reçoit même pas avec régularité son traitement, essaye de se récupérer sur ses administrés, non seulement par le bakchich, mais par l'oppression sous toutes ses formes et par les exactions de toute espèce. Comment s'étonner qu'au-dessous de lui l'administration suive la même voie du haut en bas de l'échelle hiérarchique, que depuis le mutessarif jusqu'au dernier chaouch, ou sergent de gendarmerie, ce soit la même chose ?

La gendarmerie, qui devrait représenter l'ordre, est en effet presque fatalement un élément de désordre. Savez-vous, messieurs, que les gendarmes, en Macédoine, devraient recevoir un traitement de 30 francs par mois, sans aucune espèce de sustentation de la part du gouvernement, et qu'ils ne touchent presque jamais ce modique traitement ? Par conséquent ils doivent, eux aussi, pour vivre, se récupérer sur l'habitant, et ils ne s'en font pas faute.

Puis il y a, à côté de l'administration proprement dite, les collecteurs de taxes et, en particulier, les collecteurs de dîmes. Ces collecteurs de dîmes ne sont pas nommés comme fonctionnaires du gouvernement ; ils sont nommés à la suite de licitations et de folles enchères. Après avoir acheté à prix d'argent cette fonction, ils essayent naturellement de recouvrer leur débours sur le malheureux contribuable, pris entre les deux pierres d'une meule.

S'ils se contentaient encore de ces exactions ; mais ce n'est pas tout ! A chaque instant, des actes d'oppression scandaleux sont commis par les représentants mêmes de l'aurorité. C'est ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, mais significatif et éloquent, qu'au mois de juillet 1901, dans le vilayet d'Uskub et à Uskub même, le colonel de gendarmerie, le chef des gendarmes de ce vilayet, Mehmed Pacha, enleva en plein jour deux jeunes filles bulgares, tua leurs parents, avec l'assistance des soldats et, sans être le moins du monde inquiété ou puni depuis lors, il a conservé en captivité ces malheureuses dont il avait d'abord maltraité, puis un peu assassiné les parents.

Pendant que ce despotisme règne sur ces populations, l'anarchie y sévit; l'anarchie a pour agents en Arménie, vous le savez tous, mes-

sieurs, les Kurdes, avec le secours des hamidiés ; en Macédoine, ce sont les Albanais qui remplissent ces honorables fonctions.

Les Albanais sont une race assurément fort intéressante, fort digne de l'attention, voire des sympathies de l'Europe, une race saine, vigoureuse, capable de progrès ; malheureusement, elle s'est en quelque sorte arrêtée dans son développement à l'époque féodale. Les Albanais se sont convertis à l'Islam afin de pouvoir garder leurs armes, leurs domaines et leur suprématie ; ils sont encore des highlanders, des caterans d'Ecosse, comme à l'époque de Rob-Roy et des romans de Walter Scott ; à certains moments, après avoir fait paître leurs troupeaux, en été, sur leurs montagnes, en hiver, dans les pâturages des malheureux fermiers bulgares, à la Saint-Georges au mois de janvier, les chefs albanais descendent dans la plaine, se rendent chez les fermiers bulgares et établissent la contribution qu'ils lèveront six mois plus tard : ils l'établissent arbitrairement ; un certain nombre de fermiers sont obligés de payer jusqu'à 10, 15, 20 et même quelquefois 100 livres turques. A la Saint-Jean, ces mêmes chefs viennent chercher ce qui leur est dû. Malheur au fermier qui ne payerait pas immédiatement ! Les fusils albanais auraient bien vite raison de lui. Comme les Albanais ont une espèce d'humour, d'ironie macabre qu'ils aiment à déployer, ils ne se contentent pas d'obtenir la perception ordinaire de la contribution. Un chef albanais arrive par exemple avec quinze ou vingt hommes de sa suite, s'installe chez un fermier, y séjourne quinze, vingt jours. Quand il s'est fait largement entretenir, quand il a épuisé toutes les provisions de la ferme, il s'en va, mais non sans s'être fait auparavant payer ce qu'il appelle le zouloun, c'est-à-dire la contribution pour usure de la mâchoire *(Mouvements divers)* et les malheureux fermiers bulgares sont encore obligés de payer cet impôt et de dire merci.

Si les Albanais se contentaient de ces plaisanteries un peu macabres, le sort des populations ne serait pas encore aussi à plaindre qu'il l'est ; mais ils commettent sans cesse des actes d'oppression infiniment plus graves. Ouvrez les Livres Jaunes ou les Livres Bleus et vous y verrez très fréquemment racontées des scènes d'enlèvement de filles ou de femmes serbes, bulgares ou grecques. Malheur à la femme bulgare qui a plu à un chef albanais ; son sort est d'aller vieillir, nouvelle Briséis, dans le harem de ce chef ou, si elle résiste, ce n'est pas seulement elle qui est tuée après des raffinements de torture, mais encore son mari, ses frères, toute sa famille.

Ce ne sont pas là des romans, des histoires inventées à plaisir et puisées dans des récits plus ou moins authentiques de voyageurs plus ou moins impartiaux. Ouvrez un Livre Bleu ou un Livre Jaune et vous trouverez à chaque page, dans ces recueils pourtant édités avec un certain soin, des anecdotes sanglantes de ce genre, comme l'histoire de ce fameux chef albanais qui a été tué il y a quelques mois à Uskub, Mollah Zekkali, dont toute l'existence n'avait été qu'un long brigandage.

Pendant des années il avait multiplié les meurtres, les assassinats et les rapts et il n'avait jamais été inquiété par la justice ottomane. L'autorité ne l'avait peut-être jamais recherché. Son séjour à Constantinople d'où il revint comblé d'honneurs fut tout son châtiment. Il finit par tomber victime, non d'une juste représaille bulgare, mais d'une vendetta albanaise.

S'il y a lieu de s'étonner, c'est qu'un pareil état de choses ait pu subsister si longtemps. Toutes ces atrocités jettent un lamentable jour sur la malheureuse condition matérielle et morale de ces populations. Il fallait, pour que ces populations puissent lutter, qu'elles eussent au moins une lueur, un rayon d'espoir. Ce rayon d'espoir, messieurs, elles ne l'ont vu luire à l'horizon que depuis le commencement du siècle dernier, depuis l'insurrection hellénique. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'à ce moment, alors que le patriarchat avait représenté pendant les longs siècles de l'oppression ottomane le seul gage, le seul symbole, le seul vestige de la nationalité, il n'y a pas lieu, dis-je, de s'étonner que dans les bandes héroïques qui ont livré ces combats pour l'indépendance de la Grèce, on n'ait pas seulement trouvé des Grecs de Morée ou de la Grèce propre, mais qu'on y ait trouvé des Albanais d'Epire et d'Albanie et un grand nombre de Macédoniens. Et pendant longtemps, c'est d'Athènes encore qu'est partie l'impulsion. Comme on trouvait, à juste titre, que les évêques du Phanar et le patriarche lui-même n'accomplissaient pas leur devoir, qu'ils s'étaient enfoncés dans une sorte de matérialisme pratique, qu'ils mettaient tout en vente, jusqu'aux sacrements, qu'ils entretenaient avec délices l'ignorance générale, même parmi leur clergé qui ne savait même plus lire sa propre liturgie, les syllogues grecs, ces admirables associations de particuliers, se fondèrent pour créer des écoles et répandre la lumière en Macédoine, comme dans le reste de la Turquie.

Toutefois, à partir de 1878, les choses changèrent ; la grande Bulgarie n'était plus, mais la principauté de Bulgarie venait d'être fondée et

c'était là en quelque sorte la sœur aînée sinon de la Macédoine tout entière, du moins d'un tiers de la population macédonienne, je dis d'un tiers, parce que s'il est difficile d'avoir des statistiques exactes sur ce point, si nous trouvons par exemple que l'évaluation de la population totale de la Macédoine, en y comprenant les trois vilayets de Kossoro, de Monastir et de Salonique, varie entre 3 millions d'habitants et 1 million ; si, d'autre part, les uns disent qu'il y a dans cette région 59,000 Grecs, ce qui est un chiffre ridicule, les autres 500,000, ce qui est un chiffre exagéré ; si on prétend tantôt qu'il y a 150,000 Bulgares, chiffre beaucoup trop faible, et tantôt qu'il y en a 1,200,000, chiffre beaucoup trop fort, nous n'en constatons pas moins que les Bulgares représentent la majorité, la grande majorité de la population chrétienne de la Macédoine. Et alors, à partir de la fondation de la principauté, les Bulgares tournèrent naturellement leurs yeux vers elle et il y eut d'emblée une immigration considérable en Bulgarie.

Il y a depuis lors deux éléments macédoniens distincts en Bulgarie : d'abord ceux qui se sont faits Bulgares ; ils jouent un rôle considérable dans la politique actuelle de la principauté, quelques-uns sont au pouvoir ; deux ou trois ministres actuels sont d'origine macédonienne, il y a des Macédoniens dans la Sobranié, dans l'Université, dans l'Administration, dans le commerce et surtout dans l'armée, puisque sur 2,500 officiers que compte l'armée bulgare, il n'y a pas moins de 1,000 officiers macédoniens.

Vient ensuite, messieurs, l'autre élément : ce sont ceux qui sont restés les sujets du sultan. Ils n'ont pas voulu abandonner leurs frères de souffrance ; ils se sont établis en Bulgarie et là, avec le concours des naturalisés, ils ont fondé ces fameux Comités qui entretiennent l'agitation en Macédoine.

Mais ce serait, messieurs, être profondément injuste pour l'œuvre de ces hommes que de ne voir en eux que des organisateurs de conspirations d'ailleurs souvent nécessaires et de tentatives d'insurrection que je serais le dernier à condamner. Ce sont en même temps les agents de la culture et de la civilisation.

Ce sont ces Comités qui ont fondé, non pas seulement des centaines, mais des milliers d'écoles en Macédoine. Ce sont ces Comités qui ont répandu l'instruction, les livres, les journaux, et qui ont en quelque sorte réveillé de son sommeil séculaire l'énergie nationale de la Macédoine. Il s'est bientôt produit ceci. que les Serbes et les Grecs, qui se

sentaient en quelque sorte devancés dans cette voie, par les Comités bulgares, sont entrés, à leur tour et à leur suite, dans un admirable élan d'émulation. Je crois, messieurs, que tout le monde ici est prêt à louer une agitation qui, sous l'influence de ces Comités, a tout fait, non seulement pour préparer l'insurrection, seul moyen de libération, mais pour rendre la Macédoine digne et capable de sa liberté.

Malheureusement, la division a fini par s'introduire jusque parmi ces patriotes, ces hommes qui s'étaient voués avec un si remarquable dévouement à la cause sacrée de leur nation. Vous savez tous, messieurs, qu'à Sofia on a assisté, au cours de l'été dernier, à la rupture, que des observateurs hâtifs proclamaient irrémédiable, entre les deux éléments qui formaient le Comité. Il y avait d'un côté ce qu'on peut appeler l'élément plus ou moins modéré, accessible aux conseils du gouvernement et formé principalement par les hommes du général Zoutchef et du professeur Mikraïlowski ; puis il y avait les hommes qu'on appelle les hommes de l'organisation intérieure, c'est-à-dire les hommes des Comités proprement macédoniens et qui obéissent à l'impulsion de Boris Sarafof.

Dans le dixième Congrès macédonien qui fut tenu du 10 au 16 août 1902, à Sofia, la discorde éclata entre ces hommes. Boris Sarafof avait déjà été déposé l'an précédent de son poste de président du Comité central à cause du procès fait à Bucharest à la suite de l'assassinat d'un professeur bulgare. En août 1902, on refusa l'accès du Congrès à Boris Sarafof et à ses amis. Sarafof fit schisme ; il ressortit avec ses amis et fonda avec eux un Comité nouveau. Ce fut à ce moment-là aussi que le Comité de Sofia, sentant qu'il était nécessaire pour lui de montrer aux populations que, malgré sa séparation d'avec Sarafof, il restait fidèle à la cause nationale, décida l'insurrection qui a éclaté en automne dernier en Macédoine.

Déjà, il faut le dire, les puissances se préoccupent depuis longtemps de l'Etat de la Macédoine. Depuis le commencement de 1901, leur attention avait été attirée, d'une part, sur les excès d'oppression, sur les exactions, sur les massacres commis par les Albanais et les Turcs et, d'autre part, le gouvernement grec qui n'obéissait peut-être pas dans ce cas à une politique bien conforme à ses intérêts durables, qui se laissait dominer par les dangereux conseils du professeur Kassassis et de l'*Hétaireia,* crut devoir à plusieurs reprises attirer l'attention des grandes puissances signataires du traité de Berlin sur l'attitude de la Bulgarie,

demandant qu'on lui fît des représentations énergiques et unilatérales. La Turquie, naturellement, s'empara de ce qui lui était offert par la Grèce et déclara que le gouvernement de Bulgarie manquait à tous ses devoirs. Elle fit elle-même par son commissaire des Vakoufs des représentations à Sofia et déclara aux ministres bulgares qu'ils ne veillaient pas suffisamment sur les frontières, qu'ils laissaient passer, d'une part, des insurgés et, d'autre part, des réfugiés, qu'on leur fournissait des armes et que ces armes sortaient, à ce qu'on croyait, du dépôt de Kustendje. D'une façon générale, que c'était la Bulgarie qui servait de base à toute l'insurrection qui s'était développée en Macédoine.

Je dois rendre justice — et il ne m'en coûte rien de le faire — à M. le Ministre des affaires étrangères. Pendant cette longue phase de deux ans qui s'est écoulée jusqu'aux démarches actuelles, alors qu'on faisait des représentations et à Constantinople et à Sofia, représentations qui n'étaient pas sans présenter quelque danger, car lorsqu'on parle à Constantinople de la nécessité de mettre un terme à l'insurrection, nous savons comment la répression dégénère facilement en massacre entre les mains du sultan, et qu'il est en effet toujours dangereux de lui dire : rétablissez votre autorité, quand on n'est pas capable d'imposer une limite à l'action qui suivra ces paroles... *(Applaudissements sur divers bancs.)*

... M. le Ministre des affaires étrangères, dis-je, à plusieurs reprises, a déclaré qu'il ne se sentait pas les mains libres pour faire une action isolée à Sofia et pour peser uniquement sur ce gouvernement bulgare dont il comprenait et les difficultés et je dirai le désir patriotique de ne pas trahir la cause de ses frères macédoniens. D'autre part, il a toujours eu soin, par ses agents à Constantinople, tantôt — moins pourtant — par notre ambassadeur à Constantinople, M. Constans, tantôt, et le plus souvent, par notre chargé d'affaires, M. Bapst, de tenir la balance égale, quand il avait à faire des représentations à Constantinople, il insistait sur la nécessité des réformes, il la mettait au premier rang, il se gardait de paroles dangereuses sur le rétablissement de l'ordre... comme à Varsovie. Les événements ont continué à se dérouler pendant ces longs mois, la diplomatie a continué son œuvre stérile, sans profits; elle a roulé son rocher de Sisyphe, des représentations, des récriminations se sont échangées entre Sofia et Constantinople.

Pendant ce temps, messieurs, que se passait-il en Macédoine ? L'insurrection éclatait, et elle éclatait dans des conditions singulièrement

défavorables. C'était à la veille de l'hiver, au moment où la neige allait tomber sur les montagnes. La division venait de se produire dans le monde macédonien. Sarafof, non seulement ne marchait pas, mais il avait donné des instructions à ses hommes pour s'opposer, dans les villages où il était maître, à ce que l'insurrection éclatât et, chose remarquable, ces circonstances n'ont pas empêché l'insurrection d'éclater, de grandir, de devenir redoutable. Pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre, elle prend des proportions véritablement menaçantes pour la Turquie. A un moment donné, il y eut plus de deux cents villages en pleine insurrection; pendant ces trois mois, il y eut plus de soixante rencontres à main armée, il y eut des centaines et on peut dire des milliers d'hommes tombés dans la bataille. Vers le mois de décembre, quand la température est devenue véritablement trop rigoureuse, l'insurrection proprement dite cessait.

Ah oui! l'insurrection a cessé, mais c'est alors qu'a commencé la répression. Et vous savez ce qu'est la répression en Turquie, sous le sultan Abdul-Hamid. Elle consistait tout d'abord dans des perquisitions, dans des visites domiciliaires qu'on faisait dans les maisons et dans les villages où l'on cherchait des armes. Nous avons une liste de plus de cent villages; plus de trois mille maisons ont été saccagées, détruites et incendiées par ceux qui prétendaient perquisitionner. Nous possédons des témoignages nombreux de personnes qui ont vu subir ou ont subi des tortures de la part des agents du sultan Abdul-Hamid. On a vu se renouveler, devant l'Europe impassible, de ces massacres qui, malheureusement même, quand ils se firent sur une échelle gigantesque en Arménie, ne suffirent pas à éveiller l'attention de l'Europe et à provoquer une intervention efficace.

Et c'est alors que s'est déterminé ce courant d'émigration de centaines et de milliers de Macédoniens qui ont été chercher un refuge et un asile en Bulgarie.

Quelle est la situation à l'heure actuelle? La Bulgarie est impuissante à empêcher que ce courant d'émigration continue; elle ne se sent pas le droit d'offrir des facilités de rapatriement à ces malheureux qui errent en foule dans les environs du monastère de Rylo et qui n'entreraient dans leurs foyers dévastés que pour y trouver la ruine et la mort. La femme de l'agent russe à Sofia, Mme Bakhurotief, est allée visiter ces infortunés et son rapport quasi-officiel atteste leur effroyable misère. C'est là un document officiel: il confirme les récits circonstanciés du

Daily News. Il constate que l'humanité est outragée une fois de plus devant le monde civilisé ; que le sultan, encouragé par l'impunité, traite les Macédoniens comme les Arméniens. *(Appplaudissements sur divcrs bancs.)*

Je ne prétends certes pas, messieurs, que la diplomatie soit restée absolument sourde et insensible à ces événements tragiques. Non, à un moment donné, quand l'insurrection battait son plein, M. le Ministre des Affaires étrangères de Russie, le comte Lamsdorf, a quitté Saint-Pétersbourg ; il a poussé une pointe rapide à Belgrade et à Sofia ; il s'est mis en communication, non seulement avec les gouvernements, mais aussi avec les représentants des Comités ; puis il est allé à Vienne s'entretenir avec le comte Goluchowski et établir les bases d'une entente avec l'Autriche-Hongrie. Vous n'ignorez pas, messieurs, qu'en 1897 l'Autriche-Hongrie et la Russie avaient conclu un accord pour le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans. Il n'y a donc rien d'étonnant qu'à l'heure actuelle, en présence de l'insurrection, ces puissances réclament en quelque sorte un droit de priorité et que l'Europe, dans une certaine mesure, le leur concède.

Quant à moi, qui n'attache pas une grande importance à ces questions de protocole, je suis tout disposé à reconnaître que M. le Ministre des Affaires étrangères et les représentants des autres puissances signataires du traité de Berlin avaient peut-être raison de laisser, dans les conditions actuelles, l'initiative et la priorité à ces puissances plus directement intéressées. Je ne peux toutefois, messieurs, m'empêcher de faire remarquer en même temps qu'il serait bien nécessaire, et pour plusieurs raisons que je vais indiquer, de ne pas avoir l'air, je ne dirai pas d'abdiquer, mais de jouer un rôle un peu secondaire et effacé, de ne pas se résoudre uniquement à la fonction de cinquième roue d'un char dans ces négociations.

Il y a à cela, messieurs, je crois, deux raisons principales :

L'une, c'est que les événements sont assez graves — je viens de le démontrer — et surtout le danger est assez menaçant et l'explosion qui va se produire au printemps prochain promet d'être assez redoutable pour qu'il soit nécessaire que l'effort fait à Constantinople soit aussi grand, aussi unanime, aussi puissant que possible ; que toutes les puissances y prennent une part effective et ostensible et que personne n'ait l'air de montrer de l'indifférence à cet égard.

Il y a une seconde raison, peut-être plus délicate à indiquer, c'est

qu'assurément les deux puissances qu'on appelle balkanesques ont des intérêts particuliers dans la question. Il ne faut pas oublier que dans une certaine mesure la diplomatie peut avoir ses raisons, je ne dirai pas précisément de nourrir des soupçons ou d'entretenir des inquiétudes, mais enfin d'apporter une certaine attention avertie de ce côté ; elle ne peut pas oublier que dans des circonstances analogues, en 1876, quand l'Europe se trouvait en présence de ces rébellions en Bosnie et en Herzégovine, qui dégénérèrent bien vite en la guerre de Serbie, puis en la guerre russo-turque, les deux puissances l'Autriche-Hongrie et la Russie avaient également des intérêts particuliers et séparés ; l'Autriche visait à accomplir ce qu'elle a fait depuis lors : s'étendre vers les marchés de l'Orient, prendre possession de la Bosnie et de l'Herzégovine. On peut compter que cet intérêt pesait dans les délibérations du comte Andrassy. S'imagine-t-on qu'à l'heure actuelle elle ait cessé, depuis qu'elle a occupé la Bosnie et l'Herzégovine, de tourner son regard, soit vers Novi-Bazar ou la vieille Serbie, soit surtout vers Salonique et la mer Egée, et que le compte Goluchowski ne fût pas le continuateur fidèle du comte Andrassy ? Ne sait-on pas que la politique suivie par la Russie depuis vingt-cinq ans à l'égard des nations slaves en Orient et en particulier à l'égard de la Bulgarie, a subi de singulières modifications ; que cette nation, qui avait été pendant longtemps, non seulement la protectrice et la tutrice de l'orthodoxie en Orient, mais encore la protectrice de toutes ces nationalités, a semblé modifier sa politique ?

Je ne discute pas ici, messieurs, les raisons de ce changement de politique, je ne prétends même pas qu'à aucun moment la politique du prince Alexandre de Battemberg ou de M. Stambouloff n'a pas démontré d'une façon éclatante que la Russie, en donnant l'indépendance à ces nations, leur avait surtout donné l'indépendance du cœur. Je prétends simplement en ce moment que nous avons des motifs sérieux pour ne pas nous tenir ni trop à l'écart ni trop au second plan, qu'il est indispensable que nous gardions la main sur le pouls de « l'homme malade » et que nous ne nous éloignions pas à l'heure actuelle de son lit. *(Très bien ! très bien !)*

Cela n'empêche pas que je suis tout disposé à accepter, à examiner, je dirai avec une certaine bienveillance ou indulgence, les réformes qui lui ont été réclamées, mais je ferai cependant là-dessus quelques réserves assez graves.

Je suis un peu étonné et surpris de l'empressement remarquable avec

lequel le sultan a accepté les réformes qui lui étaient proposées par l'Autriche et par la Russie et par le reste de l'Europe jouant le rôle de chœur antique. Ce n'est pas tout à fait sa manière ordinaire; car c'est, messieurs, un grand maître dans l'art des négociations dilatoires et il a remporté assez de succès à l'aide de cette progradination systématique pour que l'on puisse s'étonner à bon droit à l'heure actuelle de le voir accélérer à ce point son pas et se jeter sur ces réformes comme s'il n'avait attendu, demandé, souhaité que cela. *(Très bien! très bien!)*

Il n'avait peut-être, en effet, attendu que cela. Que sont, en effet, ces réformes? Elles ne sont que la reproduction pure et simple de l'iradé qu'il a pris au commencement de décembre dernier et par lequel il avait espéré une fois de plus jeter la poudre aux yeux de l'Europe.

C'est déjà quelque chose d'assez grave. Quand bien même les réformes promises seraient essentielles et sérieuses, ce serait quelque chose d'assez grave que d'aller emprunter au Sultan le texte même de son iradé.

N'est-ce pas tromper la confiance des populations que d'aller en quelque sorte ratifier les yeux fermés ce qu'il avait fait ou prétendu faire avec le choix des hommes qui ont reçu de lui le soin d'exécuter ou de feindre d'exécuter ces réformes? Quant à moi, je ne peux pas ne pas dire que cela ne m'inspire de très graves inquiétudes. J'aurais infiniment préféré que nous n'ayons pas été chercher le dernier modèle de nos réformes organiques auprès du Sultan.

De plus, messieurs, nous ne sommes pas, à l'heure actuelle, pour la première fois en conversation sur ces questions avec Abdul-Hamid; il y a longtemps, très longtemps que nous nous en entretenons. Si nous avions la curiosité de feuilleter les publications officielles depuis vingt-cinq ans, que trouverions-nous? Que depuis le Congrès de Berlin, à chaque fois que nous avons engagé la conversation avec le Sultan, nous lui avons demandé moins que la précédente, moins que ce qu'il nous avait accordé de gré ou de force; d'abord un cinquième, puis un dixième, puis un vingtième de ce que nous avions le droit d'exiger et de ce qu'il nous avait promis. Et je le prouve.

En 1880, le statut organique était rendu. Parcourez-le. Vous y trouverez cent fois plus que ce que nous demandons aujourd'hui. En 1895, quand la question d'Arménie se posait, quand la mission de Challif pacha, comme fera peut-être celle d'Hussein-Hilmy, préludait aux massacres en masse, au moment où la grande banqueroute de la diploma-

tie européenne allait se produire, quand le Sultan à Constantinople a voulu donner certaines satisfactions apparentes à l'opinion européenne, qu'a-t-il fait ? Il a rendu un nouvel iradé dans lequel, une fois de plus, il avait tracé le tableau enchanteur des réformes à accomplir en Turquie. M. Cambon, dans une dépêche du 16 avril 1896, en a pris acte ; il a déclaré : cette fois c'est la bonne, nous acceptons, nous maintiendrons. A l'heure actuelle, sans nous en référer à ce passé, sans demander compte au Sultan de tant de promesses vainement prodiguées, toujours violées, de tant de lettres de change protestées, nous allons, le chapeau à la main, à Yildiz-Kiosk pour lui demander de bien vouloir, dans sa certaine science et pleine puissance, nous octroyer la dixième partie de ce que nous avions le droit d'exiger de lui et de ce que nous avions obtenu il y a vingt ans. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

Mais ce n'est pas tout. Je crois que si l'on entrait dans l'examen plus détaillé de ces réformes, on constaterait que lorsqu'on veut faire en Turquie des réformes partielles, on fait une œuvre nécessairement vaine et dangereuse; dangereuse pour les populations que l'on trompe, dans lesquelles on suscite des illusions, qui sont entraînées ensuite, sous le coup du désespoir, dans la voie de la rébellion, de l'insurrection et trop souvent de la mort; dangereuse pour l'Europe qui ne doit pas se laisser tromper une fois de plus pour son plus grand discrédit.

A quoi a-t-on borné cette fameuse intervention austro-russe soutenue par le concert européen tout entier ? On a voulu que l'inspecteur général des réformes, chargé de procéder dans les trois vilayets de Macédoine, fut nommé pour trois ans. Je ne comprends pas bien, messieurs, pourquoi on a choisi cette brève période de temps, étant donné qu'il est reconnu que cinq ans en Orient c'est le minimum nécessaire; qu'avec trois ans, la première année il s'acclimatera à peine, la seconde, il se préparera à partir, et la troisième, il n'aura plus aucune autorité sur les fonctionnaires. *(On rit.)*

Mais il y a plus, messieurs. Est-ce que vous vous imaginez que quand bien même vous auriez placé un inspecteur général sous la protection de l'Europe, quand vous lui aurez garanti une existence officielle à l'abri de toute menace du côté de Yildiz-Kiosk cela suffirait ? Allons donc ! Mais est-ce que vous ne savez pas, messieurs, qu'il ne peut agir que par la hiérarchie des fonctionnaires ? Et que sont ces fonctionnaires à l'heure actuelle ? Les agents directs du Sultan et de Yildiz-Kiosk;

8

l'inspecteur général aura au-dessous de lui des mutéssarifs et des kaïmakans. Or, chacun de ces hommes est choisi par le Sultan lui-même, est en rapport direct avec le fil télégraphique du palais, chacun de ces hommes reçoit des ordres qui peuvent être en contradiction avec les ordres de son supérieur. Est-ce qu'il a la moindre liberté d'action ? Allons donc ! J'ai trouvé dans le *Livre bleu* un fait bien intéressant à cet égard. A un moment donné, dans l'hiver de 1902, une révolte éclate dans le vilayet d'Uskub. Le vali veut aller la réprimer ; il doit à cet effet mettre en mouvement un certain corps de troupes qu'il a à Uskub sous la main ; il ne peut pas agir, il est forcé de télégraphier à Yldiz-Kiosk pour demander au Sultan de vouloir bien l'autoriser à faire son devoir, et il doit attendre dans son konak que la réponse soit venue ; en réalité, il est surchargé de liens, d'entraves de tous côtés comme Gulliver chez les Lilliputiens. Il ne peut pas agir, ni même bouger. Et c'est là ce qu'on appelle une réforme qui donnera des garanties suffisantes aux populations de Macédoine !

On s'est occupé aussi d'autres réformes pratiques : de la gendarmerie, des dîmes. La réforme de la gendarmerie, assurément, c'est une réforme essentielle, primordiale. J'indiquais tout à l'heure la malheureuse situation — moins paradoxale peut-être à tout prendre qu'elle n'en a l'air — de cette province dans laquelle les gendarmes sont, en somme, les voleurs. *(On rit.)* Il serait nécessaire de transformer cet état de choses. Comment y arriver ? De deux façons : d'une part en leur assurant un traitement et en le leur payant. Car, chose admirable, en Turquie presque tout le monde possède sur le papier des traitements parfaitement suffisants, mais en réalité presque personne n'en touche un centime. D'autre part, il faudrait que ces gendarmes fussent placés sous la direction d'officiers, de cadres choisis par l'Europe elle-même et qui appartinssent à des nations neutres. Car nous venons d'apprendre que le Sultan qui a accepté avec tant d'empressement de confier l'autorité à exercer sur ses gendarmes à des officiers occidentaux, les a pris où ? messieurs, parmi les officiers allemands au service de la Turquie ; un certain nombre de ces serviteurs zélés du régime hamidien serviront de levain civilisateur à la gendarmerie macédonienne. Présentent-ils véritablement une garantie suffisante, ces officiers allemands au service du Sultan, qui font leur carrière en Turquie ? Deviendront-ils réellement les pivots des réformes que vous désirez ? Sauront-ils résister aux ordres venus d'Yldiz-Kiosk ? Je crains bien que ce ne soit une illusion ; et nous

ne pouvons vraiment pas, messieurs, nous contenter ni surtout demander aux Macédoniens de s'en contenter.

On a parlé de la réforme financière. La dîme est certes l'impôt qui pèse le plus lourdement sur ces malheureuses populations. C'est d'autant plus vrai qu'on ne paye pas la dîme une fois, mais deux, trois et quatre fois; la dîme est établie arbitrairement. Il reste forcément aux mains des collecteurs beaucoup d'argent prélevé sur les malheureux contribuables. Mais suffit-il, messieurs, de supprimer les enchères et de remettre la perception des dîmes à la Banque ottomane ou au service de la dette? Non; tout nous indique qu'il y a quelque chose de plus important à changer : c'est le système même de la dîme, ou plutôt, il faudrait supprimer la dîme elle-même. Elle est établie dans un pays où il n'y a pas de cadastre, et la perception en est faite avec une irrégularité extraordinaire en ce qui touche le taux et aussi l'époque où on doit payer les impôts.

Si le collecteur vient en avril ou en mai, à un moment où le paysan n'a pas le moyen de payer la dîme, le malheureux contribuable est forcé de vendre son blé sur pied. La réforme urgente, réclamée par tous les hommes compétents, c'est la commutation de la dîme en un impôt foncier. Vous n'aurez rien fait tant que vous n'aurez pas fait cela.

Je pourrais, messieurs, poursuivre à l'infini l'examen des détails et la critique du projet. Mais je m'arrête, parce que j'ai des faits plus importants à signaler et des fautes plus graves commises à la face de l'Europe et qui sont autant d'outrages à la conscience du monde civilisé. Nous nous imaginions qu'il y avait une province de Turquie qui avait acquis assez chèrement le droit de priorité et la mise à l'ordre du jour de la diplomatie européenne — c'est l'Arménie — dont le martyre n'a pourtant pas cessé, qui, après les massacres et saignée à blanc, est encore en proie aux mêmes souffrances. Vous l'avez éliminée des négociations actuelles. Et vous ne voyez pas, et l'Europe ne voit pas que c'est un outrage à sa propre conscience! *(Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)* C'est un triomphe bien doux, assurément qu'on a assuré là au Sultan. Que recherche-t-il depuis sept ans! Qu'a-t-il obtenu depuis sept ans! Il a lassé notre patience, il n'a pas opposé des refus aux demandes des puissances; il a multiplié les belles paroles, il nous a promené de promesses en promesses, de pseudo-iradés en pseudo-iradés.

Actuellement, nous cessons de lui parler de cette affaire; nous lui

disons : « Il y a un moment où devant ce crime la conscience du mondé civilisé s'était réveillée. Ce moment est passé. Alors nous vous avions mis en demeure — ce qui était notre droit depuis longtemps, ce qui était notre devoir depuis les vêpres arméniennes — d'appliquer immédiatement dans son esprit et dans sa lettre l'article 61 du traité de Berlin; eh bien! vous avez vaincu : nous n'en parlerons plus.

Nous avions cette toile sur le métier, nous l'ôtons. Et nous allons nous livrer à je ne sais quel travail de Pénélope en défaisant avec le Sultan pendant le jour ce que nous aurons essayé de faire pendant la nuit.

Voilà ce qui se passe à l'heure actuelle. Voilà le fruit de tant de déclamations, de témoignages de sympathie, d'effusions larmoyantes! L'Arménie n'est plus à l'ordre du jour!

Ce qui rend plus intolérable ce résultat, messieurs, c'est que c'est la première fois depuis un siècle, après des événements de ce genre, la Turquie n'a pas un châtiment à subir de l'humanité, à titre de compensation, un profit à recueillir.

Oui, messieurs, après des événements assurément moins graves que ceux d'Arménie, après qu'il avait coulé infiniment moins de sang, l'Europe avait toujours obtenu quelque avantage, arraché quelque projet pour les nationalités opprimées de l'empire ottoman.

Quand l'insurrection de la Grèce s'est produite, il y eut aussi d'innombrables massacres, et vous savez comment la conscience publique s'est révoltée et quelle expression incomparable elle a trouvée dans les voix des poètes Lamartine, Byron, Chateaubriand, Victor Hugo, Béranger et tant d'autres écrivains français et étrangers. Cela n'a pas suffi; il a fallu, messieurs, la diplomatie, oui, la diplomatie de la Sainte-Alliance! la diplomatie d'une Europe qui luttait partout contre la Révolution envisagée comme l'esprit du mal, qui donnait mandat à la France d'aller l'écraser en Espagne; à l'Autriche d'aller l'écraser en Italie; à la Russie, d'aller l'écraser en Pologne, et partout. Eh bien! cette diplomatie de la légitimité et de la réaction, a été forcée par la conscience du monde civilisé à intervenir.

Après Navarin, après qu'on eut brûlé — accident malheureux, disait Georges IV — la flotte turque, on obtint la création d'un royaume grec. Ce fut un soulagement pour la conscience de l'Europe : ce fut le gage d'une ère nouvelle. En 1876, ce sont les atrocités bulgares qui servent de prélude à une émancipation. Elles étaient produites sur une échelle

infiniment moins considérable que les massacres d'Arménie; 28 à 30,000 personnes avaient été assassinées par les soldats d'Abdul-Hamid et le cri d'indignation et d'horreur, l'appel éloquent de Gladstone retentit dans toute l'Europe. Quand la Russie eut terminée la guerre de 1877, encore qu'au Congrès de Berlin on l'eût fait reculer et qu'on eût détruit une partie de son œuvre, on n'en a pas moins achevé l'émancipation d'un grand nombre d'anciens Ottomans. La Roumanie est définitivement libre, la Bulgarie est créée, la Roumélie orientale a l'espoir, réalisé en six ans, de s'unir avec la Bulgarie.

A l'heure actuelle, messieurs, alors que nous comptons non pas par milliers, ni par dizaines de milliers, mais par centaines de milliers les cadavres et que les victimes crient à nos oreilles leur inlassable protestation, est-ce qu'il sera écrit qu'après ces effroyables vêpres d'Arménie la seule chose que la diplomatie européenne ait su faire, après de vaines et timides protestations, après des démarches ignominieuses parce qu'elles n'étaient pas suivies d'action, ça été de permettre au Sultan de rencontrer en champ clos le petit royaume de Grèce et de le vaincre, lui et l'espoir légitime de l'hellénisme, en face de l'Europe tout entière. *(Applaudissements.)*

Eh bien! à l'heure actuelle, encore que je reconnaisse volontiers que la question de Macédoine est hérissée de difficultés et de complications qu'on ne peut trancher en s'en référant purement et simplement à des principes vagues et abstraits, je me permettrai tout de même, messieurs, de signaler à la Chambre à quel point il est lamentable que vingt-cinq ans après le Congrès de Berlin nous en soyons encore à discuter ici et autour du tapis vert des chancelleries non pas même sur l'application des obligations solennellement contractées et qui ont reçu leur contre-partie à ce moment, mais sur de petits acomptes que nous disputons au mauvais vouloir du Sultan. Qu'est-ce donc que cela, sinon le commencement de la faillite et de la banqueroute de la diplomatie européenne? Et d'où cela peut-il venir?

Ah! je le sais bien, messieurs. C'est de la prédominance dans la diplomatie et les gouvernements actuels de ces dogmes diplomatiques qui sont très souvent des vérités d'hier figées en erreur d'aujourd'hui. *(Très bien! très bien! sur divers bancs.)*

En effet, on a constamment appliqué aux phases successives de la question d'Orient des principes qui avaient pu convenir aux phases antérieures.

Dans la première phase, l'Europe toute entière était en quelle sorte engagée dans une croisade — on disait dans ce temps-là la Chrétienté — contre l'invasion du Turc, alors que l'on craignait que le flot de l'Islam, qui avait franchi le Danube et était arrivé jusqu'à Buda-Pesth, n'envahît l'Occident tout entier. Il y eut un mouvement unanime pour refouler l'Islam ; mais cela ne dura pas longtemps, et on en vint à la politique réaliste et pratique : ce fut Sa Majesté très chrétienne, le roi François Ier, qui, le premier, comprit qu'il y avait là une force considésable à exploiter, qu'il fallait en Europe jeter dans le plateau de la balance le contre-poids de la Turquie. Il sollicita des privilèges et des capitulations. Mais ce qu'il y a de curieux, messieurs, c'est qu'au moment où l'on appliquait cette politique nouvelle on gardait la phraséologie de l'époque de la croisade et de la lutte sacrée contre l'islam. Du reste, cette époque de la force de l'empire ottoman passe bien vite. Ce qui fait ensuite la question d'Orient, ce n'est plus alors la menace de l'empire ottoman suspendue sur l'Occident, c'est la crainte que cet empire, si vite usé, ne tombe trop vite en ruines.

La Russie, emportée par sa vocation historique et ses appétits territoriaux, ne peut pas être arrêtée dans sa marche conquérante vers la Méditerranée et la mer Noire ; la Russie regarde constamment du côté de Constantinople. Et alors, messieurs, on fabrique dans les chancelleries et on promulgue comme un dogme le grand principe qui va dominer la diplomatie européenne pendant deux siècles : le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman. On en fait de multiples applications ; la guerre de Crimée en est la plus décisive. Quand, après cette guerre, les puissances, l'Angleterre et la France, constatent que si la Turquie existe encore c'est à elles seules qu'elle le doit, et que, par conséquent, elles ont assumé une responsabilité bien lourde en face du monde civilisé tout entier et des populations sujettes, comprirent-elles du moins, messieurs, que s'il s'agissait de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman, on ne pouvait plus parler de son indépendance ? Non, messieurs, on appliqua mécaniquement, superstitieusement l'ancienne phraséologie qui s'expliquait, qui se justifiait peut-être durant la période de force de l'empire ottoman, et l'on rédigea ce prodigieux article du traité de paix, aux termes duquel les puissances s'interdisaient d'intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie, article qui traduisait l'illusion persistante, obstinée, mortelle, de la diplomatie ; les événements se chargèrent, messieurs, de la démentir bien vite. Il y eut

d'abord les affaires de Moldo-Valachie, puis celle de Serbie et de Crète, dans lesquelles l'Europe fut forcée, malgré les lettres du traité, d'intervenir dans les affaires de Turquie. Ce fut alors qu'éclata la guerre de 1877.

Au Congrès de Berlin, l'Europe recréait, elle remettait sur pied, elle ressuscitait la Turquie : c'est évidemment à l'Europe seule que la Turquie doit ce nouveau bail de vie. A ce moment, messieurs, les puissances semblent, dans un éclair, comprendre qu'elles ont véritablement contracté des devoirs nouveaux, et elles inscrivent dans le traité de Berlin une série d'obligations dont elles s'engagent à assurer le respect et l'exécution.

Oui, cela est fort bien, mais un nouveau changement se produit alors. La Russie, après avoir été protectrice née de toutes ces nationalités, s'aperçoit qu'au lieu de constituer pour elle des étapes sur la route de Constantinople, ce sont des remparts qu'elle a élevés de ses propres mains, une triple enceinte qu'elle a érigée entre elle et l'objet de son ambition. Elle modifie alors sa politique : au lieu de chercher à développer ces nationalités, elle vise à maintenir l'empire ottoman dans son intégrité. Et, par contre, messieurs, les autres puissances — qui auraient dû comprendre que l'avenir était dans le développement de ces nationalités, les puissances qui auraient dû servir comme les leurs mêmes, et comme le gage de la paix et l'instrument du progrès, les intérêts de la Bulgarie, de la Serbie, de la Roumélie, de la Grèce, les puissances n'ont pas l'air de comprendre. Elles persistent dans les anciens errements, dans leurs anciennes voies ; elles continuent à respecter superstitieusement le dogme figé de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman, sans comprendre qu'actuellement il ne peut y être question d'intégrité qu'en proportion inverse de l'indépendance et que s'il y a indépendance il ne peut y avoir d'intégrité.

C'est au moment où elles étaient en quelque sorte en flagrant délit de contradiction, d'hésitation et d'incertitude, que sont survenus ces terribles événements auxquels je faisais allusion tout à l'heure. L'Europe s'est laissé surprendre sans avoir une théorie formée ni un principe arrêté, sans savoir ce qu'elle devait faire ; et alors, si elle ne s'est pas croisé les bras, elle a fait quelque chose de pire : elle a piétiné sur place dans le sang des victimes. (*Applaudissements.*)

Quant à nous, messieurs, nous croyons qu'à cette heure le moment est venu de secouer cette paralysie, de sortir de cette impuissance, d'au-

tant plus que les événements s'annoncent menaçants et que ce qui a été fait ou ce qui a été tenté à Constantinople était réellement toute la limite de l'effort européen, il ne faudrait pas nous étonner si d'ici à quelques semaines, si pendant le cours du mois d'avril nous voyions éclater une insurrection auprès de laquelle celle de l'automne dernier n'aurait rien été.

Aurions-nous, messieurs, la prétention ou la présomption, nous tournant vers M. le ministre des affaires étrangères ou vers les représentants des autres diplomaties, de leur tracer un programme détaillé, minutieux, et leur dire pas à pas, article par article, comment nous comprenons qu'ils agissent ? Non ; tel n'est pas notre désir, je dirai notre vocation de représentants du pays. Nous devons purement et simplement nous efforcer d'indiquer à M. le ministre des affaires étrangères les principes généraux, de lui tracer les grandes lignes de la conduite qui nous semble seule pouvoir donner une solution pacifique à la crise actuelle.

Je n'hésite pas à dire, messieurs, et à proclamer tout d'abord que l'on se trompe singulièrement sur nos intentions quand on nous attribue à l'heure actuelle le désir de voir porter une atteinte quelconque à l'intégrité de l'empire ottoman en Macédoine. Tel n'est pas notre vœu. Nous croyons, au contraire, je le répète, que l'intégrité de l'empire ottoman est devenue en quelque sorte une garantie de sécurité à la fois pour l'Europe et pour les populations sujettes ; elle est devenue une espèce de doctrine de Monroë de l'Orient qui prononce un utile *Noli me tangere*, et qui interdit aux puissances qui ont des ambitions et des convoitises de mettre la main sur ces débris de l'empire ottoman. Elle interdit aussi aux nationalités sujettes et opprimées de songer à exercer les unes sur les autres une primauté qui dégénérerait bien vite en oppression.

Ce que nous voulons, messieurs, au contraire, c'est, en maintenant les cadres actuels de l'empire ottoman, d'en transformer radicalement l'esprit, l'administration et le gouvernement. Et il ne s'agit pas là d'une œuvre chimérique et impossible.

On nous répète sans cesse que nous voulons en quelque sorte appliquer les principes de 1789 ou appliquer la constitution de 1875 à la Turquie. Il n'en est pas question, messieurs. Nous croyons, au contraire, qu'il existe actuellement encore dans l'organisme ottoman, dans l'organisme oriental certains éléments vivants et qu'il suffirait de les

reprendre et de les développer pour donner les garanties nécessaires de bon gouvernement aux populations qui y ont droit.

Il y a, d'une part, au sommet, l'autorité représentée par le vali, par le gouverneur général. Que ce vali soit nommé et choisi avec la sanction de l'Europe, qu'il ne puisse être déplacé qu'avec son consentement, qu'il ne puisse agir que sous son contrôle, qu'il ne puisse pas recevoir ces ordres, constants, contradictoires, qui lui viennent du palais, qui le font danser comme une marionnette au bout d'un fil, pour troubler sa politique et pour le contraindre le plus souvent à commettre des actes néfastes; qu'il soit entouré d'un Conseil administratif élu, d'un Conseil consultatif qui lui apporte les éléments nécessaires de contrôle local et immédiat.

Puis, messieurs, il y a là-bas, en Macédoine, comme dans le reste de l'empire ottoman, une cellule qui est encore extrêmement vivante. On a essayé vainement de faire vivre le canton, on a essayé vainement de faire vivre la sous-préfecture et la préfecture; mais il reste la commune.

Il reste la commune avec ses éléments organiques, avec, en particulier, le moukhtar ou le maire, avec son Conseil administratif élu. Donnez à la commune une pleine liberté d'administration; placez-là avec un Conseil électif en face d'un vali qui ne soit plus le représentant ou l'esclave de Yldiz-Kiosk, mais le représentant et l'organe de la mainmise et de la tutelle de l'Europe sur l'empire ottoman.

Puis, messieurs, — car nous ne nous enveloppons pas dans un vague commode et nous ne reculons pas devant l'indication de réformes plus précises et plus pratiques — vous imaginez-vous réellement qu'on pourra dire que la Macédoine a reçu des garanties sérieuses tant qu'on n'aura pas porté la main par exemple sur la justice? Mais la justice, elle touche par tous les points de la circonscription, à chaque instant, à la vie de ces malheureuses populations.

Que sont ces tribunaux, dans lesquels il n'y a pas de chrétien, auxquels n'ont pas accès les nationalités sujettes, qui sont en quelque sorte chargés de l'administration partiale du Coran, du Chéri, et qui n'ont même pas l'indépendance d'une situation assurée et d'un salaire régulier? Il faudrait organiser des tribunaux mixtes dans lesquels les éléments des diverses nationalités seraient représentés, il faudrait remanier et simplifier les lois, la procédure; il faudrait que ses tribunaux eux-mêmes fussent placés sous des inspecteurs européens chargés, comme en Roumélie orientale, de donner à un certain moment une

impulsion nouvelle à tout ce vaste organisme et d'implanter enfin dans la magistrature de ce pays l'esprit de justice tel que nous le comprenons — je ne dis pas, hélas! tel que nous le pratiquons. *(Applaudissements à gauche et sur divers bancs.)*

J'insiste encore, messieurs, sur la gendarmerie et la police; si vous voulez qu'elles ne soient plus un fléau et un instrument de torture pour cette malheureuse province, recrutez-les avec soin; faites-les mixtes et surtout placez-les entre les mains d'officiers et sous le commandement d'officiers généraux qui n'appartiennent pas au Sultan, qui ne soient pas sous son autorité, qui aient été pris dans des nations neutres — Belgique, Suisse, Danemark — par le choix des puissances.

En ce qui concerne les impôts, messieurs, il en est actuellement quatre qu'ont à payer ces malheureuses populations. *(Bruit à droite.)*

M. LE PRÉSIDENT. — On a écouté les orateurs qui ont précédé M. de Pressensé; je vous prie de l'écouter également. Il n'en est certainement pas de plus compétent en matière d'affaires étrangères. *(Applaudissements à gauche.)*

M. FRANCIS DE PRESSENSÉ. — Je disais, messieurs, qu'il était indispensable de ne pas se contenter de l'espèce de squelette de réforme qui a été présenté par la note austro-russe et qui a été appuyé, à la cantonade, par la démarche des autres puissances. Je vous ai indiqué rapidement les quelques points sur lesquels je croyais qu'il fallait faire porter principalement notre effort. Mais il est une réforme qui est la plus essentielle, celle sans laquelle, à mon avis, les autres seraient vaines. Vous auriez beau rédiger un code qui serait fait non pour la terre, mais pour le paradis... *(Exclamations à droite.)* Cela vous gêne? J'efface le mot paradis par égard pour la droite et je dis simplement que si ce code était conçu de façon à réaliser l'idéal des institutions humaines, il n'aurait aucune valeur tant qu'on en laisserait l'exécution et l'application au Sultan lui-même et à son gouvernement. *(Très bien! très bien! à gauche.)*

Il n'y a qu'une façon d'obtenir des réformes en Turquie, l'expérience l'indique. Chaque fois qu'au cours du siècle dernier une amélioration sérieuse a été apportée au sort des populations, on ne s'est pas contenté d'un iradé, d'un hattichérif de sultané, d'un tangimat, de toutes les constitutions et iradés qui ont été prodiguées par le Sultan; on a demandé qu'une Commission de contrôle permanent fût instituée pour veiller à l'application des réformes promises, recevoir des rapports et

avoir le droit d'intervenir. On l'a fait au Liban, on l'a fait pour la Roumélie orientale; on le fera pour la Macédoine ou on n'obtiendra rien. (*Très bien! très bien!*)

Je ne suis pas le seul à proclamer des vérités de ce genre. Je pourrais d'abord me réfugier derrière l'autorité d'un homme qui a été, lui aussi, un représentant du dogme de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman de la façon la plus éclatante. S'il est un homme qui ait joué un grand rôle dans l'histoire de la Turquie au cours du siècle dernier, c'est certainement ce fameux ambassadeur de la Grande-Bretagne, que l'on appelait le grand Eltcher, lord Stratford de Redcliffe, qui, depuis 1808 jusqu'à 1870, pendant cette période singulièrement prolongée, a rempli à diverses reprises les fonctions d'ambassadeur sur le Bosphore.

En 1875, au soir de sa longue vie, dans une lettre qu'il adressait au *Times*, au moment où éclatait le cri d'angoisse et de douleur des Bulgares massacrés, lord Stratford de Redcliffe a écrit : « Il ne faut pas s'y tromper, il n'y a que deux moyens d'agir d'une façon efficace sur l'empire ottoman, c'est, d'une part, la pression exercée du dehors au moment opportun et, d'autre part, l'institution permanente d'un contrôle européen. »

Voilà la formule que je retiens : elle a été écrite par un homme qu'on n'accusera pas d'être l'ennemi de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman.

Il y a plus. Quand on parcourt le Livre jaune, ne trouve-t-on pas à chaque page l'affirmation de ce principe? Je pourrais vous lire des dépêches remarquables d'un de nos agents les plus distingués, M. Bapst, qui a représenté la France à plusieurs reprises comme chargé d'affaires à Constantinople. Il ne saurait trop insister sur ce point; à chaque instant il le déclare pour qu'il n'y ait pas de doute : « Ne permettez pas, dit-il, au Sultan de s'imaginer qu'il aura fait quelque chose quand il aura donné des promesses; ce qu'il nous faut, c'est le contrôle, le contrôle permanent. »

Je le répète à mon tour, messieurs, je le répète avec un homme qui a, je pense, quelque autorité en la matière, avec le président du Conseil bulgare, M. Daneff, qui ne cherche certainement pas, soit à aggraver la situation difficile de son propre pays, soit à créer des complications à la politique du comte Lamsdorff. Dans un entretien qu'il a eu, au cours des dernières semaines, avec le représentant de l'Angleterre à Sofia, M. Elliot, M. Daneff lui a déclaré que toutes les réformes qui étaient

promises ou même demandées, quand bien même on reviendrait à l'exécution intégrale du traité de Berlin, ne seraient rien, qu'autant en emporterait le vent, si l'Europe ne se décidait pas à demander, à exiger, à instituer le contrôle, le contrôle permanent.

C'est ce qu'il faut répéter sans cesse à Constantinople. *(Très bien! très bien!)*

Et je me permets de demander à M. le ministre des affaires étrangères de faire porter les efforts de la diplomatie française de ce côté. Je ne lui demande pas quelque chose qui soit incompatible à un degré quelconque avec l'état présent des négociations.

N'avons-nous pas constaté l'autre jour que la Russie elle-même se préoccupait de cette question ? N'avons-nous pas pu lire dans un communiqué officiel, inséré dans la presse de Saint-Pétersbourg et qui a été reproduit dans la presse du monde entier, que le ministre des affaires étrangères russe se préoccupait lui aussi de cette question du contrôle, qu'il comprenait bien que c'était le fond de la question et que rien ne serait fait tant qu'on ne l'aurait pas obtenu? Seulement, messieurs, il disait que pour le moment, on pourrait se contenter de faire exercer ce contrôle par les diplomates et les agents consulaires.

Je ne puis pas croire qu'un contrôle exercé par les diplomates et agents consulaires ordinaires et normaux puisse suffire; c'est le rôle et le devoir de la diplomatie et des consuls partout où ils existent, mais cela ne leur donne pas un droit positif et spécifique; cela ne distingue pas d'une façon suffisante soit au regard de la Porte, soit vis-à-vis de la population, le mandat qui doit ici être conféré par l'Europe et par la Turquie.

D'autre part, à l'heure actuelle personne, je crois, ne soutient que ce qui a été fait à Constantinople soit quelque chose de définitif, que dans les quelques démarches accomplies jusqu'à présent, on puisse dire maintenant : un point, c'est tout.

Aussi, messieurs, lorsque le ministre des affaires étrangères anglais, lord Landsdowne a reçu communication des demandes austro-russes, leur a-t-il conféré un brevet immédiat et définitif de satisfaction et a-t-il déclaré que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, que nous n'avions plus qu'à nous croiser les bras et à attendre sous l'orme et que ces admirables réformes faites par l'iradé du 2 décembre 1902 et consacrées par la Porte, aient porté leurs fruits? Non, messieurs, il a dit, au contraire, que l'Angleterre faisait expressément ses réserves,

qu'elle se réservait le droit de voir si réellement on avait atteint le but qu'on poursuivait et de reprendre et de continuer la conversation au point où elle l'avait laissée.

Voilà ce que je demanderai qu'on fît : je voudrais qu'on ne considérât pas que parce qu'à Constantinople certaines paroles ont été échangées, parce qu'il a plu au Sultan de placer sa signature une fois de plus au bas d'une feuille de papier, nous avons écarté tous les dangers qui pèsent sur la situation présente. *(Très bien! très bien!)*

Non, messieurs, je veux me placer en face de la réalité, en face de cette insurrection menaçante au printemps prochain. Ce n'est pas moi seul qui le proclame et qui dit que ce n'est pas là une probabilité, mais une certitude. A chaque page des publications officielles, nous le voyons : c'est M. Steeg, notre consul à Salonique, déclarant que « si les réformes, même celles qui ont été promises, ne commencent pas à être mises à exécution, il est bien difficile de croire qu'au mois d'avril l'insurrection n'éclate pas, et avec une violence redoublée. »

C'est le consul général d'Angleterre à Salonique qu'on n'accusera certainement pas de ne pas être turcophile, sir Alfred Biliotti, qui, après avoir décrit en termes saisissants l'insurrection d'octobre et de novembre dernier et l'effroyable répression à laquelle se sont livrés les Turcs, déclare que s'il y a une certitude en Macédoine, c'est que le mois d'avril ne se passera pas sans que l'insurrection recommence.

Que sera cette insurrection ? Ce serait déjà quelque chose de redoutable et de terrible que de voir la Macédoine en feu, ce serait quelque chose de terrible pour l'Europe civilisée que cette répression qui ne sera que la réédition des Vêpres d'Arménie et des massacres qui ont ensanglanté partout le règne d'Abdul-Hamid. *(Très bien! très bien!)*

Mais en nous plaçant même à ce point de vue plus limité de notre intérêt immédiat, vous imaginez-vous, messieurs, que lorsque l'étincelle aura été mise dans cet amas de matériaux inflammables, nous pourrons arrêter l'incendie au point juste où nous voudrons ; que la Bulgarie, par exemple, quelles que soient ses intentions actuelles, quand bien même elle aurait plié devant les représentations de l'Europe, qu'elle ne se serait pas contentée de donner quelques bonnes paroles, d'enfermer quelques militaires trop ardents — vous imaginez-vous qu'elle pourra ne pas se jeter dans la mêlée quand la bataille sera engagée ? Il se passera ce qui s'est passé en 1875 pour la Serbie. La Serbie avait longtemps

résisté, la Serbie a été entraînée et s'est jetée dans le combat commencé par la Bosnie et l'Herzégovine.

La Russie avait longtemps résisté en 1876, elle avait suivi la politique qu'elle suit à l'heure actuelle; le prince Gortchakoff n'avait pas prodigué ses sympathies aux insurgés de Bosnie et d'Herzégovine, pas plus que le comte Lamsdorf ne les prodigue aux insurgés de Macédoine; c'était malgré la Russie que les Comités slavophiles avaient envoyé tant de volontaires en Serbie; le moment est venu pourtant, où le tsar autocrate n'a pas pu résister au grand courant populaire qui s'était déchaîné, qui se gonflait et montait chaque jour, et la guerre russo-turque a éclaté.

Croyez-vous, messieurs, que nous ne reverrons pas absolument ces mêmes étapes, que nous ne verrons pas se dérouler sous nos yeux le même processus et que si nous n'avons pas l'énergie de faire ce que je vous demande — et, en vérité, ce que je vous demande ne nécessite pas beaucoup d'énergie — nous ne serons pas placés en face d'un problème tel que depuis vingt-cinq ans l'Europe n'en a pas connu de pareil?

Je dis cela, messieurs, non dans la pensée d'attaquer à quelque degré que ce soit le ministre des affaires étrangères qui détient le portefeuille dans le ministère Combes; non! J'ai déjà constaté à plusieurs reprises et avec une sincère satisfaction au cours de cet exposé que, dans toutes ces longues négociations qui durent depuis 1901, à certains moments la France avait fait les réserves qu'elle devait faire, un peu timidement, sur un ton qui n'était peut-être pas de nature à être entendu comme il aurait du l'être, mais qu'elle n'avait pas purement et simplement suivi la politique russe, qu'elle ne s'était pas mise à la remorque de la Russie et qu'elle avait marqué son indépendance et les points sur lesquels elle croyait devoir en faire usage.

M. le ministre des affaires étrangères n'a qu'à se reporter à deux précédents assez récents pour comprendre ce que nous lui demandons à l'heure actuelle.

Est-ce que quand on agite devant lui le spectre de la nécessité de l'unanimité des puissances ; quand certaines dépêches qui émanent de ses agents eux-mêmes disent que rien ne pourrait se faire si les puissances n'agissent pas unanimement, est-ce que M. le ministre des affaires étrangères ne se rappelle pas que, à un moment donné, il s'est agi d'une question presque aussi brûlante que celle-ci, de la question de la Crète?

On lui disait aussi : Faites attention, toutes les puissances ne veulent pas marcher, vous allez déchirer le concert européen, — ce précieux concert européen ! — après ce qu'il avait fait ou ce qu'il n'avait pas fait, après le spectacle lamentable d'impuissance et de division qu'il avait donné au monde ! Mais M. le ministre des affaires étrangères ne s'est pas laissé hypnotiser, messieurs, il s'est contenté de faire appel aux bonnes volontés qui voulaient bien agir. Il y a eu un petit concert, un concert à quatre, et il a fait quelque chose ; il n'a pas résolu — le mot serait trop ambitieux — la question de la Crète, non, mais il l'a fait entrer dans la voie de la solution.

Et d'autre part, messieurs, quand on vient nous dire : Nous n'avons pas le droit, à l'heure actuelle, de nous exposer à certaines graves éventualités qui pourraient résulter d'une pression comminatoire exercée, si c'est nécessaire, sur la Porte ; nous n'avons qu'à nous reporter à quelque temps en arrière ; car je fais à la politique française l'honneur de croire que quand elle a envoyé l'escadre de la Méditerranée à Mitylène, elle n'était pas absolument sûre du résultat. Si on croyait alors à l'utilité ou à la nécessité de cette démarche, c'est qu'on croyait aussi à la possibilité de la résistance du Sultan, c'est donc qu'on croyait à l'éventualité de la mise en action de nos cuirassés. Je voudrais bien savoir, messieurs, s'il est établi d'une façon définitive que ces canons français, qui n'ont pas toujours besoin de faire parler la poudre pour se faire entendre, ne peuvent être mis uniquement qu'au service de certaines créances plus ou moins liquides de particuliers plus ou moins levantins ? (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Je voudrais bien savoir si jamais nos cuirassés ne pourront se faire les recors, non d'usuriers, mais de la conscience humaine et de la foi des traités ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Pour moi, je pense, au contraire, qu'en ce cas l'union de la force physique agirait très rapidement et très efficacement sur les résistances d'un souverain qui, à défaut d'autres vertus, a celle de la prudence et de l'instinct de conservation.

Je crois donc que M. le ministre des affaires étrangères, en se souvenant de ce qu'il a fait lui-même, n'a qu'à continuer dans la voie qu'il a peut-être ouverte d'une façon un peu timide, mais du moins qu'il a eu le mérite d'avoir ouverte. Et je rends ici, messieurs, pleinement justice à la différence que nous avons constatée depuis quelques années dans

la direction de la politique étrangère de la France. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à gauche.*)

Notre collègue, M. Charles Benoist, interpellait tout à l'heure M. le Ministre des Affaires étrangères sur les principes qui ont présidé à la politique étrangère depuis 1898. Quant à moi, sans entrer dans le détail, je me contenterai de dire que j'ai senti avec une vive satisfaction que les principes qui ont présidé à notre politique étrangère depuis 1898 n'étaient pas ceux qui avaient présidé à la politique jusqu'à cette époque. (*Applaudissements à gauche.*)

Nous avons pu trouver, messieurs, qu'après avoir abandonné ce qu'on appelait la grande politique — ce qui voulait dire l'art de ne pas faire de grandes choses et de se soustraire à de grands devoirs en invoquant de petits et de misérables prétextes — que la politique de la France manquait de souffle et d'envergure. Cela est possible, probable même, d'imaginer qu'à l'heure actuelle, en présence des menace de la situation, M. le Ministre des Affaires étrangères saura hausser sa politique et comprendra qu'il y a des cas dans lesquels c'est la difficulté même du problème qui fait la grandeur de l'occasion. Il comprendra aussi que ce n'est pas toujours la médiocrité d'une politique qui en fait la sécurité.

Quant à nous, Messieurs, qui venons apporter ces critiques, formuler cette solution, attirer de nouveau l'attention de la Chambre et du pays sur cette question d'Orient, nous n'ignorons pas qu'on ne manquera pas de nous jeter à la face, comme on l'a déjà fait, la contradiction prétendue qu'il y a entre nos principes et l'action que nous demandons à l'heure actuelle.

Véritablement on se fait la partie belle, messieurs ! On s'imagine que parce qu'on s'est forgé je ne sais quelle fantasmagorie de socialisme, parce qu'on a dressé devant soi je ne sais quel fantoche qu'il est d'autant plus facile d'abattre qu'on l'a construit, comme en un jeu de massacre, de façon d'être sûr de le vaincre à l'avance; on s'imagine, dis-je, qu'on pourra réfuter au pied levé nos doctrines, et relever une contradiction entre les paroles apportées ici, si éloquemment, il y a quelques semaines par mon ami et collègue Jaurès et celles que je prononce en ce moment.

Messieurs, parce que nous sommes, je ne dirai pas pleins d'espérance, mais pleins de certitude au sujet de la grande, de la glorieuse, de la bienfaisante évolution qui emporte à l'heure actuelle les sociétés

modernes; parce que nous sommes convaincus que cette évolution, qui est tout ensemble une évolution morale, une évolution intellectuelle, une évolution juridique, une évolution économique, nous conduit inévitablement vers des formes nouvelles, je ne dis pas vers la paix éternelle ou même perpétuelle, mais vers la paix normale, coutumière et prédominante; parce qu'elle nous conduit vers ce qui est pour nous l'idéal de l'avenir, la fédération européenne, est-ce que vous direz qu'il y a contradiction, alors qu'à l'heure actuelle il existe un centre permanent de dépression d'où montent sans cesse à l'horizon des nuages noirs, à ce que nous déployions tout notre effort pour empêcher ces accidents de porter atteinte à ce processus pacifique et pour conjurer ces tempêtes futures ? *(Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs.)*

Non, non, messieurs, nous agissons ici dans le sens de nos principes et de nos intérêts. Nous sommes doublement heureux de le faire quand il s'agit d'une action commune internationale, quand il s'agit de faire appel non pas à l'égoïsme de telle ou telle puissance, mais à l'action désintéressée de ce concert européen qui reste, et surtout qui deviendra une grande chose malgré ses défaillances.

Il s'agit d'une action commune; cette action se poursuit sur le terrain du droit, sur le terrain des traités, sur le terrain aussi du droit idéal, sur le terrain du droit des gens. Nous nous plaçons, messieurs, en face de ce problème urgent. Nous constatons que depuis un siècle, c'est presque toujours d'Orient que sont parties les perturbations qui ont troublé l'atmosphère de l'Europe — et dont nous savons bien comme elles commencent mais dont nous ne savons pas comment elles finissent, — nous nous plaçons en face de ce problème pour constater que la conscience du genre humain se prononce énergiquement depuis longtemps; que malheureusement elle s'est prononcée un peu vainement en réclamant la juste répression des massacres d'Arménie, mais qu'il y a là un compte ouvert et qu'il sera toujours temps de le régler. Et d'autre part, messieurs, à côté de la conscience du genre hmain n'avons-nous pas le droit écrit, la foi des traités, ces obligations qui ont été souscrites et renouvelées: le traité de Berlin, les promesses qui ont été faites à nos ambassadeurs, année après année ?

En présence de tous ces faits, je dis, messieurs, que ce serait véritablement la banqueroute, non seulement de la diplomatie, mais de l'Europe et de la France elle-même, si nous pouvions nous contenter

des mesquins et misérables expédients qui semblent devoir prévaloir dans les chancelleries à l'heure actuelle.

L'heure est solennelle, les dangers immédiats de cette insurrection dont je parlais tout à l'heure, de cette guerre qui peut éclater d'un jour à l'autre et qui continue de planer sur nous. Il est, hélas ! à craindre, messieurs, que cet état d'instabilité et d'insécurité ne persiste tant que durera ce régime néfaste de la paix armée, qu'on prétend être le maximum de la force organisée ; mais qui, en réalité, n'est que le maximum de la coûteuse et ruineuse faiblesse. En effet, chaque puissance armée jusqu'aux dents, redoute, si elle vient à agir, que toutes les puissances, armées comme elle, ne se précipitent sur elle. *(Applaudissements à gauche.)*

Nous assistons à une espèce de course au clocher, de course folle aux dépenses militaires : c'est cet espèce de vertige qui fait que la plus pacifique des puissances de jadis, l'Angletterre, a depuis quinze ans ajouté un milliard à son budget ordinaire de la guerre et de la mrrine, porté aujourd'hui à 1.700 millions ! Nous ressemblons ainsi, en vérité, messieurs, à ces chevaliers du moyen âge qui, au mont Cassel, couverts d'armures pesantes, pourvus d'armes perfectionnées, lourdement montés sur leurs chevaux caparaçonnés, étaient embarrassés au point de ne pas pouvoir bouger, pendant que les petits et agiles soldats des communes flamandes se précipitaient sur eux et, trouvant le défaut de leurs cuirasses, leur enfonçaient le poignard de miséricorde. *(Applaudissements à gauche.)*

En présence de ce danger menaçant, de la gravité de cette situation qui est si bien attestée par des publications officielles, qui est reconnue ou confessée par le Sultan lui-même, nous devons déclarer à cette tribune, à la face de la France et à la face de l'Europe, que le moment est venu non pas seulement pour la France, mais pour toutes les puissances signataires du traité de Berlin de déployer, dans toute son amplitude, toute leur force — toute leur force matérielle et toute leur force morale — pour recouvrer dans toute son étendue tout leur droit — tout leur droit écrit et tout leur droit idéal. *(Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)*

M. MARCEL SEMBAT

. . . .

J'ai dit, en ce qui concerne l'Arménie et la Macédoine, que je ne reviendrais pas sur les explications si complètes données par M. de Pressensé. Cependant, notre collègue me permettra de lui dire que je n'irai peut-être pas aussi loin que lui dans les procédés comminatoires à employer en la circonstance.

Il m'a paru, en l'écoutant et en relisant son discours au *Journal officiel*, qu'il serait assez partisan d'une action armée venant de France, fût-ce même une action isolée, analogue par exemple à celle qui nous a menés à Mitylène. Pour ma part, je crois qu'il serait dangereux, fût-ce pour la cause la plus noble, fût-ce pour la défense et l'affranchissement des Arméniens et des Macédoniens, d'avoir une initiative isolée de ce genre. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. Francis de Pressensé. — Je partage absolument votre manière de voir. Je n'ai nullement voulu parler d'une action isolée de la France. J'ai voulu parler — je croyais l'avoir indiqué — d'une action semblable à celle qui a été exercée en Crète.

M. Marcel Sembat. — C'est que vous aviez parlé aussi de Mitylène.

M. Francis de Pressensé. — J'avais limité l'un des exemples par l'autre. Je souhaitais qu'on ne repoussât pas le principe de la pression à exercer à certains moments, non pas au nom de l'humanité des puissances,— ce qui est chimérique,— mais au nom de celles des puissances qui, dans ce cas, voudraient se joindre à la France. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. Marcel Sembat. — Je suis tout à fait d'accord avec M. de Pressensé. Je crois qu'il ne faut pas rechercher l'accord unanime du concert européen, mais ce qui s'est passé pour la Crète pourrait avec fruit se répéter au besoin en ce moment.

Ce que je tiens à signaler, c'est que, même pour la plus noble des causes, nous ne pouvons pas autoriser une action isolée comme celle de Mitylène, attendu qu'à ce moment il aurait suffi de l'agression d'un soldat turc ou d'un de ces timariots, moins soldats que brigands, pour déchaîner une guerre avec la Turquie, avec peut-être un retentissement qu'il devenait impossible de limiter. (*Très bien ! très bien !*)

J'espère que M. le Ministre des Affaires étrangères poursuivra en Macédoine et en Arménie une politique d'ensemble, une politique liée, qu'il s'appliquera à ne pas laisser régler isolément la question de la Macédoine, mais qu'il tiendra à ce que la question d'Arménie reste également posée et imposée aux préoccupations du Sultan. (*Très bien! très bien!*)

M. Marcel Sembat attire ensuite l'attention du Ministre sur les influences d'argent dans l'affaire Tubini-Lorando, telles qu'elles ont été révélées par un procès pendant devant les tribunaux français.

Ce n'est pas la première fois qu'un bruit pareil à une accusation de ce genre vienne à nos oreilles. Vous n'ignorez pas qu'au moment des massacres d'Arménie, à maintes et maintes reprises, le bruit a couru que si l'opinion publique française ne se soulevait pas, si on ne la tenait pas mieux au courant des atrocités qui se passaient là-bas, c'était parce que la Turquie faisait le nécessaire pour que la France et le public français ne fussent pas trop bien ni trop complètement informés. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le Ministre, évidemment, va nous répondre : « Que voulez-vous que j'y fasse ? Je suis désarmé. » Je réponds : Monsieur le Ministre, vous vous trouvez heureusement dans un cas où vous pouvez, non seulement faire justice, mais encore empêcher absolument tout l'effet nuisible de ces manœuvres criminelles sans avoir besoin de recourir à une poursuite judiciaire ou criminelle. C'est l'idéal, n'est-ce pas ? Nous n'avons pas besoin de recourir à la justice répressive, car il suffit, pour paralyser ces manœuvres, qu'on parle franchement, clairement et que le Gouvernement les dénonce clairement.

A partir du moment où le public français saura qu'il y a des gens qui distribuent de l'argent pour créer une fausse opinion publique française, dès qu'ils sauront quels sont les corrupteurs et quels sont les corrompus, les distributions d'argent perdront tout effet utile. (*Mouvements divers.*)

D'ailleurs, il n'est pas vrai que nous soyons tout à fait désarmés. Si nous sommes dépourvus de sanctions judiciaires et sans recours devant la justice criminelle, nous avons en revanche le droit de présenter des observations diplomatiques. S'il est exact qu'une puissance se livre chez nous à des manœuvres de ce genre, nous ne devons pas le tolérer.

Vous avez bien su, lorsque s'est produit le dernier incident avec la Turquie, lui dire : « Vous entretenez chez nous une police occulte ; nous ne voulons plus qu'on surveille à Paris, à l'aide d'une police dont nous ne sommes plus responsables, les Jeunes Turcs ou les sujets ottomans coupables de rêver pour leur pays un meilleur régime que la domination du sultan Abdul-Hamid. » Vous avez ainsi empêché les policiers turcs de continuer leur métier. Je ne sais pas s'ils l'ont repris depuis, mais vous pourriez présenter des observations de même genre si des manœuvres, avérées celles-là, et qui semblent prouvées, étaient ourdies chez nous par une puissance avec laquelle nous sommes en relations diplomatiques.

M. DELCASSÉ

. . . .

L'honorable M. Charles Benoist n'a rien dit des affaires des Balkans ; mais vous avez entendu, messieurs, notre éminent collègue, M. de Pressensé.

M. de Pressensé vous a dit, avec une émotion qu'il n'était pas seul à éprouver, les souffrances des populations de la Macédoine et de l'Arménie ; il vous a dit, avec une sûreté et une compétence qu'il n'est pas possible de dépasser, les transformations profondes de la péninsule balkanique au cours du siècle dernier. Est-ce que, là encore, la France aurait manqué à ses traditions ? Est-ce que, en ce qui concerne l'Arménie, elle n'a pas montré, depuis cinq ans, par des interventions répétées dont les Arméniens eux-mêmes nous ont plusieurs fois exprimé leur gratitude, qu'aucune souffrance humaine ne la laisse insensible ? Est-ce que, hier encore, par l'envoi d'une mission spéciale en Arménie, par l'augmentation en Arménie du nombre de nos agents, elle n'a pas marqué nettement sa volonté de ne pas se relâcher d'une surveillance qui paralyse les mauvaises volontés, suspend les méchants desseins ? (*Rumeurs au centre.*)

Eh oui ! messieurs. Si je vous lisais les extraits des rapports de ceux de nos agents que j'ai envoyés en Arménie, vous verriez qu'ils constatent que l'action que nous avons exercée là-bas a été efficace.

Ce que nous avons fait en Arménie, ce que nous continuerons de faire, nous l'avons fait également pour la Macédoine ; MM. Georges Berry et de Pressensé l'ont reconnu. Ce n'est pas d'hier que la France a

signalé la condition malheureuse des populations de la Macédoine et ce n'est pas d'hier non plus qu'elle s'est efforcée d'amener la Turquie à l'améliorer, en réformant les abus d'une administration qui, vraiment, donne trop de prise à la critique.

Le mal réel est assez grand pour qu'on s'abstienne de le grossir artificiellement. La vérité, c'est qu'en Macédoine, les esprits sont dans un état d'irritation extrême. Je ne dis pas que c'est la faute du seul gouvernement turc, je suis loin de méconnaître les graves difficultés d'une situation très complexe. Je sais — et M. de Pressensé le reconnaissait lui-même — qu'il faut compter avec les aspirations très vives et très opposées des populations qui habitent la Macédoine, avec les excitations de ceux qui exploitent ces aspirations ; mais comment ne pas constater, d'autre part, que le gouvernement ottoman n'a rien fait jusqu'à ce jour, malgré le puissant appel que les puissances lui ont adressé, pour apporter quelque soulagement aux misères des habitants et pour rendre par là plus difficiles les efforts de ceux qui spéculent sur leur désespoir ? Car il n'y a pas d'autre mot pour dépeindre l'état moral des habitants de la Macédoine. (*Très bien ! très bien !*)

Je n'en veux pour preuve que les troubles qui ont persisté pendant l'hiver rigoureux en cette région, faisant craindre, à la fonte des neiges, un plus vaste soulèvement que le souci de l'humanité non moins que de la paix de l'Europe commandait de prévenir. (*Très bien ! très bien !*)

Ah ! sans doute, en présence de ces troubles et de l'attention croissante que les puissances ne pouvaient pas ne pas leur donner, sans doute la Porte, il y a trois mois, a paru s'émouvoir. Elle a envoyé sur les lieux un haut commissaire pour s'y livrer à une enquête, et nommé à Constantinople une Commission pour en examiner les résultats et proposer les mesures qui lui paraissent appropriées. Mais déjà le temps était passé de ces études, et ce n'était pas une enquête de plus qui pouvait apaiser les populations ni rendre confiance aux puissances. Elles savaient, au surplus, ce qu'il en fallait attendre ; elles n'ignoraient pas que certains actes énergiques demandés par le haut commissaire enquêteur, et proposés par la Commission à la Porte, n'avaient pas été ordonnés par la Porte et que les agents dénoncés n'en continuaient pas moins leurs exactions et leurs abus de pouvoir. Non ! l'enquête était faite, le mal connu ; c'était le remède qu'il importait d'appliquer.

A l'heure actuelle, qu'est-ce qui exaspère surtout les populations ? Le paysan macédonien est très attaché au sol, dur au travail, tenant aux

fruits de son travail. Il vient de couper sa récolte ; de chaque tas de cent gerbes, il en détache dix : la part du dîmier. Le dîmier arrive, qui en prend vingt, souvent trente, quelquefois plus ; ou bien le dîmier se fait attendre. La récolte ne peut être enlevée. Cependant, la pluie tombe, qui la détériore ; il faut alors la vendre à vil prix, aux gens du dîmier, sinon au dîmier lui-même. Le malheureux paysan s'en retourne chez lui. Va-t-il pouvoir au moins disposer de ce qu'on lui a laissé pour ne pas mourir de faim avec sa famille ? Survient le gendarme, qui a faim, lui aussi. On a dit au gendarme, en le nommant, qu'il recevrait 30 francs par mois ; mais les mois s'écoulent avant qu'il touche un sou ; alors il prend au paysan ce que l'administration ne lui donne pas ; au lieu de le protéger, il le pille ; il le pille et il le bat si le malheureux veut résister.

En faut-il dire plus long pour expliquer le désespoir de ces populations et pour en faire appréhender les conséquences ? Faut-il parler des meurtres, des cruautés que se reprochent réciproquement les Turcs et bandes révolutionnaires et dont ni les uns ni les autres ne sont probablement tout à fait innocents ?

Si la Porte n'a pas tort de se plaindre de la propagande des Comités révolutionnaires, il faut constater cependant que son administration leur a trop bien préparé le terrain. (*Très bien ! très bien !*)

A quoi servirait de fermer les yeux ? On aurait aimé continuer de s'endormir sur la pensée que, les grandes puissances étant résolument pacifiques, et l'Autriche et la Russie, les plus directement intéressées, voulant résolument le *statu quo* politique et territorial dans les Balkans, rien ne s'y peut produire qui soit de nature à troubler sérieusement la paix. C'eût été s'exposer à un réveil désagréable.

Il fallait tenir compte aussi des populations balkaniques, de ce qu'elles pensent, de ce qu'elles sentent, de ce qu'elles souffrent. Or, elles en étaient arrivées à trop souffrir pour écouter autre chose que les conseils de la misère exaspérée. C'est ce dont les grandes puissances se sont convaincues, et le Livre jaune vous a montré que la France n'a pas été la dernière à signaler le mal et à demander qu'on appliquât le remède (*Très bien ! très bien !*) ; ce remède, c'est l'acuité même du mal qui l'indiquait.

Il fallait courir au plus pressé, c'est-à-dire aux réformes, non-seulement capables de réunir immédiatement l'adhésion des puissances, mais qui ne risquent pas de soulever les protestations ou les jalousies des

différentes populations de la Macédoine, qui profitent à toutes indistinctement et dont l'application serait immédiatement réalisable.

Et voilà pourquoi on est tombé d'accord qu'il fallait tout de suite établir en Macédoine une institution financière régulière qui perçoive les taxes dues et celles-là seulement, et qui, avec le produit des taxes, pourvoie aux besoins de la province et, en premier lieu, aux dépenses de sûreté.

Il faut aussi réorganiser immédiatement la gendarmerie, la recruter à la fois parmi les chrétiens et parmi les musulmans, proportionnellement à leur nombre, et la mieux payer, en tous cas la payer régulièrement. Et, comme garantie de l'exécution loyale et persévérante de ces deux réformes très simples, mais aussi urgentes qu'indispensables, un inspecteur général, nommé pour un temps déterminé, ayant des pouvoirs étendus et la faculté d'en user, n'étant pas exposé à ce que, chaque matin, un ordre télégraphique de la Porte ou du Palais, passant par dessus sa tête, annule ceux qu'il aura donné à ses fonctionnaires, et surveillant ces derniers avec l'autorité d'un homme sûr de la durée et de l'appui des puissances, témoins attentifs de ses efforts.

Messieurs, que ce paysan, dont je vous dépeignais tout à l'heure la situation intolérable, demain se sente protégé; qu'il sache qu'il peut désormais travailler son champ en toute sécurité et que le produit de son travail lui appartiendra bien certainement, oh ! je ne prétends pas qu'il se tiendra pleinement satisfait; je ne prétends pas qu'il cessera de songer à ses frères de race qui, au nord-est, à l'est, au sud-est, forment des nations indépendantes; ce qui est sûr, c'est que, malgré toutes les excitations, il sera moins impatient de sa condition présente et que les puissances auront la liberté de rechercher dans quelle mesure la réalisation de ses aspirations se peut concilier avec le maintien de l'équilibre de l'Europe et la conservation de la paix. (*Très bien! très bien !*)

Il est nécessaire que ces réformes aboutissent. Il appartenait à la Russie, qui a tant fait pour les nations balkaniques (*Très bien! très bien !*) et à l'Autriche, voisine, d'en présenter le programme à la Porte. La France, dont l'adhésion était d'avance certaine, en a immédiatement demandé l'application. Toutes les autres puissances ont fait de même et aussitôt la Porte a fait savoir qu'elle acceptait ce programme intégralement, sans aucune modification.

M. le lieutenant-colonel Rousset. — Elle ne l'exécutera pas.

M. Francis de Pressensé. — Je demande la parole.

M. le Ministre.— Nous voulons espérer que, se rappelant ce qui est résulté chaque fois pour elle des commotions violentes que les abus de son administration avaient provoquées, et stimulée d'autre part par l'active surveillance des puissances qui ne se relâchera pas, la Porte exécutera avec autant de sincérité qu'elle a mis d'empressement à les accueillir...

M. Georges Berry. — Vous vous en portez garant?

M. le Ministre. — ...ces réformes au succès desquelles c'est la Turquie, au surplus, qui est la première intéressée.

Dieu me garde de vouloir pousser les choses au noir; mais il ne faut pas se dissimuler qu'il y a là une situation sérieuse et qui mérite d'autant plus notre vigilance que c'est en un point de l'Europe particulièrement délicat que s'est formé le nuage que les communs efforts des puissances tendent à dissiper.

M. RIBOT

. . . .

Cette question de la Macédoine, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous en désintéresser ; on nous en a donné les raisons décisives.

Il n'y a pas seulement une raison d'humanité, une raison d'attachement à ces grands principes qui ont été de tout temps l'honneur de la France, ces principes de civilisation et de protection des opprimés. Tout cela est fort respectable ; tout cela est à l'honneur de notre pays. Mais il y a une autre raison que M. de Pressensé a indiquée hier, qui est une raison politique : c'est que si nous laissons, si l'Europe laissait s'engager dans la péninsule des Balkans entre les divers petits Etats et principautés intéressés ces luttes d'influence ou de races auxquelles on a fait allusion hier, personne ne serait maître de limiter le conflit, et que l'orage, qui pourrait se former sur les rives du Vardar, pourrait bien éclater autre part. (*Très bien! très bien!*)

Nous avons donc le devoir d'être vigilants et, nous qui souhaitons la paix, nous avons le devoir de faire tout ce qu'il est honorable de faire pour empêcher ce conflit d'éclater.

Heureusement, — et c'est ce qui m'empêche d'être pessimiste ; — la Russie et l'Autriche se sont entendues, non pas hier, mais en 1898, pour empêcher précisément cette conflagration, ce conflit d'intérêt si menaçant pour la paix de l'Europe ; elles ont fait un arrangement qui dure encore à cette heure pour écarter tous ces conflits, pour maintenir le *statu quo* territorial dans la péninsule des Balkans. Elles se sont entendues en 1897 et l'accord tient encore aujourd'hui : témoin ce voyage du comte Lamsdorf, à Vienne et dans les principautés ; témoin aussi les mesures très énergiques que prend en ce moment le cabinet de Saint-Pétersbourg pour faire sentir que ce n'est pas une apparence, que c'est sa volonté, eu même temps que celle de l'Autriche, et celle de l'Europe. d'empêcher que, soit la Bulgarie, soit une autre puissance, ne prenne l'initiative d'allumer l'incendie.

En même temps, ces deux puissances exercent une pression sur Constantinople. Elles ont raison, c'est leur devoir; elles ne peuvent retenir ces principautés, qu'à la condition d'améliorer la situation de toutes ces races opprimées répandues, comme l'a décrit hier M. de Pressensé, dans cette région de la Macédoine. Elles ont rempli leur devoir, et nous nous sommes joints à elles pour approuver leur initiative, pour la fortifier de notre adhésion ; c'est là notre politique et nous ne pouvons pas en avoir d'autre.

Que ce soit un minimum, comme l'a dit M. de Pressensé, soit. Je désire avec lui que nous étendions le champ de ces réformes, que noue arrivions à les consolider par la constitution d'un contrôle permanent. *Très bien ! très bien !)*

Mais j'ajoute que nous ne pouvons pas faire cela seuls, que nous devons rester en constant accord avec les puissances auxquelles l'initiave appartient, c'est-à-dire la Russie et l'Autriche, que nous devons aire ce que fait l'Angleterre, ce que font toutes les nations qui veulent la paix.

M. le ministre des affaires étrangères le fera certainement. Je n'ai aucun reproche à adresser à sa politique dans cette question. J'ai lu le Livre jaune, il tient à toutes les pages le langage qui convient à la France, le langage d'une nation qui n'a pas la prétention de conduire la politique en cette matière, mais qui est prête à apporter le concours de sa puissance morale à toutes les négociations. *(Applaudissements.)*

J'approuve cette politique ; mais je ne comprends pas tout à fait ce que disait hier l'honorable M. de Pressensé. Il nous disait, dans un dis-

cours fort remarquable : « Que fait la diplomatie en Orient ? Elle s'attache à de vieux dogmes usés comme celui de l'intégrité de l'empire ottoman. Quelle vieillerie que ce dogme de l'intégrité de l'empire ottoman ! »

M. Francis de Pressensé. — Je la défends.

M. Ribot.— Eh ! oui, il y a, en diplomatie comme il y a bien un peu aussi en politique, vous en conviendrez, messieurs, de vieux dogmes auxquels on tient beaucoup, bien qu'ils soient quelquefois un peu démodés. (*Rires approbatifs.*) Mais le dogme de l'intégrité de l'empire ottoman est-il tout à fait tombé au rang de ces dogmes finis dont on peut annoncer la chute ?

Quelques instants plus tard, l'honorable M. de Pressensé disait : « Nous sommes tous désireux de maintenir, en Macédoine, l'intégrité de l'empire ottoman ; nous la considérons comme une sorte de doctrine de Monroë... »

M. Francis de Pressensé.— Voulez-vous me permettre une observation, monsieur Ribot.

M. Ribot. — Très volontiers !

M. Francis de Pressensé. — Je n'ai pas dit que le dogme vieilli qui pèse encore à l'heure actuelle sur la diplomatie est celui de l'intégrité de de l'empire ottoman ; j'ai dit — ou en tout cas j'ai voulu dire — que ce dogme vieilli, c'est la formule, d'après moi, complètement fausse aujourd'hui, de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ottoman ; et je m'efforçais hier de démontrer que si nous croyons à présent indispensable de maintenir cette intégrité, particulièrement dans cette région de Macédoine qui est l'objet de tant de convoitises diverses, nous ne pouvions le faire qu'en limitant précisément l'indépendance de l'empire ottoman. J'ai essayé également d'établir que la diplomatie, qui se laisse encore guider en ce moment par la formule qui avait prévalu en 1856, se laissait hypnotiser par un dogme vieilli, usé et qui n'a plus de raison d'être. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Ribot. — Il n'y a rien de tel que de s'expliquer. M. de Pressensé veut vérifier l'intégrité de la Turquie en diminuant graduellement son indépendance.

M. Francis de Pressensé. — C'est l'histoire même !

M. Jaurès. — C'est ce que vous faites vous-même, monsieur Ribot, en demandant le contrôle.

M. Charles Dumont. — La Turquie a toujours considéré les Commissions permanentes comme un *casus belli !*

M. Ribot. — C'est l'histoire même, dites-vous. En effet, il y a déjà longtemps que l'indépendance de la Turquie a reçu quelques légères atteintes, et je ne m'effarouche pas du tout du langage qu'a tenu M. de Pressensé ; l'essentiel, c'est qu'il est d'accord avec nous sur ce point que nous devons maintenir l'intégrité de l'empire ottoman, que c'est là notre sécurité, non seulement parce que l'intégrité de l'empire ottoman empêche les violences, les représailles de race à race, mais parce qu'elle empêche aussi peut-être des conflits autrement inquiétants entre des grandes puissances qui n'ont pas absolument les mêmes intérêts ni les mêmes vues d'avenir.

Nous sommes donc d'accord, et je ne crois pas qu'il soit utile de prolonger davantage cette discussion. Nous donnerons à M. le Ministre des Affaires étrangères l'approbation dont il a besoin pour continuer, dans les termes qu'il a indiqués par les livres jaunes, la politique qu'il a suivie dans les Balkans.

Si, dans cette question d'Orient, où nous avons des intérêts communs avec l'Europe, M. le Ministre des Affaires étrangères a suivi la ligne qui lui est indiquée, j'aurais peut-être pour ma part quelques réserves à faire sur d'autres points de la politique où nous avons des intérêts qui nous sont plus exclusivement propres, moins communs avec l'ensemble de l'Europe.

M. FRANCIS DE PRESSENSÉ

Avant le vote de l'ordre du jour, M. Francis de Pressensé a insisté à nouveau sur la nécessité d'une action énergique sur le sultan.

En second lieu, M. le Ministre des Affaires étrangères est venu tenir ici un langage tout à fait excellent — d'autant meilleur qu'il reflétait le nôtre — au sujet de la situation en Orient. Mais, de même que dans la plupart de ces dépêches et dans l'action qui s'exerce à Constantinople, je trouve que les considérants sont admirables, mais que le dispositif

n'existe pas, de même aujourd'hui dans cette espèce d'impuissance à conclure qui est le malheur de notre diplomatie, au lieu de se rallier à l'idée du contrôle permanent, de l'intervention efficace à l'heure actuelle, sans perdre un moment à Constantinople, il nous a offert purement et simplement la réitération des démarches dont il nous a dit lui-même, aussi sévère et aussi juste que le plus pessimiste d'entre nous, qu'après avoir obtenu des promesses positives et innombrables du Sultan, elles n'avaient jamais été exécutées et que rien n'avait été fait.

LA MANIFESTATION DE MILAN

Le Comité qui s'était constitué à Milan, sur l'initiative du docteur Loris-Mélikoff, pour organiser l'agitation en faveur des populations opprimées d'Arménie et de Macédoine, avait décidé d'inaugurer son action par un grand meeting à la date du dimanche 26 avril. Il avait, dans le courant de la semaine précédente, fait afficher un appel aux citoyens de Milan.

L'appel aux citoyens de Milan

Citoyens,

Un empire, qui resserre mal entre elles l'Asie et l'Europe, nous offre en ce moment le spectacle horrible de sa barbarie, aussi bien à sa frontière de l'Est, en Arménie, qu'à sa frontière de l'Ouest, en Macédoine.

Les massacres et les martyrs, auxquels l'Arménie est vouée, sont l'œuvre de hordes cruelles et rapaces, presque sanctionnée par un sinistre privilège, tandis que sur la Macédoine pèsent les répressions féroces de rebellions déchaînées par le désordre vraiment inouï du gouvernement.

Par suite d'engagements solennels et répétés, pris avec la diplomatie de l'Europe, la Turquie aurait dû réprimer depuis longtemps ses hordes brutales et remédier aux conséquences de son mauvais gouvernement. Mais ces engagements se sont toujours tournés en une ironie terrible.

La diplomatie de l'Europe, qui hésite toujours, par suite des intérêts disparates qui sont en jeu, n'exerce pas de son côté une pression suffisante sur le gouvernement ottoman et paraît presque résignée à en devenir le jouet.

Mais désormais, le sentiment des nations civilisées s'élève toujours

plus énergiquement contre les abominations que la Turquie commet et consent.

La civilisation moderne rend toujours plus étroite la fraternité entre les nations et le sentiment d'horreur éveillé par certaines énormités ne demeure plus borné dans les limites d'un mouvement stérile de l'esprit. Nous sentons que nous nous ferions presque les complices des crimes d'autrui, en oubliant d'apprêter les remèdes. Nous sentons d'avoir le droit et le devoir d'insurger contre quiconque, au nom de l'humanité meurtrie.

Citoyens, c'est à cause de cela que parmi les gens civilisées se lève, au nom de l'humanité meurtrie, une protestation toujours plus formidable, destinée à pousser les gouvernements de l'Europe à intervenir en faveur des Arméniens et des Macédoniens, qui succombent devant les cruautés et les horribles violences du Turc.

La protestation doit être si unanime et si puissante, que tous les délais soient interrompus et toutes les discordes de la diplomatie se taisent. La volonté unanime des gouvernements civilisés deviendra ensuite une sommation si efficace à son tour que la Turquie sera domptée pour toujours, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à l'argument suprême.

Citoyens, de cette façon une véritable croisade est prêchée par la civilisation contre la barbarie. L'humanité le veut. Il faut que l'Italie se rallie autour de ce saint étendard, que Milan brille de toute sa lumière au milieu des rangs italiens.

Vous entendrez développer par des orateurs éloquents, italiens et étrangers, les pensées que nous rappelions en vous invitant à notre réunion.

Aucune divergence de parti ou d'opinion nous divise sur ce point. Venez tous!

E. T. Moneta, *président*. — Dott. Albertini Luigi, directeur du *Corriere della Sera*. — Prof. Angiolini Francesco. — Arduino Marcello. — Prof. Ascoli Graziado, sénateur.— Avv. Bistolfi Giovanni, directeur de la *Lombardia*. — Butti E. A. — Bolognesi Giuseppe. — Dott. Giusto Calvi, rédacteur en chef de la *Vita Internazionale*. — Avv. Cappa Innocenzo, rédacteur de l'*Italia del Popolo*. — Chiesi Gustavo, député. — De-Cristoforis Malachia, député. — Ing. De-Andreis Luigi, député. — Prof. Ellero Lorenzo. — Dott. Filipetti

Angelo. — Dott. Gnocchi-Viani Osvaldo. — Avv. Giuriati Domenico. — Dott. Carlo Landriani, directeur de la *Perseveren{a.* — Avv. Maino Luigi, député. — Prof. Mangiagalli Luigi, député. — Avv. Miceli Giovanni. — Dott. Pinardi Giuseppe. — Pini Tommaso. Pirolini G. B., directeur de la *Vita Italiana.* — Ravizza Alessandrina. — Avv. Carlo Romussi, directeur du *Secolo.* — Avv. Serralunga. — Langhi G. M. directeur de la *Lega Lombarda.* — Prof. Silva Giulio. — Avv. Suzzi Pietro, directeur de la *Sera.* — Ing. Taroni Paolo, député.—Avv. Treves Claudio, directeur du *Tempo.* — Avv. Turati Filippo, député. — Don Vercesi Ernesto, directeur de l'*Osservatore Cattolico.*

Les Assistants

Dès une heure et demie, une foule de quatre mille personnes au moins avait envahi la vaste salle du théâtre Fossati. De nombreux assistants se tenaient debout, faute de place, et la scène même était comble quand les organisateurs et les orateurs y prirent place. Dans la salle et sur la scène, les sénateurs Ascoli, Facheris et De Angeli; les députés Marcora, vice-président de la Chambre, De Cristoforis et Chiesi; les adjoints Sinigaglia, Baroni, Piazza et de nombreux conseillers municipaux; beaucoup de dames, parmi lesquelles Mme Ravizza, l'une des fondatrices de l'université populaire de Milan et la poétesse Ada Negri.

L'assemblée acclame comme président M. Gnocchi Viani, conseiller municipal de Milan, qui a contribué pour une large part à l'organisation des chambres du travail en Italie.

Après une courte et chaleureuse allocution, il donne la parole au docteur A. Calvi, rédacteur en chef de la *Vita Internazionale*, secrétaire du Comité, qui lit la liste des adhésions.

Sociétés milanaises.

1. Società generale degl' impiegati civili.
2. Comitato centrale della Federazione italiana fra lavoranti nell' industria chimico-pharmaceutica.
3. Società di M. S. fra i fattorini telegrafici (Camera del Lavoro).
4. Sezione della Federazione fattorini telegrafici (C. del Lavoro).
5. Circolo elettorale C. Cattaneo.
6. Sezione del Partito giovanile liberale italiano.
7. Federation italiana lavoranti in vetro (C. del Lavoro).
8. Sezione della Federazione italiana dei lavoratori del libro.
9. Circolo A. Mario fra studenti republicani.
10. Federazione socialista milanese.
11. Unione impiegati e commessi di aziende private.
12. Sezione Federazione italiana gasisti.
13. Sezione insegnanti della Camera del Lavoro.
14. Unione femminile.
15. Sezione del Partito repubblicano italiano.
16. Federazione italiana delle Cooperative.

Sociétés politiques non milanaises.

1. Circolo republicano M. R. Imbriani, Chiari (Brescia).
2. Sezione di Iesi P. R. I.
3. Sezione di Spoleto P. R. I.
4. Partito giovanile libera italiano, Sezione di Lecco.
5. Società republicanà di Vicoli (Ravenna).
6. Associazione A. Fratti, Rovigo.
7. Circolo republicano G. Nathan, Pontasserchio.
8. Sezione C. Cavour del Partito giovanile liberale monarchico, Parma.
9. Circolo G. Mazzini, Cesenatico.
10. Sezione republicana Italia del Populo Chiaravalle (Marche).
11. Circolo elettorale Iginio Casanova, Monza.
12. Sezione P. R. I., Valenza.
13. Unione democratica Felice Cavallotti, Pavia.
14. Circolo republicano G. Ferrari, Varese.
15. Gruppo republicano di Empoli.
16. Circolo G. Mazzini, Sestri Ponente.
17. Circolo Danielli, Pontedera.

18. Sezione P. R. I. Velletri.
19. Circolo G. Mameli, Ravenna.
20. Sezione P. R. I., Alessandria.
21. Circolo Mazzini, Pontedera.
22. Sezione P. R. I., Foligno.
23. Circolo Operaio republicano. Treviso.
24. Sezione socialista, Pontedera.
25. Circolo A. Saffi, Vicenza.
26. Circolo Valzania, Martorano (Cesena).
27. Circolo Mazzini, Treviso.
28. Circolo Mazzini, Modigliana.
29. Giovane Italia, Modigliana.
30. Gruppo republicano, Belgioioso.
31. Associaziona republicana pavese.
32. Sezione P. R. I., Castellanza.
33. Unione liberale monarchica, Macerata.

Sociétés ouvrières et Bourses du Travail.

1. Società operaia Panfilo Castaldi, Feltre.
2. Società operaia, Grosseto.
3. Società anonima cooperativa per la fabbricazione di maioliche e stoviglie, Forlì.
4. Associazione generale operaia patriottica di M. S. e istruzione; Novi Ligure.
5. Società operaia maschile di M. S., Chiari.
6. Camera del Lavoro di Parma e provincia.
7. Confederazione operaia genevese.
8. Camera del Lavoro della Città e provincia di Vicenza.
9. Società miglioramento fra macchinisti e conduttori di caldaie a vopore, Jesi.
10. Società operaia di M. S. e istruzione, Pisa.
11. Associazone generale degli operai, Torino.
12. Società M. S. fra lavoranti in terraglie, Pisa.
13. Camera del Lavoro, Sampierdarena.
14. Camera del Lavoro, Piacenza.
15. Camera del Lavoro, Salerno.
16. Lega operaia, Pontedera.
17. Fratellanza operaia, Pontedera.

18. Società operaia, Chiari.
19. Lega braccianti, Malalbergo.
20. Società operaia di M. S. Pesaro.

Anciens combattants de l'Indépendance.

1. Società reduci patrie battaglie e garibaldini, Bologna.
2. Società fra i superstiti Unità d'Italia, Bologna.
3. Società Garibaldi, reduci patrie battaglie, Piacenza.

Sociétés humanitaires et autres.

1. « Corda Fratres ».
2. Scuola festiva elementare di educazione fisica, Mortara.
3. Società della Pace, Torino.
4. Società « Amicizia », Brescello.
5. Comitato per la Pace, Voghera.
6. Loggia massonica, Sampierdarena.

Municipalités.

1. Cesenatico, p. Syndaco Balilla Feadi.
2. Massa Marittima, Sindaco Fiaschi.
3. Narni, Sindaco Bariletti.
4. Ravenna, p. Sindaco A. Minelli.
5. Urbino, p. Sindaco G. Canzini.
6. Valenza, Sindaco cav. Abbiati.

Sénateurs.

Massarani — De Angeli — Mussi — Villari — Rossi — Ponti — Pisa — Carnazza Amari.

Députés.

Albertori — Credaro — Barzilai — Mangiagalli — Guerci — Rampoldi — Rondani — Barilari — Ciccotti — C. Del Balzo — Pavia — Gavazzi — Sacchi — Alessio — Gattorno — Rava.

Professeurs, Conseillers communaux et généraux, etc.

Prof. G. Mosca, Università, Torino — A. Ghisleri, Bergamo — Cav. G. Capasso, préside del Liceo Manzoni, Milano — Sinigaglia, assessore all'istruzione pubblica, Milano — Avv. E. Giretti, Bricherasio — Prof.

P. E. Guarnerio, del Liceo Beccaria, Milano — Prof. E. Turchi, direttore scuola tecnica Cavalieri, Milano — Avv. A. Rossetti, cons. prov., Perugia — F. Mazzana, cons. com., Sarzana — C. Martelli, Pisa — Avv. F. Franchini, cons. prov., Borgo a Buggiano — Dott. E. Cecchini, cons. com., Città di Castello — L. Rossi, cons. com., Orvieto — G. Perazzi, Macerata — E. Giorgetti, Iesi — O Melani, cons. com., Pisa — G. Raddi, cons. com., Massa Marittima — E. Romoli, Aquila — C. Recchioni, O. Mondaini, R. Balicchia, consiglieri com., Falconara — D. Bovelacci, Forli — G. Montanari, Cesena — D. Rinaudi, Malalbergo — F. Angeloni, A. Alfonsi, consiglieri com., Velletri — Cresti, cons. com., Grosseto — Avv. G. Maioni, Perugia — Prof. ssa E. Dal Co, direttrice della Scuola normale C. Tenca, Milano — Prof. A. Martinazzoli, Prof. G. Colombi, preside del Liceo Beccaria, Milano — Prof. G. Formento — Prof. O. Brentari — Gerolamo, Calvi, Milano — Prof. B. Massari, Istituto tecnico, Perugia — Ing. G. B. Pirelli, Milano — A. Foà, Torino — Colonnello Missori — A. Mangili, Milano — Conte E. di Paravicino — On. A. Maffi, Milano.

TEXTE DES ADHÉSIONS

Nous reproduisons ici intégralement ou dans leurs passages essentiels les adhésions les plus importantes, en commençant par la lettre du sénateur Joseph Mussi, maire de Milan, au président du meeting, M. Moneta :

Mon cher et éminent ami,

J'applaudis et j'adhère entièrement à votre généreuse proposition en faveur des populations chrétiennes opprimées par l'insupportable domination turque. Nous autres Italiens, depuis peu ressuscités à la liberté et à l'indépendance, nous avons le devoir de défendre la cause des peuples opprimés.

C'est ainsi que nous répondons aux plus nobles traditions de notre histoire et que nous n'oublions pas les gloires du lion de Saint-Marc, qui seul a défendu pendant des siècles les peuples chrétiens contre les barbares invasions turques.

Que l'Adriatique redevienne le lac de Saint-Marc, libre et prospère, et puisse la paix sourire sous un régime civil, qui renouvelle les anciens gestes et consolide l'influence latine dans les pays de l'Orient.

Le sénateur Tulio Massarani, en s'excusant de ne pas pouvoir, à cause du mauvais état de sa santé, assister au comice, écrit à M. Moneta :

Les nationalités opprimées me sont sacrées. Je fais des vœux pour que votre infatigable activité obtienne de faire concentrer sur elles tous les esprits libéraux et toute la force morale de l'opinion, la seule force dont nous pouvons disposer.

Le député républicain Carlo Del Balzo écrit :

J'envoie de tout cœur mon adhésion, en souhaitant qu'une bonne fois la soi-disant « Europe civilisée » mette un terme à cet anachronisme qui s'appelle *Turquie*.

Le professeur Sinigaglia, assesseur pour l'instruction publique au Conseil municipal de Milan, écrit :

Puisse la concorde des âmes et l'émotion que nous ressentons obtenir une bonne fois que l'on songe sérieusement à mettre un terme aux cruautés turques qui se produisent contre des millions d'opprimés.

Le docteur Capasso, président du Lycée Manzoni, et les professeurs A. Volta, E. Cantoni, T. Cicchitti-Suriani, S. Ferrero, C. Riva, E. Longhi, F. Rigamonti, O. Pierluca, C. Pozzoli, J.-V. Storchi, G. Bertacchi, F. Fabbrini, E. Crespi, A. De Stefani, E. Sannicolo,

U. LIMENTANI, F. VITALI, F. FOFFANO, V. TOCCI, A. QUINTAVALLI écrivent :

A l'appel généreux du Comité « Pro Armenia e Macedonia », les soussignés, convaincus de la justice de la cause et partageant les idées qu'il exprime, y applaudissent et envoient leur adhésion au Comice.

L'avocat E. GIRETTI, un vaillant économiste de l'école libérale, écrit :

Depuis plus d'un siècle la conservation de l'empire turc constitue un des points cardinaux de la politique de l'équilibre européen.

Si Lord Shelburne avait été mieux compris et mieux secondé (la Révolution française n'avait pas encore eu lieu) quand il attaqua fièrement le ministre Pitt pour sa tendance à se laisser prendre par la fatale politique de l'intervention européenne en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman; si Cobden et Bright, avec leur propagande en faveur d'une politique de paix et de « non-intervention » avaient réussi à empêcher la guerre de Crimée, la question d'Orient serait réglée depuis longtemps et le gouvernement temporel du calife de Constantinople aurait eu sa « Brèche de la Porte Pie » plusieurs années avant que le gouvernement temporel du Pape eut la sienne à Rome . . . . .

. . . .

Protester, c'est peu de chose, mais cela vaut toujours mieux que subir en silence d'aussi inqualifiables infamies. Notre protestation servira du moins, comme il est dit dans le manifeste du Comité, « à repousser la complicité des horreurs d'Arménie et de Macédoine ».

. . . .

L'islamisme, avec son double caractère religieux et gouvernemental, est devenu un mauvais anachronisme en Europe au commencement du xxe siècle, un permanent et grave danger pour la paix du monde, une véritable *nuisance* internationale. Pour cela, l'islamisme doit être balayé. En attendant que les peuples sujets du sultan — Grecs, Serbes, Bulgares, Albanais, Turcs et Monténégrins — apprennent à se tolérer réciproquement dans leurs diverses religions et à se gouverner fédérativement sous le haut contrôle de l'Europe unie, celle-ci a le droit, le devoir même de prendre ces peuples sous sa tutelle au nom d'une suprême raison civile et humaine et cela comme garantie de la paix

devenue plus que jamais un intérêt collectif, universel, le premier, le plus apprécié des biens qu'un gouvernement civilisé doit à ses propres concitoyens.

Mme Nina Rignano Sullam, en sa qualité de déléguée de l' « Union des Femmes de Milan », écrit :

L' « Union des Femmes de Milan » applaudit vivement à l'œuvre de l'honorable Comité et envoie son adhésion à la véritable croisade commencée par la civilisation contre la barbarie, souhaitant que le meeting d'aujourd'hui, outre une protestation contre les cruautés turques, puisse trouver aussi le moyen de venir en aide à ceux qui souffrent si injustement.

Le citoyen V. Friederichsen, au nom de la « Commission exécutive de la Fédération socialiste de Milan », écrit :

La « Fédération socialiste milanaise », convaincue de l'importance d'une manifestation de solidarité contre les actes d'oppression et de barbarie avérés au dommage de n'importe quel peuple, a délibéré d'adhérer au meeting de dimanche et délègue le professeur Arthur Labriola pour y prendre la parole en son nom.

M. Labriola, indisposé, s'est excusé de ne pas avoir pu intervenir au meeting.

Le « Parti de la Jeunesse libérale italienne » — section de Milan — écrit en faisant des vœux pour que « l'opinion publique sache manifester avec fierté en faveur d'une politique plus humaine et plus juste, qui, surmontant les tergiversations et les atonies diplomatiques, prouve la noble volonté des peuples civilisés ».

Le Comité central de la « Fédération italienne des ouvriers de l'industrie chimique-pharmaceutique » a transmis à la présidence un ordre du jour dans lequel, après avoir

déploré la conduite du gouvernement turc, elle dit que « c'est un devoir de tous les travailleurs d'intervenir et de protester contre tous les gouvernements qui, abusant de leur force, enlèvent la liberté aux citoyens, et invite tous les députés italiens à pousser le gouvernement à faire œuvre de civilisation pour faire cesser les massacres qui ont lieuen Arménie et en Macédoine, et qui sont une véritable honte pour le XXe siècle ».

Mme ANNE-MARIE BORGHESE, présidente de l' « Œuvre de l'activité féminine de Rome », écrit :

J'envoie mon adhésion aux sentiments de pitié pour les opprimés, de désir et d'amour pour la liberté des peuples.

Pour la « Corda Fratres », la belle Association internationale des étudiants, ont télégraphié l'Av. JEAN PERSICO, vice-président pour l'Italie, et M. DEDANINOS, président de la section milanaise.

Voici le texte des deux dépêches :

Recevez pour votre œuvre humanitaire et de justice l'entière adhésion de la « Corda Fratres ».

AV. PERSICO.

La « Corda Fratres », qui a en partie ses idéalités communes aux vôtres, au nom de la fraternité des peuples, au nom de la civilisation et du progrès, joint sa voix aux cris solennels que vous élevez aujourd'hui pour l'Arménie et la Macédoine.

DEDANINOS.

Le citoyen BAZZOCCHI a envoyé de Forli la dépêche suivante, vraiment typique :

Le bataillon (de volontaires) prêt à partir adhère à l'initiative généreuse et humanitaire de Milan.

La Société des « Survivants des batailles pour la patrie et les Garibaldiens de la ville et de la province de Bologne » :

Partageant entièrement les idées du Comité envoie son adhésion unanime à ce que le Comité affirmera et délibèrera. Elle fait des vœux ardents pour que l'Europe civilisée se décide une bonne fois à faire disparaître l'état de choses actuel, qui crie vengeance devant la civilisation.

La « Bourse du Travail » de Sampierdarena a écrit :

Applaudissant à l'œuvre de tous ceux qui s'intéressent à la cessation des guerres et à l'instauration de la paix permanente et par cela même à l'abolition des années, nous ne pouvons qu'adhérer à votre initiative en faveur des populations opprimées d'Arménie et de Macédoine.

L'av. DOFFENA, au nom de la section d'Alexandrie (Piémont), du « Parti républicain italien », écrit :

Ce qui n'a pas été possible par traité, ce que n'ont pas voulu les gouvernements européens — rendus inertes par le soupçon que quelques-uns parmi eux put accroître sa propre suprématie — pourra être accompli par les peuples.

La Confédération ouvrière gênoise, adhérant avec enthousiasme au Meeting dans un manifeste communiqué aux journaux et signé par les consuls : J. CHIESA, C. ROSTAGNO, G. SCARLATTI, dit :

La Confédération, après avoir pris en considération la circulaire de l'Association pour la Paix (Union Lombarde), se référant à l'agitation qui a pour but de faire pression sur les gouvernements civilisés pour qu'ils interviennent et empêchent les massacres continuels et les répressions violentes des populations aspirant à la liberté, après une longue discussion, a décidé la constitution d'un Comité à large base qui devra par tous les moyens faciliter à la ville de Gênes — fière des souvenirs de saintes idéalités — les moyens de faire entendre sa voix puissante contre les assassins qui déshonorent l'humanité;

Invite toutes les associations et les personnalités qui s'inspirent à de nobles sentiments, à envoyer leurs adhésions au Comité provisoire, place Embriaci, nº 5.

La « Bourse du Travail » de Parme écrit :

La Bourse du Travail qui tend à soustraire le prolétariat à l'oppression, sous n'importe quelle forme qu'elle se présente, ne peut tolérer sans protester que les frères d'Arménie et de Macédoine restent au pouvoir de la tyrannie féroce d'une nation dans laquelle les rayons féconds de la civilisation nouvelle pénètrent si difficilement.

M. Victor Bidoja écrit au nom de la « Société de la Paix » de Voghera :

Il est temps que les gouvernements civilisés se décident à intervenir pour sauver les populations de l'Arménie et de la Macédoine, suppliciées, égorgées. La commisération platonique doit faire place à une action virile, prompte, décisive. Le principe de la fraternité l'exige.

M. Minnelli, maire adjoint de Ravenne, écrit :

Cette administration communale, en adhérant entièrement au programme de ce Comité, fait des vœux très ardents pour que les nobles principes d'équité civile dans les rapports internationaux auxquels il s'inspire puissent avoir leur triomphe, effaçant de la Société moderne des faits et des systèmes dignes seulement de la plus féroce barbarie.

Dans une réunion des partis populaires à Rimini, où les députés Gattorno, Guerci et Barzilai ont pris la parole, a été voté par acclamation l'adhésion au Meeting de Milan, comme protestation contre les massacres d'Arménie et Macédoine.

M. Alfred H. Fried, le vaillant pacifiste allemand, écrit à M. Moneta :

Vous connaissez, cher maître, mes convictions au sujet de tout ce qui touche à la question du droit contre la force brutale et de tout ce

qui peut consolider la base de l'Europe nouvelle et d'une nouvelle humanité moderne. La lutte en faveur de nos frères d'Orient opprimés, c'est la lutte pour le triomphe du principe de la paix et de la justice internationale, c'est la lutte pour le triomphe des droits sacrés de l'humanité. C'est aussi la preuve de la faillite du vieux système politique, de la mitraille et de l'embûche.

Dites à vos concitoyens que la majorité des Allemands, depuis la mer du Nord jusqu'aux rochers des Alpes, est d'accord avec eux pour condamner une politique qui fait mourir d'une manière cruelle les Arméniens.

La rédaction du journal arménien *Droschak* avait envoyé la dépêche suivante :

Nous saluons les généreux représentants du peuple italien, organisateur du meeting en faveur de la Macédoine et de l'Arménie. Le peuple arménien, décimé, ensanglanté par la plus exécrable tyrannie asiatique, compte sur l'appui moral des nations civilisées. Vous, Italiens, qui hier encore avez connu les jours de noire oppression, ne pouvez être insensibles aux cris de désespoir d'un ancien peuple luttant pour la liberté. Vous associant aux efforts des vaillants amis de France et d'autres pays, par une propagande systématique, vous aboutirez, nous l'espérons, à une intervention européenne qui inaugurera un régime de paix et de travail dans notre infortunée patrie. Eviva l'Italia!

La *Vetcherna Posta*, de Sofia, avait adressé la dépêche suivante :

La *Vetcherna Posta* vous envoie à vous et au Comité des remercîments émus pour la noble lutte en faveur du droit et de la Macédoine.

L'adhésion des députés français d'Estournelles de Constant et Francis de Pressensé souleva de longues acclamations.

M. T. MONETA

Président du Comité.

Citoyens! Nous vous avons appelés à une œuvre de solidarité humaine. Nous vous avons appelés parce que tous les hommes de bonne volonté doivent faire entendre à leurs gouvernements une voix libre, de telle sorte que les puissances mettent un terme au terrible martyr des populations d'Arménie et de Macédoine.

La présence ici de deux forts défenseurs de ces victimes de la barbarie, le député belge M. Lorand et le publiciste français Pierre Quillard, et celle d'un Macédonien et d'un Arménien qui — comme jadis nos exilés — plaident auprès des nations civilisées la cause de leur patrie opprimée, vous dit l'espoir que les Arméniens et les Macédoniens mettent dans l'action concorde de l'Europe et vous dit aussi que les cris de douleur des victimes du Sultan ont trouvé un écho dans beaucoup de villes de notre continent.

En vous invitant à cette coopération d'humanité et de civilisation nous sommes conséquents à l'esprit et aux traditions de notre renaissance politique.

L'Italie — nous ont appris les précurseurs de notre unité nationale — devait revendiquer son indépendance, non seulement parce que c'était son droit, mais aussi parce que après avoir conquis sa liberté, elle aurait pu remplir son devoir envers les autres peuples opprimés et envers l'humanité.

Telle fut la pensée de Joseph Mazzini : qui de la *Jeune Italie* s'élevait à la conception de la *Jeune Europe* et celle de Carlo Cattaneo qui entrevoyait les *États-Unis de l'Europe*. Telle fut l'action de Guiseppe Garibaldi, que Bovio grava dans l'histoire avec une phrase de plus longue durée que le bronze, en l'appelant « Le Chevalier de l'Humanité ». (*Applaudissements.*)

D'autre part nous ne pouvons pas oublier les nombreuses preuves de sympathie et les encouragements que l'Italie — quand elle avait perdu tout espoir dans une résurrection prochaine — trouva dans les populations de l'Angleterre, des États-Unis, et dans la presse libérale de la Belgique et de la France, qui dénonçait au monde les cruautés de l'Au-

triche, qui faisait bâtonner nos femmes, et le mauvais gouvernement des Bourbons de Naples, qui faisait renfermer dans des pestilentiels souterrains les prisonniers politiques. (*Mouvement.*)

Et le jour vint où la cause de l'indépendance et de l'unité italienne trouva l'appui moral et matériel des grandes puissances, si l'Italie put vaincre promptement les répugnances de la diplomatie — toujours misonéiste — ce fut parce que notre cause était déjà victorieuse devant l'opinion publique du monde civilisé. (*Applaudissements.*)

Nous ne pouvons pas avoir oublié les acclamations et la joie qui saluèrent partout les étapes de notre résurrection politique. C'était la même joie qui en d'autres temps avait salué l'émancipation des colonies américaines, la prise de la Bastille et les premières victoires de la Révolution française, la résurrection de la Grèce et l'indépendance de la Belgique.

Les manifestations de joie qui accompagnent toujours le triomphe de chaque nationalité sont comme la voix de l'âme collective, la preuve d'un instinct profond et universel qui fait voir dans chaque peuple qui surgit à la vie libre une nouvelle acquisition pour la cause du progrès, une force nouvelle qui vient s'ajouter à celles déjà existantes pour de nouvelles conquêtes de la liberté, de la justice, du bien-être de toute la famille humaine, c'est-à-dire une nouvelle force pour la défense des opprimés contre les injustices et les survivances de la barbarie. (*Très bien.*)

Le spectacle d'un peuple qui, ayant la juste vision de son droit et de sa propre force, se révolte, brise les chaînes qui le tenaient captif et les lance à la tête de ses oppresseurs est certainement admirable. Mais il est encore moralement plus beau et plus encourageant, le spectacle de l'aide que les peuples déjà libres donnent aux opprimés, impuissants à se délivrer par leurs seules forces.

Partout où il y a des peuples qui gémissent et frémissent du désir de s'affranchir des mauvais gouvernements qui les déchirent et les déciment, mais sont impuissants à obtenir cet affranchissement, l'humanité doit accourir faisant entendre sa voix de protestation et de délivrance.

Le peuple Arménien, qui en moins de trois ans a vu 300.000 de ses enfants égorgés et massacrés par ordre, ou avec la complicité du Sultan, demande cela aux nations civilisées de l'Europe, c'est cela que les Macédoniens — sur lesquels plane la même destinée — invoquent et attendent de nous et de tous ceux qui ne restent pas sourds aux senti-

ments humanitaires. Si l'Europe tarde à obtenir pour eux un régime supportable, la Révolution ne tardera pas à éclater en Macédoine, Révolution dont on a déjà aperçu les symptômes précurseurs et qui sera suivie de massacres tellement horribles qu'ils fourniront le prétexte à l'intervention armée d'une ou de plusieurs puissances, lesquelles une fois victorieuses, ne voudront pas renoncer à ce qui forme depuis longtemps leur rêve : l'agrandissement de leurs domaines. Aux anciennes et récentes, une guerre en ajouterait de nouvelles; elle rendrait plus féroce encore la haine entre les musulmans et les chrétiens. La conclusion en serait un changement de maître. (*Applaudissements.*) Ce n'est pas cela qu'espèrent, que demandent les Macédoniens.

D'autre part la pression d'une seule ou même de deux puissances sur le sultan ne donnerait pas de résultats. Cela est prouvé par l'expérience. Une nation qui agit seule ou d'accord avec une autre nation seulement, n'écoute, ne voit que ses propres intérêts. Mettez cette même puissance d'accord avec plusieurs autres et il s'en suivra qu'elle devra nécessairement s'occuper d'intérêts d'ordre général. Personne ne pouvant espérer avoir le consentement des autres dans les choses qui l'intéressent seul, l'accord se réalise toujours dans les solutions qui intéressent la collectivité. (*Très bien !*)

Cela s'est déjà vu à la conférence de La Haye, où les délégués de plusieurs puissances se rendirent avec méfiance et contraires, au fond, à l'arbitrage, mais, à la fin, en acceptèrent tous le principe en donnant leurs adhésions à certains accords qui, si les peuples savent s'en servir, rendront, sous peu de temps, impossibles les guerres d'ambition et de domination.

Un autre exemple est fourni par la question crétoise; la Crète, tout dernièrement, a vu sa propre autonomie assurée par le concert des grandes puissances, malgré qu'à la fin il fut réduit à trois seulement. Il en sera ainsi pour l'avenir, maintenant que les sentiments de justice, de paix et de solidarité humaine grandissent et se fortifient de jour en jour dans l'âme des peuples civilisés. (*Applaudissements.*)

C'est pour cela que nous demandons et souhaitons que la voix qui s'élèvera de ce meeting pousse notre Gouvernement à joindre son action civilisée à celle des grandes puissances européennes pour sauver les Arméniens et les Macédoniens du gouvernement féroce qui les tourmente, les torture, les assassine. Nous disons Arméniens et Macédoniens parce que nous voulons qu'une égale justice règne, sans aucune

différence de religion et de race sur tous les hommes qui habitent ces malheureux pays. Nous demandons que leurs territoires soient ouverts à tous les courants de la civilisation et que ces populations, depuis trop longtemps déjà séparées du consortium européen, puissent vivre de la vie moderne sans être menacées dans leurs existences, dans leurs propriétés, assurées du lendemain, avec des administrations contrôlées par les représentants des grandes puissances, et cela jusqu'au jour — qui n'est pas bien éloigné — où elles pourront se gouverner par des assemblées autonomes.

C'est pour atteindre ce but de civilisation et d'humanité — de la même manière que pendant les grandes journées de notre renaissance politique, plusieurs citoyens d'opinions différentes s'unissaient pour réaliser le plus promptement possible l'affranchissement national — que vous avez pu lire, au bas du manifeste qui vous a convoqués ici, des noms d'hommes de tous les partis, de toutes les opinions politiques, religieuses, philosophiques, que vous voyez ici autour de moi. Il nous a semblé qu'une question toute humanitaire dépasse les limites de tous les partis, car il suffit de ne pas être des hommes méchants pour vouloir faire cesser les souffrances des autres hommes. Nous avons pensé enfin que la ferme, digne, solennelle protestation d'hommes de tous les partis politiques aura une plus grande portée là où se dira l'action de l'Italie dans les rapports avec les autres états. *(Triple salve d'applaudissements.)*

DOCTEUR GUISEPPE PINARDI

(Du Comité de Milan.)

Les nobles et généreuses paroles du président de notre Comité « Pro Armenia e Macedonia » ont mis en lumière les points saillants et la physionomie de ce meeting. Les buts que nous proposons d'atteindre sont plusieurs. Mais deux priment les autres.

Nous nous sommes réunis ici, hommes de tous les partis politiques, de toutes les croyances religieuses et sociales, dans une protestation solennelle d'humanité offensée par la barbarie turque, contre la barbarie d'un gouvernement qui perpétue en Europe le moyen âge et qui personnifie une tradition de vols et de massacres trop longtemps tolérée d'un

gouvernement qui, dans ces dernières années, a fait, des massacres et des incendies, la seule base de sa conduite.

Mais votre présence ici signifie aussi une autre chose. Elle signifie qu'à la protestation contre le sultan qui abuse d'un pouvoir illimité, doit suivre un avertissement, courtois dans la forme autant qu'énergique dans le fond, contre ceux qui, le pouvant, n'ont pas empêché ces abus; un avertissement à toutes les chancelleries qui après avoir maintes fois promis de veiller sur le sort des malheureuses provinces bouleversées par les Turcs, ont oublié trop souvent les graves engagements qu'elles avaient assumés.

Nous payons en ce moment, et l'Europe paie avec nous, les conséquences de cet oubli des plus pressants devoirs des grandes puissances. L'indulgent silence que l'Europe a gardé envers la Turquie — qui a répondu aux demandes des réformes formulées par les Arméniens par des massacres en masse — a rendu plus aigüe, comme nous le voyons, la question de la Macédoine. Au lieu de mettre un frein aux abus les plus criants de son administration, le sultan, confiant dans la longanimité de l'Europe, les a trop de fois et ouvertement encouragés. C'est ainsi qu'après l'Arménie, la Macédoine est en feu et que les émeutes recommencent, faisant prévoir de nouveaux massacres.

Car, citoyens, c'est un grand cercle vicieux que celui dans lequel nous sommes renfermés chaque fois que nous voulons étudier de près les conditions de l'empire ottoman. Partout nous voyons le désordre, les abus, les prévarications envahir, troubler les plus délicates fonctions de l'État. Les abus engendrent le mécontentement qui conduit à l'émeute, promptement, férocement réprimée. La répression augmente énormément le désordre précédent. Certains journaux et certains journalistes de Vienne, de Paris, de Berlin et de Londres essaient de donner le change en assurant que l'ajournement des réformes toujours promises par la Turquie dépend de la fréquence des émeutes. En écrivant ainsi, ces journaux et ces journalistes justifient probablement les larges subsides qu'ils reçoivent de la Porte. *(Applaudissements.)* Mais nous avons le droit de nous demander : quel est le plus coupable ? Le peuple qui se trouvant mal à l'aise se révolte, ou le souverain qui par sa manière de gouverner pousse le peuple à la révolte ? *(Applaudissements.)*

Un consul français voulant peindre à grands traits les conditions de l'empire turc en temps normal, écrivait ceci : « Les gendarmes turcs volent, incendient, assassinent ; les préfets volent, les ministres du culte

volent, les juges volent, les officiers volent, les soldats volent, tous volent, à l'exception du ***pigeon***, c'est-à-dire du pauvre peuple qui se trouve être toujours plumé. » *(Applaudissements.)*

La politique turque a toujours été la même, depuis les hauts fonctionnaires jusqu'aux innombrables employés — autant inutiles que varicateurs. — Elle n'a jamais eu — habile à sa manière — qu'un but, celui de dépouiller son prochain. L'empire est resté, pour les Turcs, une terre de conquête, une espèce de domaine féodal, duquel il faut tirer le plus possible. Le principe fondamental de la société turque, c'est que le conquérant seulement — le turc de race — doit jouir des richesses du pays. Le Turc, en ce qui concerne l'indigène converti à la religion des conquérants, admet — ou pour mieux dire tolère — une petite participation au butin. Mais en dehors du Turc et du Musulman, il n'y a plus de lois, de droits, de justice. En dehors du Turc et du Musulman, le sujet d'Abdul-Hamid n'est plus qu'un individu corvéable et taillable, qu'une bête condamnée à tourner pour l'éternité la roue du puits sans fond de la cupidité de ceux qui sont en haut. *(Applaudissements.)*

Mais cet état de choses résultant des conditions primitives de la politique turque, avec tous ses abus déjà par eux-mêmes intolérables, s'est encore empirée, aggravée dans ces derniers temps. Depuis une vingtaine d'années, aux excès de cette politique de prévarication dont nous avons déjà parlé, d'autres excès se sont ajoutés aux anciens, les excès de la politique personnelle du sultan, politique formée de persécutions barbares et de massacres féroces. Du reste, les massacres n'ont jamais été une chose bien neuve en Turquie. Toute l'histoire Turque est traversée par de sinistres éclairs de sang, par des excès périodiques de fanatisme qui ont teint en rouge des villages et des villes entières. Vêpres orientales, monstrueuses, devant lesquelles pâlissent nos Vêpres de date heureusement ancienne. C'est ainsi qu'en 1822 on a eu les massacres des chrétiens de Chio, en 1860 les massacres du Liban, en 1876 les terribles et sauvages massacres de Bulgarie. Mais dans tous ces événements qui ont eu la puissance d'émouvoir l'Europe et de la décider à l'intervention armée, on y voyait la main de tout le monde, hormis celle du chef de l'État. Mais les choses ont changé dans les derniers événements d'Arménie. Ici c'est le pillage, l'incendie, le massacre qui commencent et finissent à heure fixe. C'est l'armée régulière qui entre en ligne sous la conduite de ses chefs. Ce sont des officiers, des colonels, des généraux qui avouent avoir reçu des ordres. Dans tout on y voit la manifestation

d'une pensée unique : celle du sultan rouge, comme il a été qualifié par l'illustre M. Vandal, du sultan assassin comme il a été appelé par Gladstone. *(Applaudissements.)*

Si je ne craignais pas de fatiguer l'attention de ceux qui m'écoutent, et aussi celle des orateurs qui parleront après moi, je trouverais intéressant de jeter un coup d'œil rapide sur la « physionomie morale » du sultan. On trouverait dans cette étude des éléments précieux pour comprendre et expliquer au moins en partie les événements qui se sont déroulés ces dernières années et aussi ceux qui se préparent dans un avenir sombre.

Quand, en 1874, Abdul-Hamid monta sur le trône, la Turquie était agitée par les passions les plus opposées. Les chrétiens, toujours dans l'attente des réformes promises, menaçaient la révolte. Aux portes de l'empire, Russes, Monténégrins, Roumains et Serbes étaient prêts à prendre les armes. A l'intérieur, à Constantinople même, le sultan se voyait poussé, pressé entre deux partis opposés : celui des jeunes Turcs et celui des vieux Turcs. Les jeunes Turcs voulaient des réformes et aspiraient à une constitution de forme européenne. Les vieux Turcs s'opposaient à n'importe quelle innovation, prétextant que les malheurs de l'empire et la déchéance de la grande idée musulmane avaient commencé le jour où l'on avait pour la première fois ouvert un soupirail aux idées délétères de l'Occident.

Il fallait donc que le sultan se décidât pour un des deux partis. Abdul-Hamid n'hésita point. Il s'enrôla dans les rangs des vieux Turcs, devenant ainsi le chef du parti des fanatiques. Son empire personnel en fut consolidé et il parut comme le restaurateur de l'Islam. A partir de ce jour-là, les ministres ne furent plus que de simples instruments dans ses mains. Leurs promesses, leurs discussions, leurs votes ne furent plus que des leurres, de la poudre aux yeux de la diplomatie. Il fallut un certain temps avant que l'Europe pût s'apercevoir que l'axe du gouvernement venait d'être déplacé à Constantinople, de la Porte vers le palais d'Yldiz, résidence du Sultan. Les fréquents changements de ministres manifestèrent la présence d'une autorité soupçonneuse et capricieuse avec laquelle il fallait pourtant compter. Derrière ce voile, la figure du sultan apparaissait aux yeux de l'Europe comme une figure assez sympathique, trompée qu'elle était par les panégyriques des salariés qui se pressent toujours sur les talons de tout nouveau maître. *(Applaudissements.)*

En réalité, Abdul-Hamid ne possédait aucune des qualités qui lui

étaient attribuées. Il n'avait pas même hérité par atavisme cette franchise, ce courage qui sont une des qualités des gens de sa race. Craintif depuis son enfance, les tragédies de sa vie devaient accentuer encore ce côté défectueux de sa personnalité morale. Son oncle avait été détrôné pendant une nuit orageuse par une bande d'étudiants en théologie et de soldats. Son frère avait subi le même sort avec sa complicité, trois mois après. Ce sont là des exemples qui laissent des traces ineffaçables dans les natures timides.

En effet, Abdul-Hamid de craintif devint peureux jusqu'au point d'autoriser un historien aussi profond qu'impartial à dire qu'il fallait chercher dans la peur l'explication de tous les actes les plus importants de la vie du Sultan, une peur pathologique d'être détrôné et tué. Quittant alors les vieux palais des sultans, Abdul-Hamid se réfugia dans un coin de Constantinople, sur une colline hérissée d'excellents canons qui dominent toute la ville, dans un parc immense, véritable dédale de rues irrégulières, de ruisseaux et de lacs qui au besoin pourraient se transformer en autant de lignes de défense.. Là, derrière une triple muraille, une espèce de kiosque fermé sert au sultan de palais officiel, et un grand nombre d'autres kiosques lui fournissent un asile qui change chaque nuit, car le sultan ne dort jamais deux nuits de suite dans le même lit, ni deux fois de suite dans le même kiosque, de la même manière qu'il vit environné d'un certain nombre de chats auxquels il fait goûter tous les jours ses mets de crainte d'être empoisonné ! Tout autour sont échelonnées des casernes bondées de Kurdes, d'Albanais et de Syriens. *(Murmures.)*

Une moitié de l'armée turque reste ainsi à la disposition du sultan. Après, c'est la cohue des espions musulmans destinés à la surveillance des chrétiens. Des espions chrétiens surveillent à leur tour les espions musulmans. Et de la même manière qu'il y a autour du sultan une armée et une police spéciales, il y a aussi une bureaucratie spéciale, un ministère spécial, bien plus important que le ministère qui a sa résidence à la Porte pour tromper l'Europe.

Dans l'ensemble, l'existence du sultan rappelle à la mémoire l'exemple classique du despote oriental qui, victime de sa propre tyrannie, s'environne de dix mille personnes qui doivent veiller à sa sûreté personnelle et au milieu desquelles il craint plus que s'il était seul, car il voit dans tous ceux qui s'approchent de lui des assassins possibles.

Cette organisation d'un Etat dans l'Etat doit nécessairement coûter de grosses sommes. C'est plus de 150 millions qu'il faut chaque année au sultan pour faire face aux dépenses de sa cour et ces millions sont soustraits au Trésor public. Pendant que les finances du sultan sont dans un état aussi anormal, celles de l'Etat languissent et s'appauvrissent. Les travaux publics sont suspendus; on vend, pressé par la nécessité toujours croissante d'argent, jusqu'aux machines de certains navires de guerre ancrés dans la Corne d'Or; on invente de nouveaux impôts et l'on augmente ceux déjà existants. Peu importe si les terrains restent en friche et si la famine et la mort ravagent les populations de l'empire.

On comprend par cela que le cercle vicieux dont on a parlé comme étant la conséquence nécessaire de la politique de fous qui prévaut en Turquie, qui est la politique des vieux Turcs, se soit toujours resserré et soit devenu encore plus dur à cause de la nouvelle politique du sultan qui accentue les anciens abus. (*Approbations.*)

Il n'y a qu'à prendre tous ces éléments et mettre ensemble : le mécontentement du peuple chrétien, son désir de réformes, ses aspirations à une autonomie, à quelque chose enfin de différent de l'actuel régime qui lui permette de vivre, la peur pathologique du sultan d'être assassiné et enfin le fanatisme qui pousse autant le sultan que son entourage à de continuelles vexations contre les chrétiens et l'on aura les données nécessaires et suffisantes pour expliquer l'origine des violences dont sont victimes autant les Arméniens que les Macédoniens.

Mais expliquer certains phénomènes, ce n'est pas les justifier, car on ne justifie point les violences d'Abdul-Hamid ni la conduite des puissances qui ont assisté à ces horreurs sans lever un seul doigt pour les empêcher. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas ma tâche de vous tracer dans ce meeting un tableau bien détaillé des derniers événements de Macédoine et d'Arménie. Je laisse à d'autres de faire cela. Je me limiterai à poser la question. Les Arméniens, naturellement, vivaient déjà en désaccord avec les Turcs, qui à leur tour étaient très irrités contre les Arméniens, les supposant désireux de nouveautés. Mais le fait occasionnel ou, pour mieux dire, le plus grand aiguillon au massacre et au pillage — qui permit au sultan de concevoir l'idée monstrueuse de supprimer la question arménienne en supprimant les Arméniens — a été la tentative faite par le préfet de Musch à extorquer les impôts.

Le Sassoun est un district voisin de Moush. C'est la région où les Arméniens sont le plus nombreux. Bergers et agriculteurs vivent éparpillés dans les villages parmi les tribus des Kurdes, lesquels, par le seul fait qu'ils appartiennent à la religion des dominateurs, croient pouvoir dépouiller les Arméniens de la même manière que les Albanais des montagnes descendent dans les plaines de la Macédoine pour imposer des tributs à cette partie de la population qui n'est pas musulmane. Les Arméniens, trop faibles pour tenir tête aux Kurdes, payaient et se taisaient. Mais quand le préfet de Musch, poussé par le besoin de faire de l'argent à tout prix, se présenta aux Arméniens pour exiger un impôt qui n'était pas dû, les Arméniens en refusèrent le paiement. C'était là le prétexte depuis longtemps attendu pour tomber sur les chrétiens. Sans crier gare, sans la moindre menace préventive, on lança les soldats réguliers et irréguliers contre les rebelles. Pendant deux jours ce fut un carnage épouvantable. Trente villages furent détruits et 5,000 personnes massacrées. La mort régnait là où avait régné la vie. (*Profonde émotion.*)

Ces violences, ces entorses à la légalité, on les croirait des cauchemars, s'il ne s'agissait malheureusement d'une triste réalité. On dirait le résumé d'un pamphlet quelconque dicté par la rancune politique d'un exilé en lutte contre l'autorité du sultan.

Eh bien! non, citoyens! Il s'agit seulement de documents officiels de faits étudiés, examinés, passés au crible, pesés, avec mille précautions et pris dans les *Livres bleus* du gouvernement anglais etdans les *Livres jaunes* de la République française. Et comme je pense avoir encore la parole pour quelques minutes, je vous donnerai lecture de quelques lignes traduites d'un *Livre bleu* et qui reproduisent la déposition d'un soldat turc. Ecoutez combien de pitié sort de ces pages qui ont pourtant la sécheresse des pages bureaucratiques.

(*L'orateur lit.*) ... Dans l'ensemble on a tué 5,000 personnes en deux seules journées. (*Emotion.*)

Et nous ne sommes qu'aux premières escarmouches, au commencement de cette campagne d'un souverain qui conspire contre la vie de deux millions de ses sujets. Le 18 septembre 1895, des Arméniens font une imposante manifestation à Constantinople pour appeler l'attention des puissances sur la condition de leurs frères d'Arménie. La police ne manqua pas l'occasion de s'élancer contre tous les quartiers habités par des Arméniens. En deux jours, on massacra plusieurs centaines

d'innocents et de coupables supposés. Ce premier massacre est le commencement de la mise en œuvre de tout un plan de massacres, qui devait continuer en Europe et en Asie.

Le 4 octobre commencent les massacres de Trébizonde. Le 18 octobre, c'est le tour d'Erzeroum et de Diarbekir. Partout se répand le cri : « Le sultan permet que l'on tue les Arméniens. » Le fanatisme de la foule musulmane se déchaîne. Les *muezzins*, du haut des minarets, appellent le peuple non pas à la prière, mais au massacre, et 150,000 Arméniens sont massacrés! (*Emotion profonde.*) Et de quelle affreuse manière! A l'un on coupe les mains et les pieds avant de le faire mourir. Ces pieds et ces mains sont exposés dans une boucherie, avec une pancarte portant la légende : « Pieds de porcs à vendre. » On obligea les mères à se tenir debout avec leurs petits dans les bras tandis qu'on les tuait. A d'autres on arrachait les yeux et la langue. Une véritable orgie de sang qui suivait un long martyre !

Et le sultan connaissait tout cela. On a des preuves, par milliers, qui démontrent la connivence d'Abdul-Hamid avec les massacreurs. A Hadjilar, petite ville des environs de Césarée, des hommes armés arrivèrent, avant l'époque des grands massacres, demandant à tuer les Arméniens. Les autorités ignorant lessecrets de la politique du sultan, firent arrêter ces hommes. Deux jours après arrivait l'ordre de les mettre en liberté en faisant cadeau à chacun d'eux de 3 livres turques. Ça c'est une preuve.

Une autre fois, tandis que dans une ville de l'Asie-Mineure on pillait et l'on massacrait, un ingénieur européen rencontra hors des portes un commandant des troupes régulières qui se tenait à la tête de ses hommes en fumant. L'ingénieur lui dit : « N'entendez-vous pas le tapage que font les massacreurs ? L'heure n'est-elle pas venue d'y mettre un terme ? » Et le commandant de répondre en consultant sa montre : « J'ai ordre d'accorder le temps nécessaire. » *(Sensation.)*

Comprenez-vous, citoyens ? Le temps nécessaire pour que le massacre continuât jusqu'à la fin ! *(Applaudissements.)*

C'est à cause de ces faits que le Comité « Pro Armenia » a senti la nécessité de dénoncer à l'exécration de l'Europe l'œuvre du sultan. Mais nous ne dénoncerons pas seulement l'œuvre des barbares, agents d'une plus cruelle barbarie. Nous dénoncerons aussi la conduite des puissances qui, après avoir maintes fois promis de se charger de veiller à la réalisation des réformes en Arménie, réformes promises en 1878, n'en firent rien. Depuis la conclusion du traité de Berlin, vingt-cinq ans se

sont écoulés, et l'Arménie n'a eu, au lieu des réformes promises, que de nouveaux et plus terribles massacres.

Le président me prévient que j'ai dépassé déjà le temps concédé à chaque orateur. Je dois donc finir, citoyens, et je finirai par une demande. Le trône turc est occupé depuis plusieurs années par un despote féroce. L'Europe pourrait mettre un frein à ses rapines, à ses crimes, si elle le voulait. Mais elle n'a jamais bougé. C'est à nous d'agir, par des protestations continuelles, urgentes, de manière que chaque gouvernement sente sa propre responsabilité. Si vous êtes de cet avis, vous n'avez qu'à exprimer votre pensée en votant par acclamation l'ordre du jour qui vous sera présenté à la fin du meeting. *(Longs applaudissements.)*

Le Président donne ensuite la parole à M. Pierre Quillard, rédacteur en chef de *Pro Armenia*, dont l'apparition à l'avant-scène est saluée pendant plusieurs minutes par les cris de « vive la France! »

M. P. QUILLARD

Les applaudissements redoublent quand celui-ci, en exprimant les regrets de Francis de Pressensé, retenu en France, déclare, au nom de l'éminent collaborateur de *Pro Armenia* « qu'il aurait été heureux, quand il interrogera le Gouvernement sur les affaires d'Orient à la rentrée prochaine, de faire savoir au Parlement français que les sentiments généreux de la nation française concordaient avec ceux de l'Italie du Risorgimento. »

M. Pierre Quillard expose ensuite, avec référence aux documents diplomatiques et aux correspondances les plus récentes, la situation présente des provinces arméniennes. Il indique toutes les responsabilités, celles du sultan et celles des puissances européennes qui n'ont pas fait exécuter le traité de Berlin. Puis après avoir montré que les nouvelles reçues tout dernièrement d'Arménie peuvent faire appré-

hender de prochains désastres, il déclare que la seule politique raisonnable et juste consiste à appliquer au plus tôt les réformes nécessaires, jugées urgentes par les puissances elles-mêmes, et notamment la nécessité d'un contrôle européen. Il termine en affirmant avec énergie que dans trois pays au moins en Europe : France, Angleterre, Italie, l'opinion publique peut agir efficacement sur les gouvernements et qu'ainsi, par une entente analogue à celle qui exista pour la solution de l'affaire crétoise, les questions d'Arménie et de Macédoine peuvent être réglées sans effusion de sang, car « nous abominons la guerre » et dans l'intérêt même de la Turquie. Il adresse enfin aux citoyens italiens le salut fraternel des citoyens français unis à eux pour une cause commune d'humanité et de justice.

D'après le *Secolo*, « le discours de l'orateur français, souvent interrompu par des applaudissements, suscite à la fin une acclamation enthousiaste.

Le journaliste républicain G. Miceli, rédacteur politique de l'*Italia del Popolo*, prend ensuite la parole. Bien qu'il ait prié les auditeurs de ne pas applaudir, pour ne point perdre de temps, il est fréquemment applaudi.

M. G. MICELI

Rédacteur à « l'Italia del Popolo ».

La présence dans le Comité promoteur du Comice des représentants de tous les partis politiques vient de prouver qu'il y a dans le peuple italien un sentiment de justice en pleine harmonie avec les traditions de notre droit public. Il y a des monarchistes dans votre Comité qui s'exaltent à la prochaine arrivée à Rome de l'empereur féodal d'Allemagne, mais qui, dans le secret de leur conscience, lui

reprochent d'avoir sacrifié aux intérêts de voyageurs de commerce allemands la cause des chrétiens de l'Orient.

Quand cette diplomatie, que Giovanni Bovio a défini *insidieusement cruelle*, vient de consacrer l'intégrité de l'Empire ottoman, elle est responsable d'une faute devant le droit international qui nie l'existence aux sociétés criminelles.

Et c'est comme une société criminelle que doit être considéré cet empire où la vie humaine et l'honneur des sujets ne sont pas sacrés ; où un sultan dégénéré — dont les nuits sont toujours troublées par le fantôme d'Abdul-Azziz — a pris cent mille brigands kurdes et en fait les soldats de la barbarie Hamidié ; et comme ces brigands-soldats ne sont pas payés, ils sont encouragés aux pillages et aux carnages des Arméniens.

A présent on semble avoir renoncé aux grands carnages pour ne pas surexciter l'opinion publique en Europe : on ne tue plus par milliers, on tue par dizaines chaque jour ; ainsi les nouvelles des petites tueries ne parviennent pas en Europe.

La Turquie a la spécialité des bachibouzouks non seulement à l'intérieur, mais aussi dans une certaine presse européenne, qui inventa des illustrations représentant toutes des hommes farouches armés de bombes, qui étaient présentés comme *les anarchistes arméniens*. C'était une manière indigne d'exploiter le sentiment des conservateurs en Europe, dans un moment qu'ils craignaient beaucoup les attentats des anarchistes.

Il rappelle le massacre de 300.000 Arméniens, victimes de leur foi chrétienne et de l'amour de la patrie. Il rappelle la défense héroïque de Zeitoun où les insurgés ont repoussé

Ethem-pacha; la fierté et l'honnêteté des Arméniens qui pendant une journée furent les maîtres de la Banque ottomane et ne touchèrent pas à un sou; l'épisode héroïque de l'assaut de la caserne et de la défense du monastère de Aja Soulouk où tomba, tuée par les Turcs, la jeune et belle abbesse, qui se voua à la foi et à la patrie.

La situation est la même en Macédoine qu'en Arménie; les éléments des diverses nationalités doivent s'y mettre d'accord pour conquérir leur liberté.

Ce vœu est dans la tradition de la politique républicaine italienne. En 1854, Joseph Mazzini a écrit que l'avenir des nationalités opprimées de l'Orient ne doit pas être confié à l'empire autocratique de la Russie, ou à l'empire mosaïque d'Autriche, mais à la Fédération balkanique.

Si le gouvernement italien veut intervenir dans les affaires d'Orient, il ne devra pas renouveler les erreurs criminelles commises dans les eaux de la Crète en 1897, quand l'amiral Canevaro tirait sur les insurgés chrétiens, mais il devra au contraire donner protection aux peuples qui se battent pour la liberté.

Ceci est le vœu de la section milanaise du parti républicain; des jeunes hommes de la Société *Alberto Mario*.

Après G. Miceli, M. Siméon Radeff, rédacteur en chef du *Mouvement Macédonien*, paraît à l'avant-scène et est accueilli par une chaude ovation. Très ému, il prononce, en français, un discours souvent applaudi.

M. SIMÉON RADEFF

L'orateur regrette de ne pouvoir exprimer assez vivement sa reconnaissance et sa joie de constater que l'Europe

semble se réveiller. Hier c'était la France, aujourd'hui c'est l'Italie qui s'intéresse aux opprimés d'Orient, « la nation qui a proclamé les droits de l'homme et celle qui a proclamé le droit des nations ».

Les Macédoniens revendiquent ces droits de l'homme qui leur sont niés. Ils se défendent, malgré les calomnies d'une presse salariée par le Sultan, en hommes et non en brigands.

Après avoir montré l'insuffisance du projet austro-russe, il formule ainsi les revendications macédoniennes :

Nous n'avons jamais revendiqué des droits spéciaux pour les chrétiens. Nous ne voulons pas faire des catégories parmi les habitants de la Macédoine. Nous exigeons au contraire que ces catégories disparaissent, et avec elles les privilèges de toutes sortes. Nous voulons un régime légal qui ne fera aucune distinction parmi les races et les religions de Macédoine. Nous voulons des droits généraux et des garanties objectives. C'est tout notre programme.

Ce programme ne peut être exécuté que sous le contrôle de l'Europe.

Le contrôle collectif de l'Europe résume toutes nos revendications. Nous ne demandons pas de larges réformes organiques ; nous ne voulons pas porter atteinte à l'intégrité de l'empire ottaman. Nous désirons rester une province de la Turquie. Nous nous contenterons même des lois turques telles qu'elles sont actuellement ; mais nous réclamons une garantie pour l'application des lois, et cette garantie, seul le contrôle européen peut nous la donner.

Les Macédoniens ont foi en l'Europe, mais foi aussi en eux-mêmes. Ils sont décidés à conquérir leur liberté par la force, et ils feront la révolution, quelles que soient les catastrophes dont on les menace.

Cette péroraison énergique est très applaudie.

A Siméon Radeff succède le député belge Lorand, qui parle l'italien comme un Italien et dont la parole simple et forte suscite, à plusieurs reprises, de vives acclamations.

LE DÉPUTÉ G. LORAND

Il a peu à ajouter, dit-il, à ce qu'ont exposé les précédents orateurs qui ont amplement traité la question. Ceux qui ont assisté aux réunions de Paris et de Bruxelles disent que la réunion de Milan égale en importance celle de Paris.

Quand nous pensons que les massacres d'Orient, que l'égorgement de 300.000 Arméniens se répèteront peut-être en Macédoine, nous devons nous étonner que ces choses se produisent au xx[e] siècle, à peu de distance des grands centres civilisés et il en résulte un sentiment de honte pour tout ce qui se tolère sous les yeux des peuples civilisés.

Notre manifestation ne doit pas être seulement une manifestation de solidarité humaine ou de pitié chrétienne, mais une démonstration politique qui impose aux puissances européennes la conduite opportune.

C'est l'exécution du traité de Berlin qu'il faut vouloir, et le contrôle efficace des puissances européennes qu'il faut mettre à exécution.

Quand le député radical belge a terminé son discours, au milieu des applaudissements, l'abbé Don Vercesi, applaudi avant même d'avoir parlé, fend la foule qui encombre la scène.

L'ABBÉ DON ERNESTO VERCESI

Après avoir rappelé qu'en France, en pleine bataille parlementaire, au plus fort d'une lutte ardente pour ou contre les congrégations, des députés d'opinions entièrement divergentes, se sont entendus pour parler ensemble, le 15 février, en faveur de l'Arménie et de la Macédoine, don E. Vercesi, soutenu par les applaudissements chaleureux de l'auditoire, se félicite que la même cause réunisse, à Milan, « le socialiste Turati, un prêtre et les représentants de tous les partis libéraux et conservateurs ».

Après avoir flétri les gouvernements d'Europe, l'orateur constate avec regret que la politique extérieure soit demeurée, même dans les pays démocratiques et de libre discussion, une sorte de territoire réservé. Il faut, au contraire, que le peuple, tout le peuple soit initié à la politique étrangère. Au reste, les demandes que nous formulons n'ont rien d'exagéré.

Et que demandons-nous, citoyens ?
Peut-être demandons-nous la déposition du Sultan, nous élevons-nous contre la Turquie et les Turcs ? Non, le Sultan peut dormir tranquille, protégé comme il est par les intérêts des puissances européennes ; ce que nous demandons, c'est qu'il ne rougisse plus un trône de sang humain, baptisé ou non.

Il n'est pas possible d'assister impassible aux crimes du Sultan sans devenir « moralement complice de l'assassin couronné ». Il faut que tous les hommes de bonne volonté agissent d'un commun accord sur les gouvernements. Quant à lui et à ses amis de l'*Osservatore Cattolico*, au nom desquels il parle, il est heureux de s'associer à cette croisade humanitaire.

Le discours de Don E. Vercesi est plusieurs fois coupé par de vifs applaudissements.

Le docteur Loris-Mélikoff devait parler aussitôt après lui; mais pour rendre plus saisissant le contraste harmonieux de cette réunion, les assistants réclament d'abord le député socialiste Turati.

M. PHILIPPE TURATI

Député socialiste

Je ne voulais pas, citoyens et mesdames, absolument pas, quoique forcé par votre appel, prendre le tour d'un homme qui représente ici la race arménienne, du docteur Loris-Mélikoff, qui a été, on peut le dire, l'initiateur de cette agitation. De toute manière, puisqu'il m'assure qu'il parlera après moi, je profite de sa courtoisie et de la vôtre, restant établi que le droit de parler après moi est acquis à M. Loris-Mélikoff.

Je n'ai pas beaucoup de choses à vous dire. Après tant d'orateurs qui, soit à cause de leur origine, soit par la compétence d'études spéciales, ont pu si bien élucider la question, il ne me reste pas même — pour employer la phrase d'usage à la fin des meetings — de quoi glaner dans le champ déjà moissonné. Vous avez entendu M. Quillard — un spécialiste dans la matière — vous avez entendu M. Lorand — qui se fait passer pour Belge, mais que je m'obstine à retenir pour Italien depuis que je l'ai entendu parler et improviser même des mots d'esprit absolument italiens et qui n'ont pas de contrepartie dans la langue française.

Que peut donc vouloir de moi le Comité promoteur, qui — permettez-moi de considérer cela comme une preuve de confiance — m'a placé le dernier dans la liste, à l'heure de la fatigue et du dîner qui approche, presque à la porte de sortie du meeting, où un orateur inhabile peut facilement nuire et un orateur habile n'a plus rien à ajouter ?

Que pourra vous dire un orateur socialiste qui dans cette réunion de toutes les opinions et de tous les partis, veut chercher, sans infatuation, ou superfétation personnelle, quel est ou quel devrait être la pensée — dans une pareille question — du prolétariat italien. J'ai déjà

été dans cela prévenu en partie par ce sympathique orateur qu'est Don Vercesi qui, en sa qualité de démocrate-chrétien, est une espèce de demi socialiste. *(Hilarité.)*

Un orateur socialiste ne peut vous dire qu'une chose très simple et très décourageante : Le prolétariat italien ne sait pas. (*Une voix : C'est mal.*)

Certainement que c'est mal ! Mais comme c'est la vérité on aurait tort de la cacher. Les orateurs qui m'ont précédé ont fait de magnifiques discours en parlant, mettons si vous le voulez bien, au nom de deux millions d'Italiens. Mais les Italiens sont — suivant le dernier recensement — au nombre de 32 millions, et moi, en ma qualité de socialiste (que mon orgueil satanique ne vous déplaise pas) je devrai parler au nom des autres 30 millions. Mais ces 30 millions, s'ils étaient interrogés sur la question avoueraient n'y rien comprendre. Vous me permettez, n'est-ce pas, après que les autres orateurs ont récité tant d'actes de foi, d'espérance et de charité, de réciter à mon tour un acte de sincérité, un acte — c'est ainsi n'est-ce pas Don Vercesi — qui ne se trouve pas dans les livres de prières, mais qui, peut-être, vaut et résume tous les autres.

Interrogez le prolétariat italien. Il vous répondra : Arménie, Macédoine, Sublime-Porte, le Divan, Yldiz-Kiosk, les Turcs, les Kurdes, les Circassiens, les Albanais, les Koutzo-Valaques, le Calife, les Cheiks, les Baschi-Bouzouks, les Kaimakams, les Valis, le traité de Santo-Stefano, le traité de Berlin, les iradés du Sultan, la note austro-russe, le projet de M. Delcassé ?... Mais nous ne savons rien de tout cela, nous n'en avons jamais entendu parler. Nous ne pouvons donc donner à votre agitation ni un battement de notre cœur, ni une de nos idées. Quand nous parlons de Trébizonde, nous entendons parler d'un pays très éloigné où l'on perd la tête. (*Hilarité.*)

De l'Arménie nous savons seulement ceci, que ses montagnes ont eu le tort de sauver l'Arche de Noé avec toutes ses bêtes et la semence humaine dont la terre pouvait se passer. Certainement ils ajouteteraient, ce sont des scènes déchirantes que celles que nous ont raconté MM. Pinardi, Radeff et Quillard. Mais nous aussi, si vous saviez combien nous sommes opprimés, non pas par un Sultan rouge ou par un Sultan jaune, mais par une fatalité qui pèse sur notre pays. Vous nous avez parlé de peuples auxquels est défendue toute manifestation de pensée civilisée, de peuples — car la question est aussi, et surtout, une

question pécuniaire — pressurés par les impôts et les dîmes — des dîmes aussi fortes qu'on devrait les appeler des quarts, des tiers, des moitiés ! Des impôts arrachés avec les plus injustes procédures, véritable brigandage disait M. Lorand : en Italie aussi, si vous saviez comment ce brigandage s'exerce ! (*Vifs applaudissements.*)

Une voix. — Et les assassins marchent sur nous avec des baïonnettes !

Turati. — Ces *Kafirs*, ces impôts fantastiques dirait notre prolétariat nous les connaissons aussi, en Sardaigne, dans les Pouilles, dans les Calabres... Lisez seulement la statistique des expropriations !

Je me rappelle d'avoir lu dans un discours de M. de Pressensé, dont l'absence a tant été regrettée dans ce meeting, quelque chose des receveurs Albanais qui descendent en Macédoine, comme autant de brigands, environnés par des hommes armés, s'installent dans les maisons des habitants les plus en vue et après avoir tout emporté, se font payer ce qu'ils appellent « l'usure des mâchoires », c'est-à-dire une indemnité pour avoir mangé tout ce qui se trouvait dans le pays (*Hilarité.*)

Cela arrive aussi un peu dans notre pauvre pays. Les receveurs qui parcourent la Sardaigne quand ils ont fait « place nette » imposent aux victimes les frais de la procédure, comme qui dirait le prix de la corde qui les a étranglés !

On a parlé de massacres de 3,000 Arméniens, brûlés vivants dans une église à laquelle on avait mis le feu après en avoir induit de pétrole les pilliers de bois, on a parlé de 300,000 massacrés. Eh bien, nous aussi nous avons nos petites Orfa, nos Sassoun, nos Diarbékir, qui s'appellent Galatina, Giarratina, Candela (*Emotion.*)

On a beaucoup parlé d'une justice turque, c'est-à-dire d'une justice sans entrailles, favorable aux dominateurs. « Eh bien, vous diront ces pauvres gens, chez nous aussi la justice est terriblement turque, quand il s'agit d'employer ses balances entre des gens puissants et des pauvres diables, entre des riches et des misérables. » Peut-être bien que la justice turque est un peu partout (*Applaudissements.*) Il en est dans la matière comme dans le petit poème romanesque « Le Sérail » (Er Serrajo) où les animaux parlant, quand ils veulent s'insulter, s'appellent « des hommes ». C'est donc possible qu'en Turquie, en parlant d'une certaine justice, on l'appelle « justice italienne ! » (*Applaudissements.*)

Et, après tout, nous n'avons pas même cette dernière consolation, de pouvoir, comme le font les opprimés de la Turquie, personnifier toute

cette malédiction de Dieu dans un Sultan rouge, dans un « assassin couronné » comme l'a appelé le seul orateur — et il devait être, voyez le paradoxe, un prêtre chrétien ! — qui ait ici proféré un hymne à la vengeance *(Commentaires.)* Et s'il en était ainsi ce serait une grande chance car le jour de la sainte vengeance, il suffirait d'une seule tête sur une seule pique pour délivrer la Macédoine, l'Arménie et la Turquie par dessus le marché. Mais nous n'avons pas même cette consolation. Nos Sultans, nos émirs, nos valis, nos effendis et nos cliques — ce mot-là aussi doit être un mot turc — sont trop nombreux pour que nous puissions nous en délivrer avec un procédé aussi rapide.

Et c'est précisément ces jours-ci qu'en Italie, qui n'est pas la Turquie et l'Arménie, on parle de populations qui se nourrissent d'herbes *(Applaudissements)* et on apprend qu'à Nardo des milliers de paysans, pour trouver de quoi manger, arrachent l'herbe des routes communales.

Que signifie mon discours ? Il signifie qu'il est tout naturel que notre prolétariat ne peut donner que l'aide d'une faible voix dans un meeting de cette nature. Non pas — et nous devons dire ceci aux amis venus ici du dehors — que le prolétariat italien soit un prolétariat égoïste, sèchement enfermé dans sa douleur, oublieux de l'aide qui a été donnée à ses luttes pour l'indépendance, des sympathies que firent naître à l'étranger ses malheurs. Mais parce que c'est une loi fatale que, quand un peuple se recueille pour chercher et créer en lui-même — comme c'est actuellement le cas en Italie où l'on est en train de découvrir une Italie inconnue — et faire d'une terre de morts un peuple de vivants pour le donner à la liberté et à toutes les revendications humaines, il est naturel, dis-je, que pendant cette période de recueillement, il reste peu de temps pour se mettre à la fenêtre et répandre son affection et son indignation sur les malheurs lointains de pays éloignés. *(Bruits.)*

Messieurs, dans une réunion préparatoire de ce meeting, parmi les choses que j'ai dites, et qui semblèrent aux amis idéalistes — à Madame Ravizza par exemple — absolument cyniques, j'ai avoué une profonde ignorance en fait de politique étrangère en ajoutant qu'en ceci je me sentais le véritable et digne représentant du peuple italien. L'Italie qui a donné à l'histoire et à la civilisation les Christophe-Colomb et les Marc-Polo, est devenue un peuple qui ne croit plus à la géographie. Cette ignorance est inconsciente, mais cette ignorance — qui n'est pas seulement italienne — je l'avoue et je la dénonce parce que au fond elle

est la seule et véritable responsable de toutes les infamies qui se produisent de loin ou de près. Oui de. près, car les autres fois c'était seulement l'Arménie qui était mise à feu, mais maintenant c'est aussi la Macédoine entière qui brûle et le danger est à nos portes. (*Approbations.*)

Je me rappelle d'une phrase profonde qui a été dite au meeting du Château-d'Eau, par l'éloquent M. Jaurès, une seule phrase : « Cette longue ignorance couvre un long égorgement. » Oui, voilà la véritable cause des désastres que nous déplorons. Et M. Jaurès parlait des Français, qui sont bien plus avant que nous dans l'éducation politique et dans le cosmopolitisme moral. C'est ainsi que les événements éloignés de la Macédoine et de l'Arménie n'arrivent à nous que comme des légendes étranges, mystérieuses, dont nous ne connaissons pas les causes et dont nous ne devinons pas les remèdes.

Voilà pourquoi, moi qui crois peu à l'efficacité d'une action immédiate, je suis toutefois de tout mon cœur avec ce meeting. J'en apprécie surtout le caractère pédagogique, comme un prélude du jour où le peuple, où tous les peuples, délivrés de leurs misères intérieures, commenceront à porter leurs regards au dehors et pourront faire eux-mêmes leur politique étrangère. Ils pourront la faire de la seule manière possible, qui ne consiste pas seulement à modifier l'article de la constitution qui réserve aux princes le droit de faire la guerre et de conclure des traités, mais qui consiste ausi à élever l'éducation politique des peuples, assez haut pour que chaque homme se sente citoyen dans le monde, et sente aussi, dans tout ce qu'il y a de grand ou de criminel qui arrive sur la terre, sa propre complicité ou sa propre gloire. (*Applaudissements.*)

Dans l'absence et le silence des peuples, les gouvernements sont seuls à parler ; la diplomatie conspire et, de celle-ci, nous pouvons dire tout le mal que nous en pensons, sans pouvoir encore nous en passer. C'est une espèce de belle-mère qu'il faut supporter en paix. Les gouvernements environnent le Sultan et jouent le rôle de docteurs autour du lit de ce grand malade qu'est l'Empire Ottoman, mais ce qui est curieux c'est que chacun de ces docteurs espère en être l'héritier !

Que pourra donc faire le prolétariat italien ? Organiser une légion italienne ? Mais le général Riccioti Garibaldi se met en colère, si on en parle. Une simple protestation ? En face d'un aussi grand désastre ce serait presque une ironie. M. Radeff nous a dit, il est vrai : « Votre voix

réconfortera mes frères ». Mais il faut en convenir, c'est là un réconfort très platonique. *(Commentaires)*.

Nous déplorons les massacres. Mais les massacres sont comme une loi historique et fatale au moment où une civilisation surgit. Et du reste n'est-ce pas un massacre continuel que notre même société capitaliste? La statistique ne nous dit-elle pas que la vie moyenne dans les classes riches est presque le double de celle des classes pauvres? Quelle autre chose est celle-là sinon le système social qui massacre à mi-chemin, dans la vie, la grande majorité des citoyens?

Nous formulerons alors un vœu de sympathie. Mais on vous a rappelé le vieux Krüger et les vœux de sympathie pour le peuple boër, soulevé par son passage. A quoi ont-ils abouti? Serons-nous des misérables qui, restant ici les bras croisés, pousseront ces peuples aux révoltes, étouffées dans le sang?

Approchons un peu plus du problème. On vous a dit que les Macédoniens sont divisés en cinq races, ennemies entre elles : les Bulgares, les Albanais, les Serbes, les Turcs, les Koutzovalaques. Ajoutez les juifs qui, dans les civilisations primitives, forment une nation à part. Et, dans chacune de ces races, les infidèles luttent avec les chrétiens, les orthodoxes avec les convertis.



C'est une loi fatale de l'histoire, que ce passage des peuples à travers les luttes de race et de religion pour arriver enfin aux hauteurs de la morale irreligieuse. Mais les Italiens sont sceptiques en fait de religions plus ou moins révélées. Le seul orateur qui, à cause de sa religion et de son habit, pouvait avoir une dent contre le citoyen Mahomet, et peu de respect pour les houris, le prêtre Vercesi, n'a pas voulu lui-même poser la question sur ce terrain. Il a, au contraire, bien indiqué qu'il parlait en défense de tous les opprimés, baptisés ou non, affirmant qu'une nouvelle croisade contre le croissant était loin de son esprit. Ce scepticisme italien fait du reste notre supériorité et notre force. C'est par lui que des hommes qui, en politique, ont été entre eux jusqu'hier comme chiens et chats et recommenceront à l'être demain, se trouvent aujourd'hui ici d'accord pour une même affirmation humanitaire.

Ferons-nous alors une question de races? Laissez que je vous le dise en confiance. J'ai une véritable adoration pour les Turcs. Mon ami Pinardi vous a dit beaucoup de mal des Turcs ou pour mieux dire du *Turc* — on le met au singulier pour pouvoir le tuer plus pacifiquement — il vous a parlé de leur despotisme, de leurs privilèges. Mais, certainement

il oubliait qu'il y a un prolétariat turc, le plus malheureux, le plus opprimé, le plus pauvre de tous les prolétariats du monde car, en Turquie, il n'y a pas encore une bourgeoisie développée. On y est encore à cette époque de transition dans laquelle on souffre avec tous les malheurs du moyen-âge, toutes les maladies qui découlent de la civilisation capitaliste. Et puis, j'adore le Turc, aussi parce que la Turquie en est réduite aujourd'hui à louer, vis-à-vis de l'Italie, le rôle de la fameuse Espagne de Rossini, c'est-à-dire qu'elle est désormais la seule nation qui soit plus malheureuse que la nôtre. *(Hilarité.)*

La Turquie, en effet est horriblement gouvernée, mais, à ce sujet, il faudrait nous demander : qui gouverne la Turquie ? Car j'ai lu plusieurs fois que ce qui gouverne vraiment la Turquie c'est la Russie d'accord avec l'Autriche et l'Allemagne et qu'entre les jalousies réciproques de ces puissances, le malheureux et nominal gouvernement turc, ne tient debout que par sa propre faiblesse.

L'Orient c'est l'intrigue de l'Europe. Quand nous prenons la défense d'un peuple oriental, nous ne savons jamais si nous servons l'intérêt des Allemands, constructeurs de chemins de fer et de ponts métalliques, dont parlait M. Lorand, ou celui du Tsar, qui veut étendre le panslavisme en Europe et en Asie, ou celui de l'Autriche, qui espère pousser jusqu'à Salonique pour laisser l'Allemagne, après, libre d'aller jusqu'à Trieste ou à Pola. Nous ne savons jamais quelle sera la répercussion de notre action. Même le représentant authentique de la Macédoine, presque en réponse à un autre orateur du meeting, plus royaliste que le roi, nous a dit que là-bas on ne veut pas la Macédoine aux Macédoniens mais on veut la Macédoine sous la Turquie avec les réformes et le contrôle des puissances. Un autre homme d'étude et de grand mérite, le socialiste Bernstein, disait, il n'y a pas longtemps, au Reichstag, que ce serait une folie que de songer à une Arménie indépendante, car cela dépasserait les forces du parti révolutionnaire arménien.

Par malheur, la Turquie est un État essentiellement militaire et, par cela même, obligée de saigner à blanc ses provinces pour alimenter le monstre du militarisme. Ceux qui ont dit que l'Italie est le pays qui dépense le plus dans les armements, en proportion de ses richesses, ont oublié la Turquie. L'Italie dépense pour la guerre plus de 400 millions sur les 1,700 de son budget, c'est-à-dire le quart, mais la Turquie en dépense presque la moitié — 8 millions de livres turques sur 20 — pour un armement qui l'écrase. Sous ce rapport, en sortant du meeting, je

sentirai le besoin de passer chez le consul de Turquie pour l'embrasser.

Nous devons aussi prendre garde de tomber, à propos de la Turquie, dans une autre erreur dont on est revenu en Italie. Celle de faire d'un gouvernement, d'un prince ou d'un ministre les boucs émissaires d'une situation historique. Que n'a-t-on pas dit du Sultan ? Don Versesi l'a qualifié « d'assassin couronné, » M. Pinardi de « Sultan rouge, » le citoyen Quillard l'appelle « la Bête. » Mais pour si naturel que ce soit qu'une tête de Turc soit une tête de Turc, je ne crois pas qu'un prolétariat éduqué, à la compréhension positive des faits politiques, puisse s'associer à ces jugements sommaires qui me semblent des figures réthoriques. Admettons que Abdul-Hamid soit un fou, mais avant lui il y en a eu d'autres Sultans — de temps en temps on entend dire que l'on en a *suicidé* quelques-uns — et les choses n'en marchaient pas mieux. Cela prouve que cet état de choses dépasse la volonté des individus. De toute manière cette image légendaire d'un Sultan qui, renfermé dans son palais d'Yldiz-Kiosk, passe son temps à méditer l'égorgement en masse des Arméniens et des Macédoniens, me semble un de ces croquemitaines épouvanteurs d'enfants qui ne répondent à aucune réalité historique (*Commentaires.*)

Malgré tout cela je suis heureux, je le répète, de la valeur pédagogique de ce meeting, Je me plais à constater que cette tentative d'initier les masses aux préoccupations de la politique étrangère, commence par Milan, par cette ville où il existe une véritable élite d'ouvriers dont l'adhésion a rendu, tout à l'heure, si heureux notre président qui, certainement, y a senti comme le présage du jour où le peuple italien sera assez citoyen, dans sa propre patrie, pour pouvoir être aussi le citoyen du monde entier.

C'est là le vœu qui sortira, je pense, de ce meeting, lequel n'aura pas la vaniteuse prétention de bouleverser les traités pour s'y substituer à la diplomatie, ni de découper lEurope en tranches, par une politique de pharmacie de village, mais que s'inspirant de cette pitié, qui tout en ne soulevant pas celui qui est tombé, rehausse celui qui se penche, sur le tombé, pour le relever, on limitera à formuler un vœu sérieux, sincère pour le respect qui est dû à tous les peuples et à ceux que M. Radeff appelait les droits élémentaires de l'homme.

Nous n'avons aucun intérêt dans les compétitions entre Bulgares, Serbes, Monténégrins, etc. — convertis ou non — mais nous éprouvons

un déchirement quand on prétend résoudre un question de races par la suppression d'un des compétiteurs, quand on essaie d'arracher une branche entière du grand arbre humain. Car toutes les races ont le même droit à l'existenc et toutes doivent mettre leur note caractéristique — que l'on ne peut pas remplacer — dans ce concert des peuples, tant différend du soi-disant *concert* des puissances, qui joue, lui aussi, mais joue les peuples. *(Hilarité.)*

J'ai fini. J'ai déjà dit à quel point de vue un socialiste peut aujourd'hui voir la question. Si le prolétariat italien avait déjà eu cette conception élevée de la politique étrangère — qu'il serait mensonge de lui attribuer dès maintenant — certainement qu'il aurait d'autres choses à dire ici. Plus encore que les raisons de la sentimentalité, le prolétariat italien pourrait faire vibrer ici la voix de ses propres intérêts. Les bourgeoisies nationalistes, habituellement si prêtes à la sainte indignation en face des iniquités qui se produisent au-delà des monts et des mers, restent terriblement muettes en face des massacres de classe qui ont lieu dans leur propre pays. Elles ont, elles aussi, des motifs matériels pour soutenir leur enthousiasme humanitaire en faveur des opprimés de l'empire ottoman, car, au fond, il y a là-bas des chemins de fer et des ponts en fer à construire. Pour pouvoir en toucher le prix, pour conclure des emprunts et en toucher les coupons il faut qu'il y ait là un peuple vivant, qui respire, qui travaille, qui produise les fruits dont les coupons ne sont que le symbole. *(Approbation.)*

Le prolétariat a deux grands intérêts dans cette question. Le premier c'est la nécessité d'éviter la guerre, mais aussi ce qui est encore pire de la véritable guerre, son danger permanent, imminent, et cette paix armée soupçonneuse et affaiblissante qui ne présente pas même le seul avantage de la guerre, savoir la décharge de l'orage qui nettoie le ciel, la saignée qui par l'anémie redonne au moins la tranquillité ; ce danger permanent de la guerre qui signifie le commerce interrompu, l'industrie paralysée et des milliers et milliers d'ouvriers sur le pavé, sans travail. *(Applaudissements.)*

Le prolétariat a, dans cette affaire, un autre grand intérêt à défendre. Après la guerre qu'arrive-t-il ? M. Trèves écrivait hier dans le *Tempo* qu'en fait de politique étrangère, nous sommes des ânes bâtés. M. Trèves en affirmant cela était un savant. La guerre c'est l'inconnu, le hasard, l'imprévu et il pourrait en sortir aussi ceci : que la Russie victorieuse avançât vers nous. Or, Russie veut dire réaction, barbarie asia-

tique, Tsar, Sibérie, ça veut dire la fin, en Europe, des démocraties. *(Applaudissements.)*

Que ceux qui peuvent, fassent de leur mieux pour que la civilisation et la liberté soient portées dans ces pays. C'est là, au fond, le mot qui sortira de ce meeting, le mot qui nous rend tous frères, tous que nous sommes ici, différends de conditions, d'habillement et de foi. Liberté aux peuples et aux races de vivre, de travailler, d'avoir entre elles de l'émulation sans qu'aucune botte de baschi-bouzouck leur enlève la respiration. Je ne sais pas si aujourd'hui une confédération balkanique est possible, s'il est facile de mettre la Porte à la porte, mais je sais que le grand remède, dans tous les conflits de le vie civilisée, est celui que nous avons conquis pour nos misères italiennes : la liberté, la véritable, la grande réforme qu'est la condition et la base de toutes les réformes.

J'espère que le ministre Morin, homme de guerre et de marine, mais homme de cœur, entendra la voix qui monte à lui de ce meeting, je l'espère et je le souhaite. C'est le moment favorable pour l'intervention pendant que l'Arménie saignée se tait et la révolte menace — mais elle n'a pas encore éclaté — en Macédoine (1). C'est un triste système, que celui des gouvernements, de se réveiller seulement quand l'émeute est dans les rues pour donner quelques calmants aux peuples. Voudront-ils en faire autant pour l'Arménie et la Macédoine ? Souhaitons que non, car attendre encore, ne pas profiter de ce moment de paix et d'attente signifierait vouloir de nouveau la révolte et des fleuves de sang dans ces régions désolées. *(Applaudissements prolongés.)*

LE DOCTEUR LORIS-MÉLIKOFF

Arménien, profondément ému par cette imposante manifestation où l'Italie en la personne de la ville de Milan affirme sa sympathie au peuple arménien martyrisé et exterminé, je ne saurais vous dire quel sentiment de profonde gratitude emplit mon cœur en ce moment; c'est que j'ai conscience de ne pas vous témoigner ici ma gratitude personnelle, mais d'exprimer celle de tous mes amis les exilés, Arméniens

(1) En effet, le jour où fut tenu le meeting, l'insurrection n'avait pas encore commencé.

d'Europe et celle aussi de ce lointain peuple d'Arménie, qui ne connaîtra que bien plus tard les paroles prononcées. Songez que la terre natale lui est une prison, que le cri de ses souffrances, le bruit de ses luttes pour la liberté ne parviennent à vous qu'à travers un mur infranchissable et que de même les échos de la sympathie européenne ne lui parviennent qu'atténués et amoindris.

Il est enfermé dans une bastille effroyable attendant que l'humanité lui en ouvre les portes, lui donne le droit de vivre, ce droit de vivre que les puissances lui ont tant de fois reconnu en apposant leur signature sur des traités solennels. Ces droits élémentaires même ne lui seraient pas permis de les demander à l'Europe s'il lui était possible de les conquérir par ses forces seules. Mais vous savez que le peuple arménien est dépourvu de tous moyens de défense et qu'il a été livré sans armes à ses bourreaux par ceux-là mêmes qui lui avaient assuré leur appui.

L'œuvre qu'a entreprise la ville de Milan lui vaudra l'admiration de l'humanité civilisée et j'ai le ferme espoir que les autres villes d'Italie s'associeront à vous et continueront, avec votre aide, la noble agitation que vous inaugurez aujourd'hui d'une façon si éclatante.

Lorsque je suis venu en Italie, j'entendais dire autour de moi que j'étais bien heureux d'y aller admirer les chefs-d'œuvres de l'art et les beautés de la nature. Ce que j'ai admiré et aimé aussitôt, ce sont les hommes fidèles aux traditions généreuses de leur nation.

Dès que je leur ai eu exposé en quelques mots l'objet de ma mission, j'ai trouvé auprès d'eux une adhésion complète et non pas une adhésion passive mais un concours énergique, cordial et fraternel, qui doublait mes forces et mes espérances dans l'accomplissement d'une tâche difficile, alors que les intérêts matériels coalisés et le mauvais vouloir peut-être pouvaient m'opposer des obstacles presque insurmontables.

Dès la première entrevue, j'ai rencontré auprès de tous l'accueil le plus empressé; des hommes qui ont donné leur vie à toutes les causes de civilisation et qui ont gardé pour elle toute l'ardeur de leur jeunesse. MM. Moneta, Ascoli, Giocasa, Gnocci, Viani, M[me] Ravizza, n'ont pas hésité à nous accorder leur appui. La jeunesse intellectuelle, MM. Valentini, Trèves, Micelli, Pinardi, Calvi, les délégués des étudiants, se sont montrés semblables à ceux qui les ont précédé dans la vie. Même accueil dans toute la presse et chez les représentants des partis les plus

divers, depuis le député socialiste Turati jusqu'à l'abbé Vercesi; à Rome et à Naples même accueil qu'à Milan.

Nous avons donc la certitude que dans notre situation critique et désespérée, l'opinion publique italienne nous est acquise.

Au nom de la nation arménienne, je remercie du fond du cœur le généreux peuple d'Italie.

Puis au nom de la *Corda fratres*, l'étudiant Clerici vient assurer le dévouement des étudiants à la cause des opprimés d'Orient. Enfin, du haut des tribunes, un anarchiste conseille aux Arméniens et aux Macédoniens de peu compter sur les gouvernements et les puissances et de trouver en eux-mêmes la force de lutter et de combattre.

Enfin, le président lit l'ordre du jour suivant et qui est vivement acclamé :

« *Les citoyens milanais réunis en comice, par volonté de tous les partis politiques, le 26 avril 1903 ;*

« *Touchés par les énormités qui viennent d'être commises en Arménie et en Macédoine, qui sont une offense atroce à tout sentiment d'humanité, au mépris des pactes sanctionnés en forme solennelle entre les États de l'Europe :*

« *S'unissent avec toutes les forces de l'âme aux protestations qui éclatent de toutes les parties du monde civilisé contre l'outrage que l'on fait à ces pays ;*

« *Ils expriment le vœu très chaud que le gouvernement de l'Italie veuille participer, avec énergie et promptitude, à la réalisation des remèdes dont l'efficacité éloigne toute déception.* »

LA MANIFESTATION DE ROME

Réunion préparatoire

A Rome, le 7 mai, eut lieu, à l'Association de la Presse, une importante réunion préparatoire. Deux cents personnes, appartenant au monde politique et intellectuel, s'étaient assemblées dans les salons de l'Association de la Presse, sous la présidence du professeur Sergi, assisté des députés De Marinis, Barzilaï, Mazza et du professeur Ferrari. La convocation portait que l'on rechercherait les moyens les plus efficaces pour seconder les initiatives humanitaires prises dans les capitales des pays civilisés en faveur des Arméniens et des Macédoniens. Après un bref discours du président, Anatole France prononça l'allocution suivante :

Mesdames et Messieurs,

Si j'ai l'honneur de me trouver ici parmi vous, si j'ai été appelé à me joindre, dans cette salle de votre Association, aux journalistes de Rome, c'est comme rédacteur de *Pro Armenia,* pauvre défenseur d'une grande cause, très petit journal fondé à Paris par Pierre Quillard, avec le concours de Francis de Pressensé, de Jean Jaurès et de Clemenceau. Et mon premier devoir, qu'il m'est doux d'accomplir, est de saluer mes confrères de la Ville éternelle.

Laissez-moi vous dire ensuite, messieurs, combien j'aime l'Italie et de quel respect Rome me pénètre. Dans les heures trop brèves qu'il m'est permis d'y passer, j'y goûte des joies incomparables. La vie y coule pleine, tranquille, profonde, et s'y plonge magnifiquement dans un passé très grand. Comment ne pas se rappeler, à l'ombre de vos

ruines de brique et de marbre, couronnées d'oliviers, les siècles où l'immense majesté de la paix romaine enveloppait la terre, et comment ne pas voir avec sympathie la renaissance de Rome et la prospérité croissante de l'Italie délivrée ? De quelque contrée qu'on vienne et quelque langue qu'on parle, comment, parmi les vestiges du Forum romain, ne pas s'essayer à murmurer, d'un accent dont vous pardonnerez la rudesse, cette parole de votre antique historien : *Roma pulcherrima rerum ?*

En contemplant les monuments de votre antiquité, un Français ne se sent pas étranger chez vous ; il retrouve les restes de la grande aïeule des nations latines ; si l'on parcourt vos rues et vos places illustres, à tout moment on rencontre les vestiges de gloire et de puissance. Mais de tous les souvenirs, le plus admirable peut-être, et celui du moins qu'il convient le mieux de rappeler ici, c'est le geste pacifique par lequel votre Marc-Aurèle, du haut du Capitole, apaise les Barbares.

C'est un peu le geste, messieurs, que vous êtes venus faire ici. Sans doute, vous ne pouvez pas, comme l'empereur philosophe, en étendant le bras, tranquilliser l'univers. Mais enfin vous êtes venus travailler dans cette salle selon vos forces, qui ne sont pas petites, puisque ce sont les forces de l'esprit, à l'affermissement de la paix européenne. Car il ne s'agit pas seulement ici de la Macédoine déchirée et de l'Arménie martyre. Il s'agit de l'union morale et du concert intellectuel de l'Europe civilisée. Le directeur de votre école d'anthropologie, l'illustre professeur Sergi, vient de nous dire, dans le plus noble langage, comment la cause des Arméniens a été portée devant toutes les capitales de l'Europe. Elle a été portée cet hiver à Paris. Dans mon pays, partagé à cette heure entre deux partis qui se livrent un combat sans merci, les adversaires les plus résolus se sont réunis pour prendre en mains la cause arménienne.

Loris-Mélikoff, que vous voyez ici, les avait convoqués, l'Arménien Loris-Mélikoff qui soutient son grand nom de toute la force de son grand cœur. Dans une assemblée immense, MM. Lerolle et Cochin, les citoyens Jaurès et Pressensé côte à côte ont protesté contre les assassinats commis par le Sultan exterminateur à la face de l'Europe honteusement silencieuse, et réclamé l'entière exécution du traité de Berlin.

Cette union des gens de cœur pour l'accomplissement d'une œuvre nécessaire et généreuse se fera aussi facilement chez vous, messieurs, qu'elle s'est faite en France. Tout ce que Rome contient de noble se

réunira dans une même pensée humaine et pacifique; les hommes éminents dans la politique et dans la presse que je vois assemblés ici en sont le présage certain.

Et ce ne sera pas pour former de vains souhaits, pour jeter d'inutiles plaintes. Ce que vous réclamerez, comme nous l'avons réclamé, est précis, légal, pratique. C'est la pleine exécution du traité de Berlin. Ce traité institue la tutelle de l'Europe sur l'empire ottoman. Est-il possible que l'Europe dise au Sultan Rouge : « Tue, pourvu que tu paies. » Est-il possible que l'Europe tutrice, et par conséquent responsable, qui se juge suffisamment armée par les traités pour faire rentrer au coup de canon des créances en souffrance à Constantinople, s'estime impuissante devant l'égorgement de trois cent mille sujets du Sultan ? La question financière intéresse seule les Européens, diront les monstrueux égoïstes qui se croient sages.

Messieurs, c'est aussi une question économique et financière que l'égorgement de tout un peuple.

En obtenant la pleine exécution du traité de Berlin, en même temps que vous rendrez la vie à l'Arménie assassinée, vous procurerez aux Etats européens, et particulièrement à l'Italie, des avantages économiques certains, puisque dans la Turquie soumise au contrôle européen le commerce pourra se développer librement.

L'opinion est une grande force. C'est, en notre temps, dans une partie de l'Europe, la plus grande des forces. Par un effort de l'opinion publique italienne unie à l'opinion publique des autres peuples civilisés, on peut espérer que se fondera le droit international, comme fut fondé, voilà un siècle, le droit civil.

Je m'arrête. M. Barsilai saura définir devant vous avec une haute autorité l'œuvre à laquelle vous êtes conviés. Pour moi, si votre bienveillance permet à votre hôte d'un jour de vous ouvrir son cœur, rien ne me sera plus doux que de voir la pensée italienne unie à la pensée française dans une œuvre de sagesse et d'humanité.

Après Anatole France, parlèrent les députés Barzilaï et Chiesi, le marquis Pandolfi, Mme A. Manzoni, le prince Odescalchi, l'Arménien Loris-Mélikoff, le Macédonien Radeff, l'abbé don R. Murri, M. Bocciardo.

L'Assemblée vota l'ordre du jour suivant :

« Exprimant le vœu que le gouvernement italien concoure avec les autres puissances européennes à l'application des articles du traité de Berlin, concernant ces nations infortunées et à l'application de réformes efficaces qui respectent les sentiments de nationalité et de civilisation, et qui seront une garantie pour la paix. »

L'Assemblée décida qu'un Comité, présidé par le professeur Sergi, convoquerait à Rome un grand meeting, analogue à ceux de Paris, de Genève et de Milan.

Le même jour, à Turin, sur l'invitation de la *Société de Culture* et de la *Société de la paix,* représentées par leurs présidents, le professeur Mosca et A. Luzzati, MM. Lorand, député à la Chambre belge et Pierre Quillard, rédacteur en chef de *Pro Armenia*, ont exposé, devant une assistance nombreuse, les atrocités hamidiennes en Arménie et en Macédoine et montré que le devoir et l'intérêt des peuples civilisés, en particulier de la France, de l'Italie et de l'Angleterre commandaient de promptes réformes en Turquie et l'exécution du traité de Berlin.

Le professeur C. Lombroso, le recteur de l'Université de Turin, professeur Filetta, le président de la *Corda Fratres* E. Giglio-Tos, le président de l'Association universitaire T. Barberio-Doria, M. Angelo Foa, secrétaire de la *Société de la Paix,* beaucoup de professeurs et d'étudiants, ainsi que de nombreuses dames, écoutèrent en témoignant leur horreur, le récit des événements d'Arménie et de Macédoine.

Après la réunion, les promoteurs décidèrent que les Associations de Turin convoqueraient aussi un grand meeting en cette ville et que des orateurs étrangers seraient invités à y prendre la parole.

Meeting de Rome

Après Paris, Bruxelles, Genève, Milan, en même temps que Gênes, la ville de Rome a protesté dans un comice grandiose contre les crimes hamidiens en Arménie et en Macédoine et contre l'inertie des puissances. Le Comité, constitué sous la présidence du professeur Sergi avait adressé au peuple de Rome l'appel suivant :

CITOYENS,

L'âme civilisée de toute l'Europe est émue et avec une vibrante, une intense attention, elle suit les graves événements qui ont inondé et qui inondent de sang l'Arménie et la Macédoine.

Le peuple de Rome ne peut pas demeurer silencieux devant les crimes commis pour le malheur de pays qui ont droit à défendre l'honneur et la liberté. Rome qui vit les héroïques miracles de Garibaldi, ce chevalier de l'humanité, fera entendre hautement sa voix en faveur d'une cause humaine.

Les nations se constituent par l'humanité. Le citoyen se lève et parle pour la cause de l'homme. En Arménie, en Macédoine, les massacres doivent cesser. On ne doit pas tolérer le plus féroce moyen-âge à l'aube du vingtième siècle, quand la pensée court d'un bout à l'autre du monde au moyen des ondes électriques. Nous ne voulons pas la guerre ni que d'autre sang soit versé. Mais tout Romain, tout Italien de sens et de cœur, doit vouloir que l'on supprime la barbarie ressuscitant.

De loyales et profondes réformes assureront la paix et l'ordre fondés sur la justice. Que toujours Rome soit où il y a des peuples opprimés.

Le Comité

M. ALLIATA, comptable; P. ARQUATI, conseiller provincial; F. ARCA, avocat; N. BADALONI, député au Parlement; P. BARDAZZI, T. BRIGNARDELLI, industriel; G.-B. BOSDARI, étudiant; F. BOCCIARDO, publiciste; C. CASSOLA, publiciste; P. CHIMIENTI, député au Parlement; E. CICCOTTI, député au Parlement; A. CODACCI PISANELLI, député au

Parlement; C. Cortina, publiciste; G. Cena, publiciste; F. Corsi, député au Parlement; R. De Cesare, député au Parlement; A. De Gubernatis, professeur; G. Del Balzo, député au Parlement; E. Faelli, directeur du *Capitan Francassa;* F. Gattorno, député au Parlement; A.-F. Formiggini, étudiant; Maggiorino Ferraris, député au Parlement, professeur: E. Ferrari, conseiller communal; R. Giovagnoli, professeur; M. Lizzani, comptable; P. Mazza, député au Parlement; U. Mazzolani, publiciste; S. Manca, publiciste; Mereu, colonel; L. Mongini, éditeur; G. Martinotti, colonel; E. Mosca, publiciste; R. Nesti, publiciste; G. Norsa, publiciste; F. Oddone, publiciste; B. Pandolfi, ex-député au Parlement; E. Pantano, député au Parlement; F. Pagliaro, avocat; J. Randaccio, étudiant; M. Ravisini, publiciste; P. Rivalta, publiciste, sénateur; O. Roux, directeur de la *Tribuna;* E. Sacchi, député au Parlement; G. Sergi, professeur; E. Socci, député au Parlement; E. Sciamanna, professeur; F. Tolomel, docteur; R. Tondi, publiciste; F. Zuccari, avocat.

Le peuple de Rome répondit magnifiquement à l'appel du Comité. A 10 heures du matin, le 21 mai, le vaste théâtre Adriano, comme le Château-d'Eau, à Paris, et le théâtre Fossati, à Milan était envahi par une foule immense : sur la scène se trouvaient les représentants du Comité organisateur et les orateurs désignés; dans la salle, les députés Gattorno et Maggiorino Ferraris, Menotti Garibaldi et le prince Odescalschi. Le professeur Sergi prend la présidence et prononce une brève allocution.

M. le Professeur JOSEPH SERGI

Président du Comité.

Honneur à vous, citoyens, qui êtes venus ici manifester votre indignation et votre horreur envers une domination barbare et sauvage, envers cette domination turque qui flagelle les populations par un leurre de gouvernement, qui déshonore les femmes et les familles, qui vole, tue, détruit les choses et les gens.

Oui, vous êtes venus poussés par un noble sentiment de pitié généreuse pour les malheureuses populations de l'Arménie et de la Macédoine, victimes de la barbarie turque.

Il est temps désormais d'invoquer la libération d'un esclavage séculaire, d'une domination qui n'est que le résidu de ce fléau qui s'est abattu sur l'Europe et l'Asie depuis plusieurs siècles et qui enchaîne dans une même ignorance tous les peuples assujettis et veut les étoufffer dans leur sang sans aucun reepect pour la vie humaine.

Le moment est venu de protester ou d'être honteux d'être des hommes ! Il est temps d'exciter les nations civilisées pour les pousser à la libération des populations martyrisées par les Turcs, pour en finir avec la plus grande des infamies. Les nations civilisées, non pas les barbares, c'est-à-dire celles qui font égorger les juifs, ou suppriment la nationalité de la douce et civilisée Finlande, les nations civilisées, dis-je, comme l'Italie, qui a eu le mérite de ne pas livrer à l'échafaud l'exilé Gotz, ont le devoir, le but très noble, très humanitaire de délivrer les opprimés et de porter la civilisation là où est la barbarie.

On dirait qu'une onde nouvelle de barbarie nous arrive de l'Europe orientale et qu'elle tende à nous submerger; surgissez, Romains, pour proclamer votre horreur contre cette barbarie, pour l'endiguer; demander la libération de l'Arménie tant de fois ensanglantée, de la Macédoine laissée dans l'ignorance et martyrisée.

C'est dans ce but que vous avez été convoqués ici. En venant, vous vous êtes démontrés nobles, généreux, humains comme les autres populations qui ont protesté et protestent contre les infamies turques. A Londres, à Paris, à Milan, tous sont accourus pour invoquer la fin de l'état sauvage. A Rome, vous joindrez votre voix à celle de tout le monde civilisé, vous prouverez la générosité de votre âme et vous prouverez aussi que vous entendez la voix, la parole de douleur, d'où qu'elle vienne, car le langage de la douleur est unique, universel. Vous écouterez ce langage comme s'il venait de vos maisons, de vos villes, de votre pays. L'humanité est unique. Le droit à la vie et à sa libre explication appartient à tous les hommes. (*Applaudissements.*)

Nous qui sommes le peuple, nous devons être le levier qui remue la lourde masse du gouvernement, nous peuple, nous devons réchauffer la lourde machine qui gouverne sans miséricorde, impassible aux douleurs des populations malheureuses, nous peuple nous devons démontrer que le progrès et la civilisation viennent de nous, et que c'est de

nous que doit venir l'impulsion vers le bonheur de l'humanité. (*Applaudissements.*)

Je vous remercie, au nom aussi de mes amis, d'être venus aussi nombreux. (*Vifs applaudissements.*)

Le professeur Sergi présente ensuite le Dr Loris-Mélikoff qui parcourt l'Europe en cherchant des appuis pour la cause de son peuple *(Applaudissements)* et Anatole France. *(Nouveaux applaudissements.)* Cris de *Vive la France!*

LES ADHÉSIONS

Le secrétaire Ravisini lit alors les adhésions; dans le grand nombre, il communique les plus importantes :

Association féminine nationale, présidée par la comtesse Spaletti Rasponi;

Le Comité central du parti républicain italien avec 120 sections;

Conseil directeur de l'Association *Patria* pour Trieste et Trente. *(Cris de :* Vive Trente et Trieste!);

Section du parti républicain de Trieste;

Chambre du travail de Rome;

Union socialiste Romaine;

Association des Universités populaires;

Comité central de la Fédération albanaise.

LE Dr LORIS-MÉLIKOFF.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je regrette de ne pouvoir m'adresser à vous en italien et il me faudra même solliciter votre indulgence pour mon *français appris*, je ne sais comment, au cours de mes études scientifiques. J'ai pour ces deux langues, qui ont exprimé tour à tour dans sa noblesse et sa grâce la pensée des nations latines, une admiration sans égale. Mais cette admiration est faite de respect et de crainte, car je me sens inhabile à les manier et c'est par la sincérité de mon émotion et de ma reconnaissance que j'espère me faire comprendre de vous.

Et comment ne serais-je pas ému en face de cette réunion imposante et magnifique, qui apporte à ma patrie lointaine le témoignage de sa sympathie et de son généreux appui.

L'Arménie, enfermée derrière ses hautes montagnes, enserrée comme dans une immense forteresse naturelle, qui la livre désarmée aux entreprises sanglantes du plus féroce, du plus attardé des despotismes, entendra, cependant cette voix venue de loin, cette voix douce et fortifiante de la courageuse nation, qui lui vient en aide. Et cette voix serait celle de la plus ancienne, de la plus puissante jadis des nations du monde, aujourd'hui la plus jeune et la plus active dans la floraison de sa renaissance.

Quant aux conséquences de cette belle manifestation, elles sont incalculables. Tout d'abord j'en signale une qui a été prévue par Gladstone avec une clairvoyance digne du grand homme d'État de l'Angleterre : « Servir l'Arménie, c'est servir l'Europe », disait-il à d'Estournelles de Constant, éminent champion de la politique de la Paix en France, en lui recommandant de s'occuper de la question arménienne.

Celui qui veut comprendre les événements politiques d'Europe, que le télégraphe et les journaux nous apportent tous les jours, doit arriver à cette conclusion évidente. En ce moment deux grands courants se disputent le monde : d'une part le progrès et la civilisation et d'autre part la réaction et la barbarie. Mais pour que le courant libéral et démocratique triomphe de la réaction et de tout ce qu'elle traîne à

sa suite, pour que la lumière refoule les ténèbres, il faut l'union, l'union complète, l'union européenne.

Que l'Europe se mette d'accord et se réunisse et que le mot d'ordre soit la délivrance de l'humanité !

L'Arménie est en ce moment le plus malheureux des peuples, c'est elle qu'il faut délivrer la première. D'ailleurs, l'Europe s'y est engagée formellement et aujourd'hui l'Europe est solidaire et ne peut pas se désintéresser d'une nation dont le sort lui incombe. Et voici aussi pourquoi au xx[e] siècle avec l'accroissement de la solidarité européenne ce fait concret doit intéresser non un seul pays, comme il en était autrefois, mais toute l'Europe, puisqu'il s'agit de l'affermissement par la démocratie du droit humain, du droit international.

La solution de la question arménienne que l'Europe a le droit et le devoir d'imposer unira toutes les forces vivantes du progrès et de la civilisation contre les forces dominantes de la barbarie et de la réaction brutale.

L'Arménie délivrée, l'union européenne créée, les premières bases de la paix générale seront posées. C'est alors qu'on peut rêver de la paix générale tant désirée, ébauchée par la création de la Cour d'arbitrage international à La Haye.

Mais il faut nous entendre sur le mot « la paix » dont le sens a fait une évolution en s'élargissant et en se précisant, comme tous les grands mots qui ont agité la pensée de l'humanité.

Tant qu'on ne cessera pas de fouler aux pieds les droits sacrés de l'homme, tant qu'on continuera les massacres quotidiens qui sont devenus un état normal dans ce pays martyrisé, la paix générale est impossible. Vous pourrez vous convaincre, en lisant le dernier numéro de *Pro Armenia*, celui du 15 mai, qui donne des nouveaux faits sur les pillages, les viols, les conversions forcées à l'islamisme et les massacres. Je vais vous citer les trois horribles faits suivants qui se sont passés tout dernièrement :

Dans le district de Segherd à Deh, Chukri, fils de Kafir, commandant hamidié, entre de nuit avec quatre autres malandrins dans la maison de l'Arménien Selmo Gharib, lui enlève sa femme et l'oblige de passer à l'islamisme.

A Boubien, un Arménien, Bedo Keyneyan, est attaqué par des Kurdes, battu sauvagement, garotté et laissé sur place demi-mort. Les

Kurdes emportent bien entendu la charge de bois qu'il conduit et lui volent les chevaux.

A Gharzan, les soldats attaquent la famille arménienne : ils tuent 5 personnes, en arrêtent 16 autres et pillent 1.000 moutons et plus de 100 mulets, en un mot tous leurs biens, n'oubliant pas sans doute de déshonorer les femmes jeunes et vieilles.

Tout cela vous prouve que l'extermination lente de toute une nation continue tous les jours avec une régularité et une sauvagerie qui ne se démentent pas.

Dans ces conditions, la paix à tout prix est irréalisable. Le fameux *statu quo*, mot d'ordre de tant de diplomates, est une illusion en ce moment.

La marche des événements politiques se déroule avec une rapidité et même avec une précipitation qu'aucune puissance humaine ne pourrait arrêter.

Le devoir qui incombe aux hommes d'Etat clairvoyants, c'est de savoir la diriger afin d'éviter les catastrophes imminentes.

Lui aussi, ce despote qui a rougi les marches de son trône du sang de 300.000 Arméniens, assassinés au son du clairon, comme témoignent les publications officielles, lui aussi voudrait maintenir le *statu quo*. Et cependant les avertissements lui viennent de ceux mêmes qui partagent sa foi et ses croyances.

L'impunité de ce fou criminel qui tient encore dans ses mains la destinée des peuples d'Orient sera toujours une menace à la paix générale, et le moment est tellement critique que si l'Europe n'intervient à temps et au plus vite, on sera forcé de recourir aux mesures violentes, c'est-à-dire à la guerre. Et qui peut dire jusqu'où reculerait la civilisation !

Voilà pourquoi il faut que les Etats de l'Europe civilisés, unis dans un but humanitaire et conscients de la mission qu'ils ont à remplir, imposent à la Turquie, qui est sous leur tutelle, la réalisation des réformes promises par le traité de Berlin, conformément au *mémorandum* du 11 mai 1895, sous leur contrôle direct, même avec la menace de la force armée s'il est nécessaire.

Oserai-je vous dire, mesdames et messieurs, que cet acte de justice et d'humanité sera peut être aussi un acte de haute politique et que l'apaisement de l'Arménie sera comme l'aurore de la paix universelle.

Les intérêts économiques et sociaux de l'Europe trouveront dans

une ère nouvelle de confiance et de sécurité les moyens de se fortifier et de se développer.

Voilà pourquoi je me suis résolu à venir en Italie. J'avais la foi profonde qu'en faisant connaître les souffrances du peuple arménien j'agirais dans l'intérêt certain, non seulement de l'intégrité de la Turquie, mais aussi de tous les pays civilisés, et notamment de cette admirable Italie, le pays classique du droit et de la liberté.

Je suis persuadé que si l'Italie veut bien prendre l'initiative de ce mouvement que suivront toutes les grandes nations civilisées de l'Europe, elle en tirera une gloire qui ne sera pas stérile, Milan déjà a fait à nos espérances un accueil enthousiaste.

Mon très vénéré ami et maître Moneta, que tous les partis honorent également, a bien voulu prendre sous son haut patronage notre première réunion, dont le retentissement a été si grand dans toute l'Italie.

A Rome, j'ai trouvé le même enthousiasme, la même fraternité. Les plus prudents, les plus circonspects mêmes se sont laissés gagner par l'enthousiasme général. Les hommes les plus divisés d'idées, tels que le professeur Soldi et l'abbé Murri, les députés Barzilai et Maggorino Ferraris, le sénateur Roux, le Prince Odescalchi m'ont fait le même accueil encourageant.

L'illustre professeur et mon vénéré maître et ami Sergi a été infatigable au dépens même de ses propres travaux pour m'aider et m'encourager.

J'en dirai autant des éloquents orateurs qui ont pris la parole aujourd'hui, du courageux citoyen Bocciardo et du secrétaire Ravasini.

La Fédération des Femmes de Rome, cette réunion de l'élite qui revêt son dévouement d'une grâce incomparable, a bien voulu donner son adhésion.

Je devrais citer toute la jeunesse intellectuelle de votre beau pays, mais je m'arrête en les remerciant tous.

Je laisse à Rome de nombreux amis auxquels je garde un attachement fraternel et une reconnaissance profonde.

L'Italie sera pour moi, après la France bien-aimée, ma seconde patrie.

Enfin le hasard bienheureux m'a permis de rencontrer ici Anatole France : ce serait le diminuer que d'accompagner son nom d'une

épithète quelconque. Mais je pense qu'une cause à laquelle il a apporté l'appui de sa noble parole est une cause gagnée.

Je ne tenterai pas de vous exprimer l'émotion profonde que j'éprouve en ce moment, mais parmi tant de pensées, d'inquiétudes et d'espérances, ce qui domine en moi c'est l'immense gratitude pour tout ce que votre présence ici semble me promettre. Elle me présage une Arménie protégée et reconnaissante. Vive l'Italie !

De longs applaudissements éclatent et on crie : « Vive l'Arménie ! Vive la Macédoine ! »

LE PROFESSEUR DE GUBERNATIS

Expose les raisons historiques qui commandent à l'Italie d'intervenir en Macédoine et en Arménie. Après avoir montré le rôle considérable joué par les Arméniens dans l'antiquité et au moyen âge, après avoir énuméré les plus illustres Arméniens de notre temps et lu des poèmes (chants d'émigrés, chants guerriers de Zeïtoun) il conclut en ces termes :

Pour le moment, et peut-être pour longtemps encore, les Arméniens ne demandent pas et ne demanderont pas à se reconstituer en un État indépendant. Pour le présent, ils se contenteraient de vivre en paix avec leurs biens, avec leurs femmes, avec leur âme. Vrais nobles d'une race antique, ils aiment leurs traditions et les défendent ; ardents patriotes, ils adorent leurs montagnes. Ils se sentent forts et ne veulent plier leur cou à aucune servitude ; ils portent encore en eux la primitive flamme prométhéenne de leur lumineuse divinité arienne, rallumée au zèle de leur grand saint l'Illuminateur. Cette grande flamme bienfaisante besoin de se répandre et de se propager pour se confondre avec la lumière de notre civilisation.

L'unité politique pourra peut-être un jour dans la dislocation fatale des grands empires, lors de la résurrection des peuples librement confé-

dérés, devenir une nouvelle nécessité historique et créer un centre vivant pour un nouveau et puissant organisme oriental.

Mais aujourd'hui, les Arméniens n'ont pas de si grands rêves, et ce peu qu'ils désirent, nous le demandons pour eux à haute voix.

Il leur suffit de reconstituer dans des gouvernements humains leur unité spirituelle. Mais qu'un barbare bachi-bouzouk kurde, qu'un ignorant zaptieh de Stamboul doive être encore l'arbitre aveugle et brutal d'un peuple intelligent, non, non cela ne peut être plus longtemps toléré.

ANATOLE FRANCE

Pour obéir à l'invitation de votre président, l'illustre professeur Sergi, je dois prendre la parole dans cette assemblée, et après votre vénéré concitoyen Angelo de Gubernatis, élever la voix d'un hôte et d'un ami. Vous entendrez avec bienveillance, j'en suis sûr, le son de la langue sœur. La langue italienne et la langue française sont deux sœurs jumelles. Nous aussi, nous avons sucé le lait de la louve et c'est avec un respect filial que je salue cette ville de Rome, aïeule auguste des nations.

Messieurs, je me promenais hier sur le Forum, où fut longtemps médité le sort du monde. Là, maintenant, parmi les ruines des temples, des basiliques et des arcs de triomphe, croissent de jeunes myrthes, mêlés au laurier d'Apollon. Ces marbres et ces rameaux sont l'image de vos souvenirs et de vos espérances. En les contemplant, l'esprit tout plein de votre grandeur passée, je voyais l'Italie délivrée et Rome libre refleurir dans l'Europe pacifique.

Messieurs, je viens sous les auspices, aux côtés du patriote arménien Loris-Mélikoff, vous convier à une œuvre qui intéresse les droits de l'humanité et la paix du monde. Je viens apporter la cause de l'Arménie non à l'Italie morte, mais à l'Italie vivante. Pour savoir combien vous êtes jaloux de venger les attentats commis contre la personne humaine et de quelle généreuse pitié vous honorez les victimes des crimes, je n'ai pas besoin de rechercher des souvenirs, ni même de rappeler le héros dont votre mémoire est pleine, le généreux défenseur de toutes les justes causes des peuples, de Garibaldi, qui combattit pour l'Italie opprimée et la France vaincue.

J'ai vu passer au pied de la colonne Trajane un cortège innombrable de citoyens qui, dans un silence sacré, portaient à Giacomo d'Angelo des couronnes de roses et d'iris. J'ai vu passer, chargée de fleurs funèbres, Rome réparatrice. Le souvenir de ce spectacle, qui me remplit d'admiration, m'encourage à vous parler des Arméniens martyrs.

Messieurs, étranger parmi vous, je suis votre hôte et je connais mes devoirs. Je ne prononcerai pas un mot qui me donne seulement l'apparence de toucher aux affaires de votre pays, ni de m'occuper d'intérêts dont vous êtes seuls juges. Mais, puisque Italiens et Français nous sommes des hommes, puisque notre dure condition est d'être des hommes, il y a une politique que nous pouvons, que nous devons faire ensemble : c'est la politique de l'humanité.

Un monstre, qui toujours tremblant dans sa misérable toute-puissance s'épouvante de ses crimes et se rassure par de nouveaux crimes, le sultan Abdul Hamid II, a, de 1893 à 1896, fait pendre, éearteler, brûler vifs, trois cent mille Arméniens, et, depuis lors, il s'applique avec une exécrable prudence, à l'extermination méthodique de ce peuple d'orphelins.

Vous savez que, par leur intelligence et leur activité, les Arméniens sont capables de former les liens les plus souples qui puissent unir l'Asie à l'Europe, et que leur mission historique est d'échanger les produits de ces deux parties du monde.

Le professeur Angelo de Gubernatis vient de vous le dire, ils ont fait pénétrer chez eux la civilisation européenne. Au temps des Césars, leurs rois sont venus à Rome et, sous l'Empire, ils envoyaient leur jeunesse étudier aux écoles de vos rhéteurs. Au moyen âge, ils conclurent des traités de commerce avec la Sicile, des conventions avec les Républiques de Venise et de Gênes. Jusqu'au dix-huitième siècle, ils ont fait un grand négoce avec l'Occident. Depuis lors, ils ont langui, épuisés par d'extrêmes souffrances, et maintenant, ils agonisent sous le couteau des Kurdes.

Qu'il leur soit permis seulement de vivre et ils reviendront ce qu'ils étaient autrefois, les agents les plus actifs de la civilisation européenne en Orient. Un des leurs, le patriote Loris-Mélikoff, vient ici vous apporter leur requête.

Messieurs, les Arméniens ne vous demandent pas de réaliser en leur faveur, par des moyens hasardeux, un rêve chimérique. Ils ne vous demandent pas une patrie. Ils ne vous demandent pas de leur tailler

leur part dans la chair vive du Turc. Ils demandent seulement que les engagements pris en leur faveur par les grandes puissances signataires du traité de Berlin, soient enfin tenus. Et c'est cette juste réclamation que, par la bouche de l'un des leurs, ils portent à vos oreilles.

Il est vrai que leur sort dépend, sur le point capital, de ce qu'on appelle les cabinets européens et que la cause des peuples martyrs n'a en fait de juges que les diplomates. Mais une puissance est née dans le monde; l'opinion publique et son souffle ardent pénètre parfois à travers les portes closes, jusque sur le tapis vert des congrès diplomatiques.

Messieurs, vous représentez ici l'opinion publique de votre pays. En cet âge de démocratie, vous êtes moralement pour un jour la « *curia maxima* ».

L'article 61 du traité conclu à Berlin le 13 juillet 1878, entre les grandes puissances et la Turquie, dispose : « La Sublime Porte s'engage à mettre à exécution, sans autre délai, les améliorations et les réformes nécessitées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle fera périodiquement connaître les mesures prises à cet effet aux puissances qui veilleront à leur application. »

L'exécution de cet article peut seule, en assurant la tranquillité de l'Arménie et de la Macédoine, délivrer l'Europe de l'inquiétude incessante que lui cause ce qu'on nomme depuis si longtemps la question d'Orient.

Messieurs, je ne veux pas en dire davantage, je n'ai pas le droit de vous tracer un ordre du jour. Je ne puis que joindre mes prières aux conseils de vos orateurs autorisés et souhaiter qu'à Rome, de même qu'à Milan, à Gênes, à Bruxelles. à Paris, à Genève, l'opinion publique réclame hautement l'exécution intégrale du traité de Berlin comme le plus sûr moyen de sauver des millions d'hommes et d'assurer la paix européenne. Vous avez permis à un Français de joindre sa voix à la vôtre dans une même pensée de sympathie humaine.

Messieurs, je vous en remercie du plus profond de mon cœur.

M. CARLO DEL BALZO

Député républicain.

Ai-je encore besoin de vous peindre les massacres d'hommes sans armes, d'enfants, de vieillards, de jeunes épouses, de nourrissons arrachés au sein de leurs mères, dans les rues, dans les maisons, dans les églises en Arménie et en Macédoine ? Non, n'est-ce pas ? Désormais, le souvenir de ces horreurs est une honte pour l'Europe, et les nouveaux massacres qui ont lieu maintenant nous font rougir et frémir, nous font verser des larmes sur l'aveuglement de ceux qui ne voient pas tout ce terrain arrosé de sang qui voile le ciel de l'Orient de vapeurs rouges. (*Applaudissements.*)

Ah ! mais l'Europe officielle s'est émue et nous avons eu les traités de Santo Stefano et de Berlin ! Elle s'émeut maintenant, et nous avons les notes diplomatiques, qui valent ce que valent les billets de la Banque Romaine. (*Hilarité.*) Désormais, il n'est plus guère possible d'attendre le salut de ceux qui ont la poitrine chamarrée de décorations. Il faut chercher le salut dans les manifestations du peuple. Tous les peuples civilisés doivent faire entendre leurs cris de protestation contre des événements qui déshonorent le genre humain. (*Applaudissements.*) Le peuple italien, plus que tous les autres, a le devoir de s'agiter et de concourir à former l'opinion publique qui doit faire respecter les droits naturels les plus élémentaires de l'homme. : le droit à la vie, le droit à la liberté. Le peuple italien ne peut pas rester indifférent en face de l'Orient où se trouvent tant de survivances de sa pensée, de son activité et de sa gloire.

Nos républiques maritimes, Gênes et Venise, ont contribué à façonner pour la moderne civilisation toutes les côtes de l'Asie Mineure. Lorsque la première croisade fut décidée, las navires gênois transportèrent en Orient, avec les croisés, leur esprit commercial, leur esprit d'initiative. C'est ainsi que les Gênois eurent la possession de Smyrne et qu'en remontant les côtes de l'Anatolie ils pénétrèrent jusqu'à la mer Noire, poussant jusqu'au marais de la Méotide en y fondant la ville de Caffa, qui prit un grand essor commercial, qui arriva à un degré inespéré de splendeur grâce aux institutions de banque de la mère patrie.

Après ce fut Venise qui, avec l'aveugle mais glorieux doge Enri Dandolo, s'emparait de Constantinople où, plus tard, par concession de l'empereur Paléologue, les Gênois furent les maîtres de Pera et de Galata. Et quand, en 1453, Constantinople tomba aux mains des Turcs, qui resta dans l'Europe abasourdie, affaiblie pour leur tenir tête ? Venise ! Cette fenêtre de l'Europe sur l'Orient, Venise, qui, pendant trois siècles, a été le rempart chrétien contre la barbarie turque. Les jalousies des princes chrétiens empêchèrent seules Venise de chasser les Turcs de l'Europe. C'est ainsi que, contre la grande et généreuse Venise, dont les cris de « Vive San Marco » faisaient battre le cœur de tous les hommes libres, de Malamocco à Otrante, de Trieste à Zara, on ourdit la ligue de Cambray. Le pape Jules II, l'empereur Maximilien, le roi de France, le roi de Naples, le duc de Savoie, le duc d'Este, le marquis de Mantoue se liguèrent contre Venise qui ne céda pas, mais qui, épuisée par la lutte, fut obligée de conclure la paix avec les Turcs en lui cédant Malvasie et Napoli de Romanie.

Mais les jalousies des princes chrétiens ne cessent pas pour cela. Enfin, après les glorieuses défaites de Nicosie et de Famogouste, le Pape et l'Espagne se décident à aider Venise, qui tient encore à Chypre. Marc-Antoine, Colonna et Don Juan d'Autriche, avec Sébastien Verrier, triomphent à Lepante, glorieuse mais stérile victoire. Le Pape et l'Espagne abandonnent Venise et, deux ans après, les Turcs s'emparent de Chypre ! C'est ainsi que Venise, abandonnée par les princes chrétiens, après une guerre de vingt-cinq ans, perd la Crète.

Les jalousies européennes continuent et l'Orient est rougi d'autre sang. Venise défend la Morée et François Morosini, émule des Scipions, est surnommé « le Péloponèsiaque » et, jusqu'à la fin du XVIIe siècle, conserve à la civilisation la Morée et la Dalmatie. Malgré les victoires de Corfou et de Peterwardein — cette dernière gagnée par le prince Eugène de Savoie — à cause de la trahison de l'empereur Charles IV, Venise perd aussi la Morée et puis Tunis.

Le peuple italien ne peut rester indifférent devant les douleurs des peuples de l'Orient. Sans la moindre idée de conquête, il doit protester énergiquement contre les horreurs qui voilent l'aube du XXe siècle. Pourquoi ne fait-on pas respecter les traités internationaux ? Qu'attend-on pour mettre un terme à une situation qui est la négation de tout principe moral, civil et politique ? (*Applaudissements.*)

En Macédoine, dit-on, l'on a des torts des deux côtés. Soit ! Mais de

toute manière l'explosion de la dynamite, c'est l'explosion fatale du désespoir d'un peuple opprimé. Que l'on condamne les dynamitards, mais que faudra-t-il penser de ces soldats turcs qui essuyent avec leurs lèvres les sabres d'où dégoutte le sang des femmes et des enfants innocents ? Que faut-il penser de ce disciple du Coran qui parcourait les rues de Salonique en criant : « Tuez tout le monde, c'est là la volonté du Sultan. » Le fanatisme aveugle a de tout temps produit les mêmes effets. Dominique de Gusman, pendant le massacre des Albigeois, criait aux bourreaux : « Tuez, tuez, Dieu reconnaîtra les siens ! » (*Emotion, cris de protestation.*)

Et en Arménie ? Que se passe-t-il en Arménie ? Pourquoi permet-on que, d'une manière scélérate, une entière nation soit peu à peu supprimée ? Les Turcs emploient une méthode infernale : la faim à domicile, extorsion d'argent, vol, saignée. Les Arméniens ne peuvent pas circuler entre un pays et l'autre. Quand la faim est dans leur pays, ils doivent mourir sur place, dans leur domicile. Le receveur prend la plupart du revenu ; puis les gendarmes — les *zapties* — prennent le reste ; quand il n'y a plus rien, ils prennent ce qu'il y a de mieux dans la maison : la femme. Ils insultent les malheureux en leur disant : « Allez réclamer auprès des consuls. »

Quand les extorsions intermittentes ne suffisent pas, les Arméniens sont chassés en masse de leurs terrains, concédés à des immigrants turcs ou circassiens. Après vient la saignée. (*Emotion, protestations.*)

L'Arménien, sous les plus simples prétextes, est emprisonné, puis il reçoit, la nuit, un certain nombre de coups de bâton — nous, nous avons dans nos prisons la camisole de force ; cela veut dire qu'il y a aussi un peu de Turquie en Italie. (*Vifs applaudissements.*)

Quand trois bâtons cassés sur le dos des malheureux Arméniens ne suffisent pas, on déchaîne contre eux sans armes, des prisonniers kurdes et circassiens auxquels on a laissé des armes pour qu'ils puissent s'en servir impunément contre les Arméniens. Et quand ces saignées ne suffisent pas, on a recours aux massacres, aux exécutions en masse, comme à Sassoun et à Zeitoun, qui, entre 1893 et 1896, ont coûté la vie à 300.000 Arméniens brûlés ou égorgés en face de l'Europe impassible ! (*Cris de protestation.*)

Cette barbarie doit cesser ! Nous n'avons pas pour nous les équilibristes, ceux qui ont un compteur à la place du cœur, mais nous avons pour nous tous ceux qui font de la politique un véritable apostolat.

Nous avons l'appui de l'exemple donné de nos très grands hommes : Mazzini et Garibaldi. (*Vifs applaudissements.*) Mazzini voulait la patrie unie, libre, indépentante et républicaine ; mais il aimait la patrie dans l'humanité. Et si, par la fondation glorieuse de la « Jeune Italie » (*Giovane Italia*), il forma le noyau de la cellule de notre vie nationale, il voulut après, par la « Jeune Europe » (*Giovane Europa*), délivrer tous les peuples de l'Europe. Joseph Mazzini a défendu les droits du citoyen pour arriver à l'intégration complète des droits de l'homme. Il compléta l'œuvre de la Révolution française et la déclaration des droits de l'homme par la déclaration des « devoirs » de l'homme. (*Applaudissements.*)

Le premier devoir de l'homme est celui de défendre l'homme. La pensée de Mazzini devint l'action par le bras de Garibaldi, dont avec beaucoup d'à propos a parlé si bien M. Anatole France, notre cher hôte. (*Applaudissements, cris de : Vive Anatole France, Vive la France.*) Garibaldi a combattu pour l'homme, de manière qu'il n'a pas été seulement le héros de l'Italie, mais bien celui de l'Europe, des deux mondes ! C'est ainsi que la mission de la troisième Rome n'est pas seulement nationale, mais aussi humaine. (*Applaudissements.*)

L'Italie a expié les glorieuses violences de la Rome impériale, d'abord avec les invasions des barbares, puis par plusieurs siècles de domination étrangère. Nous ne voulons pas de conquêtes, nous ne voulons pas d'une Rome impériale et encore moins d'une Rome papale (*applaudissements*) qui brûlait nos philosophes. Le siècle par lui prophétisé — pour employer les mots de Bovio — a élevé à Giordano Bruno un monument sur l'emplacement précis où il y a été brûlé vivant. (*Applaudissements.*)

Rome doit être humaine, Rome doit être où sont des peuples opprimés. (*Oui ! oui ! applaudissements.*) Et maintenant, espérons que l'Orient ait les réformes promises, mais souhaitons que, sous peu, Athènes, où Socrate a enseigné, où Phidias a sculpté, où Périclès dicta les lois de la politique et du goût, devienne le centre de l'Amphyctionat balkanique. Rome doit vouloir cela et nous devons souhaiter qu'elle ait dans un temps peu éloigné, sur le Capitole, le *tabularium* idéal de tous les droits humains. (*Applaudissements, longue ovation.*)

M. B. PANDOLFI

Le député Mazza qui devait parler également est retenu à Ravenne. L'ex-député Pandolfi démontre que parmi toutes les nations civilisées, l'Italie a le devoir et l'intérêt majeur d'intervenir pour la solution de la question arménienne. Les Arméniens veulent ce que voulurent les Bulgares, les Roumains et les Serbes et ce que nous aussi nous voulons : la liberté. (*Applaudissements.*)

LE CITOYEN GARZIA CASSOLA

est accueilli par des applaudissements prolongés. L'orateur socialiste dit que vu l'heure avancée il fera « un massacre turc de ses arguments. » Mais il doit dire que le parti socialiste ne pouvait s'abstenir quand on proteste contre l'injustice et la cruauté du gouvernement turc. La grande utopie de la paix universelle sera en notre siècle une réalité. A la période des peuples de proie succède celle des peuples solidaires ; l'industrie, la commune, la science et l'art font tomber les barrières anciennes et les préjugés et rapprochent les nations. (*Vifs applaudissements.*)

Mais dans la grande famille humaine il y a encore des violents et des impulsifs qui substituent le couteau à l'alphabet. Contre ceux-là, il faut se défendre, et défendre les peuples assaillis par un gouvernement qui a gardé les instincts ataviques de la criminalité politique et qui menace l'œuvre tranquille de la paix et de la civilisation.

Dans un temps, les gouvernements faisaient des alliances pour les conquêtes militaires. Aujourd'hui les peuples se liguent pour la paix. Nous devons défendre l'œuvre de la civilisation contre la férocité musulmane. On fait des ligues pour la défense douanière, c'est-à-dire pour la

protection de la richesse : Pourquoi ne pas s'unir pour la défense de la vie ? On institue des cordons sanitaires contre la peste ? Et nous ne pourrions nous défendre contre le Turc ? (*Vifs applaudissements.*)

Nous le pouvons si nous le voulons. Mais il faut que tous les peuples qui vivent de travail s'unissent contre les alliances particulières des gouvernements et des oligarchies. Les infamies de la soldatesque turque ne seraient pas possibles si nous étions plus actifs, plus civilisés et meilleurs.

Le citoyen G. Cassola termine en évoquant les jours pacifiques où personne ne pourra plus verser le sang et quand il retourne à sa place, au milieu de longs applaudissements, il est vivement félicité par Anatole France.

LE PROFESSEUR FORMIGGINI

prononce un dernier discours au nom de l'Association universitaire *Corda fratres*, dont le but est d'établir des relations fraternelles entre tous les peuples et qui doit donc réprouver toute atteinte au droit et à l'humanité.

Qu'il me soit permis, au nom d'une association sans caractère politique, de flétrir cette vieille et impudique courtisane : la diplomatie.

Le professeur Sergi donne alors lecture de l'ordre du jour suivant qui est approuvé à l'unanimité :

« Le peuple de Rome, réuni en comice solennel, pour les faits sanglants d'Arménie et de Macédoine qui ne cessent pas malgré les Etats civilisés d'Europe ;

« Considérant que les décisions prises et consacrées, au nom de la justice et de l'humanité, dans les traités internationaux sont négligées et méprisées ;

« Estimant que c'est une honte pour la civilisation con-

temporaine, un état de choses qui renie le droit à la liberté et à la vie;

« Emet le vœu que l'Italie prenne énergiquement l'initiative de mettre fin à une situation qui viole toutes les lois de l'humanité. »

A GÊNES

A Gênes, deux réunions eurent lieu, la première, le 10 mai, sur convocation du groupe démocrate chrétien. Y assistaient de nombreuses personnalités des associations catholiques et du parti monarchique. L'orateur désigné était le docteur Sturza de Caltagirone; prirent ensuite la parole, l'ingénieur Denario pour les monarchistes, puis le député Pellegrini, l'étudiant Zerbi, au nom du Cercle universitaire Catholique; l'avocat Sertini de Prato, au nom des démocrates chrétiens Toscans et de Savone et enfin L. A. Vassallo, directeur du *Secolo XIX*. Tous les orateurs furent très applaudis et un ordre du jour analogue à celui de Milan fut voté à l'unanimité.

Un second meeting eut lieu, le 21 mai, au Politeama Alfieri, sur la convocation de la Confédération ouvrière. Le Comité provisoire, sous la présidence de M. F. Chiesa, avait reçu aussitôt les adhésions du Cercle monarchique universitaire; de la Fédération garibaldienne du parti démocrate chrétien; du Cercle Mazzini, des Chambres du Travail de Gênes et de Sampiedarena; de la Société Antonia Fratti; de la loge *Aurora risorta;* de la Ligue des travailleurs maritimes et de nombreuses associations ouvrières. Avaient également adhérés le sénateur E. Maragliano; les députés G. Fasce, G. Berio, A. Pellegrini, M. Giamberti; les con-

seillers communaux M. Ceci, A. Cereselo, marquis O. Saule, G. Muraldi; de nombreux avocats et professeurs.

La vaste salle du Politeama Alfieri était absolument comble. Le président Chiesa donne aussitôt la parole au Dr Pinardi qui expose longuement la situation de l'Arménie et de la Macédoine et explique que les puissances de l'Italie, en particulier, ont le devoir, conformément, d'ailleurs à leurs intérêts, de faire exécuter le traité de Berlin. L'exposé très clair et très objectif du Dr Pinardi est très applaudi.

Parlent ensuite, S. Pellegrini; l'ingénieur monarchiste Denario, qui termine en faisant appel au parlement, et évoque le jour où « le trône du grand assassin s'écroulera sous la malédiction du monde entier », l'avocat démocrate chrétien, Dellepiane; le socialiste Masso, au nom du Parti « qui ne connaît pas de frontières aux patries ». L'ordre du jour suivant, est voté à l'unanimité après trois heures de discours :

Les citoyens gênois de tous les partis réunis en comice, considérant les horribles événements qui se sont produits en Arménie et se renouvellent en Macédoine;

Protestant énergiquement contre la continuelle violation des principes les plus sacrés d'humanité et de justice tolérée par les Etats européens et contre laquelle se révolte unanimement la conscience populaire.

Expriment le vœu que les gouvernements en exigeant de la Turquie l'observation des traités solennellement signés, assurent le plein respect du droit des nationalités chez des peuples opprimés.

A VALENZA

Sur l'initiative du Cercle antimilitariste *Garofano Rosso*, s'est constitué un Comité auquel ont adhéré 25 associations de la ville. Un meeting a été tenu, le 24 mai.

A LEGNANO

Le Cercle républicain, *Epaminonda Ferrari*, sur l'invitation du Comité de Milan a convoqué les Associations locales pour la formation d'un sous-Comité. Après lecture des adhésions, le député de la circonscription, Carlo del Aqua, a été acclamé président.

LE MEETING DU SAINT JAMES'S HALL

En Angleterre, le « Balkan Committee » (Président, Rt. Hon. James Bryce, M. P.; Chairman, M. Noel Buxton; Trésorier, Mr P. W. Wilson; Secrétaire, R. A. Scott James) a organisé une agitation méthodique : il a tenu plus de cent cinquante meetings, à Londres et en province. La première de ces réunions eut lieu au Saint James's Hall, le 29 septembre 1903.

Par l'autorité des orateurs qui y prirent la parole, par l'affluence énorme des assistants, cette manifestation a eu une importance équivalente au meeting du Château-d'Eau ; elle prouva qu'en Angleterre, comme en France, le gouvernement n'agit pas, dans la crise orientale, avec autant d'énergie que le désirerait l'opinion publique ; les orateurs du Saint James's Hall parlèrent avec une extrême véhémence, justifiée par les événements les plus récents, et les noms de M. Balfour et de lord Lansdowne furent accueillis par un tumulte de sifflets et de clameurs ironiques. Quant aux conclusions pratiques, tous les orateurs furent d'avis que la Russie et l'Autriche-Hongrie, en partie responsables de la situation actuelle et intéressées toutes deux d'une façon immédiate dans la question balkanique, n'avaient ni le pouvoir, ni peut-être le désir de pacifier réellement la Macédoine; tous également ne voyaient de solution que dans une entente plus étroite pour une action commune entre les trois nations européennes de traditions libérales : l'Angleterre, la France et l'Italie.

L'ASSISTANCE

Dès sept heures du soir, la salle était comble et un grand nombre de personnes n'y purent trouver place. La première partie de la séance fut présidée par l'évêque de Worcester, aux côtés de qui avaient pris place Mr Bryce, M. P., lord Stanmore, l'évêque de Hereford, Lord Farrer, Sir Edward Fry, Sir T. Fowell Buxton, Sir Lewis Morris, Sir Henry Cotton, le Rév. R.-J. Campbell, Mr Evelyn Ashley, Mr Crooks M. P., le Rév. J. Scott Hidgett, le chanoine Ingram, Mr Russel Rea M. P., Mr Weir M. P. le Rév. J. Adderley, le Rév. J. H. Cardwell, Mr H. N. Brailsford, Mr Noël E. Buxton, chairman, et Mr R.-A. Jones, secrétaire du « Balkan Committee ».

LES LETTRES

M. Noël Buxton lit des lettres de l'archevêque de Canterbury, de Lord Spencer, de l'évêque de Londres, de l'évêque de Durham, du Rév. Stephen Cladstone, de sir John Kennaway, M. P. de M. R. B. Haldane, K. C., M. P., de l'évêque de Rochester et mentionne les lettres de sympathie envoyées par Lord Beauchamp, Lord Davey, Lord Ripon, Lord Halifax, Sir H. Campbell Bannerman, M. Asquith, Sir H. Drummond Wolff, etc.

L'ÉVÊQUE DE WORCESTER

indique le but de cette imposante réunion. Il constate avec plaisir que les non-conformistes sont restés fidèles aux traditions de Gladstone : mais il importe que l'opinion

publique tout entière fasse comprendre au gouvernement son devoir. L'orateur a lu la lettre de M. Balfour *(sifflets)* à l'archevêque de Cantorberg : il n'en a pas été satisfait. M. Balfour présente comme un irréductible minimum le projet austro-russe : or l'irréductible minimum des réformes efficaces est quelque chose de plus défini que le projet austro-russe.

Si la Macédoine peut être divisée en religions et races diverses, l'ensemble du pays n'en doit pas moins être soumis à un gouverneur chrétien responsable, non pas envers le Sultan, mais envers les puissances et qui ne puisse être révoqué qu'avec le consentement des puissances. Ce point, certainement, est considéré par le meeting comme l'irréductible minimum des réformes.

En 1878, selon un mot célèbre, l'Angleterre joua sur le mauvais cheval. Mais elle a pris alors avec toute l'Europe l'engagement solennel de venir en aide aux populations de Macédoine. Ce devoir sacré n'a pas été accompli.

On a dit que les sympathies de l'Angleterre avaient été aliénées par les méfaits des révolutionnaires. Il serait surprenant qu'un seul Anglais au courant de l'histoire de ce pays niât que dans les conditions de vie qui leur étaient faites, après avoir attendu longtemps et en vain le secours des puissances chrétiennes d'Europe, les Macédoniens eussent le droit de se révolter. *(Longs applaudissements.)*

Et d'ailleurs ce ne sont pas les membres de Comités révolutionnaires que défend ici l'orateur, mais les innombrables paysans de Macédoine en proie aux violences turques. On a dit que les atrocités étaient exagérées.

Il faut se souvenir que le même cas se présenta lors des massacres arméniens et tout ce qu'on avait rapporté se trouva inférieur à l'abominable vérité.

Les différences de nationalité ne sont pas telles en Macédoine qu'on n'y puisse établir un régime analogue à celui du Liban, avec un gouverneur chrétien.

J'ignore quelles sont les contingences diplomatiques possibles ou non : je ne désire ni que l'Angleterre agisse seule ni qu'elle se confine dans le rôle de soutenir les projets de la Russie et de l'Autriche. Si cela était possible, je désire que l'Angleterre formule la demande d'un minimum irréductible de réformes et qu'elle s'efforce d'obtenir la coopération de la France et de l'Italie.

Quelques personnes évoquent le fantôme d'une guerre européenne; toutes les nations d'Europe ont trop intérêt à maintenir la paix : une politique claire et définie et la pression morale persistante d'une seule nation obligerait toutes les autres à ne pas bouger.

L'orateur est obligé de quitter la présidence pour se rendre à Birmingham, métropole réelle de la politique en ce moment. On se méfie un peu aujourd'hui de l'enthousiasme pour le droit, sous prétexte de politique réelle.

Eh bien, toujours et toujours, je pense que cette pensée est dans toutes vos âmes : « Oh ! une demi-heure de Gladstone. »

Sir Edward Fry remplace à la présidence l'évêque de Worcester.

M. BRYCE

longuement acclamé vient soutenir la première résolution « que la Macédoine soit soustraite au pouvoir direct du Sultan et administrée par des personnes indépendantes du Gouvernement turc. » C'est là une résolution prudente et sage qui n'est pas une résolution de parti : cette question est en dehors des partis.

Cependant, il ne croit pas que le Gouvernement soit entièrement en sympathie avec le meeting, bien que la lettre de M. Balfour n'exprime certainement pas les intentions réelles du Ministère : ce serait mal juger le Gouvernement que le juger sur les termes mêmes de cette lettre qu'il faut attribuer aux habitudes d'esprit et de langage de M. Balfour. *(Applaudissements.)*

Des réunions comme celle-ci ne peuvent qu'encourager le Gouvernement à agir d'une facon conforme à l'humanité.

Vingt-sept ans auparavant, un grand meeting fut tenu dans cette salle. Beaucoup de nobles voix se firent entendre qui, depuis, se sont tues et le meeting fut clos par une voix majestueuse dont les accents suprêmes se firent entendre pour la défense des Arméniens et qui n'avait été entendue que pour la liberté.

Ce meeting était dirigé contre la politique orientale de lord Beaconsfield, et le résultat de l'agitation fut qu'au lieu de défendre les Turcs, lord Beaconsfield dut les abandonner à leur destin. Alors fut créé à San Stefano une Bulgarie libre enclavant la Macédoine ; l'opposition de la Grande-Bretagne remit sous le joug les provinces affranchies. Mais l'article 23 du Traité de Berlin. M. Bryce montre comment cet article a été appliqué : il fait un tableau pathétique des misères du paysan macédonien et du paysan arménien, qui n'ont aucune sécurité, ni pour leurs biens, ni pour leurs personnes, ni pour l'honneur de leurs femmes et de leurs enfants.

Voilà ce que, de générations en générations, ont souffert les paysans d'Arménie et de Macédoine. Et quand, las de siècles de violences, ces peuples prennent les armes contre les oppresseurs, on dit que ce sont des rebelles et l'Europe regarde tranquillement et dit aux Turcs de supprimer la rébellion.

M. Bryce, par des extraits du *Standard* et du *Tîmes*, donne une idée des dernières atrocités hamidiennes.

Et en présence de ces horreurs, quel remède apporte-t-on ? Est-ce ce projet de réformes donué comme un irréductible minimum ? Ce projet est mort avant d'être né. Il est mort parce que son exécution est remise aux Turcs et que les Turcs ne font jamais de réformes. Il en sera de celle-là comme des réformes promises après la guerre de Crimée : les promesses des Turcs sont aussi nombreuses que leurs victimes.

Depuis cent ans la Grèce, la Serbie, la Bulgarie, la Crète ont été affranchies en fait de l'empire turc même quand il subsiste un lien officiel de suzeraineté. Le point essentiel fut de soustraire ces pays au pouvoir direct de la Turquie, à son pouvoir de nuire. Les Turcs eux-mêmes savent bien qu'ils devront quitter un jour l'Europe : pourquoi prolonger l'agonie de leur empire? et pourquoi ne pas faire une épargne de violences et de crimes?

Cela ne regarde pas seulement l'Autriche et la Russie : le cynisme d'une puissance quelconque ne nous relève, ni de notre droit ni de notre devoir.

Quelle doit être l'action précise de l'Angleterre ; nous ne le pouvons dire aisément sans connaître l'attitude de différentes puissances.

Mais la première chose à faire, c'est de faire pression sur les autres puissances, en particulier sur la France et sur l'Italie dont les généreux sentiments, croyons-nous, sont les nôtres, dans le sens de la résolution proposée. Et s'il est énergique notre effort ne sera pas vain. Nous qui avons rejeté ce malheureux peuple dans la géhenne de la domination turque, après que la liberté commençait à luire pour lui au traité de San Stefano, nous devons, avant toute autre nation, lui apporter vingt-cinq ans plus tard le remède qui ne fut pas appliqué alors. (*Applaudissements.*) Depuis le jubilé de 1897, nous avons fait grand état de notre grandeur nationale, de notre force, de nos immenses territoires,

de la puissance de notre marine. Ce n'est pas cela seulement qui fait un grand peuple.

Trois dangers nous menacent : extermination des Macédoniens ; guerre où serait acculée la Bulgarie pour défendre des hommes de son sang et de sa foi ; guerre européenne dont on a tant parlé.

Le meilleur moyen d'écourter tous ces dangers c'est d'adopter la présente résolution qui mettrait fin aux horreurs de la guerre, sans préjuger de la question territoriale en Macédoine. C'est le moyen de salut pour la Macédoine et l'Europe, le moyen que toutes les considérations d'humanité et de justice, ordonnent à l'Angleterre d'adopter. (*Longs applaudissements.*)

SIR EDWARD FRY et le R. J. CAMPBELL

Appuient la résolution, ce dernier avec une extrême véhémence ; il reproche aux puissances, dites chrétiennes, leur honteux cynisme, alors qu'en cette assemblée il n'est pas un homme qui n'apprit avec satisfaction que c'en est fini du Sultan et de son empire.

Les gouvernements d'Europe ne représentent pas les aspirations des peuples d'Eurcpe en cette matière et la lettre de M. Balfour ne représente pas les sentiments de ses propres partisans.

Il est important pour le prestige moral de l'Angleterre, atteint (à tort ou à raison) par la dernière guerre, qu'elle reprenne son rang de champion traditionnel des nations opprimées.

Nous devons presser le gouvernement d'abord de commencer une intervention immédiate et en second lieu d'agir sur les gouvernements européens pour qu'ils adoptent la politique qui a été esquissée ici. S'il est nécessaire, un déploiement de forces doit avoir lieu à Constanti-

nople et nous devons demander le retrait immédiat des troupes turques de la frontière bulgare.

La résolution appuyée encore par M. Evelyn Ashley est adoptée à l'unanimité.

La seconde résolution, touchant l'établissement d'un gouvernement responsable devant l'Europe et irresponsable devant le Sultan est développée par lord Stammore et appuyée par M. Crooks et sir T. Fowell Burton. Elle est adoptée à l'unanimité.

La troisième résolution (organisation immédiate de secours) est adoptée à l'unanimité après des discours de l'évêque de Hereford, de M. H. N. Brailsford et de M. T. P. O'Connor, M. P.

Il est décidé qu'une copie des résolutions sera transmise à M. Balfour et aux autres membres du gouvernement.

LES AUTRES MEETINGS ANGLAIS

Du 29 septembre au 16 novembre 1903, plus de cent cinquante meetings, provoqués par le « Balkan Committee », furent tenu en Angleterre. Voici la liste des plus importantes de ces réunions :

DATE	LIEU	PRINCIPAUX ORATEURS
2 Octobre	Cardiff	**Lord Stanmore, H. N. Brailsford.**
2 —	Society of Friends, Londres	**Noel Buxton.**
4 —	Westminster	**P. W. Wilson.**
5 —	Glitherœ	**Le Maire, C. R. Buxton.**
6 —	Bolton	**Miss V. A. Buxton.**
8 —	Dalston	**H. N. Brailsford, Dr. Tatartcheff, P. W. Wilson.**
9 —	Blackburn	**L'Évêque Thornton.**
9 —	Haslemere	**Noel Buxton.**
9 —	Farnworth	**Miss V. A. Buxton.**
9 —	Accrington	**Rev. J. Johnston.**
10 —	Morley College, Londres	**C. R. Buxton.**
10 —	Darwen	**Miss V. A. Buxton.**
10 —	Toynbee Hall, Londres	**G. P. Gooch.**
10 —	Harrow	**Rev. R. Bruce.**
10 —	Watford	**R. A. Scott James.**
11 —	Mansfield House, Londres	**R. A. Scott James.**
11 —	Blackburn (2 meetings)	**Miss V. A. Buxton.**

DATE	LIEU	PRINCIPAUX ORATEURS
—	—	—
12 Octobre	CAMBERWELL	**Holford Knight,** **C. R. Buxton.**
12 —	COCKERMOUTH	**Miss V. A. Buxton.**
13 —	POPLAR	**C. F. G. Masterman.**
13 —	NEW REFORM CLUB....	**G. W. E. Russell.**
14 —	BERMONDSEY...........	**P. W. Wilson.**
15 —	TENDAL................	**Rev. B. Hawker.**
15 —	LIVERPOOL.............	**A. W. Blundell.**
16 —	OXFORD..............	**L'Évêque d'Oxford,** **Le Master du Balliol Coll,** **Dr. Tartarcheff,** **Le Prés. du Trinity Coll.**
16 —	LINCOLN	**L'Évêque de Lincoln,** **Doyen de Lincoln,** **C. H. Seely, M. P.**
16 —	CHESWICK	**Rev. B. Hawker.**
16 —	MANCHESTER...........	**Miss Victoria Buxton.**
18 —	FINSBURY..............	**Noel Buxton.**
19 —	WESTBOURNE PARK, LONDRES	**R. A. Scott James.**
20 —	OXFORD...............	**Rev. A. E. T. Newman.**
21 —	WHITFIELD MENS'......	**P. W. Wilson.**
23 —	BARROW	**Rev. Rosslyn Bruce.**
26 —	FENSINGTON, LONDRES.....	**Percy W. Gray.**
26 —	SUNDERLAND...........	**Rev. B. Hawker.**
27 —	BERKHAMPSTEAD.......	**Nev. Dr. Fry,** **Noel Buxton.**
27 —	CAMBRIDGE (UNION).....	**C. R. Buxton.**
27 —	ILFORD................	**Arthur Evans, F. R. S.**
28 —	HUNCOTE..............	**Rev. Stephen Gladstone.**
29 —	TOYNLEE HALL, LONDRES...	**C. R. Buxton.**
31 —	TOTTENHAM	**Percy Alden.**
1er Novembre...	FOREST GATE	**Joseph Howard, M. P.,** **T. M. Hopkins.**
1er —	POPLAR	**Bertram Christian.**
1er —	BROSKWELL PARK......	**R. A. Scott James.**

DATE	LIEU	PRINCIPAUX ORATEURS
—	—	—
2 Novembre ...	CLIFTON..............	**Rev. A. E. T. Newman.**
2 —	MARYLEBONE..........	**Noel Buxton.**
3 —	HARROW............	**Le Vic. Rev. Dr. Bruce, Dr. Tatarcheff.**
3 —	SUNDERLAND..........	**Rev. B. Hawker.**
3 —	BRISTOL..............	**Rev. A. E. T. Newman.**
4 —	MANSION HOUSE, DUBLIN	**Le lord maire de Dublin, Sir Frederick Falkiner, V. Rev. Dr. Delany, S. J., T. W. Russell, M. P., Hugh Law, M. P.**
5 —	NORWICH............	**Sir T. F. Buxton, Le Doyen de Norwich, Noel Buxton, Dr. Tatarcheff.**
5 —	NEWCASTLE ON TYNE ..	**Sir. Wm. Stephenson, Dr. Hodgkin, L. L. D., H. Crawford Smith, M. P., Hugh Law, M. P., Rev. B. Hawker.**
5 —	WARRINGTEN	**H. J. Torr.**
9 —	PADDINGTON (LONDRES).	**Miss M. E. Durham.**
10 —	SALISBURY...........	**Noel Buxton, Rev. Chan. J. Phillipps.**
11 —	COOKHAM	**E. Gardner, M. P., C. R. Buxton.**
12 —	ABINGDON	**C. R. Buxton.**
12 —	LONDRES	**Dr. Glifford, Dr. Rutherford.**
13 —	WILLESDEN...........	**Dr. Dobrashain.**
15 —	TOTTENHAM	**Noel Buxton.**

En outre de nombreux meetings, non organisés par le « Balkan Committee », ont été tenus en Angleterre et des

résolutions en faveur des opprimés d'Orient ont été votées dans un grand nombre d'églises non conformistes, notamment à :

BIRMINGHAM,
GLASGOW.
ROCHDALE.
DARTFORD.
BEMNAY.
HALIFAX.
FOLKESTONE.
WHITLEY.
SHEFFELD.
POPLAR.
ILDHAM.
AMPTHILL.
ARADFORD.
ANNERLEY.
PADDINGTON.
HERTFORD.
BRISTOL.
COOKHAM.
SOUTHAMPTON.

La Journée du 25 Octobre 1903

Lorsque MM. Francis de Pressensé et P. Quillard adressèrent à un certain nombre d'hommes politiques, d'écrivains et de savants étrangers et français, amis des justes causes, une invitation à délibérer en commun sur la crise orientale, ils ne pouvaient espérer qu'une aussi parfaite entente s'établirait aussitôt, en quelques heures, entre les représentants des divers pays et qu'après avoir entendu et acclamé, au Château-d'Eau, des orateurs uniquement français, appartenant à tous les partis, le peuple de Paris ferait à nos amis de l'étranger un accueil triomphal. Une grande part du succès doit être attribuée au Dr Loris Melikoff qui organisa, patiemment et modestement, cette magnifique manifestation.

Il nous est impossible d'exprimer, comme il le faudrait, toute notre gratitude à nos amis étrangers, anglais, italiens, belges, allemands, danois, autrichiens qui, par leur présence ou par leurs témoignages de sympathie, s'associèrent à la protestation unanime des trois mille citoyens assemblés au théâtre Sarah-Bernhardt : mais ils ont conscience que notre effort commun ne sera pas inutile, que nous n'aurons pas crié dans le désert et que par eux et par nous les gouvernements d'Europe seront bien obligés de sortir de leur honteuse inertie et de mettre fin à des crimes qui ont trop duré.

Nous donnons, ci-après, le compte rendu sténographique de tous les discours prononcés dans la journée du 25 octobre.

La Séance du matin

A 9 heures et demie 60 délégués des diverses nations représentées se réunirent à l'Hôtel Continental, parmi lesquels MM. Frédéric Passy et Paul Viollet, membres de l'Institut; Malcolm Mac Coll et ses collègues de la délégation anglaise, Evans, Atkin, le R. Freeman, Noel Buxton, F. Moscheles, les délégués italiens Mazzini et Bocciardo, le Prince de Brancovan, député au Parlement roumain, Georges Lorand, membre de la Chambre des représentants de Belgique; Crane, délégué américain; les députés français F. de Pressensé, Dumont, Escanyé, le sénateur Delpech, M. Fournière, ancien député; Victor Bérard et le Dr Courmont, délégué de Lyon; les délégués bulgares Militich et Gregoroff; Paul Boyer et Meillet, professeurs à l'École des Langues orientales; Tarbouriech et Métin, professeurs au Collège libre des Sciences sociales; Seménoff, délégué russe; Jouet, de *la Paix par le Droit*; Louis Dumur, directeur de l'*Européen*; le Dr Loris Melikoff, P. Quillard, Isac, Albert, etc., etc.

Par acclamation, la présidence est donnée à M. Frédéric Passy.

La séance est ouverte à 9 h. 45.

M. le Président. — Je remercie les membres de l'Assemblée de l'honneur qu'ils veulent bien me faire de présider cette réunion. C'est une mission pour laquelle je ne suis peut-être pas très qualifié; je ne pourrai en quelque sorte que faire semblant de présider; ce qui me rassure, c'est que j'ai à mes côtés notre ami Quillard, si admirablement au courant de ces questions, et je n'aurai d'autres fonctions que celle, très agréable, de remercier nos amis présents. Je ne remercie pas les Français, avec lesquels nous sommes habitués à travailler depuis longtemps, mais je remercie nos amis étrangers, parmi lesquels il y en a qui sont venus de fort loin, même d'Angleterre, d'Amérique et d'ailleurs.

Je leur souhaite la bienvenue et je constate une fois de plus à cette occasion le rapprochement qui se fait de plus en plus entre toutes les nations toutes les fois qu'il y a à protester contre une injustice qui ne nous touche pas directement, mais dont nous commençons à comprendre que les conséquences indirectes nous touchent à la fois matériellement et, ce qui est encore plus grave, moralement; car les grands crimes qui se commettent sur tel ou tel point de la surface du monde et de l'Europe en particulier, sont un scandale qui rejaillit sur tous ceux qui ne protestent pas de toute leur énergie pour les faire cesser.

Je vous salue de nouveau et je vous remercie de l'appui que vous nous prêtez en venant quelques-uns, encore une fois, de si loin vous joindre aux efforts que nous tentons pour mettre un terme aux épouvantables massacres dont nous gémissons tous depuis si longtemps. (*Applaudissements.*)

Je vais donner la parole à M. Quillard, qui est l'homme peut-être le plus au courant de toutes ces questions et qui va nous dire de quoi vous aurez à vous occuper un peu ce matin et davantage tantôt. M. Quillard a la parole.

M. Quillard. — Messieurs, je n'abuserai pas de la permission de parler que M. Frédéric Passy vient de me donner. Nous ne sommes pas ici, ce matin, pour faire des discours; nous sommes ici pour prendre des résolutions pratiques.

En Europe, en Allemagne, en Belgique, jusque dans les locaux officiels du Parlement hongrois, cette année, particulièrement en Italie, en Angleterre, une campagne très importante de réunions publiques et privées a été organisée en faveur des opprimés d'Arménie et de Macédoine. Nous autres Français, nous avions, si j'ose dire, donné l'exemple au mois de février dernier dans ce grand meeting où des députés de tous les partis, depuis l'extrême-droite jusqu'à l'extrême-gauche socialiste, étaient venus protester au Château-d'Eau contre les atrocités du Sultan Rouge. Nous voulons continuer ici, en France, la campagne déjà commencée, affirmée par deux cents meetings en Angleterre, affirmée à Rome et à Milan par des réunions publiques où assistèrent jusqu'à cinq mille personnes, et puisque, ce matin, nous avons le bonheur de nous trouver avec un certain nombre de nos amis étrangers, c'est à eux que nous allons céder la parole.

Nous allons demander à nos amis Italiens, à nos amis Anglais,

Américains, à nos amis de Belgique, comment chez eux la campagne est organisée, quelles chances ils croient avoir d'agir sur les peuples et par les peuples, sur les gouvernements.

J'aurai également à vous donner lecture d'un ordre du jour qui a été voté hier, à Lyon, par une assemblée considérable, deux mille citoyens, et où sont notés les points essentiels de nos vœux. Cet ordre du jour, naturellement, est susceptible de modifications; le voici. (Lecture de l'ordre du jour voté à Lyon et repris à Paris.)

Telles peuvent être, je crois, les bases de la discussion. Si vous le voulez bien, nous demanderons à ceux de nos amis étrangers qui ont des communications à nous faire, de vouloir bien nous les faire connaître. (*Applaudissements*).

M. le Président. — Si ceux d'entre vous qui croient avoir quelque communication à nous faire, quelque observation à nous présenter veulent bien demander la parole, nous les entendrons avec plaisir... Puisque personne ne la demande, je vais la donner d'office... (*Rires*), par exemple, à M. Lorand, notre ami de Belgique.

M. Lorand. — Nous n'avons rien à vous dire. Nous n'avons pas d'action internationale; nous sommes dans un petit coin où c'est à peine si notre voix peut être entendue. Nous avons fait un meeting ou deux. En général, la presse est bien disposée, à l'exception d'un seul journal, malheureusement important. Elle rend compte de tout ce qui se passe et s'exprime dans le sens de la justice; mais, nous ne pouvons faire que peu de chose. Il vaudrait mieux que ce soient les nationalités qui ont fait quelque chose et qui peuvent avoir une action au premier rang, par exemple, les Anglais et les Français, qui nous disent ce qu'elles croient devoir faire. Quant à nous, nous suivrons.

Le représentant des États-Unis. — Je n'ai pas l'habitude, même en anglais, de prendre la parole ; aussi, je suis ici pour me mettre au courant, et vous me permettrez de me contenter d'écouter pour ce matin.

M. Moschelès. — En Angleterre, nous avons de tous les côtés essayé de pousser les gouvernements, non seulement le gouvernement, mais les gouvernements, j'appuie sur ce fait, à faire quelque chose, à se décider à prendre des mesures quelconques. Nous avons dans l'*International arbitrage Association* voté des résolutions qui s'adressaient aux divers gouvernements, pour leur rappeler l'entente, le concert d'Europe,

qui s'est produit tant bien que mal lors du conflit concernant la Crète et nous les avons poussés dans la voie de venir, encore une fois, se déclarer en faveur d'une intervention quelconque. Nous avons prétendu que s'ils étaient unis eux-mêmes, cela suffirait et que cela rendrait inutile une intervention armée, tout comme elle a été inutile en Crète, quoi qu'il y ait eu à cette occasion quelques bagarres, qui ne comptent pas, heureusement, parmi les grands conflits.

Nous avons donc insisté là-dessus, et malheureusement nous n'avons pas eu de grands résultats. Nous nous sommes adressés au gouvernement de la Russie, qui nous a répondu qu'il ne pouvait pas être mis en mouvement autrement que par son ambassadeur, et l'ambassadeur nous a renvoyés encore à d'autres, et il n'en est rien résulté. Cela a été la première démarche de ce genre qui ait été faite de la part de l'*International Association*, démarche tendant à intéresser, non plus seulement notre gouvernement, mais tous les gouvernements.

Du reste, j'en reviens à ceci : c'est qu'en Angleterre, on s'occupe de cette question depuis des années, surtout sur l'initiative de Mal Coll, qui est parmi nous. Il vous dira les efforts qui ont été tentés, en Angleterre, par lui et son parti.

M. Mac Coll, fait en anglais une communication dont M. A. Métin donne la traduction suivante :

M. Mac Coll rappelle d'abord qu'il connaît depuis longtemps la situation des populations chrétiennes soumises à la Turquie, qu'il l'a étudiée, et voici les conclusions auxquelles il est arrivé, qu'il a apportées au public anglais : il pense que le rôle principal dans la solution à apporter à la question devrait appartenir à la France et à l'Angleterre, parce que la France et l'Angleterre ont toujours joué un rôle prépondérant dans les questions d'Orient et ont le droit de parler à la Turquie, attendu que plusieurs fois elles ont sauvé la Turquie, qu'en échange, la Turquie a pris l'obligation de faire un certain nombre de réformes.

Pour ce qui est de la Macédoine, après une longue étude, il pense que la seule solution serait de couper la Macédoine d'avec la suprématie du Sultan; il pense qu'il est impossible d'avoir des réformes et des garanties sérieuses pour les populations chrétiennes tant que le Sultan pourra agir arbitrairement en Macédoine.

Il faudrait donc arriver à une solution qui donnerait à la Macédoine

une administration nouvelle sur laquelle il y aurait un contrôle sérieux, et non celui du Sultan.

Au point de vue de la possibilité de réalisation, M. Mac Coll dit qu'il sait qu'en ce moment le gouvernement anglais est tout à fait disposé à intervenir, qu'il attend que le gouvernement français veuille agir avec lui, que par conséquent le terrain est prêt pour une action gouvernementale, et il ne s'agit maintenant que d'agir suffisamment sur l'opinion des deux grands pays qui peuvent intervenir en Turquie et en Macédoine, de façon à les amener à parler haut et clair au Sultan. (*Applaudissements.*)

M. de Pressensé. — Je voudrais dire quelques mots au sujet de l'entente franco-anglaise, qui nous semble indispensable pour obtenir un résultat quelconque dans la question macédonienne, comme dans la question arménienne, mais je voudrais aussi expliquer les conditions dans lesquelles l'idée de cette conférence est née dans l'esprit d'un certain nombre d'hommes qui s'occupent de ces questions en France.

Nous avions constaté qu'en Angleterre, une grande campagne de réunions publiques avait commencée il y a quelque temps, et qu'au moment où elle commençait, elle avait eu, je puis dire, son effet, c'est-à-dire que nous avons remarqué un certain rapport entre l'action de lord Landsdowne, la dernière dépêche par laquelle il a présenté la proposition additionnelle à celle de l'Autriche et de la Russie, et l'annonce du grand meeting de Saint-James, au mois de septembre dernier.

Nous nous sommes demandé s'il ne fallait pas profiter des circonstances actuelles, en particulier, de la si heureuse détente qui s'est produite dans les rapports, non seulement de la France et de l'Angleterre, mais de la France et de l'Italie, pour essayer de reconstituer ce petit syndicat de puissances qui, déjà dans l'affaire de Crète a obtenu des résultats si excellents.

Nous avons vu dans l'affaire de l'Arménie qu'il ne fallait pas faire marcher le concert européen tout entier, que lorsqu'il en était ainsi, les choses ne marchaient pas et que nous n'obtenions aucun résultat, mais, qu'au contraire, quand nous limitions nos ambitions, quand nous permettions — suivant le mot du comte Bullow — aux violons allemands de se retirer de l'orchestre, et que nous voulions jouer avec un orchestre plus réduit, nous obtenions des résultats comme ceux que nous avons obtenus en Crète. (*Applaudissements.*)

Quant à moi, je suis convaincu que nous ne pouvons pas compter sur ce qui se prépare du côté russe et du côté autrichien, je suis convaincu que ce qui s'est passé à Murtzeg n'a pas d'importance pratique; nous avons vu que des délais nouveaux sont intervenus avant même que l'on ne soit allé parler au Sultan des très médiocres modifications apportées au programme de février.

Par conséquent, tant que nous laisserons l'Autriche et la Russie s'envisager comme le concert unique de l'Europe dans cette question, nous n'obtiendrons rien. On a bien dit que nous sommes à la veille de l'hiver, que nous allons avoir une pacification momentanée en Macédoine. Pour ma part, je n'en suis pas aussi convaincu que celà. Déjà, l'an dernier, nous avons vu que des bandes résolues pouvaient tenir campagne, même en hiver. D'autre part, nous avons constaté que c'était précisément au moment où l'insurrection se relâchait dans ses efforts, que les attentats les plus graves se produisaient, c'est-à-dire cette prétendue recherche des armes, ces fouilles dans les maisons, toute cette inquisition qui a fait couler tant de sang pendant les mois de l'hiver dernier.

L'Europe ne peut pas assister une fois de plus sans rien dire et rien faire à ce spectacle, d'autant plus que nous ne pouvons pas nous dissimuler que si la situation persiste, dure, elle s'aggrave et elle empire chaque jour. Il ne s'agit plus seulement de l'insurrection macédonienne, nous avons l'éventualité d'un conflit direct de la Turquie et de la Bulgarie, et c'est au nom de l'intérêt de la paix du Continent et de la paix du monde que nous avons le droit de demander aux gouvernements d'intervenir. (*Vive approbation.*)

A l'heure actuelle, nous assistons à deux phénomènes qu'il est bon de constater : l'un, c'est ce rapprochement, cette détente heureuse qui a commencé à se faire entre ce qu'on peut appeler les puissances libérales de l'Occident, et l'autre, l'influence directe que des manifestations d'opinion, comme la campagne de meetings en Angleterre, peuvent exercer et ont déjà exercée sur l'action gouvernementale.

C'est à ces deux points que nous rattachons la conférence actuelle. Nous voulons demander à nos amis étrangers, en les questionnant sur des points pratiques et spécifiques, s'ils pensent qu'il est utile de constituer une action commune, un Comité central qui préparerait et organiserait des manifestations dans les trois pays, s'ils estiment qu'à l'heure actuelle il y a lieu de s'occuper directement, efficacement, non seule-

ment de la question politique, mais encore de la question purement humanitaire. Vous savez qu'il y a lieu de venir aux secours des victimes de ces événements de Macédoine ; vous savez quelle est la misère qui existe dans les vilayets de Kossovo, d'Andrinople et même de Salonique, il y a lieu de s'occuper de cette question et de savoir si nous voulons d'ores et déjà, avec le caractère politique qu'elle comporte, un caractère pratique, efficace, de charité et de soulagement et, enfin, il est bon que nous nous entendions pour proclamer devant le continent et devant le monde et la diplomatie que ce que nous demandons, c'est au fond très peu de chose, que nous nous contentons, je dirai, à très bon marché. Nous ne demandons pas un programme de réformes bien étendu ; nous nous bornons purement et simplement à deux points sur lesquels nous ne pouvons pas transiger : nomination d'un gouverneur autonome, garanti par l'Europe, avec contrôle efficace et spécial, non pas seulement des deux puissances mandataires, mais de toutes les puissances européennes. C'est sur ce terrain que nous nous plaçons. Nous avons le droit de dire que nous sommes des conservateurs au premier chef, puisque nous nous plaçons sur le terrain de l'intégrité de l'Empire ottoman. On a prétendu que nous voulions favoriser je ne sais quelle politique bulgarophile, que notre effort tendrait à tirer la prépondérance d'une nationalité sur l'autre. Ce n'est pas exact. Nous pensons que l'élément bulgare est en majorité en Macédoine, mais en même temps nous sommes résolus, non pas à lui assurer la suprématie, mais à lui donner des garanties élémentaires de vie, comme au reste de la population.

C'est sur ce terrain, je le répète, que nous nous plaçons, que nous voulons poser des questions aux représentants de l'Angleterre et d'autres pays. Nous essaierons de nous mettre d'accord sur ces divers points avant de faire la manifestation de cet après-midi, qui aura une importance morale considérable. Déjà, au mois de février dernier, nous avons commencé la campagne qui s'est poursuivie au Parlement, par cette réunion du Château-d'Eau, à laquelle on faisait allusion ; elle a eu un effet considérable parce qu'elle avait réuni des représentants des divers partis, même les plus opposés, et aujourd'hui c'est quelque chose de plus encore, puisque ce sera une réunion internationale. J'espère qu'enfin il en sortira des résultats pratiques. (*Vifs applaudissements.*)

M. Evans.— Il y a en ce moment en Angleterre une agitation qui se produit avec un double but : il n'y a pas seulement la question politique

en jeu, il y a aussi la question humanitaire, c'est-à-dire qu'on veut sauver la vie des Bulgares de Macédoine, assurer un bon gouvernement de la province pour l'avenir.

Nous avons eu, comme le disait mon collègue tout à l'heure, un grand nombre de réunions sous les auspices du Comité central balkanique; on a organisé plus de 200 meetings, où il a été pris des résolutions en faveur de la question politique et aussi en faveur du Comité de secours. Car il y a aussi un Comité central de secours qui a recueilli des sommes assez considérables pour les réfugiés, les villageois qui se trouvent dans les montagnes de la Macédoine.

Il me semble que c'est peut-être la question principale que de sauver la vie d'environ 60.000 personnes qui se sont réfugiées dans les montagnes, et qui habitaient des villages qui ont été incendiés par les Turcs.

Eh bien, nous demandons en premier lieu, pour le moment de la part de notre gouvernement la protection efficace des missions de secours qu'on a déjà envoyées d'Angleterre.

Vous savez qu'il y a deux calculs de la part du Sultan : le premier calcul est de massacrer dans une certaine mesure les habitants de Macédoine, le second calcul, c'est qu'en brûlant les villages, en ravageant les plaines et en obligeant les villageois à rester dans les montagnes pendant l'hiver, on détruirait beaucoup plus de milliers de personnes qu'en massacrant directement les hommes. Eh bien, nous n'avons pas seulement un but de haute politique, nous avons aussi un but immédiat de porter secours à ces personnes.

Au sujet de l'autre but — le but politique — M. de Pressensé en a déjà parlé : nous prétendons que ce n'est pas peut-être une question de forme spéciale de gouvernement de Macédoine; on peut avoir un gouverneur turc, avec des assesseurs, je ne sais pas au juste, mais ce qu'il faut assurer, c'est que les fils entre la Macédoine et le palais de Constantinople soient coupés : c'est une politique de fils coupés qu'il faut organiser... (*Rires.*)

C'est ce que nous désirons, et j'ai des raisons de croire que le gouvernement anglais est parfaitement de cet avis; seulement, il cherche appui; je ne sais pas, peut-être a-t-il appui jusqu'à un certain point du côté de l'Italie, mais j'ai des raisons de croire que l'action du gouvernement anglais, quoique efficace dans une certaine mesure, n'a pas été appuyée d'une manière très prononcée du côté de la France. (*Rires et applaudissements.*)

M. Mazzini. — J'habite Paris depuis de longues années, je ne suis au courant de ce qui se passe en Italie que par les journaux. Cependant, j'essaierai de vous dire quelques mots sur les idées de la démocratie italienne, qui est celle qui s'occupe plus que tout autre parti de l'affranchissement de l'Arménie et de la Macédoine.

Il y a en Italie aussi deux courants : le courant que j'appellerai populaire et le courant que j'appellerai diplomatique. Le courant populaire a, si je puis dire, une origine de générosité atavique; l'Italie est issue d'une révolution, elle a du, elle aussi, abattre des tyrannies pour devenir une et libre, le peuple italien se souvient de ce qu'il a subi et il souffre des souffrances des peuples qui sont sous des tyrannies, ainsi que l'Arménie et la Macédoine.

Notre ami Quillard a pu se rendre compte de cette vérité, lorsqu'il a été en Italie et qu'il a vu comment le peuple de Milan et le peuple de Rome se sont associés à la propagande et sont venus assister aux meetings organisés, notamment par Théodore Moneta, que nous regrettons de ne pas voir ici; il serait parmi nous si un deuil récent ne l'en avait pas empêché.

Le deuxième courant est, comme je le disais tout à l'heure, le courant diplomatique : il est évident qu'au fond, dans la diplomatie italienne, il y a un désintéressement pour la question de Macédoine et d'Arménie, mais je crois que ce n'est pas un sentiment pareil à celui du courant populaire, c'est un sentiment tout autre : il suffit de dire que c'est un désintéressement diplomatique. Le gouvernement italien regarde la question macédonienne peut-être de la même façon que la Russie et l'Autriche; il est certain que la diplomatie italienne ne voudrait pas prendre une bouchée de la Macédoine, mais peut-être regarde-t-elle d'un œil très concupiscent l'Albanie. Voilà, je crois, la vérité.

Je ne sais pas ce qu'il y a de vrai dans ce que disait l'orateur qui m'a précédé, à savoir que l'Angleterre pense obtenir l'adhésion de l'Italie à l'occasion d'un mouvement sur lequel notre ami de Pressenssé vient de parler, mais il est évident qu'il faut tenir compte de ce que la diplomatie, comme je le disais, a un but : c'est celui concernant l'Albanie. Il y a les gros propriétaires, les gros commerçants, les gros industriels qui verraient avec un grand plaisir dans l'Albanie un débouché très important, et je crois que c'est à cette occasion plutôt qu'à toute autre qu'ils s'intéressent à la question d'Orient.

C'est pourquoi je pense qu'il faut avant tout se tenir du côté du

courant populaire, c'est celui-là qu'il faut soutenir et dont il faut se servir, parce que nous avons vu ce qui s'est produit dans plusieurs circonstances, et encore tout récemment à propos du rapprochement franco-italien : il ne faut pas oublier que ce n'est pas à la diplomatie que nous le devons; la diplomatie a toujours été oisive, contraire à une politique francophile, c'est au contraire à la démocratie italienne que nous le devons. C'est pour cela, comme je le disais, qu'il faut ne pas perdre de vue et développer le mouvement populaire.

A cette occasion, vous me permettrez d'indiquer ici l'opinion d'un homme qui a une grande popularité en Italie, soit par sa personnalité à lui, soit par son origine, le fils de Garibaldi : Ricciotti Garibaldi. Il suit avec beaucoup d'intérêt toute cette lutte de l'Arménie et de la Macédoine. Dernièrement il avait l'occasion d'exprimer son avis sur la solution selon lui la plus pratique dans l'affaire de Macédoine et je suis heureux de voir qu'elle est absolument d'accord avec les idées que M. de Pressensé vient d'exprimer ici... A cette occasion, j'avais précisément relevé pour la lire, l'opinion de M. Ricciotti Garibaldi... Je préviens que je n'ai aucun mandat à cette occasion.

M. Garibaldi voudrait qu'on suivît le programme suivant : 1° Un programme idéal et plus lointain qui comprend toutes les revendications de la constitution en unité nationale des fédérés des diverses races balkaniques; 2° Un programme pratique et du moment, comportant l'intégrité territoriale de la Turquie, mais en même temps des réformes non suggérées, comme occasion de troubles, par l'intervention des Russes et des Autrichiens, mais des réformes imposées par la coalition des nations civilisées.

Garibaldi est même allé jusqu'à déclarer que si la diplomatie italienne continuait à garder son attitude passive, il serait décidé à aller de ville en ville, de pays en pays, en Italie, et même le cas échéant, à réunir une vingtaine de mille hommes pour porter secours à la population de la Macédoine. (*Applaudissements.*)

M. de Brancovan, député roumain. — Je n'avais pas l'honneur de faire partie de votre intéressante association et je tiens à remercier M. le Président d'avoir bien voulu me permettre de venir aujourd'hui assister à cette conférence et, si je le jugeais utile, de prendre la parole.

J'en suis d'autant plus heureux que vous avez pu considérer jusqu'à

présent que le pays que je représente s'était très peu intéressé, et même avait eu une attitude hostile, au mouvement de libération qui était né en Macédoine. Je dois avouer qu'en effet, le gouvernement de notre pays, sans avoir véritablement été contraire à ce mouvement, n'a pas pu s'associer aux manifestations qui ont pu avoir lieu dans d'autres pays. Il y a à cela des raisons politiques profondes : la Roumanie est un pays latin entouré de pays slaves.

Ce pays, qui autrefois, et encore à l'heure actuelle, avait au fond de très grandes sympathies pour toutes les puissances occidentales qui ont joué un rôle dans sa libération, s'est trouvé amené, par suite de la crainte qu'il avait de l'expansion de la Russie, à marcher de plus en plus dans l'orbite de l'Allemagne. Aujourd'hui, la Roumanie, et la Grèce également, peuvent avoir la crainte de voir l'intégrité de l'empire ottoman disparaître.

On a pu croire également en Roumanie que le mouvement qui était né en Angleterre et en France en faveur de la Macédoine était surtout favorable aux Bulgares ; ce que la Roumanie craindrait avant tout, et ce qu'elle craindrait surtout, c'est que ce mouvement bulgare tendît à aboutir à une désagrégation de l'empire ottoman, la création d'une autonomie macédonienne en faveur de cet élément bulgare. Ceci, ni les Roumains, ni les Grecs ne peuvent le désirer et le permettre. C'est donc la crainte de voir l'Angleterre et la France soutenir ce mouvement qui a écarté la Roumanie et la Grèce de plus en plus du mouvement d'humanité qui s'est créé à ce moment et les a forcées à marcher dans l'orbite de l'Allemagne et de l'Autriche, qui sont les deux puissances qui peuvent le plus les protéger contre le péril slave.

Je dois indiquer cependant, qu'à beaucoup de points de vue, cette politique allemande me paraît ne pas devoir suffire toujours et se concilier avec les intérêts de la Roumanie et de la Grèce. Je suis né en France, j'y ai fait mon éducation et j'ai la plus grande sympathie pour ce pays, et rien ne me serait plus agréable que de voir les puissances méditerranéennes et libérales, la France et l'Italie, revenant à l'attitude traditionnelle d'autrefois, s'intéresser de nouveau aux questions d'Orient, ce qui permettra aux puissances qui, comme la Roumanie et la Grèce, ont intérêt à maintenir l'intégrité de l'empire ottoman et à empêcher qu'un déséquilibre ne se crée, de songer à nouveau à la possibilité d'une politique se conciliant plus qu'actuellement avec la politique française.

Je considère, messieurs, qu'il est avant tout intéressant pour les

grands pays libéraux, comme la France, l'Angleterre et l'Italie, qui ont pris en main la cause des opprimés de Macédoine, de soutenir un programme de réformes, comme le demandait M. de Pressensé, en s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin et de le soutenir sans manifester de sympathie plus grande pour telle ou telle population, dans l'intérêt de tous les sujets opprimés du Sultan, car les populations chrétiennes ne sont pas seulement intéressées à ces réformes, les musulmans eux-mêmes, encore aveuglés par le fanatisme, souffrent également de l'administration actuelle du Sultan.

Je m'associe aux paroles exprimées par M. de Pressensé. Je considère que les puissances méditerranéennes, celles qui n'ont pas d'ambition d'annexions, comme on peut en soupçonner la Russie et l'Allemagne, doivent tâcher de jouer le premier rôle en Orient en obtenant, au nom de tous les sujets opprimés du Sultan de la Turquie d'Europe, l'application de l'article 23 du traité de Berlin, dont on s'est inspiré pour formuler un programme de réformes à Constantinople en 1880, en conformité de cet article et qui représente des réformes très pratiques. Je crois qu'il serait actuellement très suffisant pour assurer une administration honnête et une police sûre, en même temps qu'une justice égale. De plus, ces réformes pourraient être également étendues à l'Asie-Mineure. Dans ces conditions, je suis tout prêt à faire tous mes efforts pour créer dans ce sens un mouvement dans mon pays et je crois que j'y réussirai. (*Applaudissements.*)

M. Buxton. — M. Evans a parlé du Comité organisé pour les secours; j'ajouterai seulement que ce Comité a pu réunir, à l'heure actuelle, une somme de 100,000 francs. On a envoyé déjà quatre personnes à Monastir pour organiser des secours.

Je ne suis pas habitué à parler la langue française, ce qui fait que je me limiterai à quelques mots d'explications touchant le mouvement macédonien et les travaux du Comité qui s'est formé en Angleterre. Ce Comité s'est formé avant le commencement de l'insurrection ; il s'occupe seulement de la Turquie d'Europe.

Dans le Comité se trouvent des personnalités appartenant à tous les partis politiques : il y a plusieurs évêques bien connus, et quelques-uns ont voyagé en Turquie. La plupart des organes de la presse anglaise, même les organes ministériels, le *Times* et le *Spectator* sont sympathiques à la cause des réformes macédoniennes. Les vœux que l'on

forme à chaque meeting tendent à la cessation de l'administration directe du Sultan et à l'établissement du contrôle officiel européen. Le Comité, pour l'organisation de conférences publiques, fait appel aux orateurs qui connaissent bien la question.

Dans plusieurs grandes villes comme Birmingham, Manchester, Liverpool, il y a tant d'agitation que le maire est obligé de faire le meeting à l'hôtel de ville. Depuis le mois d'août dernier, on a organisé plus de deux cents de ces conférences.

Dans les notices que nous distribuons, nous indiquons que l'Angleterre, en proposant un programme de réformes, unirait à elle des nations comme la France et l'Italie. Ainsi donc, l'Angleterre tente un effort, nous attendons la coopération de la France. (*Applaudissements.*)

M. Semenoff. — Comme mon ami Mazzini, je n'ai pas de mandat au nom duquel je pourrais parler. Il y a même une différence entre nos situations respectives en sa faveur, parce que je ne peux pas parler de l'opinion publique, en Russie, en faveur de la cause qui nous est chère, celle de l'Arménie et de la Macédoine.

Vous savez qu'en Russie on ne peut pas organiser de réunions publiques en faveur des Arméniens ou des Macédoniens. Il y a bien une presse, mais on ne peut pas toujours y dire ce qu'on pense, et sous ce rapport, je dois dire que la presse russe se trouve peut-être la seule en Europe à parler par l'intermédiaire de ses organes les plus influents, plutôt contre que pour les Arméniens.

Je ne voudrais pas prononcer des paroles imprudentes, qui ne pourraient que nuire à notre cause, mais je dois indiquer des choses qui sont utiles à connaître : En Russie, il y a eu, et il y a encore, même actuellement, une assez forte campagne de presse contre les Arméniens, — quand je dis campagne de presse, je parle d'une campagne qui n'a pas été censurée ; on sait ce que cela veut dire, — et cette campagne a abouti à des événements que vous connaissez tous : la main mise sur des fortunes appartenant à la nation arménienne, sous forme d'administration par le gouvernement des biens aliénés. Vous connaissez les événements de Tiflis, de Choucha, de Nakitchevan ; je n'ai pas à insister. Je les rappelle pour que vous compreniez que la Russie, dans la question arménienne, ne peut pas se joindre à notre action. Vous pouvez sous ce rapport, compter seulement sur des concours moraux

d'individualités, comme celles qui ont donné leur concours dès la première heure.

Je crois que la principale action, du côté de la Russie, ne viendra pas par l'opinion publique, ou par le peuple, mais par la diplomatie. La diplomatie russe est très prudente; vous vous rappelez les hommes d'État russes, disant, lors des massacres en Arménie, qu'il n'y avait pas de question arménienne. (*Rires.*)

En ce qui concerne la Macédoine, la diplomatie russe n'est pas très enthousiaste au point de vue des réformes, qui même hors du territoire russe, sur la presqu'île balkanique, sont toujours un mauvais exemple. *(Nouveaux rires.)* Mais il y a une question d'intérêts internationaux et diplomatiques. Il est évident qu'on ne peut pas laisser l'Autriche profiter des troubles en Turquie pour agir seule. Il faut que la Russie intervienne, et voilà la raison pour laquelle la diplomatie russe peut être forcée d'agir dans le sens que nous désirons.

Mais, l'Autriche et la Russie pourraient agir seules, et c'est surtout sous l'influence de l'opinion publique en Europe occidentale que ces deux pays seront amenés à agir dans le sens que nous désirons. Il y a donc un intérêt capital à agiter le plus possible l'opinion publique de l'Occident.

On s'est suffisamment expliqué sur les moyens, mais il y en a un que je voudrais souligner : vous savez que l'argent est le nerf de la guerre, même des guerres humanitaires, et je ne vois pas pourquoi les arménophiles et les Comités européens pour les réformes en Turquie ne s'adresseraient pas d'une manière plus large à l'Europe, en faisant des quêtes au profit des victimes ; non seulement des massacres, mais de l'oppression turque en général. On l'a fait lors de la guerre au Transvaal. Je demande pardon aux délégués anglais de citer cet exemple qui peut ne pas leur être agréable. *(Rires et protestation des représentants anglais.)* Mais il me semble qu'on pourrait s'en inspirer, bien qu'il y eut une arrière-pensée diplomatique que n'a pas le mouvement dont nous nous occupons. Il y aura, me semble-t-il, à cette occasion, un mouvement unanime de sympathie en faveur des opprimés; ce sera en même temps un excellent moyen de propagande et un aide efficace.

J'appuie donc de toutes mes forces le moyen déjà employé en Angleterre, de faire des quêtes en Amérique et en Europe dans une large mesure, pour venir au secours de toutes les victimes de l'oppression en Turquie. (*Applaudissements.*)

M. Meillet. — Je voulais précisément dire ce que vient d'indiquer si bien M. Semenoff: c'est qu'au point de vue arménien, nous ne pouvons pas beaucoup compter sur la Russie. L'opinion publique dans ses éléments dirigeants, en Russie, est assurément très mal disposée pour les Arméniens à l'heure actuelle. Le Gouvernement fait une guerre absolument constante, suivie, à tout ce qui représente un élément national arménien. Dans la provice du Caucase, il existait une Société de publications arméniennes parfaitement innocente, qui n'était animée d'aucune vue politique : elle a été dissoute. Il y a quelques années, il existait des bibliothèques qui n'achetaient pas exclusivement des livres arméniens : elles ont été mises sous la main du Gouvernement et elles ont disparu. Et, tout récemment, le Gouvernement a mis la main sur les biens de l'église arménienne ; bien entendu, l'éducation qui était donnée n'avait qu'un caractère religieux et n'avait aucun caractère anti-national ; ces biens étaient consacrés pour une partie à suffire aux nécessités de l'église. — les églises ne reçoivent pas de subsides du Gouvernement, elles vivent de leurs ressources — et ces biens suffisaient aux nécessités des couvents. D'autre part, ce qui n'était pas consacré aux couvents était consacré aux écoles religieuses. Or, le Gouvernement ne tolère plus en Russie d'autres écoles arméniennes que celles qui peuvent se réclamer du titre de séminaires ecclésiastiques ; les biens des religieux étaient consacrés, je le répète, à soutenir ces écoles. Le Gouvernement a mis la main sur ces biens et il l'a fait d'une manière extrêmement brutale. Je me suis trouvé à Ach au moment même où l'ukase a été publié ; c'est par les journaux que l'église arménienne a appris la mesure ; ç'a été une surprise pour tout le monde au couvent, c'est un télégramme de deux lignes dans les journaux du Caucase qui nous a appris un soir la nouvelle.

Dans ces conditions, vous voyez qu'il n'y a guère à espérer que les Russes soutiennent dans une mesure quelconque ce qui pourrait être fait en faveur des Arméniens. D'ailleurs, leur attitude vis-à-vis des Arméniens de Russie est un garant très certain de ce que pourrait être leur attitude vis-à-vis des Arméniens d'ailleurs. *(Applaudissements.)*

M. Bérard. — Le Comité arménophile de Lyon, qui avait déjà fait des réunions contre la volonté des anciens ministres et de ministres présents, a tenu hier sous la présidence de M. Augagneur, maire de Lyon, une grande réunion publique, où on peut évaluer de 2,500 ou

3,000 le nombre des personnes présentes. Dans cette réunion, M. Augagneur a présenté le docteur Lortet, professeur à l'Université et m'a présenté moi-même.

M. Lortet nous a exposé des choses très neuves, étant donné que pour la première fois de sa vie il était libre de parler; il a pu rapporter ses souvenirs de témoin oculaire des massacres de Payas. Je connaissais beaucoup de choses sur les massacres turcs, mais je vous avoue que jamais au monde je n'avais entendu atrocités pareilles.

M. le docteur Lortet nous a fait le récit de ses relations avec des ministres passés, comme M. Rambaud, ministre de l'Instruction publique et Hanotaux, ministre des Affaires étrangères : on avait défendu à M. Lortet, fonctionnaire français, doyen de la Faculté de médecine, de prendre la parole devant une assemblée d'électeurs. Je n'ai pas besoin de vous dire que les temps sont changés aujourd'hui, et la présence même de M. Augagneur, maire de Lyon, nous assure que de ce côté-là, nous pouvons être tout à fait rassurés.

Il y a à Lyon un Comité très bien organisé, qui a un but politique, en même temps que le but économique que MM. les délégués d'Angleterre voulaient bien souligner tout à l'heure. On tâchera de fonder un Comité de dames qui réunira des fonds pour l'Arménie et la Macédoine, de façon à ce que ce Comité reste en dehors de toute politique possible et qu'on ne puisse pas l'accuser de fomenter la révolte ou l'anarchie. Il est entendu que les fonds réunis par ce Comité seront envoyés directement aux consuls de France en Arménie et en Macédoine et que sans distinction de races, de nationalité ni de religion, le consul de France distribuera cet argent français à tous les malheureux possibles.

Quant au but politique, j'avais été chargé d'exposer la situation en général, et j'ai fait hier ce que je compte faire cet après-midi : je tâcherai d'exposer au public parisien, comme je l'ai fait au public lyonnais, comment cette situation était en réalité commune à toute la Turquie, comment c'étaient des causes générales qui dans toute la Turquie créaient parmi toutes les populations un état d'esprit anarchiste ou révolutionnaire qui n'est que la résistance naturelle d'êtres humains défendant leurs biens et leur vie, défendant leurs biens contre le régime turc et leur vie contre le régime hamidien. (*Vive approbation.*)

J'ai tâché d'exposer le régime turc, d'une part, et le régime hamidien, de l'autre. Puis, j'ai indiqué quel était le remède que l'action austro-russe prétendait offrir, comment les réformes — ou ce qu'elle appelle de ce

nom — même si elles réussissaient, n'arriveraient qu'à faire disparaître les abus du régime turc, mais que le régime hamidien subsisterait toujours et que c'était une dérision d'assurer des biens à des populations à qui on n'assurerait pas la vie quotidienne. (*Nouvelle approbation.*)

J'ai tâché de faire comprendre que les réformes n'étaient que la seconde étape du problème oriental qui comporte deux étapes successives, qu'il faut prendre l'une après l'autre : il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs : il faut supprimer le régime hamidien et réformer et contrôler le régime turc. Supprimer le régime hamidien : nous en avons une expérience assez longue, puisque, après tout, ce régime n'est que le renouveau de ce qui s'est passé en 1825 à Samos, en 1860 en Syrie, en 1898 en Crète, et nous voyons par l'exemple de ces précédents que pour supprimer le régime hamidien, il faut évidemment installer dans la province turque un gouverneur qui restera turc, qui maintiendra l'intégrité de l'empire ottoman, qui dépendra de la Porte, mais sera complètement indépendant du Palais du Sultan; ce sera donc un gouverneur responsable, dépendant de la Porte, mais responsable devant les puissances.

Je crois qu'en cela, la diplomatie anglaise aura rendu à la cause levantine un service signalé, en montrant bien cette première nécessité d'installer un gouverneur, puis de faire les réformes. (*Vifs applaudissements.*)

Je vous avoue qu'au sujet du gouverneur, j'ai quelques idées très particulières. Je crois que l'exemple de la Crète nous montre encore que, chrétien ou musulman, tout gouverneur qui sera ottoman de nationalité ne pourra jamais résister longtemps aux intrigues, aux perfidies, aux séductions d'Abd-ul-Hamid, et que dans ces conditions-là, nommer un gouverneur de nationalité ottomane, c'est ne rien faire. Je crois donc qu'un gouverneur responsable veut dire avant tout un gouverneur européen. Prenez ce gouverneur comme vous l'entendrez, installez-le, puis, quand vous aurez fait la nomination de ce gouverneur, commencez les réformes. Il est évident que la première de ces réformes doit être une réforme économique. Si vous ne donnez pas à ces populations le moyen de vivre, il est inutile de leur donner le droit de vivre. Commencez donc par réunir un certain nombre de fonds. Que les puissances européennes prêtent à l'Arménie, comme elles l'ont fait pour la Crète. Ce jour-là, je suis persuadé que la paix renaîtra dans l'empire turc et que

nous aurons le droit de penser avoir travaillé utilement au salut de la Turquie, à la paix de l'Europe et pour le bien de l'humanité.

Voilà, messieurs, l'esprit et la teneur de la conférence de Lyon. On vous a lu tout à l'heure l'ordre du jour ; il résume exactement notre conférence.

Je dois vous dire que le Comité de Lyon a désiré prendre la plus grande part possible à votre réunion. Il a donc délégué M. le professeur Courmont, de la Faculté de médecine. M. le professeur Courmont vous dira que nous pouvons compter entièrement sur le public lyonnais. Au moment des affaires arméniennes, nous avons trouvé beaucoup de bonnes volontés et d'argent, c'est peut-être la première ville de France où nous ayons pu parler librement devant un public de fonctionnaires, dans une salle officielle, malgré le préfet. Vous pouvez être certains qu'étant donnée maintenant la situation nouvelle, ayant les fonctionnaires avec nous, nous parlerons davantage encore et nous arriverons à un résultat plus satisfaisant. (*Vifs applaudissements.*)

M. Courmont. — Deux mots seulement : j'arrive de Lyon avec notre ami Bérard. Je veux vous dire le très grand succès qu'il a eu hier soir à Lyon. Cette conférence a parfaitement réussi : non seulement par le nombre des assistants, mais par la façon dont elle avait été préparée et dont elle a été faite. La plupart, pour ne pas dire toutes les organisations républicaines de Lyon, avaient envoyé à leurs adhérents des cartes spéciales, avaient fait mettre des notes dans les journaux, et l'opinion est véritablement remuée. M. Bérard, par le grand succès qu'il a obtenu, a fait grandement avancer la cause que nous défendons.

En second lieu, je vous apporte les excuses de M. Augagneur, maire de Lyon, dont tout le monde connaît la grande autorité, de M. le doyen Lortet, qui a passé seize hivers en Orient, qui aurait bien voulu venir. Ne l'ayant pas pu, il m'a chargé de vous dire que certainement tous les esprits libéraux du sud-est marcheraient avec nous pour nous seconder. (*Applaudissements.*)

M. de Pressensé. — Je voudrais simplement résumer rapidement, au point de vue pratique, ce que nous avons entendu, et en particulier ce qui a été dit par nos collègues anglais : nous avons été tous frappés de ce que, en exposant ce qu'ils ont tenté et obtenu, ils ont insisté sur ce point qu'à l'heure actuelle tout dépendait de l'entente de la France et de

l'Angleterre. Par conséquent, c'est sur nous que repose, à l'heure actuelle la responsabilité du succès de nos efforts.

Ce que notre ami Bérard vient de nous raconter au sujet de Lyon nous indique que ce que nous voulons organiser, une campagne de réunions, trouve un terrain tout préparé et nous pourrons remporter des succès considérables.

Nous n'avons pas la prétention évidemment de faire des campagnes comme il en a été organisé en Angleterre ; nous ne ferons pas la campagne du Midlothian pour beaucoup de raisons : d'abord, parce que nous n'avons pas de Gladstone; mais si nous en avions un, nous aurions encore la difficulté très particulière que présente la situation sur laquelle il ne faut pas se faire d'illusion, difficulté diplomatique très spéciale, qui tient à l'entente, à l'alliance franco-russe.

Nous savons tous que depuis le Congrès de Berlin, il s'est produit une révolution dans la diplomatie russe, que la Russie, qui à ce moment-là avait visé à la constitution de la grande Bulgarie par le traité de San Stefano, qui avait été écartée par l'intervention de l'Angleterre, a changé son fusil d'épaule, en même temps que l'Angleterre changeait le sien. Par conséquent, ce qui inspire la diplomatie de Saint-Pétersbourg, ce n'est pas le désir de faire aboutir les réformes en Macédoine, mais tout au contraire le désir de laisser mijoter la chaudière jusqu'à ce que l'heure prospice soit venue. (*Rires.*)

Eh bien, pour la France, évidemment, cela crée des difficultés particulières; nous trouvons des résistances, nous l'avons constaté au Parlement quand nous avons eu devant nous un ministre qui n'est pas le ministre dont on parlait, qui n'a pas le passé du ministre qui avait l'honneur de diriger les affaires françaises pendant les massacres arméniens, mais qui n'en est pas moins hypnotisé dans une certaine mesure par l'idée de l'alliance franco-russe et de ce qu'elle nous impose.

Par conséquent, nous n'avons pas à nous faire d'illusions, nous aurons un morceau assez dur à enlever, mais je crois que l'opinion publique est mûre en France pour cela ; elle est mûre, d'autre part, pour comprendre la gravité suprême de ce qui se passe en Orient, pour ne pas vouloir de nouveau supporter la responsabilité d'une banqueroute morale comme celle des affaires arméniennes, et enfin, ce qui s'est passé depuis quelques mois, la détente, les rapprochements qui ont en quelque sorte donné de l'air à l'alliance franco-russe ont disposé l'esprit public

à accepter des interventions que peut-être il n'aurait pas acceptées il y a quelques mois.

Donc, cela dépend, à l'heure actuelle, de nous. Je répète la question que je posais au commencement de cette séance : croit-on qu'il soit possible à cet effet d'organiser un Comité d'action commune ? Pour moi, je ne le crois pas ; je crois que tout en marchant ensemble, en nous tendant la main, en tâchant de faire la même chose à la même heure, nous avons intérêt à conserver nos organisations spécifiquement nationales. Nous avons à obtenir un rapprochement ; c'est surtout dans nos Parlements, après avoir agi dans le public, que nous devons nous proposer de faire œuvre utile, et nous ne gagnons pas que ce soit en prenant une forme internationale.

D'un autre côté, il me semble résulter de ce qui a été dit que, soit dans l'intérêt de notre action politique, qui à mes yeux est l'action principale, soit dans l'intérêt de l'action philanthropique et humanitaire, mais aussi indispensable à l'heure actuelle, il faut une division, une séparation, un dualisme entre les deux organisations : un Comité, comme on l'a fait à Lyon, de dames, avec peut-être mélange du sexe fort, du sexe laid, pour les choses humanitaires, et notre Comité à nous, spécifiquement politique, s'efforçant de créer une agitation afin d'obtenir que, sur ces deux points essentiels : l'autonomie du gouverneur, son indépendance, et le contrôle européen, la France s'unisse à l'Angleterre. J'ose croire que, dans ces conditions-là, pendant le cours de cet hiver, nous obtiendrons des résultats.

S'il n'en était pas ainsi, si nous devions échouer une fois de plus, si on devait prétendre qu'il est du devoir de l'Europe de laisser, non pas seulement la priorité de mandat à la Russie et à l'Autriche, mais le monopole de l'inertie en Orient, ce serait le moment de tenter une campagne plus importante et de faire appel, non seulement aux forces nationales, mais aux forces des autres pays.

Pour l'instant, nous continuerons purement et simplement la campagne dont nos collègues anglais nous ont donné le modèle. Ils ont fait deux cents réunions, nous à peine quelques-unes ; je ne sais pas si nous en ferons deux cents, mais le terrain est préparé pour que nous en fassions beaucoup. C'est la méthode que nous devons adopter, et après la grande manifestation de cet après-midi, dans laquelle le public parisien verra — il n'est pas accoutumé à voir souvent des manifestations de ce genre — sur la même estrade des représentants des diverses nations

libérales de l'Europe, il y aura un excellent point de départ et nous pouvons nous proposer de faire en France ce que vous avez fait en Angleterre. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous avons entendu les représentants de toutes les nations ici représentées. Nous devons nous ajourner à tantôt, en espérant avec confiance le grand succès de la réunion de cet après-midi qui réunira ensemble, pour l'humanité et la justice, les représentants internationaux de toutes les opinions ou de tous les partis politiques. (*Applaudissements.*)

La séance est levée à onze heures un quart.

Le Meeting du Théâtre Sarah-Bernhardt

Dès une heure et demie, une foule énorme stationnait devant le théâtre Sarah-Bernhardt : aussitôt les portes ouvertes, de l'orchestre aux plus hautes galeries, la salle se remplit rapidement. Elle était comble lorsque, à deux heures et demie, M. Francis de Pressensé apparut sur la scène assisté de MM. Victor Bérard et Pierre Quillard et accompagné des orateurs français et étrangers : Jean Jaurès, d'Estournelles de Constant, Malcolm Mac Coll, A.-J. Evans, Atkin, Georges Lorand, D[r] Courmont, Mazzini, Bocciardo, Noel Buxton.

Sur la scène ou dans les loges avaient pris place MM. Frédéric Passy et Bréal, membres de l'Institut; le sénateur Delpech; les députés Baudot, Euzière, Charles Dumont; M. C. de Brancovan; M. Séménoff; M. Louis Dumur, rédacteur en chef de l'*Européen;* G. Etber, directeur des *Annales de la Jeunesse laïque;* les délégués bulgares Miletich et Grégoroff et de nombreux représentants de la presse française et étrangère. Nous croyons savoir que les ministres de Bulgarie et de Serbie assistaient, à titre privé, à la réunion.

LES LETTRES

M. Francis de Pressensé donna d'abord lecture des lettres d'adhésion ou d'excuses reçues par les organisateurs de la réunion.

FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉNIENNE

Genève, 27 octobre.

Avec un sentiment de profonde reconnaissance la rédaction de Droschak, au nom de la Fédération révolutionnaire arménienne, salue la deuxième réunion internationale organisée pour la défense des droits les plus sacrés, les plus élémentaires des deux peuples ayant perdu confiance dans la bonne volonté de la diplomatie contemporaine, nous ne comptons que sur la force de notre résistance nationale et sur le concours des nobles représentants de la civilisation, ce concours nous est indispensable surtout aujourd'hui lorsqu'à l'œuvre d'extermination du grand assassin vient s'associer la politique farouche des bourreaux moscovites et aux flots de sang arménien versé en Anatolie s'ajoute celui des Arméniens du Caucase.

Nous espérons que la seconde conférence internationale des éminents arménophiles, en vue de la situation critique, se prononcera pour une action étendue et systématique qui puisse forcer la main à la diplomatie et arracher enfin les deux peuples agonisants aux griffes du despotisme.

ORGANISATION INTÉRIEURE MACÉDONIENNE

Sofia, 25 octobre 1903.

Les délégués de l'organisation intérieure pour l'étranger envoient à la généreuse assemblée l'expression émue de leur reconnaissance pour l'œuvre haute et noble pour laquelle elle s'est réunie dans leur lutte pour le triomphe du droit et de l'humanité

les opprimés de Macédoine et du Vilayet d'Andrinople ont été encouragés par l'espoir que leur effort sera soutenu par la conscience du monde civilisé en révolte contre la barbarie hamidienne, nous louons votre réunion comme une manifestation solennelle de cette conscience et nous nous déclarons d'avance solidaires avec les décisions qu'elle prendra ; car notre œuvre ne poursuit pas le but exclusif d'une nationalité ambitieuse, mais un idéal de justice auquel nous sommes tous également attachés.

(Cette dépêche, par suite d'un retard dans la transmission, n'a été remise au président qu'après la réunion.)

ALLEMAGNE

Outre les lettres d'adhésion de MM. Umfrid, président de la Société de la Paix de Stuttgart, et du Dr Lehman, voici celle du

Dr A. RICHTER

Président de la Ligue allemande pour la Paix.

Les invitations, dont le Comité arménophile m'a bien voulu favoriser, sont entre mes mains et je crois agir selon votre intention en les envoyant à mes amis pacifistes, qui selon mon opinion ont des sympathies profondes pour les malheureux peuples d'Orient et qui pourraient peut-être suivre à votre appel.

Je regrette beaucoup d'être hors d'état de venir à Paris pour réunir mes protestations énergiques avec les vôtres et pour chercher avec vous une solution pratique de cette question douloureuse.

La Société de la Paix allemande tombe d'accord avec vous que la tentative russo-autrichienne pour cette solution nécessaire a échouée, et qu'il faut y mettre beaucoup plus d'énergie et de fermeté pour arriver au but, soit pour délivrer enfin les peuples torturés et massacrés du joug hamidien, et pour leur garantir sûreté et bien-être pour l'avenir. Vous avez toutes nos sympathies

et je vous prie, cher confrère, de vous faire l'interprète de nos sentiments à cet égard, auprès de vos amis, réunis le 25 octobre à Paris.

ANGLETERRE

M. de Pressensé annonce les adhésions de MM. H. Snape, alderman de Liverpool, Rendel Harris « qui vient de passer six mois en Arménie et est de plein cœur avec l'assemblée » ; Bunting, Wilson ; S. A. Barrett du Townbee Hall ; Sinclair, M. P. et communique les lettres de

L'ÉVÊQUE DE ROCHESTER

22 octobre 1903.

Je regrette vivement que je ne pourrai venir à Paris le 25 octobre pour assister à la Réunion.

Nous faisons notre possible de ce côté de la mer, pour la cause.

M. Francis SEYMOUR-STEVENSON M. P.

Ce 22 octobre 1903.

Je suis désolé qu'au dernier moment des affaires urgentes me retiennent en Angleterre, et m'obligent à renoncer à l'idée de participer à la députation qui doit assister à la Conférence de Paris.

Comme Président de l'Association anglo-américaine, ainsi que comme membre du Parlement britannique, je tiens à vous assurer que les sympathies et les efforts de ceux qui chez vous ont travaillé, et espèrent encore travailler, pour l'Arménie, se rangeront de même du côté de la Macédoine souffrante et terrorisée, et s'efforceront d'obtenir une intervention effective, sans distinction de race, dans l'intérêt de l'humanité. Les complications que présente le problème ethnologique dans cette région opprimée, quelle qu'en soit la portée historique et quelle qu'en soit l'influence sur les événements futurs, ne sauraient servir d'excuse aux gouverne-

ments européens qui paraissent hésiter à y faire cesser l'oppression et le massacre.

J'ose espérer que les nations qui aiment la justice et la liberté, et parmi elles, la France — par laquelle j'entends la France des Croisades, ainsi que la France des Droits de l'Homme, — insisteront que les obligations morales et internationales soient respectées, et qu'une ère nouvelle commence pour ce malheureux pays.

M. W. A. STEAD

Directeur de la *Rewiew of Rewiews.*

Londres, 22 octobre.

Je regrette d'être obligé de vous annoncer que des engagements d'un caractère urgent ne me permettront pas d'assister au meeting de dimanche.

J'eus été particulièrement heureux de vous rencontrer et de discuter ensemble beaucoup de questions urgentes, mais je crains que même au cas où il m'eut été possible de venir vous n'eussiez été tellement absorbé par les travaux de la Conférence que nous n'aurions pu en trouver le temps.

Assurez la Conférence, je vous prie, de mon entière sympathie pour les efforts qui sont faits pour résoudre la question d'Orient de la seule façon possible, c'est-à-dire en délivrant les populations opprimées du pouvoir arbitraire du gouvernement turc.

Il pourra être nécessaire de maintenir pour quelque temps encore l'autorité du Sultan, mais la condition même du maintien de son autorité nominale est la disparition de son autorité réelle. Autrement dit : si le Sultan doit être laissé comme le *policemen* de la région, il devra être soumis à l'autorité de ses supérieurs.

L'ÉVÊQUE D'HÉREFORD

Palais Épiscopal d'Hereford, 5 octobre 1903.

C'est à mon grand regret que je me vois contraint de vous annoncer en réponse à votre aimable invitation d'assister à votre

conférence en faveur de la Macédoine et de l'Arménie, le 25 octobre prochain, qu'il ne me sera pas possible d'être des vôtres par suite d'engagements antérieurs que je suis contraint de remplir.

Nous vous devons, ainsi qu'à vos collègues, une vive gratitude pour la bonne cause et c'est de tout cœur que je vous souhaite un grand succès.

M. JAMES BRYCE

M. P. Ancien ministre du cabinet Gladstone.

Trapani (Sicile).

A mon grand regret, il m'est impossible d'assister au meeting du 25 octobre, auquel le Comité arménophile de France m'a fait l'honneur de m'inviter. Je suis heureux d'apprendre la tenue de ce meeting et j'espère qu'il aura pour résultat de déterminer une puissante manifestation de sympathie pour les populations opprimées et souffrantes d'Arménie et de Macédoine, dans cette nation française qui toujours manifesta l'ardeur de son amour pour la liberté et l'humanité.

Quant à nous autres, en Angleterre, nous avons travaillé de notre mieux ces dernières six semaines pour déterminer un mouvement de l'opinion publique et décider le gouvernement actuel à une action énergique afin de décider la Russie et l'Autriche à se joindre à lui pour obliger le gouvernement turc à quitter la Macédoine et à convaincre ces deux puissances que rien moins que le retrait de l'administration turque mettra seul un terme aux maux dont souffre la Macédoine. Depuis des années j'ai préconisé une solution semblable pour la Macédoine.

De nombreux meetings publics ont eu lieu dans toute l'Angleterre, dans lesquels la libération de la Macédoine a été réclamée et j'ai l'espoir que l'opinion publique de France et l'Italie encouragera les gouvernants de ces pays à adopter les mesures politiques que j'ai indiquées.

Croyez à mes meilleurs sentiments pour tous ceux qui avec vous sont associés à cette bonne œuvre.

AUTRICHE

Adhésion de la *Société Mir :*

Les Musulmans, les Macédoniens, les Arméniens sont massacrés *ad majorem Borussiale gloriam.*

BELGIQUE

Adhésions de M. Lejeune, ministre d'État; M. Houzeau de Lehaie, sénateur; Emile Vandervelde, Furnemont et Hector Denis, membres de la Chambre des représentants; Kennis, bourgmestre de Schaerbeek, etc.

DANEMARK

M. F. de Pressensé rappelle avant de lire les adhésions de M. Haage et A. Benedictsen et la dépêche des philarmènes danois que ceux-ci furent les promoteurs du Congrès de Bruxelles, et qu'ils ont fait beaucoup pour soulager les misères locales par de très généreuses souscriptions.

Charlottenburg, 24 octobre.

Nos désirs sincères pour le succès de votre Congrès. Plus la nuit est obscure, plus les étoiles brillent.

FRANCE

Le Comité a reçu les adhésions de MM. Alfred Croiset, Paul Viollet, Gabriel Monod, membres de l'Institut; de MM. les sénateurs et députés : Jean Bayol, M. Faure, Labiche, Magnien; Barthou, ancien ministre, Denys Cochin, Ermant, F. Escanyé, F. Rabier, Dr Meslier, Couyba, Ch. Beauquier, Marcel Sembat, M. Berteaux, Delbet, Guiyeisse, H. Maret, R. Leygue, Messimy, G.-A. Hubbard, A. Massé, Rouanet, A. Briand, E. Reveillaud, Bagnol, Chauvière, P. Baudin, ancien ministre, L.-L. Klotz, C. Ragot, F. Euzière, J. Augé, E. Clé-

mentel, Pajot, Paul Doumer, ancien ministre, F. Sarrien, ancien ministre, Millerand, ancien ministre; de MM. J. Psichari, Gaston Deschamps, H. Bérenger, directeur de l'*Action*, etc.

M. de Pressensé lit ensuite les dépêches ou lettres de

M. G. CLEMENCEAU

Sénateur.

Je tiens à vous dire que j'ai vivement regretté de ne pouvoir assister aux différents meetings de protestation qui ont été tenus à Paris en faveur des populations opprimées des Balkans comme de l'Arménie. Je n'ai pas besoin de vous dire que ma sympathie est toujours acquise à la grande cause de l'émancipation et de la liberté humaine.

Mme SÉVERINE

Avec excuses et regret pour absence involontaire, vous prie joindre ma protestation aux vôtres contre lâcheté Europe civilisée.

LE COMTE D'AUNAY

Sénateur.

J'aurais été heureux d'assister demain aux manifestations qui auront lieu en faveur des populations opprimées d'Arménie et de Macédoine. Vous n'en doutez pas puisque j'ai déjà plaidé pour elles à la tribune du Sénat.

Malheureusement je quitte Paris ce soir pour revenir lundi matin seulement.

M. LEROY-BEAULIEU

Membre de l'Institut.

Vous pouvez me compter parmi les adhérents de votre Congrès. Toutes mes sympathies, vous le savez sont avec vous et avec votre peuple. Mais, à mon regret, je suis retenu loin de Paris.

Vous n'aurez pas de peine à me faire remplacer. Si je suis absent de corps, je serai du reste d'âme avec vous.

M. Louis HAVET

Membre de l'Institut.

Paris, le 24 octobre 1903.

Demain je ne pourrai assister à votre réunion macédonophile et arménophile. Vous savez que je m'associe d'avance à tout ce

qui se fera contre la barbarie turque et contre les complicités européennes, — y compris la complicité que nos complaisances pour la Russie imposent à la France.

A vous cordialement.

M. BERTHELOT
Sénateur,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences,
Membre de l'Académie Française.

Regrette qu'une réunion de famille le retienne le 25 courant et l'empêche de témoigner sa sympathie toujours vive, mais hélas! impuissante pour les opprimés. Le monde est livré à la force et à l'injustice. Les jours d'équité et de fraternité sont rares et fugitifs!

MICHEL BRÉAL
Membre de l'Institut.

24 octobre 1903.

Ne croyez-vous pas qu'il serait à propos d'envoyer un avertissement aux Hellènes, qui m'ont l'air de vouloir jouer un jeu bien dangereux.

Ils auraient l'idée, m'assure-t-on, de se mettre avec les Turcs contre les Bulgares! J'aime à croire que c'est l'invention d'un journaliste mal informé. Mais j'ai éprouvé un sentiment des plus pénibles en trouvant, quelque part, affirmée la possibilité d'une alliance greco-turque. Singulière alliance pour les descendants de Canaris!

Les Grecs seraient les premières victimes de ces finesses. La Grèce est née, elle a grandi, elle a encore récemment échappé à un désastre, grâce à la sympathie de l'Occident. Qu'elle prenne garde de s'aliéner cette sympathie! L'alliance de la Turquie ne pourrait lui porter que le déshonneur.

Vous, qui êtes philhellène comme moi, dites cela demain. Vous rendrez service aux Grecs et vous empêcherez peut-être la diplomatie contemporaine d'enregistrer un scandale de plus. (*Vifs applaudissements.*)

LA RÉDACTION DE *LA GÉORGIE*

La rédaction du journal *La Géorgie* envoie l'adresse suivante :

Exprimant, aux Arméniens et aux Macédoniens, les sentiments de sympathie et de solidarité des Géorgiens, la rédaction de *La Géorgie* croit de son devoir de rappeler aux vaillants défenseurs de la liberté et de la justice cette criminelle complicité de la Russie qui ne s'occupe des questions macédono-arméniennes que pour réaliser ses visées séculaires, l'occupation de Stamboul.

HOLLANDE

Adhésions de MM. Van der Vlugt, député, professeur de droit international; Devriès, délégué de la Ligue Néerlandaise pour la Paix.

ITALIE

Le président rappelle les magnifiques réunions de Milan, de Rome, de Gênes, etc., et lit les adhésions des députés Del Balzo, Pavia, Marquis Biscarelli di Ruffia, G. Baroncelli, ancien ministre, du Pr Sergi, des avocats Mirabelli, Pansini, etc., et les lettres de

M. BOSSI

Député.

Gênes, 22 octobre 1903.

Je suis très mortifié de ne pas pouvoir être présent à la réunion du 25, à cause d'une très sérieuse circonstance personnelle imprévue ; quelle que soit la décision que vous prendrez, je vous donne d'avance mon adhésion.

M. E. T. MONETA

Président de l'Union Lombarde pour la Paix.

19 octobre 1903.

Il m'est impossible de venir à Paris en ce moment ; un très grand deuil de famille et l'énorme travail de la *Vita Internazionale*

m'en empêchent; mais je crois que nous ne sommes pas loin d'aboutir à quelques bons résultats pour la cause que vous et Quillard servez avec tànt de dévotion. Après l'union cimentée aujourd'hui si heureusement entre la France et l'Italie, et après le traité d'arbitrage franco-britannique, nous avons droit d'espérer que cette entente cordiale des trois nations les plus libérales d'Europe pourra et devra exercer sa bonne influence dans la politique extérieure, principalement dans l'intérêt des populations arméniennes et macédoniennes, envers lesquelles l'Europe a des obligations positives et anciennes.

Si le groupe interparlementaire, duquel M. d'Estournelles est l'âme, prend une initiative dans ce sens, je suis sûr que l'Italie le suivra sans retard.

Enfin, M. de Pressensé lit une lettre très énergique de :

M. H. LA FONTAINE
Sénateur de Belgique.

Ce 23 octobre 1903.

J'ai mille regrets de n'être pas parmi vous le jour où vous élèverez, une fois de plus, votre juste et énergique protestation contre la lâcheté des gouvernements qui laissent en Arménie et en Macédoine se perpétuer les pires excès. Armés jusqu'aux dents, vingt fois plus forts dans leur ensemble que le Sultan Rouge, les États civilisés se taisent ou s'abstiennent. Pourquoi avoir exigé des peuples des sacrifices qui se chiffrent par des milliards, et ne pas mettre les cuirassés et les canons au service, sinon du droit, du moins de la pitié ?

Et nul n'en ignore, c'est parce que les ministres et les diplomates se défient les uns des autres, à l'insu et malgré la volonté des peuples, que tout cet outillage guerrier, demeure inutile et inerte.

Il est bon qu'il soit dit aux diplomates et aux princes, que leur duplicité et leurs convoitises écœurent jusqu'au vomissement les gens honnêtes et francs. Il est bon surtout qu'on les cloue au

pilori et qu'on crie aux foules prévenues ou aveuglées : « Voilà les complices des assassins! »

C'est ce que j'aurais voulu crier avec vous, de toute la force de mon mépris. *(Vifs applaudissements.)*

Puis, commencent les discours :

M. F. DE PRESSENSÉ

MESDAMES, CITOYENS,

Nous vous avons convoqués ici aujourd'hui pour continuer, ou plutôt pour reprendre la campagne que nous avons ouverte il y a huit mois au Château-d'Eau. C'était la France, alors, qui avait pris l'initiative du mouvement; nous avions tenu à donner à celle-ci un caractère qui la mît en dehors et au-dessus des partis. Aujourd'hui nous avons tenu à donner à celle-ci un caractère international; c'est pour cela que nous avons fait appel à quelques-uns des hommes généreux qui, dans les pays de l'Occident ont compris le devoir et l'intérêt des amis de la civilisation et de la paix.

Il y a huit mois, quand nous vous rassemblions, la situation était de celles qui offensent l'humanité et qui préoccupent aussi les esprits politiques. Il se trouvait toute une région de l'empire turc qui, après avoir souffert pendant des siècles sous le régime de l'oppression et de la conquête ottomane se trouvait à la veille de succomber sous le régime hamidien. Les Macédoniens avaient conçu de grandes espérances au moment du traité de San-Stefano, et on leur avait conféré au Congrès de Berlin des commencements ou des semblants de droits. Depuis lors ils avaient assisté, non pas seulement à la ruine de ces espérances, à la destruction de ces droits, mais encore, on peut le dire, à l'assassinat méthodique de toute la population; et les progrès mêmes, les progrès matériels moraux qu'ils avaient accompli héroïquement en face de leurs oppresseurs avaient en quelque sorte surexcité, exalté la haine de leur tyran. Abdul-Hamid avait lâché ses Arnautes en Macédoine comme jadis ses Kurdes en Arménie.

A ce moment la diplomatie avait dû faire semblant de sortir de son inertie; nous avions vue la Russie et l'Autriche revendiquer une sorte

de droit à agir — ou à ne rien faire — comme mandataires de l'Europe tout entière. Dès ce moment nous avions protesté contre ce qui nous semblait une abdication des puissances occidentales; nous avions déclaré qu'il ne nous semblait pas que les intérêts de la Russie et de l'Autriche fussent identiques avec l'intérêt des populations indigènes, avec l'intérêt de l'Europe; nous avions osé prédire que ce n'était pas tant la priorité de l'action que revendiquaient la Russie et l'Autriche, que le privilège et le monopole de l'inaction; nous avions critiqué aussi le plan de réformes que l'on nous présentait, en déclarant que tout cela de même que tant de constitutions admirables mort-nées en Turquie, et dont les débris jonchent le sol, ne valait pas le papier sur lequel cela était écrit; qu'il n'y avait que deux points essentiels, deux points sans lesquels rien ne se ferait, avec lesquels, au contraire, tout serait gagné : la nomination d'un gouverneur soustrait à l'autorité de Yildiz Kiosk et l'institution d'un contrôle européen effectif.

Ce que nous avions dit à ce moment, les prophéties auxquelles nous avions cru pouvoir nous livrer, elles n'ont été que trop confirmées par ce qui s'est passé depuis lors. Je ne vous retracerai pas la terrible histoire de ces événements; l'insurrection, elle n'a pas seulement persisté, elle a redoublé; elle s'est étendue, elle a doublé de force après la moisson. La répression est devenue plus furieuse que jamais. Dans les vilayets de Kossovo, de Monastir et d'Andrinople, dans toute la région montagneuse qui sert de frontière à la principauté de Bulgarie, ce sont des centaines de villages détruits, incendiés, des femmes, des vieillards, des enfants qui ont été massacrés en masse, torturés, violés, des réfugiés qui ont été pourchassés et traqués.

La Porte a osé nier à certains moments; à d'autres elle a prétendu qu'il s'agissait simplement de quelques excès individuels de certains soudards indisciplinés; elle a même eu l'audace d'attirer l'attention sur la façon dont elle aurait tenté d'appliquer ses prétendues réformes, et de nous parler de la bonne volonté de son inspecteur Husseïn Themy: elle a essayé de détourner le courant des sympathies européennes en accusant les insurgés de commettre tous les excès. En vérité, je dois le dire, la seule chose qui m'étonne, quant à moi, c'est que, après une oppression séculaire de ce genre, en présence des atrocités auxquelles nous assistons, les représailles ne soient pas plus générales et plus fortes.

Depuis ce moment, on peut le dire, le pandémonium a été déchaîné

en Macédoine; la Russie et l'Autriche qui, pendant des mois entiers, avaient feint de se contenter de leur prétendu programme de février, ont dû reconnaître que la situation était dangereuse, et qu'il fallait aviser. Nous avons vu alors les empereurs et les ministres se rencontrer à Murzteg, en Styrie. Il y a eu de grandes chasses; il y a de grands dîners, et on dit même qu'il y a eu dans l'intervalle de ces fonctions de cour, quelques entretiens portant sur la question macédonienne. Mais ces empereurs et ces ministres ont persisté à déclarer qu'ils étaient très satisfaits de ce qu'ils avaient fait; qu'en somme ils avaient mis la question en bonne voie, et qu'il s'agissait purement et simplement de légères modifications, de quelques petites retouches de détail.

Au moment même où ils tenaient ce langage, ils continuaient d'adresser des menaces constantes à la Bulgarie et ils prétendaient aussi s'entretenir avec le Sultan et lui donner de sévères admonestations, des conseils utiles. On a annoncé, dans la presse officieuse, que des instructions nouvelles avaient été données aux ambassadeurs d'Autriche et de Russie à Constantinople, qui allaient se présenter au Sultan et lui signifier une sorte d'ultimatum.

Les jours se sont passés; les semaines se sont écoulées, et ce n'est qu'il y a deux jours que cette entrevue a eu lieu, et rien ne nous indique jusqu'ici que la conversation ait eu lieu ou, si elle l'a été, qu'elle doive porter des fruits dans les termes annoncés.

Comme à ce moment même l'Angleterre avait manifesté le désir de voir corser et renforcer un peu le programme de l'action austro-russe, on a eu le front de lui répondre qu'on était parfaitement d'accord avec elle, qu'il ne s'agissait tout au plus que de nuances, et en avoir assez fait en balbutiant dans les coins ce mot de contrôle qu'il faudrait prononcer sur un ton impérieux et dont il faudrait obtenir la réalisation immédiate. Nous nous demandons à l'heure actuelle, en présence de cette longue comédie, si toutes ces tergiversations, ces atermoiements ne font pas partie d'un plan arrêté, si on n'attend pas une fois de plus l'hiver comme une délivrance. On se promet que l'hiver verra les bandes se disperser et la paix, la paix du Sultan, reparaître en Macédoine. C'est un calcul misérable et c'est un calcul complètement faux. L'expérience nous montre qu'au cours de l'année 1902 les bandes ne se sont pas toutes dispersées en hiver; quelques-unes ont continué : plusieurs ne désarmeront pas en 1903. Et, d'autre part, c'est précisément pendant cette espèce de trève du désespoir, quand la bataille avait cessé que se

sont produits les plus grands, les plus terribles attentats contre l'humanité. C'est à ce moment qu'ont commencé les visites domiciliaires, sous prétexte de recherches d'armes, c'est-à-dire le viol, l'assassinat systématique.

La question pour l'Europe c'est de savoir si elle veut rester la complice tacite de ces grands crimes. J'essaierai de vous montrer tout à l'heure que la diplomatie elle-même, à l'heure actuelle, reconnaît qu'il dépend d'un accord qui s'établirait sur des points spéciaux entre la France, l'Angleterre et l'Italie, de conjurer ces maux et de mettre un terme à ce scandale. Cet accord il est possible, il est donc nécessaire.

Il s'est produit, en effet, depuis quelque temps un fait nouveau que nous n'avons pas seulement le droit d'enregistrer et de saluer avec joie, mais dont nous avons le droit de tirer parti. Nous avons vu la France et l'Angleterre reconnaître que, sans doute, sur tous les points du globe où elles se trouvent en contact, elles peuvent avoir des intérêts différents à certains moments, que, par conséquent, il peut surgir entre elles des litiges, voire des conflits, mais qu'il n'y a nulle part de raison pour se laisser entraîner jusqu'à la rupture ; l'expérience leur a appris que chaque fois qu'il existe entre la France et l'Angleterre une brouille durable, une éclipse prolongée de leur entente cordiale, ce n'est pas seulement au détriment de leurs intérêts, mais c'est pour le plus grand dommage de l'humanité et de la civilisation. *(Approbation.)*

Nous avions assisté, je dirai avec scandale autant qu'avec mépris pendant un certain temps, au spectacle que nous donnait par exemple le parti nationaliste, quand il réprouvait, quand il attaquait avec une amertume singulière, chez les Anglais, ce qu'il approuvait chez nous, ce dont il demande l'accomplissement perpétuel chez nous.

A l'heure actuelle, les peuples ont parlé ; ils ont déclaré qu'ils entendaient que ce rapprochement se produisît ; nous avons vu se produire en conséquence un certain nombre de manifestations officielles qui n'ont fait qu'enregistrer et accentuer ce rapprochement.

En même temps, l'Italie et la France découvraient qu'on avait exploité contre elles-mêmes leurs passions, qu'on avait essayé de créer entre elles des animosités artificielles, et que c'était dans des vues égoïstes et contraires à leurs intérêts primordiaux. Elles sont faites pour s'entendre, pour marcher la main dans la main ; elles l'ont reconnu ; à l'heure actuelle, les deux peuples n'admettraient plus le retour offensif de la politique crispinienne.

Ces événements ont profondément modifié l'état diplomatique de l'Europe; sans détruire les combinaisons existantes, elles leur ont enlevé leur rigidité et leur étroitesse; elles nous ont donné de l'air au sein de la Triplice comme de la Duplice; il dépend de nous aujourd'hui que cet accord franco-anglo-italien produise ses premiers fruits que ce soit sur le terrain de la question de Macédoine et que cette nouvelle entente démocratique des peuples d'Occident s'affirme par des bienfaits comme une institution de progrès et l'esquisse de la grande fédération internationale de demain.

Je dirai que l'Angleterre, à ce propos, nous a offert un exemple bien utile. Je sais bien que les Anglais ont fait depuis longtemps l'apprentissage de la liberté; je sais bien qu'un peuple qui a eu un Gladstone, cet homme d'Etat qui, à lui tout seul s'est élevé contre la politique d'un ministère tout puissant, et, quand il était déjà septuagénaire, dans son admirable campagne du Midlothian, a arrêté son pays sur une pente dangereuse et l'a converti à une politique plus conforme à la raison et à la justice, qu'un tel pays jouit d'un privilège considérable. Mais, enfin, Gladstone n'est plus. Nous avons vu dans une de ces grandes réunions convoquées à Saint-James-Hall, où s'étaient rendus les représentants de tous les partis, de toutes les sectes, de toutes les classes, le président de ce meeting, l'évêque anglican de Worcester, s'écrier éloquemment : Ah! si pour une demi-heure Gladstone pouvait revivre! Et ce meeting même montrait après tout qu'on peut faire son devoir et obtenir de grands, de prompts résultats, même quand Gladstone n'est plus là.

On a vu se tenir ainsi d'un bout à l'autre du Royaume-Uni, près de deux cents meetings en deux mois. On a agité l'opinion tout entière sans distinction de parti. De grands journaux, avec lesquels il faut bien le dire, nous ne sommes pas toujours, pas même fréquemment, en sympathie d'opinions, comme le *Times* par exemple, ont pris à cœur de faire leur devoir et d'insérer une série de correspondances tout à fait instructives, décisives même sur les événements de Macédoine et de Bulgarie. Le *Daily News* renouvelant ce qu'il avait déjà fait en 1876, envoyait un commissaire spécial en Bulgarie et en Macédoine et réveillait par ses correspondances les ardeurs assoupies de l'opinion anglaise. Enfin un homme, que nous avons l'honneur de posséder aujourd'hui au milieu de nous, M. Evans, qui n'est pas seulement un archéologue éminent, qui ne se contente pas d'arracher au sol le passé, et de mettre au jour, de faire revivre en Crète, à Knossos, dans le palais de Minos,

une civilisation antérieure et supérieure à celle de Mycènes et de Troie, mais qui est l'homme du droit et de la liberté, et qui s'est toujours occupé avec passion de ces causes pour lesquelles il a souffert l'emprisonnement en Turquie, M. Evans a publié dans le *Times* un réquisitoire accablant contre la politique hamidienne. Lord Lansdowne est ministre d'un pays libre, et qui a les mœurs de la liberté. Encore qu'il ait à côté de lui en la personne du premier ministre un éternel amateur qui se livre à des sophismes élégants, qui sacrifierait à un paradoxe ingénieux la vie de malheureuses créatures humaines, encore que M. Balfour ait écrit à l'archevêque de Cantorbéry une lettre suprêmement dangereuse, espèce de semi-plaidoyer pour le Sultan. M. Lansdowne n'a pas hésité à rédiger sa dépêche du 25 septembre; il a repris et a développé les réserves faites par lui en février dernier; il a déclaré que l'Angleterre ne pouvait considérer le programme de l'Autriche et de la Russie comme suffisant; il a prononcé, bien timidement encore, mais enfin il a prononcé le mot décisif de contrôle.

Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour apporter notre appui à l'œuvre entreprise en Angleterre pour commencer une campagne afin d'obtenir que l'opinion française se prononce irrévocablement son tour sur ces deux points : le contrôle et la nomination d'un gouverneur soustrait à Abdul-Hamid. En vérité, nous demandons là peu de chose; je suis presque effrayé de notre modération, nous ne demandons pas même l'application intégrale de ce traité de Berlin, dans ses articles 23 et 61, qui est, après tout, la chartre de l'empire ottoman, l'unique fondement juridique du *statu quo* en Orient; nous nous contentons modestement de ces deux points; et nous répondons par là même suffisamment aux attaques de mauvaise foi que l'on dirige contre nous.

Il y a des gens qui prétendent qu'en faisant ce que nous faisons, nous servons la politique proprement moscovite en Orient. Singulière erreur; et ce sont vraiment des gens endormis depuis 25 ans, qui n'ont pas vu ce qui s'est passé depuis lors : que la Russie, au moment du traité de San Stefano, voulait créer une grande Bulgarie, mais que, depuis qu'elle a vu que la Bulgarie n'entendait pas être à sa disposition, entrer dans sa clientèle, servir ses fins, elle a changé son fusil d'épaule, et depuis lors la Bulgarie n'a pas eu de pire ennemi, ce qui vous explique qu'à l'heure actuelle la Macédoine n'ait pas d'ami plus tiède.

D'autre part, est-ce que nous visons le démembrement de l'Empire ottoman ? L'intégrité de l'Empire ottoman, ce n'est pas pour nous un

dogme, pas plus que l'intégrité d'aucun autre empire ici-bas... (*approbation*) mais précisément, partisans de l'intégrité de l'empire ottoman, nous le sommes en ce moment, parce que nous croyons bien qu'on n'obtiendra cette intégrité qu'en en faisant faire les frais par l'indépendance du Grand-Turc, sans rien livrer — sol ou peuple — à une puissance étrangère, sans permettre à des convoitises du dehors de s'emparer de la Macédoine. Nous voulons simplement qu'on assure à ces malheureuses populations les garanties élémentaires sans lesquelles il est impossible de vivre, et ce, en dehors desquelles la vieille société n'est qu'un brigandage, et le gouvernement qu'un chef de voleurs.

Et nous trouvons qu'il est véritablement bien étrange que la diplomatie occidentale, à l'heure actuelle, ait confié le mandat de la représenter à qui ? Aux deux seules puissances qui peuvent être soupçonnées d'avoir des convoitises particulières sur ces régions : la Russie et l'Autriche, dont l'une n'a jamais cessé de songer à ce fameux chemin de Salonique, et dont l'autre a des aspirations séculaires vers la Méditerranée.

Tout à l'heure, je vous lisais la lettre de M. Bréal ; vous avez été frappés de ce qu'il y avait d'étrange et de scandaleux dans l'attitude actuelle de la Grèce. En effet, on a essayé de faire croire que ceux qui luttent pour obtenir pour toutes les populations de la Macédoine, depuis les Osmanlis jusqu'aux Albanais, les garanties élémentaires de la vie étaient purement et simplement des bulgarophiles et que nous voulons établir la prépondérance de je ne sais quel élément sur les autres races qui se partagent le sol de la Macédoine.

Il n'en est rien, et si convaincu que je sois que l'élément bulgare est en majorité et grande majorité en Macédoine, ce que je veux, ce que nous voulons, c'est un état de choses également juste pour toutes les races qui se partagent ce pays. Et nous avons le droit de nous tourner vers la Grèce et de lui dire : Quelle étrange, quelle lamentable conduite ! Vous, les héritiers d'un grand passé, comment oubliez-vous que ce n'est pas seulement aux sympathies européennes, mais à la révolte et à la révolution que vous devez votre indépendance que les plus sublimes héros des luttes de votre indépendance nationale n'étaient aux yeux des hommes d'ordre et de conservation, que des brigands comme ceux que vous gratifiez de ce nom en Macédoine. (*Vive approbation.*)

Notre programme est donc singulièrement modeste ; notre programme est donc singulièrement pratique. Ce que nous vous deman-

dons aujourd'hui, ce que des hommes éminents venus des divers pays de l'Europe libérale sont venus demander avec nous, c'est purement et simplement d'obtenir des trois grandes puissances libérales de l'Occident, des trois grandes démocraties qui se gouvernent elles-mêmes, et qui peuvent, quand elles s'entendent servir efficacement la cause du progrès, qu'elles veuillent bien, par une action commune, demander la nomination d'un gouverneur autonome et l'établissement du contrôle

Et si on vient nous dire : faites attention, vous êtes des hommes de paix, et pourtant vous prêchez la guerre; vous allez nous mettre en face d'un conflit dangereux... On sait bien qu'il n'en est rien. Je ne parlerai pas des précédents; je ne me demanderai pas comment il se fait que l'on éprouve des scrupules si grands quand il s'agit d'une manifestation de ce genre pour le droit et l'humanité, alors que l'on ne les ressentait pas quand il s'agissait de braquer des canons sur un port turc, afin d'obtenir le paiement de je ne sais quelles créances levantines plus ou moins véreuses. (*Applaudissements.*)

Mais cette réponse ne me suffit pas. Quant à moi je suis intimement convaincu que nous ne bravons pas la guerre; que, sans doute, le Sultan ne cèdera qu'à la menace, mais qu'il cèdera à la première menace. Des précédents sont là pour le montrer; ses intérêts sont là qui le lui commandent; sa loi religieuse aussi est là qui le lui commande.

Si vous craignez maintenant la guerre, il n'y a qu'un moyen de l'éviter : c'est de ne pas se laisser se prolonger et se perpétuer ce que j'appellerai cet état d'encombrante inaction de l'Autriche et de la Russie; c'est au contraire de poser directement et efficacement à Constantinople les questions que je viens de poser devant vous. Si nous ne le faisons pas, nous courons un risque plus grand encore que celui de déchaîner la guerre. Elle serait sans doute inévitable parce que, ne l'oublions pas, la Bulgarie ne peut éternellement supporter les frais de l'entretien des réfugiés; la Bulgarie ne peut, sans trahir sa destinée et se suicider ellemême, laisser noyer dans le sang les revendications de ses frères de race de l'autre côté de la frontière. Et d'ailleurs est-ce que la Turquie ellemême ne s'imagine pas qu'elle peut avoir un intérêt à engager cette lutte inégale avec la petite principauté ? Est-ce que nous n'avons pas vu des empiètements, des usurpations, des violations de frontières répétées de ce côté ? Donc, si les choses demeurent en l'état, la guerre est probable, plus que cela : certaine. Mais il y a quelque chose de plus.

Nous avons assisté dans ces dix dernières années à une effroyable

banqueroute morale : la banqueroute de la diplomatie européenne au moment des massacres arméniens. Ce ne sont pas là des défaillances seulement politiques ; elles sont morales, et elles se paient tôt ou tard. Nous avons commencé à payer la faillite de la conscience européenne dans les affaires d'Arménie au moment de la guerre greco-turque. Si nous laissons se renouveler ce scandale en Macédoine, nous le paierons plus cher encore. Nous n'aurons pas même acheté, au prix de cet attentat contre l'humanité une paix précaire et misérable, nous aurons de plus démontré à tout jamais que la civilisation à l'heure actuelle, elle n'est, pour les gouvernements et pour les peuples qu'un manteau hypocrite pour les jeux de la force ! (*Approbation.*) Nous aurons démontré que le droit des gens n'existe pas, et nous aurons démontré, ce qui devrait être un paradoxe pour l'humanité moderne, que celui qui a eu raison contre l'Europe, contre la conscience humaine, c'est Abdul-Hamid, le grand Assassin ! (*Vifs applaudissements.*)

M. PIERRE QUILLARD

Mesdames, Citoyens,

En lisant les affiches qui vous convoquaient à la réunion d'aujourd'hui, en faveur de tous les opprimés de Turquie, vous avez peut-être éprouvé quelque étonnement. Les atrocités les plus récentes sont surtout présentes à vos imaginations, et vos journaux, — quand ils n'étaient pas payés par l'ambassade ottomane, — vous ont entretenus des atrocités de Macédoine. Vous avez dû penser que, préoccupée surtout d'exterminer par le fer et par le feu l'élément chrétien de Macédoine, Sa Majesté Impériale Abd-ul-Hamid, Ombre de Dieu, laissait quelque répit au reste de ses sujets.

C'est une erreur, citoyens. Sa Majesté Impériale peut suffire à une double et à une triple besogne. Dans ses nuits d'insomnie, dans ses nuits de terreur et de fièvre, Sa Majesté Impériale peut réfléchir et travailler à l'œuvre universelle de meurtre ; et la petite main blanche dont un ancien ministre français vantait la finesse aristocratique, peut faire le geste de mort à l'est et à l'ouest de son empire ; elle est sûre qu'elle sera toujours obéie. Albanais, Arabes, Turcs, Serbes, Bulgares, Arméniens, il n'y a pas un peuple en Turquie où cette petite main n'ait désigné de nombreuses victimes.

Il n'y a pas en Turquie une province, il n'y a pas une ville, il n'y a pas une misérable bourgade, où on ne puisse dire : Ici l'on tue par ordre impérial. Cependant, il y a des peuples que le Sultan poursuit d'une haine plus implacable et plus tenace, et ce sont précisément ces peuples auxquels l'Europe, dans un traité solennel et dérisoire, avait assuré, il y a quelque vingt-cinq ans le droit à la sécurité et à la liberté. En ce moment il y a deux peuples qui, en dépit des articles 23 et 61 du traité de Berlin qui leur assurait protection, sont en voie d'extermination totale : les Arméniens et les Macédoniens. D'autres orateurs vous diront ce qui se passe en Macédoine; j'essaierai très brièvement de vous exposer quelle est la situation actuelle de l'Arménie.

En l'absence de nos maigres livres jaunes, en l'absence des copieux livres bleus que le gouvernement anglais distribue au parlement, je serai obligé de m'appuyer uniquement sur des rapports officiels et sur des correspondances privées adressées à *Pro Armenia*. Mais je vous ferai remarquer que le ministre français des affaires étrangères, lors de l'interpellation Rouanet, a reconnu l'exactitude et l'authenticité de ces documents. Nous pouvons donc les considérer comme valables.

Sans doute, depuis le moment où, après trois jours de tuerie dans les rues mêmes de Constantinople la sensibilité des ambassadeurs européens s'émut, et où ils interdirent au Sultan de tuer plus outre, depuis ce moment, les grands massacres ont cessé. Mais 300,000 Arméniens seulement avaient été égorgés. Il reste encore des Arméniens, et à la période des grandes tueries on a fait succéder une autre période; on applique une méthode plus lente, plus sournoise, mais aussi sûre; la méthode que, par euphémisme diplomatique on appelle dans les parlements : « le régime des assassinats isolés ».

Je vais essayer de vous donner le plus brièvement possible et seulement par têtes de chapitre, un aperçu de ce qu'est ce régime des assassinats isolés.

L'Arménien, en terre turque, n'a pas, bien entendu, le droit de porter des armes; et par armes on entend non-seulement un fusil ou un sabre, mais encore un couteau de cuisine trop long, ou un bâton assez fort pour écarter les chiens et les serviteurs du Sultan. L'Arménien, en pays turc, n'a pas non plus le droit de circuler; et vous entendez bien qu'il ne s'agit pas seulement du droit de circuler à l'étranger, d'aller de Turquie en Europe, non; interdiction de circuler de province à province, de ville à ville, de village à village, et vous allez voir à quoi cela aboutit.

Une partie de la population arménienne, la plus grande partie, est une population agricole. Dans certains vilayets, à des dates déterminées, on organise la famine; on accapare les blés; l'hiver venu les routes sont impraticables, et le paysan arménien doit mourir là même où il a plu à son maître d'assigner une place à son cadavre.

Ceux des Arméniens qui ne sont point des agriculteurs, sont, pour la plupart, de petits artisans, des gens de petits métiers. Beaucoup d'entre eux ont la coutume d'émigrer vers les villes; ils sont un peu comme nos maçons Limousins qui viennent travailler à Paris pendant l'été et qui, l'hiver, rentrent chez eux. Il en est de même pour les Arméniens soit que leur émigration soit temporaire, soit qu'elle dure quelques années. Vous comprenez que si on interdit à ces gens de circuler, on leur interdit de vivre, on les condamne à mort d'une autre façon.

Après l'interdiction de circuler, il y a, comme moyen d'extermination, la perception des impôts, le fisc. Il est toujours très difficile au contribuable de résister si peu que ce soit au gouvernement. Mais en Turquie c'est infiniment plus difficile qu'ailleurs. Voici comment se pratique la perception des impôts.

Une quinzaine d'individus à cheval, bien armés, s'installent dans un village arménien, où personne n'a d'armes, où personne ne peut se défendre. Ils s'installent chez l'habitant, et ils perçoivent l'impôt; il y a des colonels de cavalerie hamidié, — c'est une cavalerie régulière qui porte le nom du Sultan et mérite de le porter, — qui sont fermiers des impôts; ils s'installent chez le paysan, et nous avons non pas une, mais cinquante correspondances diplomatiques qui nous disent ce qui se passe. Les hommes sont battus, torturés, on leur barbouille la figure d'excréments, les femmes, les enfants, on les viole. Les paysans alors paient l'impôt, une fois, deux fois, trois fois, parce que, après le fisc officiel viennent les brigands non patentés. L'Arménien, tant bien que mal paie deux fois, trois fois, quatre fois l'impôt. Mais il n'est pas quitte. Il a encore affaire avec deux organisations qui, en tous pays sont des puissances redoutables : il a affaire avec la police et avec la justice. La police, vous pouvez imaginer par ce qu'elle est dans les pays civilisés, ce qu'elle peut être dans le pays d'Abdul-Hamid. (*Approbation.*) Cela consiste surtout à faire des perquisitions pour chercher des armes et des révolutionnaires chez des gens qui n'ont jamais eu d'armes et qui n'ont jamais caché de révolutionnaires. En réalité cela sert à se faire donner un pourboire, un bakchich, par l'habitant et si l'habitant est

un peu récalcitrant, s'il ne donne pas le bakchich assez vite, il y a des moyens, qui ne sont pas prévus par le Code... La Turquie a à peu près le même Code pénal et le même Code civil que celui de la France et des pays dits civilisés; il y a donc des moyens qui ne sont pas prévus par le Code, comme la torture ; et quel genre de torture! Jaurès en a pu rappeler un cas à la Chambre, montrant comment on obtient des aveux. On prend l'homme, on lui fait un petit trou dans le crâne, et on applique là-dessus une coquille de noix pleine de poux vivants; puis, quand le malheureux se trouve mal on le réconforte avec un peu d'alcool, afin qu'il ait la force d'avouer. Cela a l'air d'une chose épouvantable mais imaginaire. Jaurès l'a cité à la Chambre d'après le Livre Bleu, et le ministre d'alors, qui s'appelait quelque chose comme Gabriel Hanotaux (*rires et applaudissements*)... n'a pas rétorqué l'argument; il l'a tenu pour authentique et valable.

En ce moment même un grand procès se prépare à Kharpout; on a inventé une conspiration; le chef comptable, le colonel et un vague gouverneur se sont dit un jour qu'il fallait faire chanter les Arméniens, et leur extorquer un peu d'argent. On a arrêté deux pauvres diables; on a trouvé, ou mis chez eux, quatre vieux fusils. En réalité, c'étaient des gens qui s'occupaient de faire émigrer les Arméniens. Immédiatement grande conspiration. Après ces deux-là on en a arrêté cinquante-huit autres. Cela fait soixante. On met les soixante en prison, sur lesquels on en garde trente-six seulement, auxquels on fait avouer des crimes imaginaires par le moyen de la torture.

Ces malheureux ont demandé à montrer les cicatrices de leurs blessures à des médecins. « Parfaitement, leur a-t-on répondu ; nous sommes un gouvernement civilisé et libéral; nous vous montrerons aux médecins ». Mais on ne les a montré aux médecins que près de trois mois après, quand les cicatrices étaient effacées. Cela est enregistré dans des documents diplomatiques par les consuls d'Angleterre et d'Amérique. Après cela, on a pu continuer l'enquête loyale et libre et le substitut, après trois heures d'examen pour les trente-six dossiers, a jugé que ces hommes étaient coupables du crime de lèse majesté ; on les a renvoyés devant les tribunaux ; ils seront très certainement condamnés à mort et très probablement pendus, si vous ne nous aidez pas à les sauver.. (*Approbation et applaudissements*). Je crois, citoyens, qu'il voudrait mieux s'abstenir d'applaudir au récit de telles horreurs; nous aurions presque l'air d'admirer le génie du crime chez ce sultan et chez les gens à son service.

Quand l'Arménien a échappé tant bien que mal à la police, que fait-on ? Alors intervient un système d'éviction économique qui me semble admirable.

Je vous ai dit que le paysan n'avait pas d'armes et qu'il était incapable de se défendre. A côté de l'Arménien habitent, au contraire, des populations extrêmement guerrières, des hommes armés jusqu'aux dents : quelques Kurdes, des Tcherkesses, tous individus qui manient également bien le fusil, le poignard ou la matraque. Le Kurde est le seigneur de l'Arménien : il importe que l'homme le plus fort soit le seigneur de l'homme le plus faible.

Le seigneur kurde, comme on dit ailleurs le seigneur tigre, vient s'installer dans un village arménien, à sa convenance. Il loge chez ses bons amis. Il s'empare de leurs terres ; il s'en empare simplement en faisant mettre le propriétaire en prison, et pendant ce temps « il achète » les terres ; quand le malheureux sort, ses terres se trouvent achetées à bas prix ou pour rien du tout. Ou bien le seigneur pratique l'usure ; bref, il arrive à évincer entièrement les anciens propriétaires, et cela fait, le seigneur invite le paysan à travailler comme serf sur les terres qui lui appartenaient auparavant. Bien entendu, l'Arménien doit, en outre, construire gratuitement une maison, des routes pour le seigneur kurde et lui donner par dessus le marché, s'il plait au seigneur, sa femme ou sa fille.

Cela ne suffirait pas. L'Arménien survivrait ainsi, ne fût-ce qu'à l'état de serf. C'est alors qu'intervient l'ingénieux système, le régime connu et qui ne scandalise pas trop la diplomatie : le régime des assassinats isolés. On tue alors l'Arménien.

Voici une correspondance du mois de juillet dernier ; il s'agit de faits tous relatifs à la plaine de Moush :

Artert (*Plaine de Moush*). — Hilo Minoyan, âgé de cinquante ans, a été tué pendant qu'il travaillait aux champs, par le Kurde Ahmed ben Guedjémi.

Ardzouik (*District de Pernachen*). — Kirké Bedrossian a été tué par les Kurdes de la tribu de Chégo.

Sinamerk (*Plaine de Moush*).— Thomas Vartanian, âgé de vingt-quatre ans, a été tué par les Kurdes Ramo, Sils, Mahmed et Flit, du village Dampeli, qui ont en sus emporté vingt moutons.

Ziaret (*Plaine de Moush*). — Les Kurdes Adamzadé, de Bigedif, ont tué Setrak Avoyan, âgé de trente ans.

Pichoud (*District de Pernachen*). — Agop Houveyan a été tué par le Kurde Haidar ben Chipo, de la tribu Balali.

Cela c'est pour un tout petit pays, et pour une semaine environ. On ne donne pas de grands détails sur ces assassinats ; il y en a cependant qui sont commis avec de tels raffinements de cruauté que je ne les rapporterais pas si je n'étais sûr, comme je vous l'ai dit, de mes sources. Voici un cas : le 12 septembre, Thomas Manoukian a été cerné dans sa maison par les Kurdes. Son domestique court en informer sa mère. Mais toutes les sollicitations furent inutiles; les Kurdes prétendent qu'ils agissent par ordre et qu'ils doivent tuer les Arméniens. Thomas Manoukian fut pris ; sa mère eut le ventre arraché, le domestique fut tué, la maison fut ensuite pillée. Les autorités ont laissé libres les Kurdes et arrêté les Arméniens comme auteurs du crime; parce que c'est encore une particularité à signaler : quand des Arméniens ont été assassinés par des Kurdes, on dit qu'ils l'ont été par des Arméniens déguisés en Kurdes, et c'est une raison de plus pour arrêter quelques malheureux et les tuer au besoin. Quant à l'Europe, elle n'a pas dépassé cet état d'esprit : nous n'avons pas à intervenir ; il ne s'agit que d'assassinats isolés. Mais cela va quelquefois plus loin. A d'autres moments, sa Majesté se dit : « L'Europe est occupée ailleurs... » C'est généralement au printemps que ces idées lui viennent : si on en finissait avec ces Arméniens du Sassoun, ces montagnards qui, quelquefois, se défendent encore. Et chaque année, au printemps, Sa Majesté prépare un petit massacre ou plutôt prépare, si possible, de grands massacres.

Cette année encore, le même danger a pesé sur les populations arméniennes de la plaine de Moush. Au mois de février, un chef kurde très important, fut mandé au palais d'Yildiz-Yosk ; il est connu depuis longtemps, c'est un nommé Hussèin Pacha qui, dès l'année 1891, bien avant les grands massacres, était désigné comme un malfaiteur dangereux par le consul d'Angleterre, qui disait combien il était imprudent, à moins d'avoir des intentions mauvaises, de nommer chef d'un régiment hamidié, un homme de cette espèce. On a vu vite le résultat obtenu en donnant des régiments aux pires malfaiteurs. Cet Hussèin Pacha était digne de la faveur du Sultan ; je crois bien que, pendant les massacres, il eut, pour sa part, avec l'aide de ses hommes, quelque chose comme deux à trois mille victimes sur la conscience.

Le personnage fut donc mandé à Yildiz-Yosk, par le Sultan ; je ne pense pas que c'était pour lui donner des conseils de modération, mais

plutôt pour l'inviter encore à quelques massacres. Heureusement, la chose fut connue en Europe, en France; nos députés purent agir auprès du ministre, et celui-ci voulut bien envoyer sur place un consul. Un consul, c'est peu; mais c'est un témoin, et il y a certains crimes que l'on n'ose pas accomplir trop ostensiblement devant des témoins officiels. C'est pourquoi, cette année, citoyens, nous n'avons pas eu à enregistrer de grands massacres au Sassoun.

Nous avons pourtant eu des massacres de quelque importance; il y a eu tout de même, parce qu'il ne faut pas en perdre l'habitude, des villages incendiés, pillés, et tout dernièrement, je puise ici, dans un rapport qui est connu dans les ambassades, dans les ministères européens, et c'est à la honte de ces ministères: à Nisib, les Kurdes du village voisin ont formé une bande et ont envahi le village arménien. Ils ont demandé de l'argent et comme on a dit qu'on ne pouvait leur en donner, ils ont dit qu'ils allaient détruire le village. En effet, ils ont détruit le village; ils ont tué quelque cinquante personnes; ils ont tout ravagé. C'était un endroit charmant que ce pays de Nisib, que les Grecs appelaient « Anthémousai », la ville des fleurs; le maréchal de Moltke, qui se trouvait au service de la Turquie, au moment de la guerre de la Turquie et de l'Egypte, vantait la beauté des arbres et la pureté des sources. Les arbres sont coupés et les sources souillées de sang.

Voilà, citoyens, à peu près l'état actuel de l'Arménie turque. Vous comprenez bien que, même ces envois de consuls, au moment le plus dangereux, ne sont que des palliatifs et des remèdes puérils, et qu'à un tel mal, il faudrait d'autres remèdes, il faudrait une solution définitive.

Des solutions, quant à moi, j'en connais trois :

Je connais la solution hamidienne, par l'extermination totale. Cette solution, nous n'en voulons pas. Il y en a une seconde : c'est la solution russe. Vous savez que la Russie possède la Transcaucasie, une partie du territoire arménien, et que le tzar règne « paternellement » sur un million environ d'Arméniens. La solution russe, nous n'en voulons pas non plus! (*Applaudissements.*) Et nous avons d'excellentes raisons pour cela. Non pas des raisons sentimentales, mais des raisons de fait. Nous ne voulons pas de la solution russe au lendemain du jour où, d'un trait de plume, au mépris des actes solennellement jurés et consentis, l'empereur de Russie vient de confisquer les biens

de la nation arménienne, où il vient d'envoyer des cosaques à Tiflis, a Choucha à Nakhitchevan.

Il y a une troisième solution; c'est celle du bon sens, de la sagesse et de la justice; c'est par conséquent celle à laquelle les gouvernements ne pensent point d'abord. Cette solution c'est l'application du traité de Berlin; c'est l'application de l'article 61, en ce qui concerne les Arméniens, et surtout l'application des réformes que demandèrent les puissances européennes, en 1895, dans un mémorandum fameux.

En 1895 on avait tué seulement 5 ou 6,000 Arméniens. Il n'y avait eu encore que les petits massacres du Sassoun; mais à ce moment, les ambassadeurs européens trouvaient que le minimum de réformes qu'on pût exiger du Sultan, c'était la nomination d'un gouverneur avec l'assentiment des puissances. Vous entendez bien; toujours cette question du contrôle. Et on sentait tellement l'importance de contrôle, que la France et la Russie avaient d'abord hésité à l'imposer au Sultan. Il fallut que l'Angleterre le demandât. Mais du reste, cela n'eut pas d'autres suites. Ce fut une promesse sur le papier seulement; vous savez que les promesses du sultan sont à peu près aussi innombrables que ses victimes. C'est cependant à cette solution qu'il faudra bien aboutir un jour ou l'autre.

Cette solution, il ne faut point la présenter humblement: il faut l'imposer. L'imposer à qui ? On connaît fort bien l'homme responsable, l'auteur des crimes. Je ne veux pas le désigner moi-même, je laisserai parler des personnes prudentes et modérées, des diplomates. C'est notre chargé d'affaires à Constantinople qui l'a désigné, dans une dépêche qui se trouve au Livre Jaune : M. de La Boulinière :

« Je ne saurais énumérer à Votre Excellence la suite innombrable de faits qui prouvent que c'est le Sultan lui-même qui arme le bras de ces assassins. »

Et si M. de La Boulinière, diplomate, aux ordres du Ministre, ne suffit pas, je citerai les paroles du Ministre lui-même un jour où M. Gabriel Hanotaux avec la désinvolture des complices subalternes qui lâchent l'auteur principal du crime, appela le Sultan « l'homme responsable de tant de crimes ».

C'est à cet homme qu'il faut parler. Et Pressensé le disait: ne croyez pas que cela doive amener une guerre; il y a eu plusieurs précédents, en dehors même de l'intervention française lors des créances Tubini-

Lorando. Il y a eu un précédent autrichien. Un sujet autrichien avait été malmené à Mersine; l'Autriche envoya des bateaux sur la côte de Cilicie. Il y a eu un incident italien. Un employé des postes italien avait été malmené à Preveza. L'Italie mobilisa quelques cuirassés dans l'Adriatique et obtint les satisfactions nécessaires.

Ce qu'on a pu obtenir sur des points particuliers et dans des questions particulières, quelquefois même dans des questions où ce qu'on appelle l'honneur des nations ne paraissait pas engagé, on pourra bien l'obtenir lorsque coule le sang humain.

Au contraire, citoyens, cette guerre qu'on veut éviter, que quant à moi j'abomine et j'exècre, elle est toujours à craindre si on ne porte pas un prompt remède à une situation intolérable et qui déshonore l'humanité.

Rappelez-vous l'affaire de Crète. Au lendemain des massacres d'Arménie l'insurrection éclate en Crète. Le sultan envoie ses troupes régulières et ses auxiliaires bénévoles. Les puissances regardent tuer avec leur superbe indifférence ordinaire. Cependant, de Constantinople notre ambassadeur envoie une dépêche prophétique — c'était M. Cambon, maintenant à Londres. Il écrit à son ministre :

« Nous (les ambassadeurs en Turquie) continuerons à envoyer à nos gouvernements des dépêches alarmantes; nous dirons ce qui se passe en Crète; nous énumérerons les morts et nos gouvernements ne bougeront pas. Ils ne bougeront pas jusqu'au jour où les petits porteurs de dette ottomane craindront pour leur gage. »

Ce jour-là est venu très vite pour la Crète; ce jour-là approche pour l'Arménie et la Macédoine; mais nous voulons le hâter ; il ne faut pas attendre que les intérêts menacés fassent sortir les gouvernements de leur inertie.

Partout, citoyens, les peuples sont plus généreux, et souvent aussi pour ne pas dire toujours, beaucoup plus sages que les hommes qui les gouvernent. Les peuples ont fait partout connaître leur désir. Ils l'ont fait connaître en France, en Italie. Songez qu'à Rome et à Milan, au printemps dernier, nous avons eu des meetings de 4 à 5.000 personnes ; ils l'ont fait connaître en Angleterre pendant cette campagne pro-macédonnienne; ils l'ont fait connaître même en Allemagne, malgré les complicités officielles; vous en avez un témoignage dans la lettre du docteur Richter.

Ce que les peuples veulent, c'est que les massacres cessent. Tôt ou

tard, les puissances seront obligées d'intervenir. Il faut que, dès aujourd'hui, les gouvernements se décident à mettre un terme au long martyre de ces deux peuples, à mettre un terme aux caprices meurtriers d'un exécrable assassin. (*Vifs applaudissements.*)

M. VICTOR BÉRARD

MESDAMES, CITOYENS,

Pierre Quillard vient de vous exposer la situation arménienne. Je suis chargé de vous parler de la Macédoine et des autres provinces turques.

Les Macédoniens ont, parmi nous, une mauvaise presse. Toutes les victimes du sultan Abdul-Hamid ont eu leur mauvaise presse aussi. Mais, contre les Macédoniens, on a exploité d'une façon admirable les événements de Salonique, et l'on vous a représenté ces malheureux comme des assassins, des dynamiteurs, des anarchistes.

Lorsque, au début du siècle dernier, les brûlots de Canaris et de ses émules faisaient sauter les flottes turques de guerre et de commerce et parfois même les vaisseaux européens, toute l'Europe acclamait ce réveil des nations levantines et M. le vicomte de Chateaubriand, qui n'était pas un anarchiste, saluait de sa plus belle prose ces héros qui savaient si bien donner leur vie.

Au lendemain de l'attentat — comme on disait alors — de Canaris sur le port d'Alexandrie, M. de Chateaubriand imprimait :

« L'audacieuse entreprise de Canaris sur le port d'Alexandrie a été au moment de tarir cette source de peste et d'esclavage que l'Afrique fait couler vers la Grèce...

« Si les gouvernements étaient assez barbares pour souhaiter la destruction des Grecs, il ne fallait pas laisser à ces derniers le temps de déployer un si illustre courage. Il y a trois ou quatre ans, une politique inhumaine aurait pu nous dire que le fer musulman n'égorgeait qu'un troupeau d'esclaves réservés. Mais aujourd'hui, serait-elle reçue à parler ainsi d'un sang héroïque ? L'univers entier se lèverait contre elle. On se légitime par l'estime et l'admiration que l'on inspire : les peuples acquièrent des droits à la liberté par la gloire ».

Voilà ce qu'en 1826 imprimait M. le vicomte de Chateaubriand, ancien ministre des affaires étrangères, et le brulotier Canaris pouvait envoyer

à Paris son fils, le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, s'honorait de conduire aux Français, dans sa propre loge, ce fils de brigand, ce fils de brulotier, ce fils de jacobin, c'est ainsi que parlaient alors les gens en place et la presse vertueuse, car les gens en place estimaient, avec Metternich, que les insurgés s'étaient à jamais discrédités par leur conduite insensée et atroce, et l'empereur Alexandre croyait remarquer dans les troubles de la Grèce le signe révolutionnaire.

Mais M. de Chateaubriand reprenait :

« Les Canaris et les Miaoulis auraient été reconnus pour véritables Grecs à Mycale et à Salamine... Les Grecs sont-ils des rebelles et des révolutionnaires ? Non.

« Forment-ils un peuple avec qui l'on puisse traiter ?

« Ont-ils les conditions sociales voulues par le droit politique pour être reconnus des autres nations ? Oui.

« Est-il possible de les délivrer sans troubler le monde, sans diviser l'Europe, sans prendre les armes, sans même mettre en danger l'existence de la Turquie ? Oui, et cela dans trois mois, par une seule dépêche collective souscrite des grandes puissances de l'Europe ou par des dépêches simultanées exprimant le même vœu. Ce sont là de ces pièces diplomatiques qu'on aimerait à signer avec son sang. »

Vous parlant aujourd'hui des Macédoniens, je me garderai bien de reprendre pour mon compte les paroles de M. de Chateaubriand ; je sais trop ce qu'on risque à faire l'apologie du crime et de l'assassinat.

Pendant que les brulotiers de Salonique se flattaient de montrer au monde comment un Macédonien sait mourir, nous avons entendu à nouveau le grand concert des gens en place, des ministres, de la presse vertueuse, nous répéter que les insurgés avaient discrédité leur cause par cette conduite atroce, et l'Europe conservatrice y retrouvait le signe révolutionnaire, ou, comme nous disons, anarchiste.

C'est donc une affaire entendue : les Macédoniens sont des révolutionnaires.

Mais les révolutionnaires ne poussent pas tout seuls. Comment se fait-il d'ailleurs que, dans l'empire turc, à l'heure actuelle, à côté des Macédoniens révolutionnaires, vous avez les Crétois révolutionnaires, les Arméniens révolutionnaires, les Arabes révolutionnaires, les Syriens, les Jeunes-Turcs eux-mêmes, — bref toutes les populations de l'empire ottoman révolutionnaires, jacobines, anarchistes, ne cherchant toutes

qu'à se libérer du joug actuel, ne rêvant toutes que rébellion contre le pouvoir établi : révolte, soulèvement et révolution définitive ? C'est là, et peut-être, si nous connaissions ses causes, nous découvririons du même coup, le remède.

Je sais bien que les causes, aux yeux de quelques-uns, sont très simples. Si nous voulons en croire les journaux du Sultan Abdul-Hamid, c'est toujours quelque propagande étrangère qui agit en Turquie; sans la propagande grecque en Crète, anglaise en Arménie, russe en Bulgarie, bulgare en Macédoine, il n'y aurait jamais eu, nous dit-on, de révolte dans l'Empire. Parfois même on insinue qu'à l'heure actuelle c'est nous, Français, qui semons ou entretenons la révolution en Macédoine, et pour un peu on ferait imprimer que les bombes de Salonique sont venues tout droit de Paris.

Je sais bien qu'on ne prête qu'aux riches; mais quand, devant l'histoire et la reconnaissance du monde, on dressera le compte de ce que nous avons fait au XIXe siècle pour la liberté des peuples, nous serons assez riches de gloire pour ne pas nous attribuer la part qui revient à d'autres. La révolution en Macédoine ressemble à toutes les révolutions de l'empire ottoman. Vous n'avez qu'à ouvrir les Livres Bleus anglais ou les Livres Jaunes, et, comme on vous le disait tout à l'heure, vous en découvririez immédiatement la double cause.

L'état actuel de l'empire ottoman a deux causes en effet : le régime turc d'une part, le régime hamidien de l'autre. J'entends par régime turc l'ensemble de l'organisation ottomane qui fait que, depuis la conquête turque, tout cet empire est exploité ou, comme disent les Turcs eux-mêmes, mangé. J'entends par régime hamidien, l'ensemble des mesures sultanesques, qui font que, depuis dix ans, l'empire est massacré ou, comme dirait M. Gabriel Hanotaux, régi par la « main blanche » d'Abd-ul-Hamid.

Le régime turc a le mérite de l'ancienneté. Depuis le premier établissement des Turcs en pays conquis, il a toujours fonctionné dans l'Empire. Les fameuses réformes du sultan Mahmoud et de ses successeurs ne l'ont nullement modifié. Les voyageurs français des XVIe et XVIIe siècles, Belon, Tournefort et Paul Lucas, s'ils revenaient aujourd'hui, retrouveraient ces « mangeries » turques dont ils se plaignaient si vivement. Ce mot de « mangerie » est excellent. C'est le seul qui puisse définir et, tout ensemble, dépeindre cette politique. Par ses fonctionnaires et par ses officiers, par son armée et par ses bureaux, par ses

lois et par ses abus, la Porte ne fait que « manger » l'Empire, c'est-à-dire exploiter le peuple et piller les provinces. Pour le Turc, l'Empire n'est toujours qu'une terre conquise, un domaine féodal, dont il s'agit d'extraire le maximum de revenus. Le principe fondamental de cette société est que seul le conquérant, le Turc de race, a droit aux biens de ce monde, à la vie matérielle, au pain quotidien : l'unique adoucissement à la rigueur de ce principe est que le Turc de religion, l'indigène converti à l'Islam, obtient par tolérance sa part de butin. Mais, en dehors du Turc et du musulman, — les décrets, lois, règlements, traités internationaux, etc., etc., ont bien pu proclamer l'égalité des sujets « ottomans » : il faut la naïveté des diplomates pour croire à ces papiers, — en dehors du Turc et du musulman, le sujet ottoman n'est qu'une bête taillable et corvéable, qui doit tourner la roue pour remplir le puits sans fond de la cupidité turque.

Depuis le Grand Vizir jusqu'au dernier des gendarmes, le personnel de la Porte ne vit que pour « manger ». En quatre chapitres principaux on peut résumer l'*Art de manger*, tel qu'il se pratique en Turquie, car, en négligeant les recettes accessoires (qui, depuis le simple faux en écriture publique, vont jusqu'au vol avec effraction), il est quatre grandes « mangeries » : l'armée, la justice, les routes et l'impôt.

L'armée « mange » tout à la fois le musulman et le chrétien, le premier par le recrutement, le second par la solde ou plutôt par l'absence de solde.

Tout musulman dans l'Empire doit sept années de service militaire. Mais les montagnards d'Europe et d'Asie ont toujours refusé cet impôt du sang. Les seuls paysans des plaines sont enrôlés. Les honnêtes et pacifiques paysans d'Anatolie ou de Roumélie doivent fournir tout le contingent. L'état civil n'existant nulle part et le bon Turc sachant seulement qu'il est né « l'an de la famine » ou « l'an de la grande récolte », il est facile aux agents de la Porte de prendre ou d'exempter qui bon leur plaît, c'est-à-dire qui bien le paie.

Le musulman pauvre est donc enrôlé, puis il est maintenu sous les drapeaux le double ou le triple de son temps réglementaire et, même, il est repris une seconde fois après libération, afin de combler les vides que causent les exemptions vendues à d'autres. Installé dans les garnisons de Macédoine ou d'Albanie, il est laissé sans solde, sans habits, sans souliers, sans pain : le ministre, les préfets et les officiers pillent les caisses et les arsenaux, vendent les farines, les uniformes, les armes

même. Déguenillé, affamé, rongé de fièvres et de syphilis, le malheureux est acculé au brigandage ou à la révolte. Dans la *Revue de Paris*, M. G. Gaulis racontait l'histoire d'Ipek et de sa garnison qui, manquant de tout, prit un beau matin le chemin d'Uskub où réside le gouverneur, et là, mangea durant deux semaines avant de regagner son poste. Quiconque a voyagé en Turquie connaît vingt histoires de cette sorte.

En Albanie, pays musulman et peuple toujours armé, les garnisons turques crèvent longtemps de faim avant de piller l'habitant. Dans les grandes villes seulement, où le bazar est chrétien, les préfets s'arrangent pour que, de temps à autre, un incendie éclate au bazar, quand la garnison est trop affamée ou trop mécontente. Les troupes accourent. Elles sauvent les marchandises en les pillant. J'ai vu, de mes yeux vu, brûler ainsi le bazar d'Argyro-Castro en juillet 1890. De Janina à Priszrend, il n'est pas un bazar chrétien qui n'ait servi une ou deux fois à payer ainsi ou à vêtir et approvisionner l'armée turque d'Albanie.

En Macédoine, pays chrétien et peuple pacifique, toute caserne devient le fléau du pays à trois lieues à la ronde. Encore ne peut-on parler ici que du vol et du brigandage proprement dit. Mais, chaque année, aux portes mêmes des grandes villes, quelque bande de soldats, affolés par une trop longue continence, se jette sur les femmes et les petits garçons.

Après les soldats, les juges. Outre les moyens vulgaires et, pour ainsi dire, internationaux de la chicane en tous pays, les Turcs ont une habileté spéciale dans l'emploi des faux témoins. Deux raisons surtout ont développé cette institution. C'est d'abord l'intérêt des juges : sans faux témoins, comment juger à sa guise ? Et c'est ensuite la solidarité religieuse ; les musulmans sont toujours crus sur parole ; dans la concurrence mortelle que leur font l'industrie européenne et le commerce des chrétiens indigènes, le faux témoignage leur est un peu réservé comme un dernier gagne-pain.

A chaque tribunal est donc attachée une bande de faux témoins, qui se tiennent sous les platanes du café le plus voisin. Le faux témoin est payé par le plaideur. Il rend au juge une part de ses honoraires. Mais le faux témoignage est marchandise si courante que les prix en sont fort avilis : le serment d'un homme bien posé ne vaut guère plus de un à deux *medjidiehs* (4 à 8 francs). Le juge là-dessus ne touche que peu de chose. Il lui faut des revenus plus considérables, puisque la Porte ne lui paie jamais ses appointements. Les affaires de mœurs contre les chré-

tiens, les affaires de propriétés contre les musulmans lui fournissent le plus clair de ses ressources.

Survient l'ingénieur des routes et l'entrepreneur de corvées. L'Europe affirme que la Turquie ne saurait se passer de routes. Le Turc est donc obligé d'en faire, et il emploie le moyen le plus commode et le moins coûteux : la corvée.

Quelques jours de corvée par an ne ruineraient pas un village, et quelques milliers de corvéables auraient vite établi une chaussée. Depuis cinquante ans donc, sans trop charger le pays, on aurait pu achever le réseau de l'Empire, si les préfets n'avaient inventé la ***mangerie*** des routes. Mais quand une route est projetée entre deux villes de l'Empire, entre Salonique et Monastir par exemple, les préfets ont une recette infaillible pour ne pas la construire tout en la faisant payer aux corvéables. Ils distribuent la corvée assez ingénieusement pour que les paysans de Salonique aient leur chantier de travail aux portes de Monastir, à cent ou cent vingt kilomètres de chez eux, et, réciproquement, les paysans de Monastir sont convoqués aux portes de Salonique.

Les corvéables se plaignent. Aussitôt les préfets parlent de révolte et envoient les gendarmes ou la troupe en garnisaires dans les villages mécontents. Les corvéables sont battus, pillés, quelquefois brûlés ou pendus, à moins qu'ils ne se résignent à comprendre les désirs des préfets et qu'ils n'offrent de racheter en argent leurs semaines de corvée. Ils versent l'argent, que les préfets partagent avec les gens de la Porte ou avec les gens du Palais. Chaque année, la comédie recommence. Au bout de cinquante ans, la route n'est pas faite; mais les préfets en ont touché dix ou vingt fois le prix.

Je n'insisterai pas sur la « mangerie » des impôts. Il suffit d'ouvrir le dernier *Livre Jaune* sur les affaires de Macédoine (p. 55 et 56).

« Il serait trop long d'énumérer ici les irrégularités auxquelles donne lieu la perception des diverses taxes. Nous nous bornerons à reproduire quelques passages d'un ouvrage récent, Morawitz, *les Finances de la Turquie,* qui fait justement autorité sur la matière.

« *Impôt du Verghi* (impôt foncier). — Quiconque a des attaches influentes ou sait, en y mettant le prix, s'assurer la bienveillance des agents du fisc, voit sa maison de trois étages estimée pour rien, alors qu'une baraque est taxée tout à fait hors de proportion.

« Plus étrange encore est le système de recouvrements. Au lieu d'encaisser le montant de l'impôt à son échéance, le fisc ne donne durant de

longues années aucun signe de vie et attend le moment où le propriétaire se dispose à vendre, à louer ou à faire réparer l'immeuble. En face d'une longue liste d'impôts arriérés, le contribuable préfère transiger : un gros pourboire sert de préliminaire à l'entente cordiale qui s'établit avec le percepteur et dont le fisc seul supportera la charge.

« *Impôt de temettu* (taxe sur les bénéfices présumés, sur les traitements et salaires). — Le fisc laisse parfois passer des années sans réclamer le paiement de sa note, puis soudain il sort de son incurie. Les contribuables éprouvent de très grandes difficultés à acquitter des arriérés importants ; telle fabrique se voit tout à coup privée d'une grande partie de ses ouvriers arrêtés pour cause de non-paiement des arriérés (pareille aventure est arrivée il y a quelques jours au facteur de la poste française de Salonique). On pourrait en dire autant de la taxe d'*exonération du service militaire.*

« *Taxe sur les moutons, etc.* — Chaque année, les maires dressent un relevé du bétail de leur circonscription. Les chiffres qu'ils y inscrivent dépendent, bien entendu, des négociations préalables. Le contrôle est d'ailleurs facilement évité ; à l'arrivée des contrôleurs, les troupeaux sont envoyés dans les vastes domaines de la Liste civile (exempts, comme on sait, de toutes taxes). Aussi cultivateurs, maires, percepteurs et gardiens des domaines peuvent-ils, en toute quiétude, se réjouir des bénéfices de leur petite combinaison.

« *Dîmes.* — On connaît assez les abus auxquels donne lieu la perception des dîmes affermées par voie de licitation. La loi sur les dîmes ordonne que les adjudications soient faites séparément pour chaque village au chef-lieu du Caza. Mais les enchères sont souvent rendues illusoires par l'influence de personnages qui savent écarter toute concurrence au détriment du Trésor.

« Quant au cultivateur, s'il ne gagne rien à ces rabais, c'est toujours lui qui doit payer les erreurs commises par l'adjudicataire lorsque les enchères ont atteint un chiffre trop élevé. Je connais des cas dans lesquels il a fallu payer 30 p. 100 de la récolte ; une personne digne de foi (la supérieure d'un couvent catholique) a constaté que le fermier de la dîme mesurait chez elle sa part de céréales avec une fausse mesure ; il a dû, dans ce cas particulier, se résigner à faire usage d'une mesure officielle, mais les paysans du voisinage n'ont osé soulever aucune protestation.

« Enfin, ce qui est peut-être le pis, c'est que le cultivateur n'a pas le

droit de rentrer sa récolte avant que le fermier soit venu compter les gerbes qui lui reviennent. Les moissons, ainsi laissées en plein champ, se détériorent, et le dîmier, qui est souvent doublé d'un commerçant, sait en profiter pour acheter le tout à vil prix. »

Il faut ne pas oublier que, par dessus l'impôt, vient s'ajouter toujours quelque petite commission. Vous connaissez ce touchant usage qui fait qu'en Macédoine, quand une bande d'Albanais opérant pour le compte du gouvernement, s'est jetée sur un village de Macédoine, y est restée pendant des semaines et des semaines, a tout violé, tout mangé, ces braves, avant de partir, exigent ce qu'ils appellent le « denier de la dent », c'est-à-dire la commission que le contribuable leur doit encore pour l'usure de leurs mâchoires pendant le travail officiel qu'ils viennent d'accomplir (*Rires.*)

Le résultat d'ensemble de ce régime turc, est de réduire tout le peuple à la misère et à la faim. Pendant des siècles, les races de Turquie ont supporté ce joug avec une patience admirable. A l'heure actuelle, encore presque toutes les fractions musulmanes de ce peuple, bercées par la « vieille chanson religieuse » qui les console de tout, tolèrent, demandent, préfèrent ce régime turc, toutes les fois du moins qu'elles ne peuvent choisir qu'entre ce régime et une sujétion chrétienne. Mais dans la fraction chrétienne, croyez-vous vraiment qu'il ait été besoin de propagandes étrangères pour susciter des demandes de justice, pour réveiller une notion de droit, pour amener la révolte ouverte contre ce régime de vol et de fraude ? Croyez-vous qu'il ait été nécessaire que des anarchistes vinssent de Paris, que des prédicateurs vinssent de Londres ou que des instituteurs vinssent de Bulgarie, pour qu'au bout de 50 ans de routes, de chemins de fer, de bateaux à vapeur, de correspondances avec l'Europe, la Macédoine se soit levée un jour en réclamant un régime où elle puisse vivre, où elle soit assurée simplement du pain quotidien ? *(Vive approbation.)*

C'est alors que le régime hamiden est entré en jeu. Quillard vient de vous le décrire mieux que je ne saurais faire. Si d'un mot on voulait le définir, on pourrait dire, je crois que le régime turc repose essentiellement sur le vol, mais que le régime hamidien repose plutôt sur l'assassinat et le massacre. Dès que, dans une partie de l'empire, quelle qu'elle soit, le mécontentement arrive à se produire, on voit accourir la police secrète d'Abdul-Hamid, qui fomente ou invente une conspiration. La police secrète est suivie de la gendarmerie qui prend d'assaut le bourg

ou le village, sous prétexte de perquisitions et de découvertes d'armes. On fusille les hommes sur place ou on les emmène prisonniers. Les hommes disparaissent, les femmes s'enfuient dans la campagne, bien heureuses si elles ne subissent pas d'autres traitements.

Puis on commence, dans les mosquées musulmanes une campagne religieuse pour exciter le fanatisme des voisins musulmans, ce qui n'est malheureusement que trop facile, d'autant que, dans chaque province, il semble que le Sultan ait recruté depuis quelques années, une véritable gendarmerie mobile de populations rapaces et disposées à tout. Il a ses Kurdes en Asie Mineure, ses Druses en Syrie; il a ses nègres; il a, dans la Macédoine, ses Albanais; et si Kurdes, Nègres et Druzes, accomplissent la besogne hamidienne avec une bonne volonté tout à fait digne d'éloges, on peut dire que les Albanais y ajoutent je ne sais quelle allégresse et quelle ingénuosité qui fait de la situation de la Macédoine quelque chose comme un drame atroce dans lequel une comédie macabre serait perpétuellement intercalée.

Ce drame macédonien nous a été longuement raconté par les rapports consulaires. Ici, nous n'avons pas, comme sur l'Arménie, des correspondances privées. Nous avons dans nos Livres Jaunes des documents officiels. Nous savons, à n'en pas douter, que depuis l'année 1892 il n'y a pas eu une région de Macédoine dans laquelle des bandes d'Albanais n'aient pénétré, dans laquelle ces bandes, soutenues officiellement par l'autorité turque, n'aient pris d'assaut des villages, tué des paysans, razzié des plaines toutes entières et fait disparaître des populations qu'en 1890 encore on pouvait dénombrer. Tels, par exemple, les Serbes de la vieille Serbie qui, en 1890, formaient 60 ou 80 villages qui comptaient une population d'environ 20.000 hommes, et dont aujourd'hui il ne reste que deux bourgs et 2.000 habitants.

Mais Abd-ul-Hamid connaît ses bachi-bouzouks : s'ils sont très forts pour torturer des paysans, tuer des femmes et razzier une plaine, ils sont beaucoup moins braves quand ils rencontrent la moindre résistance, et comme les Macédoniens, las de réclamer la justice, en sont venus à la révolte ouverte, il a fallu appuyer les massacreurs hamidiens de l'armée officielle turque. On passe au quatrième stade du régime hamidien. Après la police secrète, la gendarmerie et les bachi-bouzouks, viennent les soldats.

Sous prétexte de rébellion, on amène d'Asie Mineure de malheureux paysans turcs, qui sont bien la plus brave population qu'on puisse ima-

giner; on les transporte loin de chez eux. Enragés contre la résistance qu'ils rencontrent, affamés par le manque de solde, ils arrivent à n'être au bout de quelques semaines que des bandes de loups enragés. Il ne faut pas leur en vouloir; si l'Europe n'avait pas toléré cette mobilisation turque, ils seraient restés ce qu'ils étaient : d'honnêtes gens. On voit donc dans la Macédoine 400.000 soldats, conduits tantôt par leurs officiers, tantôt par la faim, massacrer les villages, faire place nette dans les plaines, et produire en trois mois ce résultat admirable dans ce vilayet de Monastir que j'ai connu si florissant, qui, vers 1890 était vraiment quelque chose comme un Dauphiné ou une Provence, et où 172 villages, durant les derniers mois, ont été supprimés : une population de 180.000 âmes se trouve dispersée dans les forêts et les montagnes. La neige va venir; je n'ai pas besoin de vous dire ce qui restera de ces 180.000 misérables.

Le régime turc ayant commencé, le régime hamidien ayant continué, on arrive à l'état actuel, et l'on s'étonne que les Macédoniens recourent à la bombe, puisqu'ils n'ont d'autre moyen de se défendre. Mais, comme vous le disait Pressensé tout à l'heure, il faut s'étonner, au contraire, que cette population ait tardé si longtemps à en venir là. Voilà une province qu'en 1878, vous, Puissances de l'Europe, par le traité le plus solennel que vous ayez jamais signé depuis quatre-vingts ans, vous avez doté d'un régime autonome, d'une indépendance relative, d'une sécurité qui devait être absolue, et voilà un peuple qui, depuis huit ans, est en proie au pillage et au massacre. Et vous, Puissances européennes qui avez mis votre parole et votre signature au bas de cette convention, vous assistez sans rien dire, sans rien faire, en alléguant seulement cette admirable action austro-russe qui, commencée en 1896, arrive aujourd'hui aux résultats que vous savez.

Cette admirable action austro-russe a été fondée, nous dit-on, pour le salut de la Turquie, pour la paix de l'Europe et pour le bonheur des chrétientés balkaniques. Ce sont là de vertueuses intentions, et j'en veux laisser tout le mérite à l'action austro-russe. Je ne doute pas que c'est dans la pensée la plus vertueuse que l'Autriche et la Russie ont laissé de côté leurs intérêts propres et n'ont recherché que l'intérêt des peuples balkaniques. C'est un bon mouvement dont la justice leur doit tenir compte. J'en connais de pareils. En Asie-Mineure, l'un de mes gendarmes d'escorte, me vantait un jour son pacha ; c'était le meilleur, le plus honnête, le plus vertueux, le plus courageux des pachas ; c'était

le « bon pacha ». Or ce bon pacha, disait le gendarme, avait été ambassadeur de Turquie à Paris. Il s'était fait aimer chez nous de tout le monde, à tel point que, le jour où le Sultan l'avait rappelé, on voyait dans les rues de Paris tous les petits enfants assis au bord des trottoirs, qui pleuraient, en disant : « Voilà le bon pacha qui part ». (*Rires*). Je ne doute pas que le jour où l'action austro-russe disparaîtra, nous verrons tous les petits peuples balkaniques s'asseoir au bord de leurs frontières et se mettre à pleurer en disant : « Voilà la bonne action qui part ». (*Applaudissements et rires.*)

La bonne action qui a établi et maintenu le régime milaniste en Serbie. La bonne action qui a laissé faire la guerre turco-grecque ! La bonne action qui a débuté, en 1896, par les massacres arméniens, qui a continué par les massacres crétois, et qui finit, aujourd'hui, par les massacres de Macédoine ! Si c'est une bonne action, tant-mieux ; mais il nous en faut une autre. (*Approbation.*)

On nous promet pourtant que cette action austro-russe va passer à l'acte. On nous dit, d'après les dernières entrevues impériales, qu'on va nous donner, en Macédoine, ce que nous réclamons, et nous voyons aussitôt tous les Brid'oison de la diplomatie, reprendre le refrain d'autrefois : les réfo-ormes, monsieur, les réfo-o-ormes !

Nous la connaissons la réforme. Depuis 1821, le sultan Mammoud l'a proclamée : En 1854, Abdul Aziz la mit en actes. En 1876, un autre Sultan en fit un iradé. En 1876, Mourard en fit une constitution. En 1878, l'Europe en a fait un traité. En 1890, le sultan Abd-ul-Hamid l'a promise. En 1895, les ambassadeurs en ont fait un mémorandum. Et depuis 1896 jusqu'en 1903, pour la seule province de Macédoine, le sultan Abdul-Hamid a signé six ou sept projets de réformes.

Et c'est là ce qu'on nous offre aujourd'hui ! Il est vrai que, tout récemment, pour corser un peu la réforme, on nous promit autre chose encore, et on nous parla du contrôle. Le contrôle, à coup sûr, est une excellente chose. Nous allons donc avoir la réforme et nous allons avoir le contrôle. Acceptons encore ce bon billet ; prenons-le au pied de la lettre et faisons toujours crédit à l'action austro-russe de toute la bonne foi possible. Mais, Messieurs, après l'exposé que je vous ai fait, ne voyez-vous pas que réforme et contrôle sont de sinistres plaisanteries, mais de simples plaisanteries ?

Car enfin, cette réforme et ce contrôle, sur quoi vont-ils porter ? Ils vont porter sur le régime turc. On nous promet qu'au lendemain de la

réforme, les fonctionnaires turcs respecteront les biens des habitants, leurs propriétés ; on n'assistera plus au pillage des impôts, à la mangerie des routes ; on verra les armées soldées, une gendarmerie organisée. Bref, le régime turc disparaîtra.

Et le régime hamidien ? Par la réforme et le contrôle, vous promettez à la population de Macédoine le pain quotidien ; vous devriez commencer tout de même par leur donner la vie quotidienne. Vous voulez leur donner le moyen de vivre ; donnez-leur d'abord le droit de vivre ! (*Approbation.*) Vous parlez de contrôler le régime turc ; c'est mettre la charrue devant les bœufs. Le problème ottoman, si je vous l'ai bien exposé, se compose de deux parties : il faut d'abord supprimer le régime hamidien, parce qu'il faut d'abord que la population puisse vivre ; il faut ensuite contrôler le régime turc, parce qu'il faut ensuite que la population puisse manger. Mais il est inutile de faire manger la population si vous devez la massacrer demain.

Il est donc inutile de nous leurrer de mots. La réforme et le contrôle, tout seuls, ne sont rien. Il nous faut autre chose et cette autre chose nous pouvons la définir très exactement, parce que nous avons devant nous des exemples historiques et que nous savons, par ces exemples très précis, comment on s'y prend quand, dans une province turque, on veut assurer aux peuples, non pas seulement la nourriture, mais la vie quotidienne.

Il y eut jadis des massacres dans les îles ; il y eut jadis des massacres au Liban et en Crète. Le jour où l'on voulut assurer la vie de ces peuples, on ne se contenta pas du contrôle et des réformes. On reconnut que le massacre va toujours avec le régime sultanesque : pour supprimer le massacre, il faut que l'autorité directe du sultan soit supprimée : qu'à la tête des provinces on installe des gouverneurs responsables ; que ces gouverneurs, tout en restant dépendants de la Porte, tout en conservant le drapeau turc, échappent aux perfidies, aux intrigues ou aux séductions du Sultan régnant. C'est par ce système très simple que, depuis soixante-dix ans, les massacres ont été supprimés à Samos, que, depuis 1860, on ne massacre plus en Syrie, et que, depuis 1898, la Crète est tranquille.

Quand donc, aujourd'hui la diplomatie anglaise vient nous dire que le minimum de nos revendications doit être l'installation de ces gouverneurs responsables, j'estime que la diplomatie anglaise rend au monde occidental et à la Turquie tout ensemble le plus grand service que

depuis trente ans on lui ait rendu. Pour la première fois depuis trente ans, on présente une solution logique et basée sur l'expérience, une solution qui respecte tous les droits — sauf le droit du sultan, je veux dire : le droit de meurtre — et l'on arrive à un système complet qui ferait qu'un gouverneur responsable, désigné par les puissances, installé en Macédoine, ayant autour de lui un contrôle consulaire, disposant de toutes les forces et disposant de tout le budget, rendrait à ce pays, avant quelques années, cette même prospérité, cette même sécurité que le même régime a données à Samos et au Liban. Car enfin, après le tableau que je vous ai fait tout à l'heure, de la Turquie tout entière tournée vers la révolution et la révolte, il faut bien que vous sachiez que, dans cette même Turquie il est deux ou trois points où la sécurité et le bonheur existent. Quand, en quittant la côte de Syrie, quand, en quittant la ville de Beyrouth, où la misère et la dépravation turques s'étalent à tous les coins de rue, vous avez franchi le petit ruisseau qui fait la frontière de la province du Liban, vous entrez dans un coin d'Europe pacifié, prospère, marchant vers la civilisation et la liberté.

Il faut que ces exemples ne soient pas perdus. Il faut donc aujourd'hui que vous vous demandiez bien ce que vous voulez faire en Turquie, ce que vous voulez, vous électeurs français, que l'on y fasse. Pressensé vous le disait tout à l'heure avec raison : c'est de vous, électeurs français, que dépend en ce moment la solution du problème levantin. Croyez-vous vraiment que le salut de la Turquie ne peut être obtenu que si, en même temps, vous assignez aux peuples chrétiens un régime coupable avec leurs intérêts, avec leurs premiers droits, avec le droit de vivre ? Croyez-vous qu'en maintenant l'état de choses actuel vous allez tout droit à la révolution, puis à la guerre ?

Si vous admettez ces trois points qui, pour moi sont indiscutables, vous n'avez pas le droit un seul instant de laisser l'action austro-russe poursuivre ses effets. On vous mène tout droit à la guerre. Nous voyons recommencer aujourd'hui ce qui se fit de 1821 à 1826. A ce moment déjà, on avait une action austro-russe. A ce moment déjà, jouant au plus fin, l'Autriche se vantait de rouler la Russie et la Russie se flattait de mener l'Autriche et, de 1821 à 1826, on joua la même farce de l'heure actuelle. Puis, un jour, il suffit d'un boulet de canon, parti d'un navire d'une des Puissances, pour déchaîner cette bataille de Navarin, dans laquelle la puissance navale de la Turquie est restée à jamais. Voulez-vous qu'un autre Navarin fasse disparaître la puissance des Turcs ?

Voulez-vous que cette intégrité de l'empire ottoman ne soit dans quelques mois ou dans quelques années qu'une vaine formule ? Continuez la politique actuelle, mais dites-vous bien que le partage de la Turquie n'ira pas sans une guerre européenne. Si vous voulez au contraire que le salut de la Turquie, la paix de l'Europe et les droits de l'humanité soient sauvegardés, vous devez vous en tenir à cette demande minimum du cabinet de Londres : demandez un gouverneur responsable devant l'Europe et un contrôle effectif. *(Applaudissements.)*

Vous me permettrez d'ajouter quelques mots au sujet d'un appel de Dames bulgares que je voudrais vous lire :

APPEL

des *Dames présidentes de toutes les Œuvres* de bienfaisance ou de charité, de Sofia, aux *Représentants des peuples* remis aux Agents diplomatiques, en Bulgarie, par Mme Karavelof, présidente de la Société de Bienfaisance : « La Mère », fondée avant 1876, veuve de l'ancien régent, président du Conseil, ministre de la Justice, de l'Instruction publique, des Finances, etc., etc. de Bulgarie.

Monsieur,

Touchées jusqu'au plus profond de notre être des souffrances inouïes des pauvres Macédoniens, nous venons implorer la pitié de l'Europe en faveur de ce malheureux peuple, voué à l'extermination. Vous connaissez les atrocités qui se commettent journellement au-delà de Rilo. La fureur des Turcs s'est déchaînée sans pitié. Soldats et bachibouzouks y rivalisent, assouvissant leur rage en des raffinements de cruauté.

De nombreux villages sont incendiés, des milliers d'êtres humains sont massacrés. Les forêts elles-mêmes, où l'instinct de conservation fait chercher un refuge à ces désespérés, sont livrées aux flammes dévastatrices. L'œuvre de destruction s'accomplit donc systématique et atroce.

Tel est l'état des choses dans un pays, situé aux portes de l'Europe et qui expire, faisant un suprême appel à la chrétienté.

Nous, femmes bulgares, uniquement inspirées par des sentiments d'humanité, quelques-unes cruellement frappées dans nos plus chères affections, toutes unies par tant de liens aux victimes, prenons pour tâche de faire passer dans l'âme de l'Europe le long frisson d'horreur et de pitié dont nos propres âmes sont secouées, et d'une voix unanime,

d'une voix pleine de sanglots, nous crions à l'Europe : « Pitié ! Pitié pour les opprimés !! » Car l'Europe seule peut entraver l'œuvre de destruction qui s'accomplit sous nos yeux. Elle peut mettre un frein à la fureur sanguinaire des Turcs, elle seule peut faire régner la justice et la paix, là où sévit la plus horrible anarchie.

C'est à cette Europe, tutrice naturelle des opprimés de la Turquie, à cette Europe forte, humaine, généreuse, compatissante que nous adressons cet appel avec nos plus ferventes prières pour qu'elle sauve de la mort un peuple dont le seul crime est d'être chrétien et d'aspirer à la civilisation.

A cet appel des femmes bulgares, les femmes de Lyon ont décidé de répondre en créant un Comité des Femmes françaises, pour venir au secours de tous les peuples de Macédoine.

La situation de cette province est intolérable. Il faudrait que, sans distinction de races, sans distinction de religions, aux Bulgares comme aux Grecs, aux musulmans comme aux chrétiens, aux Albanais eux-mêmes, la France envoyât de prompts secours. Vous devez prendre votre part dans ce concert de charité qui s'organise à Londres, à Bruxelles, en Italie, un peu partout. L'Angleterre vient d'envoyer une mission en Macédoine, pour porter les secours les plus urgents aux plus nécessiteux. Nous, Français, nous n'avons pas besoin d'une mission pareille; nous avons, en Macédoine, des distributeurs tout trouvés. Donnez-nous l'argent, je vous assure qu'il ira à destination; nous avons des consuls. Vous vous souvenez qu'au moment des affaires arméniennes, nos consulats d'Asie-Mineure avaient été transformés en bureaux de bienfaisance. Il en sera de même en Macédoine, et vous aurez rempli non-seulement votre devoir d'électeurs en venant à cette conférence, mais votre devoir d'hommes en donnant à tous ceux qui meurent de faim là-bas ! (*Applaudissements.*)

M. EVANS

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de m'excuser, car je n'ai pas l'habitude de faire des discours en public, surtout en langue française. Si donc je me risque à dire quelques mots dans cette grande réunion, c'est que j'ai peut-être connu les pays balkaniques d'une manière plus particulière. Comme l'a dit M. de Pressensé, j'ai beaucoup voyagé en Macédoine, j'ai connu personnellement toutes les infamies de l'administration turque. Mais je ne veux pas parler longuement sur ce sujet qui a été traité par un des derniers orateurs.

Je veux insister seulement sur ce point, c'est que si vous voulez agir d'une façon efficace en Macédoine ou en Arménie, il faut commencer par agir à Constantinople, et qu'on ne peut rien faire à Constantinople sans une vraie intimidation. (*Approbation.*)

Ce que nous voulons inaugurer, ce que désire, comme l'a dit M. de Pressensé, le gouvernement anglais, c'est une vraie politique. Il y a à peu près trente années qu'une grande agitation a traversé l'Angleterre, au moment des premiers massacres de Bulgares en Roumélie. Nous avions alors un grand homme d'Etat, M. Gladstone. L'action de M. Gladstone a tout-à fait transformé la politique anglaise. Un des plus puissants hommes d'Etat que nous avons eu jusqu'alors, Beaconsfield, a été frappé quasi mortellement dans sa politique philoturque. L'alliance avec le Sultan était rendue désormais impossible. Mais alors c'était une question de partis. A présent tout a changé; en Angleterre, nous n'avons plus la grande voix de Gladstone; le feu de ses plaidoyers immortels est éteint, mais nous avons ce que nous avions il y a trente ans : nous avons une nation tout à fait unie sur la question d'Orient.

Nous avons eu beaucoup de réunions dans les grandes cités d'Angleterre — peut-être 200 — jusqu'à présent où ont été représentés tous les partis, toutes les croyances. Ce n'est pas seulement comme il y a trente ans, les libéraux et une petite fraction du parti conservateur qui ont contribué à ces réunions; c'est, aujourd'hui, la nation tout entière, les conservateurs comme les libéraux; le gouvernement anglais

actuel ne demande pas mieux que d'être appuyé par l'opinion publique dans ses démarches.

Mais ce qui est important, et c'est ce que nous cherchons dans cette réunion, c'est d'avoir l'appui de l'opinion publique en France; nous voulons l'appui de l'opinion de la France humanitaire! *(Applaudissements.)*

M. LE Dr COURMONT

Mesdames, Citoyens,

J'ai le très grand honneur d'être délégué à la réunion d'aujourd'hui par le Comité lyonnais et du Sud-Est de protestation, contre les massacres d'Orient. Cependant je ne savais pas que je prendrais la parole aujourd'hui devant vous. Je serai très bref; j'ai cédé aux instances de notre président, qui veut qu'en quelques mots je vous indique quel est l'état d'âme de la province, et spécialement du Sud-Est.

Je ne saurais mieux faire que de vous résumer la très importante réunion que nous avons eue hier soir à Lyon, aux Folies-Bergère. Plus de 3,000 citoyens se sont réunis, convoqués par toutes les associations démocratiques de Lyon et du Sud-Est. Et, signe des temps, cette réunion était présidée par le maire de Lyon, M. Augagneur, dont le monde connaît le courage et la bravoure. (*Applaudissements.*)

A cette conférence, nous avons entendu deux orateurs; tout d'abord M. le docteur Lortet, doyen de la Faculté de Médecine de Lyon. C'est là encore un signe des temps; en effet, M. le docteur Lortet a passé plus de 16 hivers en Orient; il connaît bien la région; il a vu les massacres; il y a assisté. Or, il y a quelques années, lorsque, à son retour, à Lyon, il voulut faire une conférence sur les massacres d'Arménie, il en fut empêché par le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Gabriel Hanotaux, qui, après en avoir référé au Conseil des ministres lui interdit de parler de ces massacres. *(Huées et sifflets.)* Ce qu'il n'a pu faire jadis il l'a fait hier, aux applaudissements de tous; et il a révélé des faits tellement monstrueux que le Pr Bérard lui-même ne les connaissait pas.

Il a vu dans des petits villages de Syrie, des assassinats et des massacres, comme peut être jamais on n'en a vu à aucun moment ailleurs. Ce récit a éveillé parmi les 3,000 auditeurs un sentiment de profonde pitié qui se répercutera au dehors.

Après cette conférence, M. Victor Bérard a pris la parole, — n'ayant pas craint de passer toute une nuit en chemin de fer, entre ces deux conférences pour venir apporter à Lyon la bonne parole, — et à la suite de la réunion, à l'unanimité des 3,000 électeurs présents, il a voté un ordre du jour demandant la création d'un contrôle en Macédoine. Cet ordre du jour a été dès hier soir télégraphié au ministre des affaires étrangères, et le Comité lyonnais m'a prié de vous en donner communication.

Je viens donc vous dire : à côté du peuple parisien il y a le peuple français de province, dont l'âme vibre avec vous. Tous les cœurs libéraux et démocrates, je m'en porte garant, sauront imposer à leurs représentants, aux pouvoirs publics, leur volonté et sauront leur rappeler qu'ils ont des devoirs envers l'humanité et envers la justice internationale ! (*Applaudissements.*)

M. MAC COLL

(*Traduction de M. Jean Longuet*)

MESSIEURS,

M. Mac Coll s'est surtout fondé dans son argumentation sur cette idée que la Turquie est un régime théocratique, qu'il n'y avait pas en Turquie un régime politique analogue à celui des autres nations européennes, mais un gouvernement dans lequel certaines lois religieuses sont plus fortes que la volonté des gouvernants eux-mêmes et prévalent contre tous les efforts des puissances qui, jusqu'ici n'ont pas voulu agir par le seul moyen effectif.

Les chrétiens, notamment, sont absolument dépourvus de droits ; ce sont des esclaves dont le témoignage ne peut être reçu en justice contre celui des musulmans ; ils n'ont pas le droit d'avoir des armes ; ce ne sont pas par conséquent des citoyens, ce ne sont pas même des sujets comme on l'entend dans les monarchies européennes.

Mais cette loi de la constitution ottomane doit s'incliner devant une autre loi plus forte ; car lorsque le Sultan est en présence d'une force contre laquelle il ne peut résister, il est dans l'obligation de s'incliner.

Nous en avons un exemple tout à fait remarquable dans l'affaire Tubini-Lorando ; à ce moment, le Sultan qui n'a pas de flotte, qui n'a

pas un seul navire tenant la mer, a été obligé de s'incliner immédiatement. Soyons persuadés, quand il s'agit de l'existence de ces nationalités chrétiennes, quand il s'agit de la propriété et de la vie de milliers de malheureux, que nous pourrions obtenir ce qui a été obtenu déjà pour quelques financiers.

On peut citer un autre exemple de la facilité avec laquelle le gouvernement du Sultan cède, lorsqu'on sait employer des arguments réellement décisifs. Le gouvernement de M. Gladstone, il y a quelque 20 ans, devait remettre la Thessalie à la Grèce; le Sultan s'y refusait; il a suffi de l'envoi d'une flotte anglaise qui menaça de saisir Smyrne, pour que le gouvernement du Sultan cédât. Ce qui a été fait à ce moment pourrait être obtenu avec autant de succès et d'efficacité afin d'obtenir pour les chrétiens d'Orient les conditions de vie nécéssaires. Pour cela nous devons compter surtout sur l'action des grandes puissances libérales. Et il est nécessaire que ces puissances, qui sont la France, l'Angleterre et l'Italie marchent ensemble; c'est de ces pays où l'opinion publique peut se faire sentir qu'on peut attendre une solution à la question d'Orient, c'est dans ces pays seulement qu'on peut agir à l'encontre de la politique égoïste et purement réactionnaire de la Russie et de l'Allemagne.

Nous devons nous élever avec une indignation particulière contre l'action tout à fait abominable de l'Empereur d'Allemagne, Guillaume II dans les affaires d'Orient. *(Vive approbation).* L'Empereur Guillaume est d'autant moins excusable qu'il veille sur les jours d'Abd-ul-Hamid comme le cannibale qui garde son prisonnier pour mieux le manger quand il l'aura suffisamment engraissé. *(Rires.)*

Le gouvernement de la République française est décidé à agir et à accomplir son devoir en Orient il ne sera pas seul. Il y a, en Angleterre notamment, un formidable mouvement d'opinion. Plus de 200 meetings ont été organisés, et M. Mac Coll personnellement a pris part à plusieurs de ces meetings, aussi importants que celui-ci. M. Mac Coll est heureux de constater que cette pression de l'opinion anglaise n'a pas été vaine, et que le gouvernement anglais est disposé à marcher si le gouvernement français veut l'aider.

Il y a tout lieu de croire que le gouvernement de M. Balfour est décidé à intervenir en Orient, s'il peut compter sur l'appui des gouvernements de France et d'Italie.

Pour le moyen, M. Mac Coll est d'accord avec M. Bérard; en dehors de la nomination d'un gouverneur responsable, sous le contrôle de

l'Europe, il n'y a rien. Dans le projet austro-russe le gouverneur serait soumis à l'autorité directe du Sultan, et il ne pourrait rien faire comme cela s'est vu dans le passé. Mais il faut sortir des sentiers battus, et agir en faveur de la nomination d'un gouverneur responsable, sous le contrôle direct de l'Europe.

Il faut remarquer que le fanatisme musulman ne peut être rendu responsable des massacres. Ils sont ordonnés à Constantinople. Le fanatisme musulman se déchaînant et produisant de terribles massacres est une légende; ils se reproduisent périodiquement, Syrie, Bulgarie, Arménie, sur des excitations venues de Constantinople; ils ont une cause directe : le gouvernement d'Yildiz-Yosk. C'est là qu'il faut frapper si on veut les faire cesser.

Les gouvernements n'agissent que dans la mesure où ils sont poussés par les gouvernés. Il est nécessaire, dans les pays libéraux, où le gouvernement dépend dans une certaine mesure de l'opinion publique, que cette opinion se fasse sentir avec une force irrésistible, et oblige les gouvernements à intervenir. *(Applaudissements.)*

M. GEORGES LORAND

Membre de la Chambre des représentants de Belgique.

CITOYENS,

Vraiment, je me demande à quel titre je suis à cette tribune, et ce que je puis vous apporter comme concours venant d'un pays qui, comme le mien, n'a rien à dire dans les affaires internationales, est beaucoup trop petit pour exercer une action quelconque sur la politique des grandes puissances, et peut tout au plus suivre avec sympathie et applaudir aux efforts qui se font chez des nations plus grandes dans le sens de la vérité et de la justice.

Ce que je fais donc ici, c'est que je viens, très sincèrement, au nom de mes amis belges, de toutes les opinions politiques, je pense, car quand nous avons eu l'occasion de discuter la question arménienne, et la question macédonienne, nous avons eu le plaisir d'avoir, comme vous-mêmes au Château-d'Eau, des représentants de toutes les opinions et de toutes les nuances politiques, et nous y avons vu affirmer l'unanimité du sentiment humanitaire de la nation. Je viens donc vous féliciter

très sincèrement d'avoir donné, par le meeting du Château-d'Eau, et par le meeting actuel, la preuve que ces mêmes sentiments d'humanité désintéressée se manifesteront désormais d'une façon énergique en France, où ils peuvent avoir un effet pratique et exercer une action décisive sur les résolutions des gouvernements.

Je crois, en effet, au point de vue pratique, qui est celui auquel on aime à se placer dans mon pays, que des réunions comme celle-ci, à la condition d'être suivies, d'être multipliées, d'être portées dans toutes les parties du pays, et devant les différentes fractions de l'opinion publique peuvent forcément exercer une action décisive sur les résolutions des cabinets.

Nous avons l'habitude, chez nous, de discuter publiquement devant le peuple assemblé toutes les questions possibles; nous nous en sommes toujours bien trouvés, et je crois qu'il est temps que dans les grandes nations sur lesquelles on compte dans le monde civilisé tout entier, pour exercer enfin une action dans le sens de la justice, dans les pays qui ont le bonheur d'être à la fois de puissances et des puissances libérales, dans ces trois grandes nations occidentales dont nous voyons aujourd'hui l'entente si heureusement rétablie, en Angleterre, en France, en Italie, l'opinion publique commence à s'occuper elle-même de ses propres affaires, et des affaires internationales. (*Applaudissements.*)

Les Anglais viennent de nous en donner l'exemple. C'est grâce à ce mouvement, provoqué dans l'opinion publique par les 200 meetings dont quelques-uns dus aux organisateurs qui se trouvent sur cette estrade, que le gouvernement conservateur anglais, qui ne s'émeut peut-être pas très vite pour de simples considérations d'humanité et de justice internationale, a marché et a pris l'initiative d'une action européenne à laquelle nous espérons que les deux autres puissances occidentales s'associeront.

Je ne viens pas vous promettre de faire des meetings en Belgique; nous en ferons; mais cela ne compte pas. En Italie, avec Quillard (nous avons eu l'occasion de le constater quand nous sommes allés prendre la parole dans cet admirable meeting de Milan, au mois de mai), je ne doute pas que les mêmes hommes qui ont déjà remporté une très grande victoire d'opinion publique, qu'il est bon de rappeler ici, des hommes qui, lorsque la réaction italienne, conduite par M. Crispi, voulait brouilller l'Italie et la France, et y étaient presqu'arrivés, M. Moneta et ses amis milanais, et le groupe du *Secolo*, sont arrivés par la seule action de

l'opinion publique, par les quelques journaux qui échappaient à la corruption gouvernementale, par des réunions comme celle-ci, et qui ont obtenu ce triomphe que, maintenant, la France et l'Italie sont de nouveau sœurs et ont pu célébrer ces fêtes de réconciliation fraternelle de ces jours derniers, je ne doute pas que ces mêmes hommes, nous en avons le gage dans le mouvement commencé au mois de mai et cette réunion, dans laquelle nous avions, nous pouvons le constater avec une amère satisfaction, annoncé et prédit point par point tout ce qui s'est passé : les attentats de Salonique, l'agrandissement de l'insurrection macédonienne, et l'effroyable répression dont elle a été le prétexte, je ne doute pas que ces hommes-là encouragés par votre exemple, car tout ce qui se fait ici a une répercussion immédiate dans l'Europe entière, ne reprennent cette propagande et n'obtiennent que le gouvernement italien, fidèle à ses traditions, et à la raison d'être de l'Italie dans l'Europe moderne ne soit prêt à marcher avec vous, pour faire de l'intervention européenne en Orient, quelque chose de sérieux et non pas cette dérision qu'a été jusqu'à présent l'entente austro-russe.

Mais c'est surtout sur la France qu'il faut compter. C'est elle qui peut dire le mot décisif; c'est ici qu'est actuellement le nœud de la situation et c'est par votre action, c'est par la propagande que vous ferez, par les manifestations d'opinion publique que vous pourrez provoquer dans l'ensemble du pays, et dont votre gouvernement, naturellement, dans une république de suffrage universel, ne pourra ne pas tenir compte, que nous obtiendrons enfin le mouvement libérateur si impatiemment attendu dans les Balkans : arrêter les massacres, ensuite obtenir en l'imposant par une menace d'intervention européenne au besoin, des réformes suffisantes pour assurer à ces populations non pas la liberté, l'indépendance, mais les conditions les plus élémentaires, sans lesquelles la vie humaine est impossible. C'est ce qu'elles n'ont pas actuellement. C'est sur vous, c'est sur la France que nous comptons dans toute l'Europe civilisée. Partout les peuples émancipés, les hommes libres ont toujours eu les regards tournés vers la France, et c'est toujours d'elle qu'ils ont attendu non pas seulement les paroles, mais les actes d'émancipation.

Aujourd'hui, nous avons le bonheur de constater que la politique française redevient ce qu'elle eut dû toujours être; nous avons eu la joie d'applaudir à ce rapprochement avec l'Angleterre et à ce rapprochement avec l'Italie, qui permettra à ces trois nations d'exercer l'ac-

tion libérale qui est, hélas ! en Europe, une bien triste nécessité. Nous avons applaudi, et je ne puis pas ne pas dire cette fois-ci au nom de tous mes compatriotes, à ce traité d'arbitrage promu par M. d'Estournelles de Constant, qui sera, je l'espère, suivi d'un très grand nombre de traités semblables, et j'espère que nous pourrons aussi dater de ce meeting le commencement d'une action décisive et résolue, dont vous prendrez l'initiative, à la tête de laquelle votre pays se mettra, certain désormais du concours de l'Angleterre, et non moins certain, pourvu qu'on fasse le nécessaire, du concours de l'Italie, et alors les crimes d'Abdul-Hamid et les machinations des puissances réformatrices ne dureront pas plus longtemps, et nous aurons cette première satisfaction d'avoir arrêté l'effusion du sang, et de voir commencer l'œuvre de réforme. *(Applaudissements.)*

M. ATKIN

Secrétaire de l'Association anglo-arménienne.

(Traduction de M. Jean Longuet).

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Atkin déclare tout d'abord qu'il est heureux de se trouver aujourd'hui au milieu de tant de citoyens énergiques luttant pour la cause de l'humanité, et il rend hommage à la grande artiste qui a donné son théâtre pour cette réunion, Sarah Bernhardt. (*Applaudissements.*)

Il rappelle que quelques mois avant sa mort il a vu Gladstone, et que celui-ci lui a déclaré qu'il espérait que la libération et l'émancipation de tous les opprimés d'Orient viendrait de la force de l'opinion publique en France, en Angleterre, en Italie.

M. Atkin déclare qu'il y a là-bas à Yildiz-Yosk une bête fauve, un tigre, et que, d'habitude, lorsque de pareils animaux se trouvent libres on ne les laisse pas continuer leur carrière de meurtre et de sang. Il rappelle que quantité de promesses et de traités ont été faits jusqu'ici ; qu'il faut aujourd'hui agir ; les livres jaunes, les livres bleus, les livres verts publiés en France, en Italie, en Angleterre, nous donnent des faits. Il ne s'agit pas de sentimentalisme vague ; il y a des faits et il est grand temps d'intervenir. (*Approbation.*)

M. PIETRO MAZZINI

Le député italien Bossi devait être ici pour vous apporter l'écho de la révolte de la conscience italienne contre les massacres d'Arménie et de Macédoine. En son absence, je suis chargé de prononcer ici quelques mots. Je n'ai pas l'habitude de la parole et je vous prie d'excuser mon insuffisance oratoire.

Le peuple italien, issu d'une longue révolution, ne pouvait se désintéresser de ce mouvement de protestation; il s'y est joint dans des meetings très importants, à Milan et à Rome, comme le rappelaient M. Quillard et M. Lorand. Le peuple italien, qui a supporté de longues tyrannies et une longue oppression, ne peut oublier la vieille et glorieuse tradition garibaldienne... (*Applaudissements.*) Il est donc aujourd'hui de tout cœur avec vous.

En Italie il y a deux courants sur la question macédonienne et arménienne: le courant populaire et le courant diplomatique. Le peuple italien se rappelle son passé malheureux et héroïque, et joint sa protestation à celle de tous les peuples civilisés, parce qu'il désire l'affranchissement complet de tous les peuples opprimés. La diplomatie italienne, comme celle des autres pays, Russie et Autriche, on vous le disait tout à l'heure, a un autre but: c'est plutôt celui de donner satisfaction à l'impérialisme envahissant.

C'est contre cela que nous devons agiter la conscience populaire, parce que la conscience populaire peut tout malgré et contre la diplomatie.

J'ai été très touché des paroles prononcées par M. Georges Lorand; il a rendu justice à des hommes absents et que nous voudrions bien voir au milieu de nous. Il a réparé un oubli commis pendant toutes les fêtes dernières. On nous a parlé de la diplomatie italienne et de ce qu'elle a fait pour le rapprochement franco-italien; mais on n'a pas parlé un moment des hommes comme E.-T. Moneta et d'autres, qui, au moment où être ami de la France voulait dire être pour les ennemis et payé par le gouvernement français, ont eu le courage de soutenir une glorieuse campagne pour le rapprochement des deux pays. Il ne faut pas oublier que si, aujourd'hui la France et l'Italie se donnent la main, nous le devons avant tout à la démocratie française et à la démocratie italienne.

C'est donc à la démocratie de tous les pays civilisés qu'il faut nous adresser, il faut agiter la conscience populaire pour obliger la diplomatie à faire ce que nous voulons. Nous l'avons vu dans le passé et nous le verrons encore : la diplomatie fera ce que les peuples lui imposeront.

Mais je dois dire qu'il y a aussi en Italie un autre courant. C'est celui qui n'aime pas les atermoiements; à la tête de ce mouvement est le fils d'un homme qui nous est cher à tous, Français et Italiens, le fils de Giuseppe Garibaldi... (*Applaudissements*) qui est d'accord avec les orateurs qui viennent de parler aujourd'hui, mais qui dit aussi : il faut en finir avec cette impuissance. Si demain la diplomatie italienne ne fait pas ce que le pleuple veut, ce que nous voulons, nous rassemblerons des hommes et nous irons aider la Macédoine!... Ainsi, vous pourriez voir encore des gestes héroïques, vous pourriez voir encore cette chemise rouge de Garibaldi, que vous n'avez pas oubliée, Français, qui passa, flamboyante et sublime à Dijon, passer sur la Macédoine.

Nous ne souhaitons pas la guerre; nous sommes ici pour faire une œuvre de paix. Mais si on devait revoir les gestes héroïques, ce serait la diplomatie qui serait responsable, ce serait elle qui l'aurait voulu. Souhaitons donc que ce soit par les moyens pacifiques que sera donné à l'Arménie un régime de paix et de prospérité.

Au nom de mes amis d'Italie, du Comité Pro-Arménien, de plusieurs députés italiens, et des Arméniens résidant en Italie, je fais des vœux ardents pour l'Arménie libre et la Macédoine libre! (*Applaudissements.*

M. NOEL BUXTON

Président du Balkan-Committee.

MESDAMES, MESSIEURS,

N'étant pas familiarisé avec la langue française, je me limite à quelques mots touchant le mouvement arménien en Angleterre et l'organisation des Comités balkaniques.

Ce qui est demandé dans chaque réunion, c'est que le système de l'administration directe du sultan prenne fin et que commence l'entente des puissances européennes.

On nous demande journellement notre assistance pour organiser des conférences puissantes. Nous fournissons les documents et les orateurs.

Dans plusieurs villes, à Birmingham, à Manchester, à Liverpool, il y a tant d'agitation que le maire est obligé d'être présent aux réunions à l'hôtel de ville. Depuis le mois d'août, plus de 200 conférences ont été organisées, et nous espérons en faire 3 ou 400.

Dans notre prospectus, nous disons que l'Angleterre devrait faire une proposition aux puissances pour l'intervention; elle aurait probablement la coopération des gouvernements et des peuples, de la France et de l'univers. Le gouvernement anglais a fait le premier pas : nous attendons la coopération de la France. (*Applaudissements.*)

M. BOCCIARDO

Délégué du Comité de Rome.

CITOYENNES ET CITOYENS,

Je ne crois pas devoir entrer dans le fond de la question après tout ce que les orateurs qui m'ont précédé en ont dit. Je crois ne devoir que vous dire quelques mots sur le développement qu'ont pris les Comités pro-arméniens et pro-macédoniens en Italie.

La première réunion a eu lieu à Milan avec l'intervention de M. Loris-Mélikoff que vous connaissez bien. (*Applaudissements.*) Le splendide succès de cette réunion a encouragé M. Loris-Mélikoff à venir à Rome où il a rencontré le meilleur accueil. Les difficultés qu'il a rencontrées à Rome ne sont venues que du côté diplomatique, comme partout heureusement le parti démocratique, et tout spécialement je tiens à le déclarer, le parti républicain a donné à Rome à M. Loris-Mélikoff une aide fraternelle.

Le meeting du 24 mai a réuni plus de 4.000 personnes, et on a pu constater par l'accueil fait, soit au discours de M. Loris-Mélikoff, soit au discours de ce grand maître de la langue française, Anatole France (*Vifs applaudissements*), l'immense désir de la démocratie italienne de fraterniser avec la démocratie française. La réunion vota un ordre du jour qui a dû être envoyé au ministère des affaires étrangères, comme probablement lui ont été envoyés les ordres du jour semblables de Milan, Naples, Alexandrie.

En ce moment, il y a des Comités permanents à Milan, Gênes et Rome; il est probable que si la question macédonienne et la question

arménienne ne trouvent pas une solution satisfaisante par les moyens diplomatiques, l'agitation continuera en Italie, et il est probable qu'elle aboutira à un mouvement populaire qui pourrait avoir de sérieuses conséquences.

En Italie, comme vous le disait Mazzini il y a un instant, la tradition garibaldienne est encore vivante, elle n'a rien perdu de son énergie et de sa grandeur...

J'ai fini; j'ai pu constater que le vœu général est plus qu'une entente, une fusion des démocraties française, anglaise et italienne. Moi qui ai combattu en Italie la triple alliance, quand il y avait quelque danger à le faire, je fais un vœu : c'est que cette nouvelle triplice puisse s'affirmer, avoir le triomphe que tous nous lui désirons. (*Applaudissements.*)

M. JEAN JAURÈS

CITOYENNES ET CITOYENS,

Je voudrais, autant qu'il me sera possible, ajouter quelques mots.

Tout d'abord, c'est une grande joie pour nous de constater, en cette question de l'Arménie et de la Macédoine l'accord complet de tous les délégués, anglais, français, italiens et belges, car nous ne sommes pas de ceux qui disent que la Belgique ne compte pas (*Rires et approbation*): accord sur le but et sur les moyens. Le but, c'est d'arracher les populations arméniennes et macédoniennes à un régime abominable, en substituant à l'autorité directe du Sultan l'action efficace d'un gouverneur responsable devant l'Europe, investi par elle d'un mandat de civilisation et contrôlé par elle. Voilà bien le but vers lequel nous allons tous; but clair et précis, qui ne prête à aucune équivoque, et qui, je crois, ne peut souffrir aucune contestation.



Le moyen c'est la vigoureuse action collective, coercitive s'il le faut (*très bien !*), de l'Europe unie; et ce qui nous permet d'espérer une énergique intervention collective européenne, c'est ce groupement récent des trois grands pays de liberté, de démocratie, de régime représentatif : Italie, Angleterre, France (*Applaudissements.*)

Je me félicite d'autant plus, et nous devons nous féliciter d'autant plus, de l'accord récent qui se manifeste entre ces trois grands pays libéraux, qu'il n'est pas fondé sur la communauté de races. La race est un

admirable trésor d'énergie et de qualités héréditaires, lorsque ces facultés sont mises en œuvre par un grand idéal commun de civilisation, mais la race n'est qu'une survivance brutale de nature lorsqu'elle est le principe exclusif et aveugle des sympathies ou des antipathies. (*Applaudissements*). C'est pourquoi ce qui me touche dans cette sorte de cordialité française, anglaise, c'est que c'est l'accord du magnifique génie anglo-saxon, c'est-à-dire au-delà des limites de races, l'espérance affirmée de l'universelle réconciliation. Et plus cet accord des grands peuples de raison, de discussion et de liberté, est nécessaire au développement, à la reconstitution ou plutôt à la constitution d'une Europe — car il n'y a jamais eu, au plein sens du mot une Europe, il y a eu des lambeaux d'Europe, se déchirant les uns les autres (*Applaudissements*) —, plus cet accord est nécessaire, plus nous devons le sauvegarder de toute méprise et de tout malentendu, plus nous devons éviter les pièges sournois de ceux qui, n'osant pas attaquer en face cette œuvre admirable de réconciliation et de rapprochement entre l'Italie, la France et l'Angleterre, essaieraient de la compromettre par des manœuvres perfides.

La première de ces manœuvres, c'est d'insinuer que l'accord qui est conclu, que l'entente qui s'affirme n'a qu'un caractère provisoire, qu'elle est à la merci des événements de demain, extérieurs et intérieurs. Je crois que nous avons le droit de dire, après avoir regardé les choses en toute sincérité et en toute clarté, que ce n'est pas une entente provisoire; qu'il dépend de nous qu'aucun péril sérieux ne la menace, au dehors ou au dedans, et qu'il dépend de nous, qu'elle ne soit à la merci ni des hasards ni des inquiétudes.

Il n'y a, dans la politique extérieure, rien qui puisse gravement mettre aux prises Angleterre, France, Italie, et quant aux vicissitudes de la politique intérieure, nous savons bien qu'il y aura, dans les trois pays, des alternances de démocratie exaltée et de démocratie déprimée, mais il nous suffit que la clarté de la liberté et de la raison, même si elles y subissent de passagères éclipses, ne puissent jamais y être éteintes, pour que nous ayons confiance dans la durée d'une entente fondée sur la force indissoluble de la raison libre qui ne peut plus périr. Il n'y a plus d'événements intérieurs et de surprises intérieures qui puissent réveiller les défiances entre l'Angleterre et la France. Et ici, je voudrais mettre nos amis en garde contre une manœuvre de l'adversaire.

Les nationalistes vont, disant : oui, mais demain l'Angleterre va élever peut-être, autour de son empire, une barrière de tarifs.

Je n'ai pas l'indiscrétion, je ne commettrai pas l'inconvenance d'intervenir de façon quelconque, même par des prévisions, dans les libres luttes des partis anglais. Je dis seulement que, quelle que soit la décision libre et souveraine du peuple anglais, quand bien même nous serions amener à la regretter, quand bien même beaucoup de nos amis anglais ici présents, seraient réduits à la déplorer, nous n'aurions pas le droit de considérer comme un acte peu amical envers la France, un remaniement de tarifs douaniers, alors que ceux qui dénoncent ce péril anglais ont été les premiers à entourer la France d'une barrière de douanes. (*Applaudissements*). Ainsi, quoi qu'il advienne sur ce point, l'accord pourra se maintenir entre la démocratie française et la démocratie anglaise. Et entre la démocratie de France et la démocratie d'Italie, je crois pouvoir dire que le malentendu a définitivement disparu.

Nous avions, nous, France, une large part de responsabilité dans ce malentendu. (*Applaudissements*). Nous avons trop vite oublié que si nous avons, un moment aidé l'Italie à préparer son émancipation partielle, nous l'avons déçue, nous l'avons abandonnée à mi-chemin ; nous nous sommes retournés contre elle et, pour préserver dans l'intérêt de notre dynastie, semi-césarienne et semi-cléricale, la puissance temporelle de la papauté, nous avons arrêté l'élan italien, nous avons contribué à briser l'élan italien. Nous avons appesanti sur l'Italie le poids de la domination papale, qui était en même temps pour elle une domination étrangère. Et nous avons longtemps permis que, chez nous, un parti puissant, qui semblait prêt chaque jour à mettre la main sur le gouvernement de ce pays, parût pouvoir rouvrir la question romaine. Eh bien, elle est close par Rome, capitale intangible de l'Italie unifiée. Et le progrès de la démocratie laïque en France fait que le rêve de restauration du pouvoir temporel, qu'à un moment chez nous le parti clérical avait caressé, a définitivement disparu. (*Applaudissements.*)

Tout prétexte manque donc à ceux qui, de l'autre côté des Alpes, sous la direction de Crispi, avaient grossi cette légende, exagéré ce malentendu et envenimé la plaie que notre égoïsme avait laissé se former. Ainsi les trois peuples pourront désormais, sans ombre d'inquiétude, sans ombre de malentendu, marcher d'accord, et leur accord aura certainement pour effet, ou d'imposer, ou tout au moins de suggérer presque irrésistiblement à l'ensemble de l'Europe, une conduite vigoureuse, sage et humaine dans la question d'Arménie et de Macédoine.

Ah ! prenons garde : à peine cette sorte de triplice libérale et démo-

cratique, dont parlait tout à l'heure éloquemment le délégué de Rome, a-t elle commencé à s'ébaucher, que ceux qui ont intérêt à propager les malentendus en Europe essaient d'en dénaturer la tendance et le caractère. Il ne faut pas s'y méprendre. Les événements récents ont provoqué en Allemagne, et dans une partie même de la démocratie allemande, quelques inquiétudes et quelque nervosité. A mesure que France, Italie, Angleterre se rapprochaient, l'Allemagne paraissait redouter une sorte d'isolement diplomatique. C'est le mot qui a été prononcé même par de grands organes libéraux. Il ne faut pas qu'il y ait de méprise.

Oui, nous voulons parler en toute liberté de la funeste politique orientale de l'empire allemand ; oui, nous savons gré à ceux qui, tout en dénonçant en cette question les terribles responsabilités du czarisme, mettent aussi en sa juste lumière la responsabilité de cet empereur allemand, allié moral du sultan, et sans l'appui duquel il n'aurait pas pu prolonger indéfiniment, depuis des années, le régime abominable que Quillard et Bérard ont indiqué.

Donc, nous revendiquons le droit et nous accomplissons le devoir de signaler les terribles responsabilités de la politique allemande ; mais il ne faut pas qu'il y ait de malentendu : il ne faut pas permettre un seul jour, une seule minute, à ceux qui s'effraient du rapprochement de liberté et de démocratie entre l'Italie, l'Angleterre et la France, il ne faut pas leur permettre d'insinuer qu'à l'abri de ce rapprochement la France nourrira des arrière-pensées de remaniement territorial qui déchaîneraient sur l'Europe les pires confusions. Et nous, socialistes français, qui avons protesté aux heures difficiles contre toute arrière-pensée de revanche par la force, nous qui avons élevé cette protestation, nous nous sentons d'autant plus autorisés, d'autant plus obligés à la renouveler, qu'aujourd'hui la France, entourée de sympathies fraternelles est plus forte, et plus libre de son action, précisément parce que nul ne peut imputer à terreur ou à défaillance l'affirmation de paix que nous donnons. Nous voulons la donner tout entière. (*Approbation.*)

Non, il n'y a aucune arrière-pensée ; non, notre triplice de liberté, de démocratie et de paix, n'a pas une pointe cachée tournée contre d'autres peuples. Elle sera une triplice de paix agissant par persuasion sur l'ensemble de l'Europe. (*Applaudissements.*)

Une voix. — Il faut dénoncer l'alliance russe !

M. Jean Jaurès. — J'ajoute qu'il ne dépendra que du gouvernement

russe lui-même, s'il veut renoncer à la politique funeste où il me semble s'engager de plus en plus, s'il ne veut pas étonner le monde par ces massacres de juifs comme à Kichineff, qui font un terrible diptyque avec les massacres d'Arménie et de Macédoine, et diminuent considérablement l'autorité de l'intervention russe, s'il ne veut pas à force de méfiance, de police, de répression, d'autocratie étouffante et sanglante, s'enfouir à jamais dans les ténèbres du despotisme à la Nicolas Ier, il ne dépendra que de lui de maintenir avec l'Europe occidentale et libérale, ces communications diplomatiques qui permettront à l'opinion du monde civilisé de se traduire selon les formules régulières... *(Vive approbation.)*

C'est ainsi, en dégageant le groupement anglais-français-italien de tous les malentendus qui auraient pu l'obscurcir que nous servirons le plus efficacement la cause de la Macédoine et de l'Arménie. Non, pour aucun des trois peuples qui vont élever la voix en faveur de l'humanité outragée et ensanglantée, ni pour l'Angleterre, ni pour l'Italie, ni pour la France, l'Arménie et la Macédoine ne sont des prétextes derrière lesquels se dissimuleraient d'autres ambitions. C'est en toute loyauté, c'est parce que l'humanité a crié là-bas par d'innombrables blessures, et que l'écho de nos cœurs y a répondu par d'innombrables protestations; c'est pour cela que nous nous rapprochons, que nous nous unissons, que notre devoir à nous, démocratie française, sera de presser le gouvernement de la République d'adhérer à l'initiative si nette, si précise, si vigoureuse du gouvernement anglais; et si la démocratie italienne exerce en Italie la même action, lorsque, au nom de ces trois grands peuples, le Sultan sera sommé de respecter les droits élémentaires de l'humanité violés par lui, alors les autres peuples de l'Europe et les combinaisons austro-russes, et la réaction allemande seront bien obligés de faire à l'humanité quelques sacrifices, car cette fois c'est l'humanité même qui sera devenue la Force *(Applaudissements.)*

Et ce sera une grande chose, citoyens, que l'unité politique de l'Europe moderne commence à s'affirmer par une unité morale de protestation contre le crime et en faveur de l'humanité! C'est parce que nous considérons cette triple union anglaise, italienne, française, comme les trois premières pierres du foyer d'universelle démocratie et d'universelle paix que deviendra l'Europe, que nous nous félicitons particulièrement de la réunion d'aujourd'hui.

J'ajoute que l'objection dernière qu'on nous a adressée, lorsqu'on a

prétendu que nous voulons servir les intérêts exclusifs du nationalisme bulgare au détriment des autres nationalités engagées là-bas, cette objection disparaît aussi. Pas plus qu'entre nous ici il n'y a de questions de races, ce n'est là-bas un problème de races que nous voulons trancher par des décisions exclusives...

Le gouverneur de ces régions investi par l'Europe, sera précisément élevé au-dessus de ces préoccupations exclusives. Et il m'est bien permis, sans mêler nos spécialités de partis à cette grande manifestation, qui les dépasse, à moi, socialiste, de rappeler que ces jours-ci les socialistes bulgares se réunissaient, et qu'ils réclamaient du monde la libération des opprimés, non pas seulement de la Macédoine, mais de tous les opprimés; non pas dans une pensée nationaliste d'annexion à la Bulgarie, ou de prépotence bulgare, mais dans une pensée socialiste, libérale, universelle et égale.

Voilà, citoyens, l'œuvre que nous avons ébauchée, que nous continuerons, et dans le Parlement et dans le pays, à la tribune belge, à la tribune italienne, à la tribune anglaise, à la tribune française, et dans des meetings qui rapprocheront l'âme encore éparse et incertaine des peuples, et qui seront comme les premiers fragments d'une humanité nouvelle, où bientôt viendront se fondre toutes les injustices et toutes les haines au feu d'une même solidarité humaine. (*Longs applaudissements et acclamations.*)

M. Jean Jaurès reprend la parole et ajoute :

Nous avons oublié d'accomplir le premier de nos devoirs, qui était de vous dire qu'il y a ici, l'homme qui a été en France le premier l'initiateur et le plus puissant propagandiste de l'idée de paix, et qui, aujourd'hui, ses yeux étant enveloppés de la nuit, ne peut assister que par la puissance et l'émotion de sa pensée et de son âme à cette manifestation qui est en partie son œuvre; j'ai nommé Frédéric Passy. (*Vifs applaudissements.*)

M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT

MESDAMES, MESSIEURS,

J'en veux presque à mon éminent ami M. Jaurès qui m'a ravi la joie profonde que je me promettais de réparer cet oubli qui a été commis. En effet, je voulais vous convier à acclamer notre maître, le précurseur Frédéric Passy. Je suis heureux, tout compte fait, qu'un autre que moi ait cru devoir me devancer et se charger de ce devoir, et je vous remercie du fond du cœur d'avoir fait fête aux paroles de M. Jaurès.

Mais si vous voulez que je vous avoue franchement ce que j'éprouve, vous le comprendrez aisément. J'ai oublié totalement ce que j'avais mission de vous dire; après les discours que nous venons d'entendre, le véritable devoir d'un homme convaincu, maintenant, c'est de se taire et d'applaudir.

Nous avons applaudi de tout cœur; nous avons eu le sentiment surtout de nous sentir, dans cette réunion vraiment exceptionnelle, vraiment admirable, unis par une seule et même pensée, à quelque nationalité que nous appartenions, ou à quelque parti. Tous nous ne formons qu'un seul et même vœu : nous voulons venir au secours des opprimés quels qu'ils soient. Voilà la formule qu'a si merveilleusement résumée Jaurès. Et quand on pense qu'un progrès semblable est en train de s'accomplir, on peut concevoir toutes les espérances.

Déjà, il y a sept ou huit mois, une réunion presque paradoxale se tenait au Château-d'Eau, groupant l'unanimité des sentiments contre le Sultan, en faveur des opprimés. Et aujourd'hui voici que nous voyons recommencer ce tour de force. Et combien plus difficile, car il se trouve qu'à des hommes de tous les partis se sont adjoints des hommes de tous les pays. Oui, l'idée, le progrès est en marche. Remercions les précurseurs, tous les précurseurs. Les étrangers d'abord; nous les remercions tous d'être accourus à notre appel. Toute réunion, simplement nationale, en ces matières est forcément impuissante; mais que des étrangers soient venus aussi, qu'ils votent, qu'ils agissent avec nous, c'est un symptôme, une menace pour celui qui, je l'espère, sera renseigné dans son palais. J'espère bien que la diplomatie lui rendra compte de ce qui se passe ici, et des discours prononcés. *(Applaudissements.)*

Je serais également un ingrat si je n'exprimais pas le sentiment qui

est le vôtre à tous, à MM. Jaurès et de Pressensé qui, tous les deux ont si admirablement rendu notre pensée. Quelques-uns diront : vous êtes venu applaudir des socialistes ?... Pourquoi donc laisse-t-on à ces socialistes le bénéfice, le privilège de plaider d'aussi justes et d'aussi grandes causes? Tant pis pour ceux qui ne sont pas avec eux, il faudra bien qu'ils finissent par y venir. (*Applaudissements.*)

Et, puisque vous consentez à m'écouter, laissez-moi vous parler d'une émotion que je viens de ressentir, et dont je vous dois compte, car elle apporte un argument de plus à nos idées, au mouvement que nous poursuivons tous ensemble.

Tout à l'heure vous avez applaudi un Anglais que je croyais ne pas connaître, M. Evans, l'archéologue. Et puis, en le voyant, j'ai eu tout à coup l'apparition d'un des souvenirs lointains de ma jeunessse. Je me suis rappelé qu'il y a plus de vingt ans, étant diplomate (car vous savez peut-être que j'ai été diplomate, mais j'ai bien mal tourné depuis lors) (*rires*), étant en Albanie, à la suite précisément des règlements quelque peu laborieux qu'entraînaient les décisions de conférences internationales de 1878 et 1880, j'ai dû me fixer dans une petite ville qui s'appelait Gravosa. Je cherchais un logement ; on m'indiqua celui d'un Anglais. Je m'y rendis, je vis un tout jeune homme. Après quelques instants de conversation, je ne manquai pas de lui demander ce qu'il faisait là. Quelle fut ma surprise ! (Peut-être M. Évans se le rappellera-t-il ?) quand il me dit, — il avait l'air si jeune que cela paraissait incroyable, et il avait l'air tout aussi timide et tout aussi doux qu'aujourd'hui (*rires et applaudissements*) — mais je fus pénétré de l'énergie qui se montrait sous cette douceur, quand il me dit : « Je suis venu faire une enquête sur les atrocités du Sultan. »

J'avais alors l'esprit bien obscurci par des préventions diplomatiques ou sociales. Je l'écoutais avec surprise et ne pouvait en croire mes oreilles. Cependant il me fit le récit de ce dont il avait été témoin, ce récit aujourd'hui monotone de toutes les horreurs, de tous les crimes auxquels les gouvernements assistent impassibles, et je me sentis tellement pénétré moi-même de commisération, de pitié et pour tout dire de honte, qu'à partir de ce moment une sorte d'éveil de la conscience se fit en mon âme de diplomate.

Et je vous demande, messieurs, à ce propos, s'il est permis de mett.e en doute les bienfaits que la coopération des hommes de pays différents peut produire ; s'il est possible de nier qu'il est bon qu'un

Français rencontre un Anglais de cette sorte et lui parle, et que cet Anglais influe sur ce Français et que ce Français, peut-être, à son tour, influe sur cet Anglais. De même, pour un Russe, un Allemand; car, ne nous égarons pas; nous ne faisons ici de manifestation contre personne (*applaudissements*) si ce n'est contre le Sultan et contre les gouvernements qui s'obstineraient à rester indifférents devant ses crimes! (*Applaudissements.*)

Je vais vous donner lecture, maintenant, d'un ordre du jour que je vous demande de voter par acclamations, et qui sera voté, je l'espère non seulement dans toutes les villes de France, mais d'Europe, d'Amérique et du monde civilisé:

Au nom de la conscience universelle qui flétrit et ne cessera pas de fllétrir les crimes du Sultan Abdul-Hamid,

Le meeting international réuni au Théâtre Sarah-Bernhardt, le 25 octobre 1903,

Adjure les puissances de mettre enfin un terme aux massacres d'Arménie et de Macédoine, par la nomination d'un gouverneur responsable et l'établissement d'un contrôle effectif.

M. F. DE PRESSENSÉ

Avant de lever la séance il nous reste un devoir à accomplir : nous tenons à envoyer l'expression de notre gratitude à la grande artiste qui a bien voulu nous prêter son théâtre. (*Applaudissements.*)

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

La séance est levée.

Le Banquet

Le soir, un dîner intime réunissait à l'Hôtel Continental les délégués français et étrangers et les représentants de la presse. Les assistants se félicitèrent, comme il convient, de l'heureux succès de la journée et, le moment venu, portèrent en toute cordialité les toasts suivants. Nous ne pourrons donner les textes des toasts de MM. Buxton et Malcolm Mac Coll, qui n'ont point été traduits.

M. DE PRESSENSÉ

Mesdames, Messieurs,

Bien que n'ayant pas le talent des toasts nous n'en porterons pas moins quelques-uns ce soir. Nous en porterons d'abord à celles qui ont bien voulu assister à nos longues délibérations et ensuite prendre part à la fête de ce soir; nous en porterons un autre à ceux des représentants dont nous avons parlé si longuement cet après-midi, qui nous ont apporté non pas seulement leurs encouragements, leur joie de sentir comme de braves gens, et qui appartiennent à toutes les nations de l'Europe, mais des enseignements précieux; ils nous ont appris comment dans ces pays qui ont depuis longtemps fait l'apprentissage de la liberté on l'exerçait, et sur ce point, en France, nous avons beaucoup à apprendre.

Nous avons vécu longtemps ici sous l'empire de cette idée puérile et naïve que quand nous avions déposé un bulletin dans une urne il ne nous restait plus qu'à nous croiser les bras, à nous asseoir et à voir venir ce qui adviendrait. L'expérience, depuis un certain temps, et en particulier dans une crise assez ardue que nous avons traversée il y a quelques années, nous a montré qu'il était nécessaire de serrer les rangs. Cette leçon, je puis dire que ce sont les événements eux-mêmes qui

nous l'ont donnée. Mais vous, qui êtes accoutumés à toutes les pratiques de la lutte parlementaire, vous qui avez vu une seule grande voix retentir et suffire à opérer une grande transformation, vous nous avez apporté votre expérience et vous nous avez dit que si, à l'heure actuelle, vous ne voulez pas recommencer la même campagne vous avez su cependant bouleverser votre pays. Nous acceptons vos enseignements, nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu faire cet effort et participer à cette conférence internationale, et je ne peux pas terminer sans constater, moi qui appartient à un parti avancé, le caractère international de cette manifestation. Il y a quelques années, si on nous avait dit que des Italiens, des Anglais, des Français, pourraient participer à une même œuvre et même être acclamés par la population parisienne, nous aurions douté ; on avait réussi à bannir des esprits nos traditions d'hospitalité, on nous avait représentés, comme on dit en français — je ne sais pas comment on dit en anglais — comme des nationalistes. Nous avons mis la main à l'œuvre, et je suis convaincu qu'en dehors du succès de la réunion d'aujourd'hui celle-ci aura un effet non pas seulement sur l'opinion française dans son ensemble mais sur les délibérations et, je l'espère, sur les actes de notre gouvernement, parce qu'à l'heure actuelle il s'est engagé dans une voie dont il ne peut s'écarter.

Il serait insensé d'avoir tenté cette réconciliation que nous saluons, d'avoir salué l'idée de ce rapprochement, si c'était pour aboutir simplement à des fêtes officielles et si ce n'était pas pour aboutir à une action commune. C'est ainsi que nous soumettrons pour ainsi dire à l'épreuve du feu cette union, et que nous saluons cette entente cordiale qui avait pour ainsi dire disparu pendant un certain temps, à laquelle on avait substitué une sorte de défiance réciproque, si bien que nous ne pouvions pas avoir sur un point du globe un différend — et Dieu sait si nous en avons ! — sans que les esprits soient aussitôt enflammés, alors que la France et l'Angleterre ont des intérêts si rapprochés. Ce que nous savons, c'est qu'il n'y a pas un de ces différends qui ne puisse être solutionné par la voie pacifique ; ce que nous voulons, c'est faire œuvre commune ensemble ; il faut que nous montrions que l'entente franco-anglaise-italienne est durable pour un objet pratique, et à l'heure actuelle quel objet plus immédiat que d'empêcher ces troubles qui sont si inquiétants pour la paix du monde ? Depuis vingt-cinq ans, il ne s'est pas écoulé une année sans que nous ayons eu l'occasion de renouveler les engagements pris au Congrès de Berlin, et il ne s'est pas passé une

année sans que des questions de ce genre se posassent, et que nous ayons l'occasion de demander au Grand Turc de renouveler les engagements qui étaient la condition même de son existence. Pendant trop longtemps nous nous sommes laissé berner ; à l'heure actuelle, j'ose espérer que cette phase est finie et que nous n'avons fait que tirer les conclusions normales, logiques, de l'entente établie autrefois. Nous avons cherché à établir que ce n'était pas une entente en quelque sorte de cour, une entente officielle, mais celle de deux grandes démocraties qui voulaient se comprendre, établir entre elles un accord mutuel afin de travailler au maintien de la bonne harmonie et à l'avènement de la justice.

La diplomatie européenne nous a souvent causé des ennuis ; mais si elle nous cause des peines elle nous cause quelquefois aussi des plaisirs bien vifs, et c'est ce qui s'est produit aujourd'hui. Nous avons commencé ce matin, nous avons établi l'accord, puis nous avons devant une grande assemblée fait retentir des paroles de liberté et de justice.

Je porte mon verre, avant de m'asseoir, aux hôtes que nous avons reçus avec tant de joie, et j'espère que la peine qu'ils ont bien voulu prendre de venir ne sera pas sans fruit, qu'ils ont jeté ici, dans le sol fécond de la France, un germe qui fructifiera pour le plus grand bien de la justice et de l'humanité. (*Applaudissements.*)

M. BÉRARD

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons beaucoup parlé politique aujourd'hui, un peu trop peut-être, aussi je trouve que nous avons eu tort de laisser un peu de côté M. Evans, l'archéologue remarquable que vous connaissez tous. Vous savez ce qu'il a fait depuis cinquante ans, il nous a ouvert par ses travaux un jour tellement nouveau et tellement grand que l'on peut dire que l'histoire et la préhistoire ont trouvé un rénovateur dans M. Evans. Je vous prie de lever votre verre en l'honneur de M. Evans, le restaurateur de Minos. (*Applaudissements.*)

M. EVANS

Mesdames, Messieurs,

Je n'ai pas la prétention de répondre ici aux paroles trop aimables qui m'ont été adressées parce que je n'ai fait que mon devoir strict. Je suis content d'avoir assisté à une réunion aussi magnifique, et je suis heureux d'avoir vu cette fraternisation des différents peuples libéraux, et j'espère qu'il y aura entre eux une fraternisation et une justice morale plus réelles qu'officielles. (*Applaudissements.*)

M. MOSCHELES

Président de l'*International Arbitrage Association.*

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de dire quelques mots en réponse à l'accueil gracieux qu'on nous a fait ici ; mais c'est difficile sous tous les rapports. Je suis sous l'empire de ce que j'ai entendu ; j'ai appris, j'ai écouté, mon cerveau est rempli de toutes les belles idées qu'on y a mises, et puisque vous les avez entendues, je ne veux pas les répéter. Je ne puis que dire que je m'associe de tout cœur aux belles pensées que vous avez entendues. Et ce n'est pas seulement cette chose que nous avons eu à vous présenter, c'est une cause bien plus grande. Nous ne savons pas encore de quelle façon utiliser cette réunion, mais nous savons que si aujourd'hui elle s'applique à une question, demain elle s'appliquera encore à une autre, et qu'il y aura des développements que nous ne pouvons pas encore nous imaginer.

On m'a soufflé quelque chose à l'oreille; j'ai regardé ensuite au fond de la foule, j'ai vu des gens qui avaient des cheveux blancs, d'autres des cheveux noirs, et j'ai compris pour qu'il en soit ainsi qu'il y avait longtemps que ces questions nous touchaient.

Le mot « international » est ajourd'hui usité, nous nous en servons à chaque instant; autrefois ce n'était pas comme cela. Je me rappelle un incident qui est naturellement resté gravé dans ma mémoire; j'avais

quatorze ou quinze ans; j'allais en Allemagne pour apprendre l'allemand, et l'Allemagne alors n'existait pas plus que l'Europe n'existe maintenant : chacun défendait son petit patrimoine ; dans une réunion, je me suis élevé sans autre but que de dire la vérité en proclamant « le patriotisme est un vice »..., on m'a fait asseoir rapidement. Il me semble que, dans une forme éloquente, nous disons tous à peu près la même chose, nous disons qu'il est impossible d'avoir du patriotisme sans s'exposer à tous les dangers que nous combattons. Nous avons bien certainement à préserver ce que nous appelons le patriotisme, mais nous ne le ferons qu'en faisant ce que font les Américains : ils sont fiers d'être citoyens des Etats-Unis d'Amérique comme nous sommes fiers d'être citoyens des Etats-Unis d'Europe.

Nous avons des changements, des reconstitutions d'empires, de pays, des groupes différents de couleur différente, mais ce qu'il nous faut, c'est chercher l'harmonie entre les hommes de bon sens ; il suffit qu'on soit de bon sens pour s'entendre; alors nous marcherons vers un but démocratique et nous pourrons espérer des résultats plus heureux que ceux d'aujourd'hui.

Nous avons entendu parler de tous les événements qui nous réunissent; il y a parmi nous des socialistes, des diplomates — je ne connaissais pas encore l'expression, qui m'a beaucoup intéressé, de diplomate manqué, j'espère que tous nous arriverons à un résultat d'avoir beaucoup de diplomates manqués, et je me félicite d'avoir trouvé à cette table un diplomate manqué.

Mais, j'ai trop parlé déjà, pas assez cependant pour vous dire tout ce que j'ai dans le cœur, mais je sais qu'entre frère et sœur on est indulgent et qu'on me tiendra compte des sentiments au lieu des paroles.

J'ai une conférence demain et après-demain, nous avons un meeting mardi soir, ce qui est plutôt pour la paix ; je vous promets à chaque occasion de reproduire les idées dont nous avons parlé aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT

Mesdames, Messieurs,

J'avais parlé d'un diplomate qui a très mal fini ; on a appelé cela un diplomate manqué, je ne sais pas si c'est exact. Est-ce un diplomate manqué, celui qui s'est aperçu qu'il tournait le dos à la vérité et qui, sans souci de ce qui pourrait en résulter pour son avenir, s'est mis au service des causes justes ? Eh bien, mon cher ami, puisque vous avez mis la discussion sur ce sujet, ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que je n'ai jamais regretté ce qu'on appelle ce faux pas et ce que j'appelle une heureuse détermination ; jamais je n'ai hésité à mettre au service de ma nouvelle carrière l'expérience que j'avais pu acquérir dans l'ancienne. J'ai appris — et si les diplomates voulaient bien se rappeler de temps en temps qu'ils sont des hommes, chaque diplomate pourrait faire cette découverte — que derrière la société il y a le pays, le monde, les hommes et que, si on arrive aux hommes, on voit qu'ils se ressemblent dans tous les pays ; il y en a de mauvais en France et ailleurs comme il y en a de bons ; eh bien, notre tâche à nous, qui sommes libres de préjugés, c'est de faire que tous les hommes de bonne volonté de tous les pays se donnent la main.

Il y a une chose à la fois pleine d'espérance et en même temps désolante, c'est que nous sommes si nombreux qui pensons de même dans le monde civilisé et que pourtant nous ne nous connaissons pas assez ; une fois cependant que tous ces hommes seront groupés, ils seront invincibles et les causes qu'ils défendront seront des causes triomphantes. Cela se fait peu à peu. J'ai vu cela à Londres, en Italie, en Grèce, partout où il y a une pensée, une civilisation. Nous avons chacun notre patrie que nous aimons profondément, mais nous sommes patriotes en ce sens que plus nous nous développons, plus nous sommes attachés à nos traditions, plus nous voulons enrichir comme nous nos semblables, faire qu'il y ait un lien entre les uns et les autres, ainsi naissent des traditions, des mœurs nouvelles. Les hommes qui auront amené ce progrès, que ce soient des Français, des Italiens, des Anglais, des Allemands, des Russes, des Espagnols, des Américains, des Grecs, des Bulgares, nous leur devons une grande reconnaissance ; mais ceux qui n'ont pas voulu être les premiers à porter la bonne parole, ceux qui prudemment

toujours se réservent, ceux-là n'ont plus le droit de se plaindre que cette parole ait été apportée par d'autres, c'est tant pis pour eux, c'est le juste châtiment de leur égoïsme.

Mais, savez-vous pourquoi, messieurs, ces diverses manifestations réussissent? C'est parce qu'il y a des hommes de bonne volonté et surtout de volonté pour les faire réussir; bonne volonté d'autant plus efficace qu'elle est plus discrète, plus obscure, plus désintéressée; et j'arrive ainsi au toast que je voulais vous prier de porter, j'arrive à vous demander de boire à la santé de l'ouvrier modeste et vaillant, du vrai patriote, de celui qui s'est dévoué à la cause des opprimés, et qui, depuis des années, pour les défendre, est venu faire le siège de chacun de nous ; je bois à la santé du docteur Loris-Mélikoff, de celui qui se préoccupe d'être à la tâche, sans chercher à être au succès; c'est lui qui a fait réussir nos réunions; tous les détails de cette besogne ingrate, fastidieuse, fatigante, dont on pourrait être si facilement découragé, Loris-Mélikoff s'en est chargé comme si c'était un service qu'on lui aurait rendu C'est lui qui donnait et qui remerciait. Mesdames et Messieurs, je vous propose de boire à la santé du docteur Loris-Mélikoff. *(Applaudissements.)*

M. J. LORIS-MELIKOFF

Mesdames, Messieurs,

Si je n'étais intéressé trop directement aux souffrance du peuple arménien, je ne pourrai prendre la parole après les orateurs que vous avez acclamé et qui ne m'ont rien laissé à dire sur la question qui nous a tous passionné aujourd'hui. J'aurais pu vous exprimer ma profonde gratitude et en quelques phrases banales vous remercier de ce que vous avez fait. Mais ce serait abaisser notre rôle mutuel, car si vous avez fait une grande œuvre, c'est votre devoir qui l'avait commandé et l'humanité qui vous avait donné la force de l'accomplir. Cette journée sera grande entre toutes, car les grandes journées de notre époque sont celles de la civilisation et dans cet acte de la solidarité internationale auquel vous avez tous coopéré, l'on voit poindre une ère nouvelle, dont la venue sera féconde pour l'humanité.

Alors l'on respectera les droits d'un homme, à quelque race qu'il

puisse appartenir, et dans ce respect les êtres trouveront l'obligation de ne jouir que du produit de leur travail.

Et c'est pourquoi je suis heureux de voir réunis ici, autour de cette table, les serviteurs du progrès, les pionniers de la paix accomplissant leur devoir envers les autres hommes.

Vous nous avez tracé un chemin, messieurs, et tous nos efforts tendront à n'en pas dévier. Nous, Arméniens, nous suivrons votre exemple et appliquerons chez nous les principes dont vous vous êtes toujours inspirés.

Notre confiance réside en vous, car le sort des Arméniens et des autres races opprimées de Turquie, qui veulent enfin avoir place à la vie et fournir de même que les autres peuples leur apport à la civilisation, dépend de vos actes et de votre puissante énergie, c'est-à-dire de l'Europe civilisée que vous représentez.

Nous ne vous demandons pas l'aumône de votre pitié. Non plus de nous donner un peu de commisération comme on jette un sou dans la main d'un mendiant. Nous vous demandons une justice, qu'il est triste d'avoir à revendiquer à cette heure et en nous l'accordant, laissez-moi croire que vous n'obéissez qu'à votre profond sentiment du devoir.

Et je me demande quelle valeur ont les paroles de ceux qui se défendent d'avoir quelque sympathie pour le caractère des Arméniens ou des Macédoniens. Devant ce qui se passe là-bas, pouvons-nous discuter sur les qualités ou les défauts des races opprimées, s'ils existent réellement, et ne devez-vous pas défendre des victimes quels que soient leur caractère et la sympathie que vous puissiez éprouver pour elles.

Toutes les races ont leurs défauts et leurs qualités, qui ne proviennent que du régime dans lequel elles se développent.

Et, en songeant à ce qu'ont supporté les Arméniens dans les trois empires qui se partagent notre race, en pensant à cette organisation policière et tyrannique qui déprime et asservit depuis de longs siècles les volontés, je me demande à certain moment comment les Arméniens et Macédoniens ont pu conserver tant de hauteur et de grandeur d'âme, tant d'héroïsme devant de telles calamités.

Cette manifestation unique d'aujourd'hui est la meilleure réfutation de ces arguments dont la férocité n'égale que l'absurdité. Elle est la première manifestation internationale parce que vous n'êtes pas, messieurs, les représentents de la diplomatie. Votre mandat est plus haut. Vous êtes

ici l'opinion publique qui s'est enfin soulevée dans les pays civilisés, et saura faire entendre sa voix aux gouvernements qui hésitent. Cette opinion publique, jusqu'ici, n'avait pu parvenir auprès de ceux qui gèrent les affaires internationales. Aujourd'hui, par le groupe parlementaire d'arbitrage elle se fera entendre dans les régions inaccessibles, dans le passé. J'espère que cette voix sera bien puissante, et c'est ce qui me donne l'espérance.

En terminant, messieurs, renouvelons le vœu de nous retrouver, non plus dans des circonstances aussi cruelles pour défendre contre l'extermination les opprimés d'Arménie et de Macédoine, mais pour fêter les premiers résultats de l'effort que vous avez donné, et je le repète, si je n'ai pas à vous remercier de ce que vous avez fait, je voudrais vous exprimer tout ce que mon cœur ressent d'émotion, de sympathie et d'admiration pour votre dévouement à la cause de ces régions unies dans la douleur et l'oppression : l'Arménie et Macédoine. *(Applaudissements.)*

M. SEMENOFF

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque tout à l'heure on a voulu me donner la parole, j'ai refusé parce que je n'ai pas voulu parler de choses tristes à ce banquet; je n'ai pas voulu parler de tous ceux qui sont l'objet de la sollicitude de mon gouvernement, de tous ceux qu'il opprime sans merci.

Je vois à côté de moi le Dr Loris-Mélikoff que je connais depuis vingt ans, et qui, dès ce temps, lutte pour les mêmes idées.

Tous ici sont des ouvriers, dans la mesure de leurs forces et de leurs moyens, de cette cause qui a eu une si belle journée. Je commencerai par notre éminent ami, l'écrivain Pierre Quillard, qui certainement par tout ce qu'il fait depuis plusieurs années m'apparaît comme un des ouvriers de la grande cause d'humanité, parce qu'en défendant les Arméniens il a attiré l'attention de tous ceux qui pensent, qui ont du cœur, sur des choses qui doivent intéresser l'humanité et provoquer la solidarité humaine. Il reste pour nous un grand ouvrier de cette grande cause.

Après Pierre Quillard, je dirai un mot de M. le baron d'Estournelles de Constant qui sait tout ce qui se passe dans cet immense empire du

Sultan Rouge; c'est à cause des grands travaux du baron d'Estournelles que je viens le remercier de ce que je sais, ce qui se passe en Orient. Je remercie le baron d'Estournelles qui a montré un courage civique extraordinaire, non seulement pour un ex-diplomate, mais pour un homme politique, un député, et malgré toutes les railleries et tous les articles souvent injustes de la presse, il a accompli une œuvre qui est bien son œuvre. L'entente est un fait énorme qui restera, ce sera un fait de propagande, et lorsque dans l'avenir on parlera du rapprochement des peuples, on ne pourra pas passer sous silence son activité qu'il a développée avec un courage admirable dans ces dernières années.

Qu'il me soit permis de parler de mon voisin, Louis Dumur, qui dirige le journal l'*Européen,* qui sert la cause de l'humanité parce qu'il sert la cause de toutes les nations qui souffrent. Je lève mon verre en l'honneur de tous les ouvriers dont je viens de parler, et de vous tous, mesdames et messieurs. *(Applaudissements.)*

M. PIERRE QUILLARD

Mesdames, Messieurs

Ce n'est point par un artifice de parole que je vous dirai que je ne pensais pas du tout parler ce soir ici ; mais mon ami Séménof vient de m'y obliger et de me forcer aussi à quelques réflexions. Ce n'est pas par hasard que Victor Bérard, qui vient de quitter cette salle, et mon humble personne nous sommes préoccupés les premiers en France des choses arméniennes et macédoniennes. C'est parce que nous avons connu sur place le long martyre de ces populations que nous nous sommes intéressés à elles et, en racontant ce que nous avons vu, nous n'avons fait que notre devoir, nous avons dit la vérité. Nous étions ce qu'on appelle en France des intellectuels, et ce n'est pas par hasard non plus que nous nous sommes rencontrés avec un intellectuel encore, infiniment plus illustre, qui nous avait montré le chemin ; on l'a nommé déjà tout à l'heure : *Ab Jove principium* (on peut bien parler latin à la fin des banquets), *Ab Jove principium, Jovis omnia plena :* je veux dire M. Evans. Donc, si vous le permettez, je porterai un toast aux intellectuels comme lui, auxquels j'unirai les diplomates qui ont mal tourné, j'en connais deux ici. *(Applaudissements.)*

M. A. ULAR

Il me semble que, comme on l'a dit tout à l'heure, l'accueil enthousiaste de la population de Paris, fait à ceux qui s'occupent d'alléger le fardeau qui pèse sur les malheureuses populations d'Arménie et de Macédoine soit réconfortant. M. Clemenceau vient de me dire que bien qu'empêché de venir ici, il est très heureux de voir qu'enfin l'entente qui était souvent l'attente donne un espoir sérieux; mais il m'a dit en même temps, non sans ironie, qu'il croit plus utile de prononcer les bonnes paroles dans la presse que dans des banquets; il semble absolument convaincu que la bonne parole répandue à profusion par la presse aux quatre coins du monde porte plus encore que tous les conciliabules. Représentant ici l'*Aurore*, c'est dans ce sens que je bois à la presse, non pas à la presse qui se fait l'agent servile des instincts plus ou moins désabusés, mais à celle qui fait germer les idées de fraternité et de générosité internationales. (*Applaudissements.*)

M. MAZZINI

Mesdames, Messieurs,

L'éloge des ouvriers de la première et de la dernière heure a été fait; il ne reste qu'une chose à faire, à persévérer dans notre œuvre. Cependant nous avons commis je crois un oubli et vous me permettrez de le réparer en deux mots. Dans la vie nous poursuivons un idéal et c'est un idéal qui nous a rassemblés ici; c'est à cet idéal de liberté et de justice que je bois. Mais il y a quelque chose qui nous aide à poursuivre cet idéal, c'est quelqu'un que nous avons oublié aussi, c'est la femme, c'est la mère de nos enfants, c'est la mère de ceux qui seront demain les sacrifiés; permettez-moi de boire aux femmes arméniennes et macédoniennes, qui dans la lutte contre la tyrannie sont les victimes des massacres contre lesquels nous venons protester. Je bois à la santé, à l'avenir et la prospérité des femmes macédoniennes.

J'ai un mot à ajouter. Vous avez vu quel entraînement, quel enthousiasme vous a suivis en faveur de la Macédoine et de l'Arménie, aussi il

me semble que deux absents d'aujourd'hui ne doivent pas être oubliés. Je bois à la santé d'Ernest Moneta, à tous ces collaborateurs dévoués, à tous les intellectuels italiens, aux socialistes et républicains italiens qui ont travaillé et travailleront avec vous; je bois à la libre Arménie et à la libre Macédoine. (*Applaudissements.*)

LE PRINCE DE BRANCOVAN

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous dire combien j'ai été heureux d'assister à la conférence de ce matin; la réunion qui a eu lieu cet après-midi a eu un succès si considérable que je tiens à vous remercier de m'avoir permis de prendre part à cette conférence et à cette réunion. J'exprime l'espoir que le rapprochement franco-anglo-italien qui, par la réunion d'aujourd'hui, a pris une cohésion encore plus grande, arrivera d'ici peu, même en Orient, à donner des résultats sérieux. Ce jour-là, je crois pouvoir vous affirmer que, dans mon pays et dans les pays valaques de Macédoine, un grand mouvement sera prêt à naître, et dès à présent, je vous assure que je ferai tous mes efforts pour mettre au courant toutes les personnes de bonne volonté qui sont dans mon pays, et alors une protestation auprès des puissances libérales d'Occident ne manquera certainement pas de se propager et d'obtenir de grandes sympathies. (*Applaudissements.*)

M. LORAND

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de porter le toast de l'honorable M. de Pressensé qui, depuis ce matin a été sans cesse sur la brèche, qui nous a fait un véritable cours de politique orientale avec cette clarté d'érudition qui rend tous ses discours à la fois instructifs et réellement admirables, et qui, je suis heureux de le constater, joue un rôle de plus en plus considérable dans la politique de son pays. Je suis certain d'être votre interprète et d'exprimer votre sentiment unanime, à vous tous amis et admirateurs de la France, en adressant à M. de Pressensé les remerciements que nous lui devons pour les services qu'il a déjà rendus à cette grande cause pour ce que nous attendons de son activité inlassable dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

RAPPORT

DU

BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE 1904

Par F. DE PRESSENSÉ

AFFAIRES D'ORIENT

L'explosion de l'insurrection macédonienne a remis de force les puissances en face de la banqueroute de la politique du concert européen en Orient. On sait les phases diverses qu'a parcourues cette question depuis que la conquête turque l'a mise à l'ordre du jour. Ce fut d'abord le danger suspendu sur la tête de l'Occident civilisé et chrétien par la menace perpétuelle de hordes à peine campées entre le Bosphore et le Danube et débordant constamment sur les plaines de la Hongrie et jusqu'aux portes de Vienne. La force hostile de l'Islam encore agressif constituait alors le péril et unissait les Etats d'Europe dans une sorte de croisade, mi-religieuse, mi-raciale. Bien vite le faisceau se brisa : des monarchies, même très chrétiennes, se disputèrent l'avantage d'une alliance avec un empire musulman, mais conquérant.

Quand le flux s'arrêta et que le flot commença à redescendre, le problème changea de face avec une rapidité surprenante. Ce fut désormais la faiblesse de la Turquie qui parut le péril et l'on vit la diplomatie occidentale mettre au rang de ses dogmes la nécessité du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire ottoman. Il s'agissait de barrer le chemin à la Russie, entraînée par sa destinée manifeste vers les mers libres et Constantinople. La Turquie craquait de toutes parts, à la fois en butte aux convoitises agissantes des héritiers de Pierre le Grand et de Catherine et en proie aux irréconciliables antinomies de races non amalgamées.

Peu à peu les puissances furent amenées à comprendre que les deux termes de la formule classique se détruisaient naturellement et que l'in-

tégrité territoriale de l'Empire ottoman — c'est-à-dire l'exclusion de la conquête étrangère — impliquait, exigeait le sacrifice de l'indépendance, c'est-à-dire l'ingérance réformatrice de l'Europe.

Après la guerre de Crimée où la France et l'Angleterre versèrent leur sang et prodiguèrent leurs millions pour imposer à la Russie un arrêt dans sa marche vers le Bosphore, il apparut à tous les yeux que la refonte totale des institutions et la création d'Etats autonomes mais nominalement vassaux pouvaient seules retarder une décomposition interne plus mortelle que les attaques du dehors. Déjà le succès de l'insurrection hellène et la constitution du royaume de Grèce avaient ouvert une voie où un pas nouveau se fît avec la formation de la Roumanie et l'émancipation de la Serbie. Les années qui suivirent le Traité de Paris virent les événements de Syrie et de Crète obliger les puissances alliées et protectrices elles-mêmes à intervenir coercitivement, à opérer des démembrements discrets et à enlever en fait à l'indépendance de la Turquie tout ce qu'elles crurent devoir continuer à accorder nominalement au maintien de son intégrité.

C'était une période toute nouvelle où l'apparition sur la scène des nationalités sujettes contraignit la diplomatie occidentale à reviser ses maximes et à poursuivre simultanément deux fins passablement contradictoires : la préservation d'un tout dont elle affranchissait les parties et l'affranchissement de parties dont elle préservait le tout. La Russie n'avait pas encore renoncé à sa politique traditionnelle ; elle visait à s'annexer de larges pans de territoire ottoman et à se créer dans les nationalités slaves et orthodoxes investies d'une certaine autonomie une clientèle obéissante, un instrument de pénétration, un chemin d'étapes jusqu'à Sainte-Sophie.

La guerre de 1877 fut le couronnement de ce système — et aussi son terme. Par une ironie de l'histoire, les armées victorieuses d'Alexandre II créèrent dans la Bulgarie émancipée un obstacle sur la route du Bosphore et ce fut l'Angleterre qui, en intervenant pour déchirer les préliminaires de San-Stefano et leur substituer le traité de Berlin, limita le tort que la Russie s'était fait à elle-même et affaiblit l'élément dont la politique britannique devait assumer plus tard la protection en règle. Dans cette étrange partie de quatre-coins, chacun quitta sa place naturelle et prit celle qui ne lui convenait point. Le prince de Bismarck, heureux de payer à la Russie, en la jouant, la dette d'une reconnaissance trop lourde à porter pour ses inestimables services de 1870, se fit

un malin plaisir de présider, au Congrès de Berlin, à une grande journée des dupes.

Il n'en demeura pas moins certains résultats indestructibles de la guerre russo-turque : en particulier la création de la Bulgarie et la fatale, l'inévitable gravitation de la Roumélie orientale dans son orbite. Par malheur le reste de l'œuvre du Congrès de Berlin était simplement une lettre de change sur la bonne foi et la bonne volonté de la Turquie. Un tel titre n'avait de valeur qu'autant que l'énergie des puissances en contraindrait l'acquittement à échéance. Les articles 23 et 61 constituèrent, pour le Sultan, des obligations positives, pour les Macédoniens et les Arméniens, des droits irrécusables.

Tant qu'il ne s'agit que de répéter de belles promesses, de payer de belles paroles, de multiplier sur le papier les incomparables constitutions, les réformes modèles dont les Sultans ont toujours été prodigues, tout alla pour le mieux dans le meilleur des mondes. Des Commissions siégeaient, des juristes rédigeaient, des diplomates négociaient, des ministres mentaient, des populations attendaient : tout était dans l'ordre. L'incorrigible exigence de nationalités opprimées, dépouillées, prises entre les deux meules de la tyrannie et de l'anarchie et qui avaient pris au sérieux, avec la foi des traités, la loyauté et le vouloir de l'Europe, vint tout gâter. Fidèle à ses douces habitudes de quiétude et d'indolence, incapable de voir par-delà et par-dessus ses protocoles les réalités, la diplomatie s'endormait complaisamment dans l'illusion que tout était parce que tout était promis, c'est-à-dire à faire.

C'était le temps où achevait de s'accomplir l'évolution prodigieuse que j'indiquais tout à l'heure. La Russie, après avoir enfanté la Bulgarie, la prenait en grippe et la traitait en marâtre. Au lieu de travailler désormais à l'émiettement de l'Empire ottoman entre des Etats vassaux et autonomes, elle se donnait pour objet de s'emparer de la faveur du maître et de régner avec lui sur son domaine tout entier. Par contre, l'Angleterre et les puissances occidentales, un peu guéries de la superstition de l'*intégrité et de l'indépendance*, découvraient dans les principautés vassales de précieux auxiliaires et commençaient à envisager la possibilité de prévenir le seul danger qui les préoccupât vraiment — l'installation sur le Bosphore d'un conquérant redoutable — non par le maintien immoral et impossible d'un Empire oppresseur et vermoulu, mais par l'émancipation graduelle et l'individualité garantie d'Etats indigènes.

Plusieurs conflits, nés de l'obstination du Sultan à refuser l'exécution de ses engagements, mirent aux prises des politiques si opposées et dessinèrent de plus en plus nettement l'attitude contradictoire des deux camps. Il fallut l'effroyable surprise des vêpres d'Arménie pour secouer l'apathie de l'opinion et révéler au monde civilisé la gravité de la crise. Tout a été dit sur des massacres qui ne furent pas sporadiques, mais universels; qui ne furent pas l'explosion accidentelle du fanatisme d'une populace barbare, mais l'exécution systématique et disciplinée des ordres d'un chef souverain. L'humanité subit un long frémissement. On peut croire que le concert européen, devant l'impératif catégorique de la conscience universelle, saurait obtenir tout à la fois le châtiment du crime, l'empêchement de toute récidive et la réforme des causes profondes du mal. On sait à quel avortement misérable aboutit une action ou plutôt une inaction commune, alors qu'il eût suffi d'une démonstration comminatoire, moins que cela, d'une démarche attestant l'identité loyale des vues et des desseins, pour punir le passé, assurer le présent et préserver l'avenir. De telles banqueroutes à la fois morales et politiques se payent — et chèrement.

La guerre greco-turque — pour taire l'éclipse totale de l'autorité de l'Europe — fut le premier fruit de cette politique. Elle a mis autour du front du Sultan des vêpres d'Anatolie l'auréole de la victoire. C'est le sultan Abdul-Hamid qui a eu raison — raison contre la conscience, raison contre le droit, raison contre son peuple, raison contre l'Europe.

Les événements de Macédoine viennent offrir une occasion, peut-être suprême, ou de réparer cette série de fautes criminelles, ou d'achever de creuser l'abîme.

Nul n'ignore à quels excès de souffrances est due la révolte d'une population patiente, laborieuse, calme. S'il était difficile aux Macédoniens de vivre sous le régime ottoman, qui leur refusait toute garantie et leur enlevait tout droit, il leur est devenu impossible de ne pas succomber sous le régime hamidien qui est venu aggraver cent fois les vices de l'Administration et les abus du Gouvernement et greffer sur eux les désordres, les pilleries, les viols et les meurtres des Arnautes. Ce qu'il y a d'étonnant, ce n'est pas que la rébellion ait éclaté, c'est qu'elle ait tant tardé à éclater, surtout depuis que le redoublement des souffrances a coïncidé avec la création sur la frontière d'un Etat libre, civilisé, peuplé et gouverné par leurs frères de race, à la fois l'idéal naturel de leurs secrètes espérances et l'appui nécessaire de leurs virils efforts.

Personne ne conteste les difficultés particulières du problème. Elles tiennent à la configuration du sol, à l'entremêlement, entre les parois escarpées de hautes montagnes, de vallons isolés ; à la diversité, à la rivalité, à la contiguïté aussi de races dont la religion et les querelles ecclésiastiques ont enflammé les passions et nourri les haines.

Bulgares, Serbes, Hellènes, Koutzo-Valaques, Albanais, Osmanlis, Juifs, se coudoyent dans les quatre vilayets. Il serait inique, il serait souverainement impolitique de vouloir donner à l'une de ses nationalités la suprématie, d'organiser, au sortir de l'oppression de tous par le Sultan, l'oppression de tous moins un par les Bulgares. Par bonheur l'expérience est là pour nous démontrer que, sous une constitution libre, sous le regard de l'Europe, les races et les sectes les plus diverses peuvent coexister paisiblement, vivre sur le pied de l'égalité dans la péninsule des Balkans.

C'est calomnier gratuitement les auteurs d'un mouvement de désespoir et d'héroïsme que de répéter contre eux les inventions de la Porte, trop crédulement accueillies par la Grèce et par certains Occidentaux. L'objet de l'insurrection est éminemment simple : il ne s'agit même pas de secouer — comme tant d'autres — le joug du Sultan, et de réclamer une autonomie complète ou l'incorporation dans la principauté sœur et voisine. Il s'agit, non pas même d'exiger, conformément à la légalité internationale, l'application intégrale de cet article 23 qui fait partie d'un traité, seule base de l'existence juridique de la Turquie et qui donne aux Maeédoniens droit aux institutions de la Crète avec son gouverneur indépendant et son assemblée élective, mais d'obtenir les garanties élémentaires pour la sécurité de la vie, de l'honneur et de la propriété.

La pleine réalisation de ces vœux si modestes est tout à fait compatible avec le respect scrupuleux, je ne dis pas seulement des droits, mais des préjugés et des susceptibilités des races non bulgares. Ce serait précisément une admirable expérience, une féconde préparation pour la création d'une fédération balkanesque, sous la suzeraineté nominale, si l'on veut, du Sultan, et avec l'équilibre stable de toutes les nationalités et de toutes les religions, que l'exécution en Macédoine du programme qui se contente du gouverneur autonome et du contrôle européen.

Les puissances n'ont pu manquer de s'émouvoir de cette situation. Elles ont appris en même temps et l'entrée en campagne des insurgés en plein hiver et les effroyables cruautés des prétendues visites domi

ciliaires et d'une répression de représailles. Par malheur elles ont d'emblée abdiqué entre les mains de deux États que tout aurait dû écarter de ce monopole dangereux.

L'Autriche et la Russie ont conclu, il y a six ans, un accord limité aux choses de la Péninsule des Balkans qui a eu pour fruit jusqu'ici l'abstention systématique. Le prétendu droit de priorité qu'elles revendiquent tient uniquement à des visées et à des prétentions aussi contraires aux intérêts de l'Europe qu'à ceux de la Macédoine. Il ne suffit pas de rêver à Salonique comme à la tête du pont de *Drang nach Osten* ou à la Méditerranée comme au terme naturel de la marche d'un grand empire continental vers les mers libres, pour acquérir une sorte d'hypothèque sur cette région. Les souvenirs de la tortueuse politique qui a abouti à l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine et à l'annexion de la province de Kars ne sont pas des précédents rassurants. D'ailleurs, il était à prévoir, il a été prédit à cette tribune même que les deux puissances dites coopérantes n'exerceraient pas la priorité de l'action, mais celle de l'inaction. Les événements n'ont que trop confirmé ces vues.

Une fois munies d'un mandat qu'elles ont semblé transformer en pleins pouvoirs et blanc-seing, l'Autriche et la Russie ont présenté à Constantinople, en février, un programme dérisoire, Elles n'ont même pas insisté pour l'adoption de ce papier vide. Elles se sont ralliées à l'impudente, à la sanglante comédie que la Turquie avait résolu de jouer, avec ses réformes verbales, son inspecteur général des progrès devenu l'exécuteur des hautes et basses œuvres de la répression à outrance, sa mobilisation de forces immenses, son déchaînement d'Haveh, de Bachi-Bouzouks et d'Arnautes sur cet infortuné pays. Il est arrivé ce qui devait arriver. Le sang a coulé à flots. Des centaines de villages ont été incendiés. Le meurtre, le viol, le pillage ont régné sans partage. Les fugitifs, pourchassés, traqués, se sont estimés trop heureux d'atteindre, nus, dépouillés de tout, séparés des leurs, à travers les sentiers de chèvres des montagnes l'asile bulgare. Loin de s'affaiblir, l'insurrection, après la moisson, a doublé.

Chaque jour qui s'écoulait n'a pas seulement ajouté au scandale d'un pareil attentat contre l'humanité; il a ajouté au péril d'un conflit entre la Turquie et la Bulgarie qui mettrait le feu aux poudres, soit que la Turquie croie de son intérêt de provoquer une lutte inégale avec la petite principauté, comme le donneraient à penser ses violations réitérées

de frontières. et l'entassement de forces disproportionnées, soit que la Bulgarie ne puisse à la longue ni supporter le poids écrasant de l'entretien des réfugiés et du maintien de l'armée sur le pied de guerre, ni se soustraire aux cris de détresse de ses frères de race décimés et torturés. Voilà où la politique de solennel *farniente* des deux puissances a amené la situation !

Dés le premier jour, pendant que des voix s'élevaient au Parlement français pour énoncer et dénoncer les conséquences de cette capitulation, le cabinet de Saint-James, par l'organe de lord Lansdowne, avait signalé l'insuffisance du programme et s'était réservé, sans faire bande à part, de proposer éventuellement des mesures complémentaires.

Après les événements du mois d'août — dont le moindre n'a pas été l'assassinat du consul russe de Monastir immolé après celui d'Uskub — l'Autriche et la Russie n'ont cru pouvoir persister purement et simplement dans une politique qui consistait à affirmer contre toute vérité le succès du programme de février et à distribuer inégalement des admonestations au Sultan et des menaces à la Bulgarie. Le changement de ministère qui avait amené au pouvoir dans la principauté — au lieu du cabinet Danef, russophile — les Stamboulovistes, c'est-à-dire un parti indépendant envers la Russie avec le général Perkof et M. Petrof, avait un peu irrité à Saint-Pétersbourg, on en voulait à ce gouvernement d'avoir tenté de négocier directement à Constantinople par l'intermédiaire de M. Natchewitch. Il était pourtant assez peu juste de rendre la Bulgarie responsable des troubles, de l'afflux des réfugiés sur son sol, de la constante sortie des bandes, de lui intimer à plusieurs reprises sur ton rogue le devoir de contribuer au dénouement de la crise et en même temps de lui refuser le moyen désespéré d'un essai d'accord avec Yildyz-Kiosk.

Visiblement la situation qui en Macédoine s'aggravait par les terribles excès de la répression dans le vilayet de Monastir, par l'entrée en scène et le ravage immédiat du vilayet d'Andrinople, par l'explosion soigneusement préparée de l'insurrection entre le Vardar, le Rhodope et les montagnes de la frontière bulgare, empirait en Bulgarie. Sous des inspirations suspectes une campagne violente s'organisait contre le Prince. Le Trésor fléchissait sous le double fardeau d'une mobilisation partielle et de l'entretien des réfugiés.

Le peuple profondément ému des souffrances et des exploits de ses frères de race, se demandait si, même au point de vue des charges

fiscales, une guerre, qu'il souhaitait parfois dans un éclair d'enthousiasme, ne vaudrait pas mieux que la paix armée, inquiète et honteuse. On eût dit que la Turquie s'était décidée à brusquer les événements en engageant avec sa vassale une lutte forcément inégale. Les violations de frontière se succédèrent.

En Macédoine, des centaines de milliers de soldats, brusquement transférés d'Anatolie, sans solde, sans vivres, sans discipline, se livraient tantôt à des actes de fanatisme et tantôt à des actes de pillage. La lutte avait pris un caractère de férocité inouïe. Les insurgés eux-mêmes commettaient parfois des excès, qui servaient de thème à leurs ennemis en Europe et dont on affectait de ne pas savoir s'ils étaient le contrecoup regrettable, mais naturel, d'une répression cruelle ou s'ils étaient les fruits d'un système prémédité. Malgré tout, l'opinion commençait à s'émouvoir. Les Grecs, férus de l'idée d'une Macédoine hellène qui n'a jamais existé — pas même sous les Philippe et les Alexandre, seuls descendants de la race hellénique dans un milieu tout barbare, — hypnotisés aussi par l'espoir ignominieux et fallacieux d'une alliance avec le vainqueur de la guerre de Thessalie, s'efforçaient en vain de discréditer comme *brigands* des hommes, dont le seul crime était de s'insurger comme les auteurs de l'indépendance de la Grèce et de commettre des exploits du genre de ceux qui immortalisèrent Canaris et les Palikares.

En Angleterre, un Comité était formé; une agitation menée avec vigueur avait débuté, deux cents meetings de protestation se tenaient en moins de deux mois et, malgré une lettre de dilettante et de sophiste adressée par le premier ministre Balfour à l'archevêque de Cantorbéry, lord Landowne, d'ailleurs très humain, se sentait forcé d'accentuer son langage.

Sur ces entrefaites eut lieu l'entrevue de Muerszteg. Des délibérations des souverains et de leurs ministres, il est sorti, malgré les dénégations officielles, quelque chose d'un peu nouveau. Le comte Lamsdorf et le comte Kalnoky venaient de recevoir une dépêche de Londres où lord Lansdowne posait assez nettement la question du Gouverneur général autonome, du contrôle européen et de l'amnistie. On lui répondit qu'on était d'accord avec lui, qu'il n'avait fait que devancer les intentions austro-russes, qu'au surplus les ambassadeurs allaient recevoir des instructions communes et qu'on verrait sous peu de grandes choses. Cependant, les jours succédaient aux jours, les semaines aux semaines

sans que rien se fît à Constantinople, et l'on se demandait s'il ne s'agissait pas avant tout de gagner — c'est-à-dire de perdre — du temps, de faire traîner les choses, d'arriver à l'hiver, saison où l'on se flattait de voir l'insurrection forcée à une suspension d'armes. Double erreur : puisque l'an dernier nombre de bandes ont tenu la campagne malgré les rigueurs de la température et puisque, d'ailleurs, c'est le moment choisi par la Turquie pour les visites domiciliaires, perquisitions, recherches d'armes, c'est-à-dire par le déchaînement par ordre d'un *pandæmonium* officiel.

Finalement, les deux ambassadeurs ont été reçus le 23 octobre dernier et ils ont notifié au Sultan les vues de leurs maîtres impériaux.

Sans conteste, le nouveau projet constitue un progrès sur l'ancien. Quand il ne ferait qu'avouer la faillite du premier, et que prononcer deux ou trois mots décisifs, avec lesquels tout est possible, sans lesquels rien ne se peut, il faudrait s'en féliciter. La question, malheureusement, n'est pas là : il s'agit de savoir si le plan actuellement présenté, est de nature à dénouer la crise et s'il mérite l'appui et le concours de la France. Je regrette devoir y opposer une double et franche négative. Si le projet d'octobre n'incarne plus l'encombrante inaction, le monopole d'inertie des deux puissances mandataires, il offre des inconvénients non moins graves.

La première, et non la moindre des critiques, c'est au rôle exclusif que prétendent les deux empereurs qu'il faut l'adresser. C'est là une singulière interprétation du mandat reçu des autres puissances. Ceux qui ont dénoncé leur abdication en février ont le droit d'y montrer le fruit de ce néfaste effacement. En revendiquant le droit d'agir seules, l'Autriche et la Russie justifient tous les soupçons, non seulement de la Porte et des Macédoniens, mais de l'Europe. Il devient évident qu'elles servent leurs intérêts en première ligne et non ceux de l'humanité et de la paix. On peut compter que la Turquie saura exploiter une maladresse qui lui permet de repousser les réformes sous prétexte de combattre le dépècement. Les Macédoniens qui n'ont point de goût pour être mangés à la sauce bosniaque ou herzégovienne ou à la façon de l'Arménie russe, se refusent à voir une solution dans l'établissement des avant-coureurs de l'annexion. Laissées dans un tête-à-tête irritant, les deux puissances ne tarderont pas à en venir à l'état d'esprit et à l'attitude de la Prusse et de l'Autriche en 1864 après l'occupation commune des duchés.

Et ce n'est pas tout. Pour motiver l'action isolée à deux, les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg ont été forcés de quitter le terrain solide et large du traité de Berlin et de son article 23. C'est qu'il est signé de toutes les puissances et qu'il implique l'égalité non seulement de leurs droits, mais de leurs devoirs à l'égard de clauses qui confèrent aux populations des titres juridiques exécutoires. Pas la moindre allusion n'est faite au traité de Berlin dans la note du 23 octobre. Quel triomphe pour le Sultan que de voir ses créanciers de leurs propres mains déchirer ou jeter aux vieux papiers le contrat international sur lequel repose l'existence légale de son empire et dont il a violé toutes les obligations.

Tel est le vice rédhibitoire du plan nouveau. Il en fourmille d'autres. Par quelle aberration élimine-t-il de la Macédoine à pacifier le vilayet d'Andrinople, peut-être le plus éprouvé après celui de Monastir ? Quel est l'optimisme absurde qui a fait limiter à deux ans l'existence et le fonctionnement d'un régime qui, dans l'hypothèse même du succès, ne ferait alors que commencer à réussir ? C'est une faute impardonnable que de laisser le gouverneur général dans une dépendance quelconque de Yildiz-Kiosk. Sujet ottoman, sa carrière est entre les mains du maître ; jamais il n'osera résister aux ordres secrets ; le fil n'est pas coupé qui fera des valis des marionnettes, tant qu'il les unira au Sultan.

On pourrait croire que les puissances ont voulu elles-mêmes se railler de leur œuvre quand on les voit proposer le maintien de Hussein-Hilmy pacha. Ce personnage avait été désigné pour être l'inspecteur général des réformes : il s'est fait l'exécuteur des hautes et des basses œuvres, le bourreau de la Macénoine ; son nom seul suffit à discréditer tout projet où il figure.

Quant à ses deux conseillers autrichien et russe et à leur état-major respectif d'attachés, qui ne voit que le pacha, malin, annulera ses tuteurs en les équilibrant l'un par l'autre et qu'une surveillance efficace n'est possible que là où une rivalité ne met pas face à face et ne contrebalance pas l'un par l'autre deux agents ? L'article relatif au général européen au service du sultan, qui réorganisera la gendarmerie et la police, a mis sur le qui-vive toutes les inquiétudes. Il n'y a guère qu'un Allemand qui réponde à ce signalement, et appeler un sujet, un serviteur de Guillaume II à ce poste, c'est peut-être donner à ce souverain une raison de ne pas combattre le plan, mais c'est assurément condamner celui-ci à l'avortement.

Le contrôle général, le seul efficace, le seul praticable, n'apparaît

que sous la forme de la mission éventuelle des officiers des puissances. Ce sera, certes, chose utile que l'envoi de témoins spécialistes et il suffit de se souvenir des excellents rapports de certains militaires de divers pays sur les massacres d'Arménie pour espérer des comptes rendus impartiaux et clairvoyants. Il n'en demeure pas moins que pour l'exercice quotidien du contrôle sur un gouverneur général émancipé de Yildiz-Kiosk et sur ses fonctionnaires de tout degré, il faut des agents civils préparés à cette tâche délicate.

Il n'est pas besoin d'aller plus avant dans l'examen minutieux de ce projet. Forme et fond, principes et détails, il est mal conçu et mal rédigé et ne peut servir de base à l'action finale, urgente des puissances.

Sans doute, la France et les co-signataires du traité de Berlin ont pu et dû prendre acte de l'aveu implicite d'abandon du plan de février. C'est là, par parenthèse, un précédent propre à rendre modestes les auteurs de ce projet mort-né, et prudents ceux qui sanctionnèrent cette erreur.

On aime à espérer que la France ne s'est pas hâtée de donner, sans réserve, son assentiment à une nouvelle édition mal revue et non corrigée de cette œuvre bâtarde. La pratique loyale d'une alliance conclue sur le pied de l'égalité n'implique nullement la docilité subalterne de l'une des parties. D'ailleurs le *non possumus* obstiné du Sultan vient de replacer les puissances sur le terrain du traité de Berlin.

Au fond il s'agit d'un programme essentiellement limité, sage, modeste. Deux points seulement y sont nécessaires : c'est le gouverneur général, non sujet ottoman, nommé et garanti, sans l'intervention perpétuelle du palais, pour une durée fixe ; c'est l'institution du contrôle effectif des puissances signataires. De leur adoption découlera tout le reste. C'est là-dessus qu'il faut concentrer l'effort. L'Europe n'a pas le droit de renouveler la banqueroute d'Arménie : il est des récidives qui sont des suicides.

Or le précédent de Crète — pour ne citer que celui-ci — a révélé le moyen d'amener à composition la Turquie récalcitrante. On aurait peine à comprendre que la République pût encourir le risque d'une démonstration navale pouvant aboutir à un conflit, à la guerre pour exiger à la pointe de l'épée, le pistolet sur la gorge, l'acquittement des créances plus ou moins grossies de spéculateurs levantins et n'osât braver un tel péril pour faire honneur à une créance sacrée souscrite par l'Europe.

D'ailleurs, on aurait tort d'agiter devant nous le spectre d'une

guerre pour nous détourner de cette démarche. S'il est quelque chose de certain, c'est que la guerre est inévitable, au printemps, d'abord entre la Bulgarie et la Turquie, puis entre d'autres belligérants, si d'ici-là la crise macédonnienne n'a pas pris fin. D'autre part, on sait que si le Commandeur des Croyants est hors d'état de faire, sans l'apparence de la contrainte, aux puissances dites chrétiennes une concession qui soulèverait l'Islam tout entier, sa religion même et l'interprétation des docteurs ne l'autorisent pas seulement, elles lui ordonnent de céder — même un fragment de territoire musulman — au déploiement d'une force supérieure. Toute l'histoire des démonstrations navales grâce auxquelles l'Europe, après le traité de Berlin, arracha l'exécution de quelques-uns de ses articles à un débiteur essentiellement mauvais payeur, est là pour écarter des appréhensions artificielles.

Une belle occasion s'offre pour la France de tirer parti de l'heureux rapprochement qui s'est opéré entre elle et deux des puissances libérales et démocratiques de l'Occident, l'Angleterre et l'Italie. Ce n'est point trop s'aventurer que d'affirmer, d'une part, que l'action commune de ce trio en faveur des deux points du programme *minimum* entraînerait à la fois l'adhésion plus ou moins spontanée du Concert européen — ou de cette partie dont, comme en Crête, on ne peut se passer — et la soumission du Sultan et, d'autre part que le Cabinet de Londres n'attend qu'un signe du nôtre pour accepter cordialement cette coopération. S'il est une vérité expérimentale, c'est que le meilleur moyen de fortifier un accord, c'est d'en user, de le mettre à l'épreuve de l'action. La République ne saurait, dans l'intérêt de la paix, de l'humanité, du maintien de l'intégrité de l'empire ottoman, du bien des populations sujettes, souhaiter meilleure occasion d'affermir l'heureuse et cordiale entente qui vient de se rétablir avec l'Angleterre et l'Italie et qui — comme le prouve la missive si nette du tsar au président — est bien loin de porter ombrage à la Russie et lui donne sans doute le même genre de satisfaction que celui que fait éprouver à la France son accord particulier avec l'Autriche-Hongrie sur le terrain balkanique. Le rejet pur et simple par le Sultan du projet austro-russe ouvre une voie nouvelle au bon vouloir des puissances uniquement préoccupées du bien des populations opprimées et du maintien de la paix. En se retranchant sur une négative obstinée, la Turquie a, bien malgré elle, replacé le débat sur le terrain juridique et moral qu'il n'aurait jamais dû quitter, celui du traité de Berlin. On doit espérer qu'au lieu de s'engager plus avant dans une

impasse sans issue, et d'épuiser leurs efforts et leurs forces pour un *ultimatum* dont l'adoption même ne ferait qu'accroître les chances de conflit dans la péninsule des Balkans, les puissances — la France en tête — profiteront de cet échec pour revenir à l'action commune, à l'exercice des droits et à l'accomplissement des devoirs égaux des signataires des traités de Paris et de Berlin et pour exiger purement et simplement les deux remèdes nécessaires, mais suffisants : le gouverneur émancipé et garanti, le contrôle efficace et permanent.



Pro Armenia

Administration : 3, Avenue de l'Observatoire

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 1er et le 15 de chaque mois.

COMITÉ DE RÉDACTION :

Georges CLEMENCEAU — Anatole FRANCE
Jean JAURÈS — Francis de PRESSENSÉ

RÉDACTEUR EN CHEF :

Pierre QUILLARD

ABONNEMENTS :

France : 8 francs. — Étranger : 10 francs.

Pro Armenia est avant tout une revue d'informations qui donne les renseignements les plus exacts et les plus précis non seulement sur l'effroyable oppression à laquelle sont soumis les Arméniens, mais aussi sur toutes les violences commises par le régime hamidien contre les populations de l'empire turc, de toute nationalité et de toute religion.

[illegible] (imprimerie typographique), [illegible] Paris. — [illegible]

